

[Mail](#)   [htm](#)   [pdf](#)   [Home](#)

***D'un mouvement étudiant à un parti  
Alle Macht Aan De Arbeiders 1970-1979***



VERSTEEGH, Julien

Mémoire présenté sous la direction de  
Mme Anne Morelli en vue de l'obtention du  
titre de licencié en Histoire contemporaine

**Année Académique 1999-2000**

**Université Libre de Bruxelles  
Faculté de Philosophie et Lettres**

**Source:** Carcob/Dacob

\*  
\* \*

**Table des matières**

[Préface](#)

[Mots clefs](#)

[Remerciements](#)

[Liste des abréviations](#)

[Introduction](#)

[Première partie : Considerations générales:](#)

[Chapitre I - Situation internationale](#)

[A. Le monde et la guerre froide: petit aperçu historique](#)

[1\) Les origines](#)

[2\) L'escalade](#)

[3\) 1956: la détente](#)

[B. L'émergence du Tiers-Monde](#)

[C. Contestations et rupture au sein du monde communiste](#)

[D. Les événements de 1968](#)

- 1) Un déclencheur: la guerre du Viêt-Nam
- 2) 1968 dans le monde

## **Chapitre II - La Belgique des années septante**

### A. Situation économique

- 1) Les Golden Sixties
- 2) La Belgique dans l'Europe
- 3) La crise de l'industrie charbonnière
- 4) Les années septante: la Belgique dans la crise

### B. Contexte politique

- 1) Situation générale
  - a) La fin de l'Etat unitaire
  - b) Les gouvernements
- 2) Les partis politiques en présence
  - a) naissance de nouveaux partis
  - b) scission des trois familles politiques traditionnelles
  - c) La gauche et l'extrême gauche en Belgique
    - Le Parti Communiste
    - Le « grippisme »
    - Les « marxistes-léninistes »
    - Les nouveaux maoïstes

### C. Contexte social: l'évolution de la politique syndicale

## **Seconde partie: Les prémisses de AMADA-TPO: 1967-1970**

### **Chapitre I: Le mouvement étudiant 1966-1969**

- A. Louvain 1966: première révolte
- B. Louvain 1968, seconde révolte, le tournant

### **Chapitre II: La constitution d'une "nouvelle gauche"**

#### A. 1966-1967 : la radicalisation

- 1) L'évolution des idées
- 2) La création d'un mouvement étudiant progressiste - mars 1967 le « Student Vakbeweging »

#### B. La rencontre et l'adhésion au marxisme

- 1) Découverte du marxisme
- 2) Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven
  - a) Le mouvement étudiant de Louvain est une expression de la lutte de classes
  - b) La société est divisée en deux classes antagonistes prolétaires et capitalistes
  - c) Le capitalisme est générateur de contradictions et de crises
  - d) Le capitalisme est générateur d'une fascisation du régime
- 3) « Que faire »
  - a) Dogmatisme et liberté de critique"
  - b) La spontanéité des masses et l'esprit de conscience de la sociale-démocratie
  - c) Politique trade-unioniste et politique sociale-démocrate

### **Chapitre III: La transformation de la conception du monde: premiers contacts avec la classe ouvrière**

#### **A. Premières expériences ouvrières**

- 1) La grève de Ford-Genk - octobre-novembre 1968
- 2) La grève générale du textile à Gand en 1969

#### **B. 1969 : la plate-forme des étudiants révolutionnaires : Dokument 1969**

### **Chapitre IV: Le SVB et le mouvement de contestation en Belgique**

### **Troisième partie: Alle Macht Aan de Arbeiders, Parti Communiste en construction 1970-1979**

#### **Chapitre I: La constitution de AMADA**

##### **I. Mijnwerkersmacht**

- A. La grève des mines du Limbourg
- B. Les étudiants dans la grève - Mijnwerkersmacht
- C. Mijnwerkersmacht et les différents acteurs politiques

##### **II. Bilan et conséquence de la grève des mines - la constitution de**

- Alle Macht Aan de Arbeiders
- A. Comité Ouvrier ou Parti
- B. Le journal Alle Macht Aan de Arbeiders
- C. Médecins pour le peuple

#### **Chapitre II : Evolution interne et participation aux conflits sociaux**

- A. Développement organisationnel
- B. Conflits internes et conséquences
  - 1) le Groupe Brussel Zuid-De Vonk
  - 2) La cellule de Boel Tamise
- C. La grève des dockers
  - 1) L'intervention de AMADA
  - 2) AMADA et le Parti Communiste
  - 3) Le procès des docks

#### **Chapitre III - Bilan et conséquences de la grève des dockers**

- A. Participation de AMADA aux élections
- B. Le mouvement de rectification sur la construction organisationnelle du Parti
  - 1) Les statuts
  - 2) La constitution des organes dirigeants
  - 3) La cellule
- C. La campagne pour le journal hebdomadaire

#### **Chapitre IV - Unification du mouvement marxiste-léniniste en Belgique**

#### **Chapitre V: De AMADA-TPO au Parti du Travail de Belgique**

- [A. La politique du Front Uni](#)
- [B. Le Congrès de Fondation du Parti du Travail de Belgique](#)

## **Conclusion générale**

## **Bibliographie**

- [I. Ouvrages généraux](#)
- [II. Sources écrites](#)
  - [1\) Sources éditées](#)
  - [2\) Sources inédites](#)
- [III. Sources Orales](#)

**Notes** (*renumérés et interactives*, jh)

**Index** des noms dans le texte liés à la gauche (jh)

\*  
\* \*

## **Préface - [Table des matières](#)**

Ce mémoire analyse le développement politique, idéologique et organisationnel du mouvement Alle Macht Aan de Arbeiders, Tout le Pouvoir aux Ouvriers, durant la période 1970-1979. Le mouvement Alle Macht Aan de Arbeiders est l'organisation mère de Factuel Parti du Travail de Belgique.

Né du mouvement étudiant flamand de Louvain, un noyau progressiste a peu à peu émergé du mouvement nationaliste flamand pour se constituer en organisation étudiante contestataire qui, inspiré par le maoïsme et au contact des mouvements sociaux de la Belgique de la fin des années soixante et du début des années septante, a adopté l'analyse marxiste de la société comme base idéologique d'un mouvement à vocation ouvrière constitué comme nouveau parti communiste en construction.

A la lumière du contexte socio-économique de la Belgique des années septante, le mouvement va se développer, se constituer en véritable parti au cours de dix années de pratiques sociales et de débats idéologiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement. Cette évolution aboutira à la création en 1979 du Parti du Travail de Belgique.

Ce mémoire s'attache donc à étudier l'apparition d'un nouveau mouvement communiste sur la scène politique belge qui se veut, non pas le successeur mais le remplaçant Parti Communiste issu de la troisième internationale. Ce Travail constitue une étape dans la compréhension historique du succès et de la perpétuation des idées communistes dans le dernier quart du vingtième siècle, ceci principalement à la lumière des archives internes du mouvement et des témoignages oraux des différents acteurs membres, ex-membres ou spectateurs du mouvement.

L'utilisation de ces différentes sources a permis de mieux appréhender la connaissance d'un des acteurs du mouvement communiste belge.

**Mots clefs** - [Table des matières](#)

Belgique, Alle Macht Aan de Arbeiders, Tout le Pouvoir aux Ouvriers, AMADA, TPO, Parti du Travail de Belgique, parti politique, Idéologie, maoïsme, marxisme, communisme, Histoire politique belge, histoire sociale belge, histoire du mouvement communiste en Belgique, histoire des idées



**Remerciements** - [Table des matières](#)

*Que tous ceux qui ont participé à ce mémoire, de près ou de loin, et sans qui ce Travail n aurait pas été possible, trouvent ici nos remerciements.*

*Ma gratitude s adresse particulièrement à Madame Morelli. promoteur de ce mémoire, qui nous a orientés de ses précieux conseils et les responsables du Parti du Travail de Belgique, particulièrement Nicole, responsable du centre de documentation, qui ont gentiment accepté de mettre à ma disposition leurs archives.*

*Je tiens également à remercier chaleureusement Gûlay qui tout au long de cette année m 'a courageusement « supporté » ainsi que mes parents pour leur patience et leur aide technique.*

*Ce mémoire n aurait pas non plus pu voir le jour sans toutes les personnes qui m 'ont encouragé et consacré un peu de leur temps : Luc Vervaet, Nadine Rosa-Rosso, Baudouin Deckers, Hubert Hedebouw, Paul Deramelaere, Kris Merckx, Renate Willockx, Kris Hertogen, Michel Mommerency, Roger Saeys, Stan Van Hulle, Warre Claes. Marie-Rose Eligius, Jean Pestieau, Herman Veulemans, Herwig Lerouge, Arnould Van Reussel, Flor De Witte. Jacques Boutemy, Michel Graindorge, Jean-Louis Roefs, Pierre Marage et bien d'autres.*

*A tous, merci.*

\*  
\* \*

### **Liste des abréviations - [Table des matières](#)**

AMADA Alle Macht Aan de Arbeiders  
BSR Brigade de Surveillance et de Recherche  
CESEP Centre d'Etude Sociale, Economique et Politique  
CSC Confédération des Syndicats Chrétiens  
CVP Christelijk Vlaams Partij  
FGTB Fédération Générale des Travaileurs de Belgique  
FK Facultaire Konvent  
KVHV Katholiek Vlaams Hoogstudent Verbond  
LSK Leuven Studentenkorp  
MUBEF Mouvement Unifié Belge des Etudiants Francophones  
PC(M-L)B Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) de Belgique  
PCB Parti Communiste Belge  
PCC Parti Communiste Chinois  
PS Parti Socialiste Belge  
PTB Parti du Travail de Belgique  
SK Senioren Konvent  
SVB *Student Vakbeweging*  
TPO Tout le Pouvoir aux Ouvriers  
TPT Tout le Pouvoir aux Travaileurs  
UBO TUnion Belge des Ouvriers des Transports  
UC(M-L)B Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique  
UUU Union Université Usine  
VNSU Vlaamse Nationale Studenten Unie (étudiant de la Volksunie)  
VU Volksunie  
VVS Vereniging van de Vlaams Studenten

### **Introduction - [Table des matières](#)**

Mille neuf cent nonante-six, je venais d'avoir dix-huit ans et finissais ma sixième année au Lycée Dachsbeck, école de la Ville de Bruxelles, qui se pique d'être une école pilote, de bonne réputation, à l'instar de l'Athénée Robert Catteau et fréquentée principalement par les classes moyennes et dominantes agnostiques.

Dans ce climat studieux et traditionnel, éclatent en janvier les manifestations des enseignants et des étudiants contre le projet Onkelinckx, dont l'application menaçait l'encadrement des classes, la sécurité d'emploi des professeurs et la qualité de l'enseignement en général.

Les manœuvres du gouvernement s'inscrivaient, je l'ai appris plus tard, dans un plan global de la mise en œuvre en Belgique et en Europe, des théories néo-libérales visant à raboter les budgets de l'état et à privatiser la plupart des entreprises publiques. La réforme proposée ne pouvait qu'aggraver la médiocrité de l'enseignement réservé aux classes populaires.

Les professeurs du Lycée Dachsbeck étaient particulièrement timides dans l'action menée contre le gouvernement, sans doute parce que la Préfète en exercice était une Dame Dupuis, attachée à l'époque au cabinet de Madame Onkelinckx (Ministre Présidente de la Communauté française) et actuellement Ministre de l'enseignement supérieur.

Les élèves du lycée étaient pareillement indifférents et se sentaient peu concernés .

J'avais eu, à de rares occasions, l'occasion de fréquenter, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école, de « drôles de types » se réclamant des organisations de jeunesse du Parti du Travail de Belgique, qui m'était alors inconnu. Us essayaient de susciter l'agitation au sein de l'école. Je n'étais pas insensible au discours de ces jeunes et je voyais dans leur organisation l'occasion d'exprimer une révolte latente et de trouver des réponses aux préoccupations de mon âge. Je me suis rapidement impliqué dans l'organisation *Rebelle*.

Avec quelques compagnons de classe, nous entreprîmes d'animer la grève et de la diriger.

Il s'agissait pour beaucoup d'élèves de rhétorique, d'un divertissement, d'une occasion de braver l'autorité et de ranimer l'esprit contestataire des années 68, vécu par leurs parents.

De manifestations en discussions diverses, s'est développée ma sympathie politique pour l'extrême gauche, ma défiance à l'égard des théories néo-libérales et pour finir, mon engagement dans le Parti du Travail de Belgique (PTB), dont le mouvement *Alle Macht Aan de Arbeiders* (AMADA) avait été le creuset.

Il était donc séduisant pour un jeune militant de retracer l'histoire de ce parti méconnu, confidentiel et qui, pour la première fois en 1996, se montrait à moi sur le plan politique.

Mon intérêt était renforcé par l'ignorance généralement répandue à l'égard de cette formation qui n'a encore fait l'objet d'aucune étude sérieuse.

Dix ans après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, alors que la Chine s'engage irrémédiablement sur la voie du libéralisme et que l'Europe enterre ses derniers partis communistes, Christophe Bourseiller constate que le Parti du Travail

de Belgique, « (...) *une formation incroyablement dynamique* », continue, contre vents et marées, à se revendiquer de la plus pure tradition marxiste-léniniste(1).

S'agit-il d'une aberration, d'une survivance éphémère des rêves déçus d'une génération de soixante-huitards dont les derniers ardents activistes s'essouffent dans leur coin ou s'agit-il d'une particularité singulière du paysage politique belge, expression du renouveau d'un certain rêve révolutionnaire ?

Dans les deux cas, il est nécessaire de s'intéresser à cette formation. S'il s'agit d'une survivance comment l'expliquer ? Comment expliquer sa présence croissante ces dernières années ?

S'il s'agit de l'expression d'un renouveau révolutionnaire, pourquoi en Belgique ?

Il s'agira dans ce mémoire d'apporter une première tentative d'explication au développement du PTB par l'étude du mouvement AMADA dont il est issu.

Lorsqu'en 1968 Ludo Martens, actuel président du PTB, déclare : « *Celui qui veut lutter aux côtés des ouvriers a pris une option pour des dizaines d'années. Nous savons que nous prenons nos distances de tous les succès et prestiges de la société bourgeoise. Dans les dix ans, nous aurons prouvé que nous sommes dignes de la confiance des ouvriers dans la lutte des classes* », il dresse les grandes lignes directrice du futur AMADA(2).

Les jeunes militants de 1968 agissent-ils en missionnaires, porteurs messianiques d'une parole divine, percevant la possibilité d'éventuels prestiges et intérêts personnels ou se prononcent-ils en matérialistes convaincus, fraîchement initiés à la théorie marxiste qui leur fait espérer une issue révolutionnaire à un système économique qui les scandalise ?

Pour répondre à cette question, nous nous efforcerons d'analyser et de comprendre l'émergence d'une organisation à vocation révolutionnaire dans le contexte socio-économique de la seconde moitié du XXe siècle. Il s'agira de mettre en lumière les liens de causalité qui ont poussé de jeunes étudiants, empris du climat contestataire de 1968, à découvrir, ou plutôt redécouvrir la théorie marxiste, à progressivement l'assimiler et l'affiner en lien avec leur pratique sociale définie.

A l'instar de la déclaration « *prophétique* » de Ludo Martens, les protagonistes et fondateurs du PTB vont parcourir un long itinéraire qui les conduira depuis les années 1966, des combats politiques à l'Université, des luttes sociales dans les entreprises, à la rencontre d'autres mouvements se réclamant du même terreau idéologique, à leur coopération ou à leur fusion et finalement au congrès de fondation du PTB en 1979.

A Louvain, les jeunes étudiants fondateurs passeront par une étape marquée par le nationalisme flamand opposé à « *l'impérialisme culturel* » francophone. De cette première confrontation avec les problèmes politiques et l'autorité, nos jeunes activistes plongeront

dans les événements de 1968, dépasseront, dans le *Student Vakbeweging*, les aspirations culturelles de leur première contestation.

Au contact d'étudiants du Tiers Monde, ils élargiront leur vision du monde et nous verrons qu'ils se persuaderont de la nécessité de rejoindre les luttes sociales en s'immergeant dans les entreprises.

Certains militants se mettront à l'épreuve du Travail manuel, participeront aux actions de grève, notamment dans les mines du Limbourg et au port d'Anvers. Ils étendront leurs relations à leurs condisciples de l'Université de Gand, ils se livreront à l'étude du marxisme, ils rallieront les thèses marxistes-léninistes mises en avant par la Chine et Mao Tsé-Tung, prendront parti dans les luttes doctrinales, opposant les militants du Parti Communiste traditionnel et partisan des thèses de l'Union Soviétique à ceux qui ont fait scission au profit des thèses chinoises, notamment le groupe Grippa, du nom d'un membre du Comité central du PCB qui fit sécession.

Dans la sphère de l'extrême gauche, ils constitueront AMADA. Alle Macht Aan de Arbeiders. forme d'abord de comités ouvriers dispersés dans les lieux de Travail et rapprocheront des différents groupements francophones qui se réclament de l'extrême gauche

AMADA suscitera la naissance de TPO. Tout le Pouvoir aux Ouvriers, pour relayer l'action de l'Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique l'UC(ML)B en Wallonie.

A chaque étape, les initiateurs du PTB éditeront des documents, rédigeront des rapports sous différentes appellations.

Il conviendra de rechercher sous ces différentes publications, l'évolution du discours politique et les enjeux des confrontations idéologiques qui écartèrent du rassemblement un certain nombre d'associations et en groupèrent d'autres.

La période que nous nous attachons à étudier, qui s'étend de 1966 à 1979. fut particulièrement fertile en rebondissements doctrinaux, structurels et conflits de tendances où les intervenants se livrèrent à l'échange d'invectives caricaturales.

De cet éventail, de ce désordre vécu par l'extrême gauche, il semble que. sous le label marxiste-léniniste, seul le PTB ait survécu, parti dont le souci actuel est. outre ses objectifs révolutionnaires, de participer au jeu parlementaire par la participation, à l'instar des partis traditionnels, aux élections législatives et locales.

Un historien peut-il être partisan et scientifique ? L'Histoire est-elle partisane ? La critique historique est-elle inmanquablement tributaire des conceptions idéologiques ?

Assurément oui. Mais pour l'historien, il s'agit d'étouffer, tant que faire se peut. l'expression d'une sympathie ou d'une antipathie qui lui ferait opérer un choix discriminatoire des sources qu'il doit consulter.

Il me fallait donc être particulièrement attentif à limiter la chronique de la naissance et des premiers développements du PTB. à la seule relation des faits, tels qu'ils résultent des documents consultés : l'absence de toute monographie sur le sujet et la naissance récente du Parti, limitaient donc mes recherches aux archives constituées, à la presse publiée et aux témoignages des adeptes du Parti et de ceux qui lui avaient tourné le dos.

Ceci n'a pas manqué de susciter des dispositions méthodologiques particulières.

Ma qualité de militant du Parti m'a permis d'obtenir un large accès aux archives internes que ses membres ont bien voulu conserver, aux tracts et à la presse publiée depuis les années septante et aux fichiers des membres et ex-membres que j'ai pu largement interroger.

Si une partie des archives a fait l'objet d'une classification, il n'en va pas de même pour la plus grande partie des documents. La première difficulté a été de gérer la masse de documents disponibles et d'en faire un tri judicieux. Néanmoins nombre de documents ont été égarés ce qui a considérablement rendu difficile les investigations.

De plus certaines informations n'ont pas pu être consultées. Le nombre de membres, la composition sociologique du mouvement, sont des données gardées secrètes par le PTB qui invoque des raisons de sécurité. Nous n'avons donc pu qu'émettre des estimations sur base des données disponibles : taux de participation aux différents rassemblements du mouvement, résultats électoraux, importance du soutien financier, nombre de cellules actives, etc.

L'accès aux archives internes a ouvert des pistes d'analyse jusqu'ici ignorées. Les rapports du bureau politique, de la direction nationale et des différentes directions provinciales, les rapports de réunions, les bilans des grandes orientations politiques, idéologiques et organisationnelles ont permis de mettre en lumière les aspects de la vie interne de ce parti.

Né de l'action des étudiants flamands de l'Université Catholique de Louvain, au milieu des années soixante, tous les documents fondateurs internes du parti, rapports, presse, procès verbaux, sont rédigés en néerlandais et ont nécessité un très large Travail de traduction et d'interprétation. Les citations reprises dans ce Travail ont été traduites le plus fidèlement possible, mais souvent adaptées pour répondre aux exigences de la langue française.

Si cette somme de documents a rendu possible l'analyse du discours du mouvement, l'historien qui s'attache à étudier l'histoire d'un parti communiste se doit de mesurer l'écart entre ce discours et la réalité. L'historien doit donc porter son intérêt sur le vécu des militants.

Pour ce faire, nous avons eu recours aux interviews de militants du parti choisis en fonction du rôle qu'ils ont joué dans le développement du mouvement.

Herwig Lerouge qui, en sa qualité actuelle de rédacteur en chef du journal du Parti du Travail de Belgique, a été interrogé sur le développement du journal du mouvement AMADA.

Kris Merckx, à l'origine de la médecine gratuite et des premières maisons médicales du parti. Rendu célèbre par son opposition à l'Ordre des Médecins, il s'est illustré, en 1975, au cours de l'affaire qui porte son nom.

Nadine Rosa Rosso, actuellement secrétaire générale du PTB, elle a rejoint le mouvement en 1976, au terme du débat d'unification avec les différentes organisations maoïstes du moment.

Luc Vervaet, comme cheville ouvrière du mouvement AMADA durant la grève des dockers en 1973.

Kris Hertogen, porte parole du mouvement durant la grève des mines du Limbourg en 1970.

Baudouin Deckers, en qualité de dirigeant national de l'organisation.

Renaat Willockx, comme dirigeant étudiant à Gand en 1969, a éclairé les origines du mouvement.

Hubert Hedeboew et Paul Deramelaere qui, après avoir tous deux participé à différentes scissions au sein de l'organisation, ont ensuite immigré en Wallonie en 1975 pour y construire le Parti.

Je regrette de n'avoir pu rencontrer Ludo Martens, président du PTB, absorbé par ses nombreux déplacements et reportages en République Démocratique du Congo

Il nous a fallu le plus souvent adopter le langage de ces militants fondateurs pour situer le plus exactement possible leur détermination, leur logique et leur histoire et nous interdire de porter un jugement qui pourrait approuver tantôt la générosité de leurs fins, regretter les outrances de leurs querelles et les peut-être dérives dogmatiques. Dès lors, dans un souci de rigueur historique, ces témoignages ont été analysés à la lumière de ceux d'anciens membres et de personnes qui ont vécu, de manière extérieure, le développement de AMADA.

Arnould Van Reussel, Flor Dewit et un militant désireux de garder l'anonymat ont contribué à ce Travail en qualité d'anciens membres. Paul Theunissen, Rudy Van Doorslaer ont également été contactés mais ont refusé de s'exprimer sur le sujet.

L'analyse extérieure du mouvement AMADA a été apportée entre autres par Jean-Louis Roefs, alors actif dans le milieu socialiste à l'ULB, Jacques Boutemy et Michel Graindorge, tous deux actifs dans des organisations maoïstes francophones, Pierre Marage, membre de l'Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique (UCMLB). qui a vécu de près le débat d'unification avec AMADA dans le milieu des années soixante Soulignons au lecteur qu'un problème technique indépendant de notre volonté est à l'origine de la perte d'une grande

partie de l'interview de Pierre Marage Des lors cette interview a été utilisée avec circonspection

D'autres personnes ont été contactées mais ont également refusé de s'exprimer: Jean Yogel, journaliste au *Journal du Mardi*, ancien membre de l'UC(ML)B , Robert Plasman et Gérard Rolland également de l'UC(ML)B

Enfin, des rendez-vous étaient prévus avec Jacques Wattiez, maoïste francophone. Paul Goossens et Walter De Bock, figures dominantes du mouvement flamand à Louvain dans les années soixante, mais leur emploi du temps n'a pas rendu les rencontres possibles.

Pour ce qui concerne les sources contradictoires, c'est la conspiration du silence qui est de mise.

Face au développement du mouvement *Alle Macht Aan de Arbeiders*. la plupart des organismes officiels, presse, partis traditionnels etc.. opposent l'ignorance pure et simple de son existence.

Nous avons donc eu recours aux rares articles de presse, aux contributions historiques ponctuelles, à différentes sources de police publiées... Le dépouillement des archives du Parti Communiste aurait pu se révéler du plus grand intérêt, mais la règle des trente ans n'a pas subi d'exception.

L'analyse développée ici a donc été réalisée dans les limites des archives Ce Travail n'est pas une fin en soi. mais bien la première étape d'une recherche historique plus approfondie dont la masse de documents inédits encore indisponibles ne fait qu'entrevoir les possibilités

### ***Première partie - considérations générales:*** - [Table des matières](#)

Les jeunes fondateurs du mouvement *Alle Macht Aan De Arbeiders-AMADA*, ont baigné, comme les inspirateurs d'autres groupes maoïstes, dans le bouillonnement des événements politiques, sociaux et culturels des années 1966 à 1970.

La source et la maturation des idées et pensées des fondateurs de AMADA sont à rechercher, sur le plan international, dans le climat de la guerre du Viêt-Nam et de la révolution culturelle chinoise, événements qui s'inscrivent dans le vaste contexte de la guerre froide, caractérisée par la mise en place, dans l'après-guerre, d'un équilibre entre "les blocs", les pays occidentaux capitalistes et les pays socialistes

II faudra également tirer les conséquences du phénomène que les historiens appellent traditionnellement *détente* et *dégel* qui marquent les relations de l'URSS et des Etats-Unis, à partir de 1962 Le revirement idéologique que l'Union Soviétique entame, sous l'influence de Khrouchtchev, lors du XXème Congrès du Parti Communiste Soviétique en 1956, va précipiter l'effritement du camp socialiste et la rupture entre la Chine maoïste et l'Union Soviétique "*révisionniste*". Cette

rupture aura une influence considérable sur le mouvement communiste international et expliquera la naissance de nouveaux partis communistes comme AMADA.

AMADA se déploiera aussi dans le contexte des événements politiques et sociaux de la Belgique et leur retentissement dans la jeunesse et chez les étudiants.

La Belgique de la fin des années soixante vit encore dans la mémoire de l'indépendance du Congo et des grandes grèves de 1960-1961. Mais ce sont surtout les événements de 1966 à 1970 qui vont être décisifs de l'apparition et du développement de AMADA

Aborder la situation économique, sociale et politique de la Belgique de cette période, et ce jusqu'en 1979, est une tâche absolument nécessaire pour saisir tous les aspects du développement d'un mouvement maoïste dans notre pays. L'axe de cette analyse réside dans l'étude des grands conflits sociaux qui ont agité la décennie des années septante. AMADA se voulant l'expression du mouvement ouvrier, il serait étonnant d'ignorer les grèves des mineurs du Limbourg de 1970 et des dockers de 1973, et les conflits au cours desquels, nous le verrons, AMADA s'est constitué et renforcé tant sur le plan organisationnel que sur le plan idéologique.

L'étude du contexte social belge, implique aussi évidemment le survol de la situation politique du pays, ainsi que sa situation économique, si l'on pense au développement d'une nouvelle crise économique, dite crise du pétrole, qui met un terme aux *"trente glorieuses"* à partir de 1974.

## **Chapitre I - Situation internationale - [Table des matières](#)**

### **A. Le monde et la guerre froide: petit aperçu historique - [Table des matières](#)**

#### **1) Les origines - [Table des matières](#)**

La mise en perspective du mouvement AMADA nécessite que l'on remonte aux origines du conflit qui a marqué le monde des lendemains de la seconde guerre mondiale et opposant le bloc communiste mené par l'Union Soviétique au bloc capitaliste mené par les Etats-Unis. Ce conflit, communément appelé *Guerre Froide*, a déterminé l'ensemble des relations internationales d'une grande partie de la seconde moitié de ce siècle.

La tournure prise par ce conflit contraindra certaines organisations communistes à opérer un choix: s'aigir sur l'Union Soviétique ou s'aigir sur la Chine.

A l'ouest, au sortir de la seconde guerre mondiale, le monde capitaliste est dominé par les Etats-Unis qui "nvent dans la crainte du communisme : *"Si Washington prévoyait de grands troubles après la guerre minant la stabilité sociale, politique et économique du monde, c'est qu'à la fin des hostilités, les pays belligérants, à l'exception des Etats-Unis. étaient un champ de ruine peuplé par des populations que les Américains croyaient affamées, désespérées et probablement*

*radicalisées. toutes disposées à entendre l'appel à la révolution sociale et à des politiques économiques incompatibles avec le système international de la libre entreprise, du libre échange (...)*

*De surcroît, le système international d'avant-guerre s'était effondré, laissant les Etats-Unis face à une URSS considérablement renforcée sur de vastes territoires de l'Europe et des étendues plus énormes encore du monde non européen, (...)*

*Dans ce monde (...) tout ce qui survenait avait plus de chance à la fois d'affaiblir le capitalisme et les Etats-Unis et de consolider la puissance qui avait vu le jour par et pour la révolution "(3)*

En effet les Etats-Unis sortent de la seconde guerre mondiale renforcés sur le plan économique.

Face à une Europe occidentale en ruine et dont les grands empires coloniaux ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, minés par les luttes des peuples pour leur indépendance, l'extension de la puissance économique des Etats-Unis ne semble pas avoir de limite.

En outre, les pays d'Europe occidentale font face à une situation sociale très agitée. Dans des pays comme la France, la Belgique ou l'Italie, les communistes participent au gouvernement, auréoles du prestige de la Victoire de l'Union Soviétique et de leur résistance à l'occupation. Le succès des partis communistes occidentaux concrétise les aspirations au changement des peuples libérés de la tyrannie nazie

En mai 1945. en investissant Berlin. l'Union Soviétique sort triomphante de la seconde guerre mondiale. Aux yeux du monde, elle a permis l'écrasement de l'Allemagne nazie. Elle étend son influence sur les pays d'Europe orientale et centrale.

Pour les pays du Tiers-Monde, qui ont profité du choc de la guerre pour avancer vers l'indépendance, elle représente le soutien et l'exemple(4)

Mais le rayonnement de l'Union Soviétique, et surtout son extension en Europe de l'Est, inquiètent profondément les puissances occidentales.

## **2) L'escalade - [Table des matières](#)**

Pour contrer l'influence communiste et incorporer l'Europe dans un vaste marché économique sous influence américaine, les Etats-Unis développent, dès 1947, leur politique "d'endiguement" Le président Truman expose cette politique le 12 mars 1947(5)

Il s'agit de stopper "l'avancée communiste" non pas par la force des armes, mais par un vaste plan de financement des pays d'Europe occidentale. Cette politique, matérialisée par le plan Marshall, vise à financer la reconstruction des pays européens(6) Mais le plan Marshall a mis l'Europe sous tutelle américaine.

La lutte contre le communisme que les Etats-Unis engagent avec la doctrine Truman est avant toute chose une lutte pour l'hégémonie mondiale. C'est surtout dans le Tiers-Monde que les Etats-Unis vont étendre leur hégémonie. L'histoire des relations entre les Etats-Unis et le pays du Tiers-Monde est balisée d'interventions et d'ingérences.

Au début des années cinquante, l'empire colonial européen se désagrège, la plupart des colonies entrent en lutte pour leur indépendance. Dès 1945, le courant anticolonialiste s'inspire de l'idéal marxiste, surtout en Asie où Hô Chi Minh au Viêt-Nam, Sjariffiidin en Indonésie ou encore Than Tun en Birmanie, sont les exemples les plus frappants(7). Ce courant est d'ailleurs appuyé par l'URSS, où Staline proclame en 1947 la nécessité de développer la subversion dans les pays colonisés(8).

Sous prétexte de lutte anticommuniste, les Etats-Unis vont tenter de soumettre à leur influence les pays fraîchement indépendants. Que l'on pense à la Guerre de Corée (1950-1953), à la guerre du Viêt-Nam, au soutien apporté plus tard à Mobutu ou à l'Afrique du Sud, au soutien à l'UNITA en Angola ou au RENAMO mozambicain.

Dans tous ces cas, les Etats-Unis soutiennent la réaction contre des mouvements progressistes comme ils soutiendront Pinochet en 1973 ou Suharto en Indonésie.

Il s'agit avant tout de préserver les intérêts économiques américains et leur sphère géopolitique d'influence.

Pour sa part, nous l'avons vu, l'Europe sort très affaiblie de la seconde guerre mondiale. Pour faire face aux problèmes économiques et sociaux qui l'agitent, elle se tourne vers les Etats-Unis qui financent massivement sa reconstruction à l'aide du plan Marshall.(9) Dans ce contexte, l'Europe occidentale doit trouver sa place et déterminer l'orientation de sa politique internationale.

Durant la seconde guerre mondiale, certains gouvernements européens avaient soulevé la question d'une éventuelle unité politique européenne. Mais au sortir de la guerre, confrontés aux problèmes de la reconstruction, les pays européens considèrent l'Union Soviétique comme un danger d'envergure auquel seuls les Etats-Unis semblent pouvoir faire face.

Mais quelle Europe construire? Une Europe atlantique ou européenne?(10) Deux événements vont être décisifs dans ce choix: "le coup de Prague" en 1948 qui arrime la Tchécoslovaquie au bloc soviétique, et le blocus de Berlin décrété par les Soviétiques qui veulent forcer au partage de l'Allemagne(11). L'Europe décide alors de se tourner vers les Etats-Unis. Ce choix mène, le 4 avril 1949, à la signature d'un pacte de défense mutuelle, le Traité de l'Atlantique Nord(12). L'Europe occidentale se trouve alors complètement inféodée aux Etats-Unis. Pour s'arracher à cette tutelle, les nations européennes pensent à s'unir.

Le rassemblement de certains pays européens au sein du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949, aboutissement de leur volonté d'unité politique(13), puis au sein de la CECA(14) en 1951 ou encore le Plan

Schuman, sont autant de dispositions qui intègrent l'Europe dans un ensemble transnational politique et économique qui ouvre la voie à l'émergence d'une nouvelle puissance économique(15), la lutte contre le communisme étant menée dans le cadre de l'OTAN(16).

Dans ce contexte, le réarmement de l'Allemagne et son adhésion à l'OTAN en 1954(17), marque la volonté de l'Europe de revenir au premier plan sur la scène internationale.

Dans la plupart des pays d'Europe orientale et centrale, les communistes accèdent au pouvoir. Ils installent des démocraties populaires(18), en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Albanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie et en Allemagne de l'Est. Mais dès 1949, d'autres pays vont venir renforcer le bloc socialiste: la Chine en 1949, la Corée du Nord, le Viêt-Nam du Nord en 1954, Cuba en 1959.

Tous ces pays étaient intégrés dans des relations d'échanges politiques et économiques comme le Kominform en 1947 ou le COMECON en 1949. Il faut attendre 1956 et le rapport de Khrouchtchev au XXème Congrès du PCUSS pour voir se modifier cette situation.

La *Guerre Froide* débute dès 1947 avec la théorie de *l'endiguement* et la mise en place du plan Marshall. L'Union Soviétique réplique à cette politique par la satellisation des pays d'Europe de l'Est.(19)

Ainsi se constituent les deux blocs antagonistes : l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Mais du côté occidental, l'escalade vers la constitution d'un bloc anti-soviétique ne s'arrête pas là.

De nombreux traités bilatéraux sont conclus pour parfaire l'encerclement de l'Union Soviétique, tout ceci dans un climat de psychose anticommuniste dont l'illustration la plus caricaturale est la chasse aux sorcières lancée aux Etats-Unis par le sénateur Mc Carthy contre les suspects de sympathie communiste.

Au traité de l'Atlantique Nord, les Etats-Unis vont ajouter le Pacte de Rio en 1947(20); le Pacte du Pacifique(21) ou ANZUS(22) en 1951. Citons également le Pacte de Bagdad de 1955 qui réunit l'Angleterre, la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Pakistan(23).

La guerre froide est dès lors bien en place, et les affrontements périphériques, tels que la guerre de Corée qui éclate en 1950, en sont l'expression militaire.

### **3) 1956: la détente? - [Table des matières](#)**

La mort de Staline, le 5 mars 1953, marque une étape importante dans le développement de la guerre froide.

L'année 1956, est l'année charnière. Le XXème Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique inaugure, sous l'impulsion de

Khrouchtchev, un changement de politique étrangère soviétique qui mènera à ce que l'on appelle traditionnellement la détente.

Khrouchtchev développe sa théorie de la "*coexistence pacifique*". Les rencontres entre dirigeants communistes et américains deviennent de plus en plus nombreuses ; citons par exemple les rencontres entre Nixon et Mao Tse-Tung, ou les différents accords de coopération technique et économique signés par Nixon et Brejnev en juin 1973.[\(24\)](#)

On peut encore citer le traité du premier juillet 1968 sur la non-prolifération nucléaire ou l'ouverture vers l'Est entamée par le chancelier ouest allemand Willy Brandt et son *Ostpolitik*.[\(25\)](#).

C'est sur base de ces différents éléments que les historiens traditionnels définissent cette période comme une "*détente*" qui, à partir de 1968, devient un "*dégel*" dont les deux plus graves crises de la guerre froide, la crise de Berlin[\(26\)](#), en 1958-1961, et la crise des fusées en 1962[\(27\)](#) ne semblent pas entamer l'évolution générale[\(28\)](#).

Pourtant cette période coïncide avec le renforcement des deux blocs militaires. L'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN en 1954, entraîne la constitution du Pacte de Varsovie en 1955[\(29\)](#), groupant l'Union Soviétique et les "*démocraties populaires*".

La détente dissimulait en fait un renforcement de la puissance militaire américaine qui allait conduire à l'implosion de l'URSS en 1990.

Si le dénouement de la crise des missiles représente un énorme succès politique pour Kennedy, il représente surtout l'échec de Khrouchtchev qui perd une partie de son crédit en URSS et conséquemment dans le Tiers-Monde.

C'est un fait important, car cette défaite diplomatique entérine la rupture au sein du bloc socialiste entre l'URSS et la Chine qui devient, aux yeux du Tiers-Monde, la championne de l'anti-impérialisme[\(30\)](#) alors que les Etats-Unis, de leur côté, renforcent leur lutte contre le communisme.

Pouvons-nous réellement parler de « *dégel* » après 1968 alors que la guerre du Viêt-Nam fait rage ?

Nous avons vu qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis s'étaient montrés très entreprenants pour asseoir leur hégémonie. Face à la détermination de cette politique, l'Union Soviétique, qui en 1956 développe la théorie de la *coexistence pacifique*, fait marche arrière. C'est ce que les Chinois appelleront plus tard « *la trahison de la révolution mondiale par le parti communiste* ».

Corollaire de ce repli de l'idéal révolutionnaire, les Etats-Unis pourront étendre leur influence dans le Tiers-Monde.

La politique hégémonique des Etats-Unis et dans sa foulée celle de l'Europe, ne semblent pas avoir de limites. Entre 1945 et 1979, les

Etats-Unis conduisent six interventions d'envergure dans le monde (sans parler des interventions moins spectaculaires).

Lorsque Foster Dulles(31) déclare "*la domination et le contrôle des institutions politiques de tout état américain par le mouvement communiste international constituerait une intervention d'une puissance étrangère et serait une menace pour la paix en Amérique* ", il annonce toutes les grandes interventions nord-américaines en Amérique latine, notamment au Guatemala en 1951 contre le gouvernement Arbenz, la Baie des Cochons en 1961 contre le régime castriste, le coup d'état du 31 mars 1964 au Brésil ou encore le soutien au coup d'état de Pinochet contre Allende en 1973(32).

Dans le contexte plus général de la politique d'endiguement, il faut ajouter la guerre de Corée de 1950 à 1953 ou encore l'intervention américaine au Liban en 1958(33) .

Lorsque Lyndon Johnson déclare en 1965 "*nous voulons montrer aux Vietnamiens que nous ne nous laisserons abattre ni par la force des armes ni par la force d'une plus grande puissance*"(34), les Etats-Unis s'engagent dans une guerre de dix ans contre un pays du Tiers-Monde. On est donc très loin de la *détente* traditionnellement définie.

Les Européens ne sont pas de reste. D'abord empêtrés dans des guerres de libération qui éclatent dans leurs propres colonies, Algérie (1956-1962), ou Indochine (1946-1954), certains pays n'hésitent pas à intervenir directement sur d'autres terrains d'opérations: les paras belges au Katanga en 1960, les français au Gabon en 1964, les troupes franco-anglaises en Egypte en 1956...(35).

Si ces interventions ont été possibles à partir de 1956, c'est grâce à la décomposition progressive du mouvement communiste international, seul rival de l'impérialisme américain.

On assiste donc à l'affaiblissement progressif du bloc communiste alors que la politique hégémonique des Etats-Unis s'affirme de plus en plus. Les pays du Tiers-Monde connaissent à partir de 1956 une vague de révolutions sans précédent, qui leur donneront une place de plus en plus importante sur la scène internationale.

Vu sous cet angle, la « *guerre froide* » devait nécessairement indigner les étudiants fondateurs de AMADA, prompts, comme une grande partie de la jeunesse de Belgique et du Monde, à condamner « *l'impérialisme américain* ».

Si la guerre froide est un enfant de la seconde guerre mondiale, elle a également ouvert la voie à l'indépendance des pays du Tiers-Monde dont l'émergence sur la scène internationale est un aspect important de la seconde moitié du XXème siècle. Le développement de mouvements révolutionnaires dans ces pays, en lutte pour leur indépendance ou l'affranchissement de la dépendance à l'égard des Etats-Unis, influencera beaucoup la constitution de mouvements radicaux du type AMADA en Belgique et dans le monde.

**B. L'émergence du Tiers-Monde - [Table des matières](#)**

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les puissances coloniales sont en proie à d'énormes difficultés. Le cataclysme a ébranlé le système colonial. L'occupation des colonies par les Japonais a porté atteinte au prestige des métropoles. Pour la première fois, « *l'euro péen* », « *le blanc* » a perdu son image d'invincibilité. Cette perte de crédibilité a encouragé les peuples coloniaux à s'engager dans les luttes d'indépendance, évolution d'ailleurs encouragée par les Japonais qui, durant l'occupation, ont nommé des régimes nationalistes fantoches à leur solde dans les différentes colonies asiatiques(36).

Le Tiers-Monde s'affirme sur la scène politique internationale à la conférence afro-asiatique de Bandoeng en 1955(37) Cette conférence a rassemblé vingt-trois pays asiatiques et six pays africains(38). Si l'Union Soviétique n'a pas été invitée, la Chine, elle, est bien présente.

A la Chine qui dénonce l'impérialisme occidental, se joignent des pays qui dénoncent « *le colonialisme soviétique* ».(39) Dès lors, la déclaration finale de la conférence s'oppose à « *toutes les manifestations du colonialisme* ». Elle insiste également sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et s'oppose aux pressions et à l'ingérence des grandes puissances.(40)

La conférence de Bandoeng annonce le début du « *non-alignement* », théorie déjà développée par la Yougoslavie en rupture avec l'URSS. Mais cette théorie ne résistera pas à l'influence grandissante des « *tuteurs* » communistes du Tiers-Monde et principalement de la Chine.(41)

Les pays du Tiers-Monde doivent dès lors choisir entre le non-alignement et une position pro-communiste c'est-à-dire entre la position chinoise, qui prône la lutte pour l'indépendance nationale, et la position soviétique qui prône la coexistence pacifique.

En 1962, les non-alignés choisissent leur camp lorsqu'ils refusent, lors du conflit sino-indien, de prendre parti pour l'Inde contre la Chine.(42)

Nous sommes donc dans une situation où, malgré leur *non-alignement*, les pays du Tiers-Monde subissent l'influence de la Chine. Partout dans le monde vont apparaître des foyers révolutionnaires : Congo, Viêt-Nam, Amérique Latine, Turquie...La jeunesse révoltée de 1968 se reconnaîtra d'ailleurs dans la mystique des guérillas révolutionnaires.

L'émergence du Tiers-Monde, à travers la politique du non-alignement, préfigure l'opposition croissante entre l'Union Soviétique et la Chine qui, aux yeux des nouveaux mouvements révolutionnaires, va progressivement remplacer l'URSS à la tête du mouvement communiste international, préfigurant l'apparition de nouveaux mouvements d'obédience maoïste. Les raisons de la fracture entre les deux grandes puissances, URSS et Chine, qui se réclament du marxisme, nous aideront à mieux comprendre le succès des thèses « *maoïstes* ».

**C. Contestations et ruptures au sein du monde communiste -**  
[Table des matières](#)

La rupture au sein du mouvement communiste international est entamée à partir du XX<sup>ème</sup> Congrès du parti communiste soviétique. Khrouchtchev y attaque vigoureusement la politique de Staline, entamant de cette manière un tournant idéologique radical. Ce revirement ne plaît pas à tout le monde. La Chine et l'Albanie condamnent vigoureusement les nouvelles orientations soviétiques qui, pour elles, s'éloignent des principes du marxisme-léninisme.(43)

C'est le point de départ d'une crise qui aboutira à la constitution de cinq tendances(44) au sein du mouvement communiste. Retenons les deux principales, illustrées par l'URSS et la Chine(45). L'URSS développe l'idée que la lutte des classes n'est plus un principe dirigeant de la révolution et qu'il est préférable de s'orienter vers la coexistence pacifique avec le système capitaliste. La Chine, pour sa part, considère toujours le principe de la lutte des classes comme un principe fondamental et développe la théorie des trois mondes, considérant l'URSS comme une puissance plus dangereuse que les Etats-Unis, tout en soutenant les luttes de libération partout dans le monde.

Depuis 1949, la Chine est devenue une république populaire, renforçant apparemment le camp socialiste. Elle va progressivement prendre une place de plus en plus importante sur la scène politique internationale. Deux événements majeurs vont profondément modifier le contexte international: le conflit sino-soviétique et la révolution culturelle chinoise.

Si le revirement idéologique et politique de l'Union Soviétique au XX<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste de l'URSS amorce un dégel dans les relations Est-Ouest, il annonce la rupture avec la Chine.

La Chine dénonce la capitulation de l'URSS face à l'impérialisme américain(46). Sortie renforcée en tant que guide du Tiers-Monde lors de la conférence de Bandoeng en 1955(47) et après l'échec soviétique dans la crise des missiles, elle critique sévèrement la position de l'URSS et préconise l'action révolutionnaire dans les pays du Tiers-Monde(48), surtout en Asie. Mao Tse-Tung, s'en prend à la pusillanimité de Khrouchtchev face au "*tigre de papier américain*"(49)

Le conflit s'exprime d'abord par la constatation de divergences idéologiques notamment par la lettre en 25 points du 15 juin 1963 de l'ambassadeur de Chine à Moscou au gouvernement soviétique(50). Le gouvernement chinois y dénonce le révisionnisme soviétique(51). Il stigmatise également le caractère bourgeois du régime soviétique et la trahison par le Kremlin de la révolution mondiale(52).

Un certain apaisement succède à la chute de Khrouchtchev, mais la révolution culturelle, suscitée par Mao contre les modérés du parti communiste chinois, ranime les antagonismes(53).

La Chine encourage alors les tendances scissionnistes au sein des partis communistes occidentaux, avec, par exemple, un certain succès en France(54), tandis que la politique étrangère de l'URSS est qualifiée de "*social-impérialisme*"(55). Le revirement de la Chine est

déterminant. Il ranime « *l'enthousiasme révolutionnaire* ». H sera, nous le verrons plus loin, soutenu avec ferveur par AMADA(56).

La Chine tend donc à prendre de plus en plus la place de l'URSS à la tête d'une partie du mouvement communiste international. Mais c'est surtout la révolution culturelle qui aura une répercussion mondiale, d'autant plus importante que la révolution culturelle est contemporaine des larges mouvements de contestation de 1968 et deviendra le modèle d'action d'une grande partie de la jeunesse contestataire d'Europe occidentale.

Il s'agit au départ d'un mouvement lancé par la gauche du Parti Communiste Chinois contre la direction du parti tenue par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping(57), pour rétablir le pouvoir de Mao.

Mais, par l'importance de ses enjeux et par sa répercussion internationale, il constitue un moment majeur dans l'histoire du communisme chinois(58) .

La révolution culturelle est une vaste campagne idéologique destinée à *"liquider complètement toutes les idées anciennes, toute la culture ancienne, toutes les mœurs et habitudes anciennes par lesquelles les classes exploitantes ont empoisonné la conscience populaire pendant des millénaires"*(59).

La révolution culturelle a deux causes majeures: l'évolution générale du système chinois et les conflits internes du Parti Communiste.

Le *"Grand Bond en avant"*, prôné par Mao Tse-Tung pour redresser et rattraper le retard industriel, a réintroduit la petite propriété privée et du même coup les différences sociales et un recul idéologique(60). Au sein du parti, il s'agit pour Mao de lutter contre le révisionnisme et l'embourgeoisement(61), personnalisés par le *"Khrouchtchev chinois"* Liu Shaoqi(62).

Il est inutile ici de s'étendre sur l'histoire de la révolution culturelle. Retenons les traits marquants de ce mouvement et les thèmes abordés. Ceux-ci auront une influence sur le développement des mouvements maoïstes dans les pays occidentaux. Qui dit révolution culturelle, dit « *Gardes Rouges* », larges masses étudiantes mobilisées par Mao pour faire table rase de toutes les anciennes structures(63). Les « *Gardes Rouges* » étaient composés d'une jeunesse qui supportait mal l'autoritarisme et la bureaucratie des dirigeants du parti(64). Leur mouvement trouva alors un très large écho au sein de la jeunesse occidentale en lutte contre les valeurs de la société de consommation et les principes d'une société qui leur semblaient dépassés. Le principe de la *"lutte contre l'embourgeoisement en s'appuyant sur le potentiel révolutionnaire des masses"*(65) servira, d'exemple à cette jeunesse.

C'est la révolution culturelle qui a poussé bon nombre de progressistes à tourner le dos aux partis communistes traditionnels subordonnés à Moscou et à développer de nouvelles organisations idéologiquement inspirées du maoïsme et, au-delà, d'un retour au « *marxisme-léninisme* » radical.

Il existe également des dissensions au sein même de la zone d'influence soviétique constituée des démocraties populaires. L'événement le plus marquant et, dont nous avons déjà parlé plus haut, est l'intervention soviétique à Prague en 1968, intervention qui a bouleversé le monde à l'époque, mais qui a surtout suscité de nombreuses questions au sein du mouvement communiste international.

Brejnev, qui dirige le parti communiste d'Union Soviétique, a développé la théorie de la « *souveraineté limitée* », qui veut que chaque démocratie populaire soit subordonnée aux intérêts socialistes avant de l'être à ses intérêts nationaux.

A Prague, Dubcek, un réformateur, est élu chef du parti communiste. Il entame une série de réformes, dont des élections pluralistes, une plus large autonomie des entreprises, la suppression de la censure...[\(66\)](#)

Les autres pays socialistes mettent en garde Dubcek contre les dérives de ces réformes, à savoir la perte de contrôle dirigeant du parti communiste et le retour au capitalisme[\(67\)](#). Dubcek ne tint pas compte de ces critiques. Le 20 août 1968, les troupes du pacte de Varsovie, à l'exception de la Roumanie, pénètrent en Tchécoslovaquie.

Cette intervention a suscité diverses réactions parmi les alliés de l'URSS. Fidel Castro soutient l'intervention, justifiée à ses yeux, par le danger de la subordination d'un pays socialiste à l'impérialisme[\(68\)](#).

Les Chinois et les Albanais s'y opposent, invoquant le principe des peuples à appliquer le socialisme aux réalités de chaque pays. Mais leur opposition est surtout destinée à contrarier l'Union Soviétique.

Du côté occidental, cet événement survient aussi en pleine agitation contestataire avec des réactions diverses qui, de manière générale, dénoncent l'intervention. Les étudiants engagés dans des mouvements d'extrême gauche y voient l'expression du révisionnisme soviétique, ce qui les rapproche davantage de la Chine.

Le SVB, *Student VakBeweging*[\(69\)](#), distribue un tract dénonçant l'intervention soviétique de 1968.

#### **D. Les événements de 1968**

La « *révolte de 68* » anima de nombreuses capitales du monde occidental. Elle dressa les étudiants et la jeunesse contre les valeurs de la société de consommation, contre la société aveugle de l'autorité, pour toutes les « *libérations* ».

C'est une période qui a subjugué la société occidentale.

Mais, outre l'active contestation politique et culturelle, ce qui frappe c'est le succès des idées communistes.

La période qui s'ouvre en 1968 voit un foisonnement de nouvelles organisations politiques d'obédience maoïste. Pourquoi et comment se sont-elles développées ?

Les événements de 1968 en Belgique, seront largement étudiés dans le chapitre : *Les prémisses de AMADA-TPO : 1966-1970*. Nous allons surtout analyser les mouvements de 1968 dans le monde et l'effet qu'ils ont exercé sur la société.

Dans ce souffle socio-politique, il est important de retenir deux choses : premièrement « *l'Europe occidentale n'est que l'un des terrains sur lesquels se développe l'immense mouvement de contestation du capitalisme technocratique et de la société de consommation dont le modèle américain subit la crise du Viêt-Nam.* » [\(70\)](#).

Deuxièmement, « *le mouvement de '68 naît de l'opposition à la guerre menée par un peuple pauvre en lutte contre l'impérialisme de la plus puissante nation* » [\(71\)](#).

### **1) Un déclencheur : la guerre du Viêt-Nam**

La guerre du Viêt-Nam est l'expression la plus dramatique de la politique d'endiguement du communisme. Elle représente un saut qualitatif énorme dans l'armement, la technologie et la tactique employée. [\(72\)](#)

Dès la fin de la première guerre d'Indochine en 1954, les Etats-Unis préparent leur engagement au Viêt-Nam. Depuis la défaite française, le Viêt-Nam est coupé en deux à hauteur du 17<sup>e</sup> parallèle : le Nord est communiste, le Sud est dirigé par Ngo Dinh Diem, successivement premier ministre et président de la république. [\(73\)](#)

Ngo Dinh Diem s'appuie sur la bourgeoisie de Saigon et sur les catholiques. Il met en place une dictature militaire soutenue par les Américains. [\(74\)](#)

Dès 1956, conseillers militaires, armement et dollars arrivent au Sud Viêt-Nam.

Mais face à la dictature en place, la résistance se développe, incarnée par les Viêt-Congs et le Front de Libération Nationale [\(75\)](#).

Les États-Unis et quelque quarante autres pays soutiennent le Viêt-Nam du Sud en lui fournissant des troupes et des munitions, tandis que l'URSS et la République populaire de Chine apportent leur appui au Viêt-nam du Nord et au Viêt-Cong. Face à la détérioration de la situation, les États-Unis réaffirmèrent leur soutien à Saigon. En avril 1961, un traité d'amitié et de coopération économique est signé avec le Viêt-nam du Sud, et, en décembre, le président John F. Kennedy s'engage à aider le Viêt-nam du Sud.

En 1968, 550.000 soldats américains combattaient au Viêt-Nam. Pour forcer la décision sur le terrain, toutes les techniques de guerre sont utilisées. Regroupements forcés

de populations, recherche et élimination des membres de la guérilla dans les villages, bombardements massifs des zones rurales par les B-52...[\(76\)](#)

En janvier 1968, le stratège nord-vietnamien, le général Giâp, lance la célèbre offensive du Têt. Les Viêt-Cong s'infiltrèrent jusque dans Saigon, où l'ambassade et le QG américains sont attaqués. L'offensive du Têt est un échec stratégique pour les Vietnamiens, mais l'effet psychologique sur les Américains est démoralisateur et dévastateur. Le monde entier voit la première puissance industrielle et militaire du monde tenue en échec par des soldats vêtus de «*pyjamas*» et chaussés de sandales.

Le 31 mars, le président Johnson annonça la fin des bombardements américains sur le Viêt-nam du Nord. En avril 1970, les forces américaines tentent un dernier effort pour réduire les bases Viêt-Cong au Cambodge et pour couper la piste Hô Chi Minh, ce qui relança de plus belle les protestations du mouvement pacifiste.

Le 27 janvier 1973, les accords de Paris mettent théoriquement fin aux hostilités. La guerre durera encore deux ans et se terminera par la chute de Saigon en 1975.[\(77\)](#)

La guerre du Viêt-Nam a eu un retentissement considérable sur l'opinion publique internationale.

La guerre a sévi dans l'ombre d'un rapprochement entre l'URSS et les Etats-Unis.

Pour certains, cette guerre représente alors l'exemple flagrant de l'agressivité de l'impérialisme américain.

Mais elle eut surtout un énorme effet idéologique. Elle deviendra le symbole de la résistance de tous les peuples contre l'impérialisme dans les pays du Tiers-Monde et contre les valeurs de la société capitaliste dans les pays occidentaux.

Car si le mouvement anti-guerre se développe partout, les *Comités Viêt-Nam* deviennent surtout le relais des revendications de la *nouvelle gauche*[\(78\)](#). Il n'est pas étonnant dès lors qu'un comité Viêt-Nam naisse à Louvain fin des années soixante alors que la *nouvelle gauche* est en pleine effervescence.

La fin de la guerre du Viêt-Nam, proclame la défaite des Etats-Unis. Une armée de 500.000 hommes, avec du matériel dernier cri, est battue dans une guerre moderne par une armée misérable, équipée de fusils d'assaut soviétiques et de matériel chinois mais pratiquement sans armement lourd.[\(79\)](#) Le Viêt-Nam devient le symbole de la résistance possible.

Le mouvement de contestation part des Etats-Unis où les années soixante sont synonymes de contestation. Les jeunes rejettent le modèle social proposé ; les noirs luttent pour leur émancipation notamment par le développement du mouvement révolutionnaire des *Panthers Noires*[\(80\)](#) ; Martin Luther King, apôtre des droits civiques

des noirs américains, développe à la fin de sa vie des idées beaucoup plus radicales notamment contre la guerre du Viêt-Nam(81).

Toutes ces aspirations se retrouvent réunies dans la lutte contre la guerre. Les mouvements de contestation américains feront rapidement tache d'huile un peu partout dans le monde : Mexique, Italie, France, Allemagne, Belgique...

## **2) 1968 dans le monde(82)**

Si de manière générale, les différents mouvements de 1968 sont issus d'une opposition à la guerre américaine contre le Viêt-Nam, ils vont, selon les pays, largement déborder ce thème et rencontrer des aspirations différentes.

D'une manière générale, les mouvements d'opposition à la guerre vont rapidement se transformer en des mouvements de remise en question de l'ordre capitaliste et parfois s'étendre au monde ouvrier comme en France.(83)

En RFA, le mouvement prend une couleur fortement politisée. La contestation s'appuie sur le SDS, organisation gauchiste dissidente du SPD (social-démocrate)(84).

En France, le mouvement similaire dans sa forme à celui de la RFA, va très vite déborder la seule contestation universitaire : grève générale, grève de Renault-Billancourt...(85).

Pour notre sujet, retenons, dans les pays occidentaux, l'apparition de mouvements se réclamant du maoïsme : AMADA, UCMLB, PCMLF, UJC, Black Panthers.. .(86)

Les partis communistes européens approuvaient la ligne de Moscou, à savoir les positions générales dégagées par le XXème Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique.

Pour la jeunesse contestataire de 1968, l'Union Soviétique ne faisait pas bonne figure, et c'est tout naturellement qu'elle s'est tournée vers la Chine. Celle-ci est alors en pleine révolution culturelle et ses principes de lutte contre *l'embourgeoisement* semblent répondre à ses attentes.(87)

La conséquence première des événements de 1968 est le développement de ce que l'on appelle la « *nouvelle gauche* ».

A côté de l'apparition de mouvements comme le mouvement pacifiste, les mouvements féministes, la libération sexuelle... cette nouvelle gauche apparaît comme un phénomène politique de première importance en Europe occidentale.

Le mouvement communiste était jusque là dirigé par les traditionnels partis communistes de la IIIe internationale. Et c'est justement de la critique de ces partis communistes que naissent de nouveaux partis, désirant renouer avec le « *marxisme-léninisme* » incarné par la Chine.

Les événements de 1968 ouvrent véritablement une nouvelle période dans le mouvement communiste international.

En Belgique, plusieurs nouvelles organisations apparaissent, une seule survivra AMADA-TPO.

## **Chapitre II - La Belgique des années septante - [Table de matières](#)**

### **A. Situation économique - [Table de matières](#)**

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'équipement économique belge n'a subi que peu de dommages du fait de la position des industriels belges vis-à-vis de l'occupation allemande, illustrée par la doctrine Galopin qui préconisait la politique du "*moins mal*" face à l'occupant(88).

La Belgique reste zone militaire jusqu'à fin 1945, ce qui favorise considérablement le redémarrage de l'appareil industriel.

De plus, la politique gouvernementale vise avant toute chose à garantir la paix sociale et à endiguer la pression communiste(89).

Cette politique s'exprime principalement à travers le *Pacte social*, discuté secrètement durant la guerre par les différents partenaires sociaux, large consensus qui déterminera toute la politique sociale de l'immédiat après guerre(90). Dans ce contexte, la Belgique retrouve vite son niveau économique d'avant guerre. L'économie belge profite en fait de l'élargissement du marché international issu des accords de Brenton Woods et des accords du Gatt. Mais l'infrastructure économique est vieillie. Sa production n'est plus adaptée aux demandes du marché. L'économie belge subit une crise qui fait exploser le nombre de chômeurs(91). La croissance de l'économie décline au début des années 50 et le Plan Marshall d'aide à l'Europe prend fin.

La croissance économique a abouti à la concentration de la production et des capitaux au sein de vastes unités de production(92). La course au profit pousse les industriels à toujours augmenter leur production.

Mais le pouvoir d'achat de la population reste en rade. Une crise de surproduction en sera le corrolaire.

Le début des années 50 ouvre une période de hausse de la production. Les charbonnages et les usines métallurgiques sont nombreux. L'équipement très éparpillé et vieilli ne suffit plus à répondre à une demande croissante, qui nécessite une modernisation de l'outil et une concentration de la production. Cela explique entre autres la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) en 1952. La Belgique est ainsi intégrée dans un marché qui gère la production simultanée de plusieurs pays membres.

La Belgique profite également de sa colonie. Le Congo est riche en minerais, café, coton, matières premières indispensables à la prospérité de la Belgique et exploitées à un coût dérisoire.(93)

Quatre groupes financiers belges contrôlent l'essentiel de l'activité économique : la Société Générale, Brufina et les groupes Empain et Lambert.

Mais la concurrence accrue au sein de la petite communauté européenne, accentue la crise.

Dans les charbonnages en 1958, plus de six millions de stocks restent invendus (94).

Le 25 mars 1957, la Belgique entre dans le marché commun européen. La CEE, comme la CECA, créent un marché économique élargi, ce qui a permis à de nombreuses entreprises étrangères de s'implanter en Belgique et parmi celles-ci, un nombre croissant d'entreprises américaines.

### 1) Golden Sixties

Après les difficultés des années cinquante, l'économie belge connaît une embellie. Même l'indépendance du Congo ne semble pas l'handicaper. D est vrai qu'en 1960, l'intervention du Congo dans l'économie belge n'est que de 3% (95).

Le niveau de vie s'est considérablement amélioré ; ainsi, le nombre de voitures passe de 500.000 en 1957 à 1.600.000 en 1968(96).

Le tableau suivant montre l'évolution des salaires par rapport à l'index des prix(97) :

Période

Accroissement des gains journaliers moyens bruts des ouvriers de l'industrie

Période	Accroissement des gains journaliers moyens bruts des ouvriers de l'industrie		Accroissement de l'Index des prix de détail	
	par période	par an	par période	par an
1948-1953	+25%	+5%	+5,5%	+1,1%
1953-1958	+20%	+4%	+8%	+1,6%
1958-1963	+27%	+5,4%	+6,3%	+1,2%
1963-1968	+47%	+9,7%	+19%	+3,8%
1968-1971	+35%	+11,7%	+12,5%	+4,2%

le revenu national est passé quant à lui de 256 milliards en 1948 à 814 milliards en 1968(98).

Ce progrès résulte du développement d'une nouvelle société de consommation, une consommation de masse offrant au grand public un vaste choix de nouveaux produits à bas prix(99). Ceci favorise l'augmentation des investissements des sociétés étrangères en Belgique. Entre 1958 et 1968, les investissements américains se sont élevés à plus de quinze milliards de francs belges.

Si dans la mentalité collective, les *Golden Sixties* sont synonymes de progrès sociaux : développement de la sécurité sociale, réduction du chômage, salaires élevés..., que l'on ne s'y trompe pas : pour le patronat belge, ces progrès sociaux n'auront qu'un temps. En 1963, la Fédération des Industrie de Belgique (FIB) déclare : « *la tendance inflationniste qui affecte notre économie est en premier lieu provoquée par une hausse trop rapide des coûts [salariaux] (i.e.), et par la gestion des finances publiques. C'est donc sur ces deux points névralgiques qu'il faut agir si l'on veut éviter l'aventure, si l'on entend se maintenir sur la voie typiquement belge du progrès social dans la stabilité* »(100) .

La fin de cette citation est importante, « (...) *se maintenir sur la voie typiquement belge du progrès social dans la stabilité* ». Il s'agit bien évidemment de stabilité économique, mais surtout sociale dont nous verrons la portée dans le chapitre consacré à la politique syndicale(101).

## **2) La Belgique dans l'Europe - [Table de matières](#)**

II est évident que la construction européenne et, par là, le développement du marché économique européen tiennent une place importante dans la décennie. La Belgique est d'ailleurs très attachée à la construction européenne. Non seulement par le fait de ses liens historiques et économiques (le traité économique de la CECA) mais surtout parce que la Belgique exporte à l'époque quelque 40% de sa production(102). La FIB prône un élargissement de la Communauté Européenne. Car à l'époque de l'hégémonie économique des Etats-Unis, il n'y a qu'une seule alternative pour l'Europe « *soit risquer un approfondissement économique et politique de son union, soit y renoncer et s'installer simplement dans la mouvance des Etats-Unis ou de l'URSS* »(103). Il est donc clair que le patronat belge devait développer une Europe économique capable de rivaliser avec les Etats-Unis. D'ailleurs lorsque le 1er janvier 1973, la Communauté Economique Européenne est élargie au Danemark, à l'Irlande et à la Grande-Bretagne, la FIB déclare : « *ainsi était comblé un vœu que les entreprises belges avaient formulé depuis longtemps et maintenu à une époque où les poussées isolationnistes perturbaient le fonctionnement de la Communauté Economique Européenne et dénaturait les objectifs de cohésion et de progrès collectif à l'échelle de toute l'Europe occidentale* »(104).

## **3) La crise de l'industrie charbonnière - [Table de matières](#)**

En 1950, Robert Schuman propose "*de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous haute autorité commune, ouverte à la participation des autres pays d'Europe*"(105).

Mais la Belgique est en retard sur ses concurrents lors de la mise en place du Plan Schuman. En 1958, malgré sa coopération à la CECA, le secteur charbonnier belge est durement touché par la crise. Une politique de fermeture des charbonnages, qui s'étalera sur plus de vingt ans, est mise en œuvre.

La crise que connaît l'industrie charbonnière est l'événement majeur des années soixante. Elle va profondément déterminer la situation

politique et sociale du pays. Alors que s'annoncent les *Golden Sixties*, l'industrie charbonnière est en crise.

Le prix de revient dépasse souvent le prix de vente. L'Etat doit intervenir pour essayer de combler le déficit : 5 milliards en 1968 et 1969, 4 milliards en 1970(106). Les charbonnages du sud sont d'autant plus touchés qu'ils produisent du charbon domestique dont la consommation tend à diminuer. Les bassins campinois ne sont pas en reste et connaissent également des problèmes d'exploitation.

A l'époque, la fermeture des charbonnages s'impose comme une nécessité absolue, d'autant plus que le charbon étranger peut être importé à moindre coût. D'ailleurs Chlepner B.-S. l'annonce sans hésitation: «(...) *il faut mettre fin définitivement à l'exploitation charbonnière dans notre pays, en ce compris le bassin de Campine. Il n'y a pas de crainte à avoir concernant l'approvisionnement de notre sidérurgie : le charbon à coke est abondant dans le Monde, et le remplacement du charbon national par du charbon importé (...) se fera au bénéfice de toute la collectivité* »(107).

Ce qui va être fait, et si certains comme Chlepner considèrent que s'opposer aux fermetures est une thèse « *absurde car elle méconnaît des principes économiques essentiels* »(108) ils oublient les conséquences sociales désastreuses dans les régions charbonnières. La récente émission *Les enfants du Borinage*(109) a clairement montré les conséquences encore actuelles de ces fermetures, imposées sans reconversion industrielle.

La crise des charbonnages aura des conséquences désastreuses pour la Wallonie. En 1952, la Wallonie compte 143 sièges d'extractions, en 1968 elle n'en compte plus que 31(110). Ces chiffres cachent mal les conséquences sociales désastreuses de ces fermetures.

#### **4) Les années septante : la Belgique dans la crise - [Table des matières](#)**

Jusqu'en 1973, l'Europe a connu une croissance économique saisissante appelée les « *trente glorieuses* ». C'était une croissance longue et plus ou moins régulière, entachée de quelques périodes de récession, 1948-1949, 1952-1954, 1957-1958, 1967-1968.(111).

Mais le développement économique de l'Europe a progressivement remis en question la suprématie économique américaine et développé des rivalités au sein même du monde capitaliste(112).

La guerre israélo-arabe de 1973 provoque un quadruplement du prix du pétrole(113).

Si le choc pétrolier est le détonateur de la crise, celle-ci couvait déjà depuis la fin des années soixante, par la croissance de la demande de matières premières(114).

Il y a trois conséquences majeures à cette crise : une baisse de la production, une augmentation de l'inflation et surtout une explosion du

chômage(115). L'Europe compte en 1984 19 millions de chômeurs, dont 13% en Belgique(116).

L'Europe plonge dans le « *marasme économique* ». La fin des « *trente glorieuses* » aura un effet psychologique important. Cette crise économique accrédite la pertinence de l'analyse marxiste du système économique. Elle rapprochera d'autant plus la jeunesse contestataire des nouvelles organisations communistes.

En Belgique, fin des années soixante, malgré le rythme de la croissance économique et de la production, certains signes annoncent l'arrivée imminente d'une crise économique. Le phénomène de concentration des capitaux s'est précipité tout au long des années soixante. La dette publique ne cesse de croître, Les industries charbonnières et sidérurgiques sont tributaires de l'étranger à 85 %.

Sur le plan international, les marchés allemands et japonais explosent. En 1971, Nixon délie le cours du dollar de celui de l'or, ce qui bouleverse l'équilibre monétaire.

En Belgique, dès 1970, les indicateurs économiques annoncent une baisse de la croissance. La croissance de la production industrielle passe de 8% en 1969 à 2,8% en 1971(117). A cette baisse de la croissance correspond la montée de l'inflation. La croissance des prix atteint 6% en 1972, 7% en 1973, 15,7% en 1974 et 11% en 1975(118).

Les effets de la crise frappèrent la population : « *fermetures d'entreprises, chômage...* ».

Autre conséquence de la crise, la dette publique connaît une progression jusque là inconnue de 50%. S'élevant à 500 milliards en 1970, celle-ci atteint 928 milliards le 31 décembre 1975(119).

A partir de 1975, les répercussions sociales furent sans cesse plus aiguës. Le chômage devenait un phénomène de masse. De 71.000 chômeurs complets en 1971, on atteint les 320.000 en 1980.

Après 1975, la Belgique connaît un taux de croissance médiocre. En 1977, le PNB augmenta de moins de 1%, de 1978 à 1980 il atteignait tout juste les 2 à 3%(120). La dette publique atteignait en 1980 les 1.900 milliards de francs belges. En réponse, il fut décidé de procéder à l'augmentation des impôts de 600 à 1.000 milliards.

## **B. Contexte politique**

La naissance et l'évolution de AMADA se réfléchissent aussi dans le miroir de la vie politique et sociale de la Belgique. Les querelles communautaires s'amplifient dès le début des années soixante. Elles conduisent à la constitution de mouvements prônant le fédéralisme. Du côté flamand « *Leuven Vlaams* », mouvement radical des étudiants fédéralistes de Louvain, militent durement pour chasser les étudiants francophones de la terre flamande : « *Walen buiten* ». Parmi ces jeunes nationalistes, vont se distinguer les futurs dirigeants de AMADA, emportant le combat contre l'ordre bourgeois et capitaliste,

qu'il soit flamand ou wallon. AMADA naîtra donc dans une période agitée aussi par les problèmes constitutionnels.

## **1) Situation générale - [Table des matières](#)**

### **a) La fin de l'Etat unitaire - [Table des matières](#)**

Le 18 février 1970, le Premier ministre Gaston Eyskens déclarait au Parlement : « *L'Etat unitaire, tel que les lois le régissent encore dans ses structures et dans son fonctionnement est dépassé par les faits. Les Communautés et les Régions doivent prendre leur place dans les structures rénovées de l'Etat, mieux adaptées aux situations spécifiques du pays* »[\(121\)](#). Cette déclaration entamait un processus d'évolution qui en plus de vingt ans allait transformer la Belgique unitaire en un Etat fédéral.

L'idée fédérale s'est concrétisée dans les premiers jours de la grève de l'hiver 1960-1961. La Wallonie qui connaît alors une crise du charbon importante « *se sent* » lésée par rapport à une Flandre en pleine expansion économique. Le leader métallurgiste André Renard en profite pour orienter les revendications ouvrières sur des bases fédéralistes[\(122\)](#).

Dans le sillage de cette grève sera créé le Mouvement Populaire Wallon, véritable expression de l'orientation fédéraliste que prennent alors les dirigeants wallons[\(123\)](#). Tout en préservant son unité, le Parti Socialiste Belge avance timidement dans cette voie, réclamant notamment pour la Wallonie « *le droit de disposer d'elle-même et de choisir les voies de son expansion économique et sociale* »[\(124\)](#).

En réponse à ces revendications, une série de lois sont adoptées : fixation de la frontière linguistique en 1962, loi sur l'emploi des langues dans l'administration et dans l'enseignement en 1963...[\(125\)](#)

Les événements vont se précipiter après *l'Affaire de Louvain*. Le gouvernement CVP-PSC-PSB-BSP de Gaston Eyskens engage la Belgique sur la voie de la décentralisation en entamant la révision constitutionnelle et la réforme de l'Etat de 1970-1971[\(126\)](#). La révision constitutionnelle de 1970 divise la Belgique en trois régions linguistiques, en trois communautés culturelles : la communauté culturelle néerlandaise, la communauté culturelle française et la communauté culturelle allemande[\(127\)](#). Cette révision prévoit également le transfert des compétences de l'Etat central vers les communautés et les régions comme par exemple l'urbanisme, la santé, les travaux publics...

Une deuxième étape a lieu avec la révision constitutionnelle de 1980. Celle-ci fixe définitivement les organes de décisions communautaires et régionaux. Les flamands fusionnèrent région et communauté tandis que du côté francophone ces deux organes restèrent séparés[\(128\)](#). Les organes suivants sont créés : un Conseil de la Communauté Flamande, un Conseil de la Communauté Française, un Conseil régional wallon ainsi que des organes de décisions pour la communauté germanophone[\(129\)](#).

La révision de 1980 va également plus loin. Jusqu'ici, seul l'état central avait le pouvoir de faire les lois. A partir de 1980, les décrets régionaux ont force de loi (130). Les compétences des communautés et des régions sont étendues : les compétences communautaires comprennent les matières culturelles et « *personnalisables* » (enseignement, soins de santé, aide sociale,...); les compétences régionales couvrent des matières comme l'aménagement du territoire, l'environnement, le logement, la politique économique, la politique de l'emploi...(131).

La troisième étape survient en 1988. La décentralisation est achevée, les communautés et les régions se voient attribuer des compétences exclusives alors que l'état ne garde que des compétences résiduelles.

Enfin, la Constitution belge du 17 février 1994 transforme officiellement la Belgique en un Etat fédéral : « *La Belgique est un Etat fédéral qui se compose des communautés et des régions* »(132).

Si le nouveau statut de la Belgique est, selon les politologues, un exemple de fédéralisation auquel de nombreux pays se réfèrent, celle-ci à néanmoins des conséquences fâcheuses. La fédéralisation a introduit dans l'opinion publique le sentiment que les intérêts de la population francophone et néerlandophone sont divergents. Il suffit de voir les incessantes disputes entre les politiciens des deux bords au sujet de la sécurité sociale ou la fameuse phrase « *les flamands en ont assez de payer pour la Wallonie* ».

Les mouvements sociaux se trouvent affaiblis. Retenons par exemple les grèves des enseignants francophones en 1996 ; les hommes politiques se gardant bien de prendre les mêmes mesures au même moment dans les deux communautés.

C'est bien la division des travailleurs que AMADA et plus tard le PTB condamne énergiquement lorsque son président Ludo Martens déclare : « *tous les travailleurs doivent défendre une Belgique unie et unitaire parce qu'elle rend plus facile la lutte commune pour le socialisme* »(133). Il prône donc l'unité comme facteur d'émancipation contre la division, facteur de réaction.

## **b) Les gouvernements - [Table des matières](#)**

Survoler les gouvernements qui se sont succédés entre 1966 et 1979 permet de mettre en lumière la situation politique générale de la Belgique. La stabilité ou l'instabilité politique d'un pays peut expliquer dans une certaine mesure l'orientation de l'opinion publique vers telle formation politique qui semble répondre le mieux à ses aspirations.

Comme le dit Lemaître dans sa préface, la succession incessante de différents gouvernements laisse « *le citoyen belge de plus en plus perplexe à l'égard de ces dynasties politiques qui rappellent fâcheusement celles des fameux Rois maudits* » (134).

A la lumière des résultats électoraux, on s'aperçoit que le succès d'AMADA a connu une ascension relativement rapide. Aux premières

élections législatives auxquelles AMADA participe en 1974, il totalise 19.794 voix ; 24.899 en 1977 ; 43.483 voix en 1978(135).

La succession de dix gouvernements(136) de 1966 à 1979, c'est-à-dire en moyenne un gouvernement tous les sept mois, peut expliquer en partie cette évolution.

De plus, tous les grands partis traditionnels se sont succédés au pouvoir, le Parti Socialiste, le Parti Social Chrétien et le Parti Libéral, avec une nette domination du Parti Socialiste et du Parti Social Chrétien(137). Si l'on ajoute le bref passage de la Volks Unie et du Front Démocratique Francophone(138), il paraît évident que l'opinion publique ne savait plus vers quelle formation se tourner, ce qui a sans doute favorisé une petite formation comme AMADA.

Cette période déterminante commence par une crise politique grave qui entraîne la chute du gouvernement Vanden Boeynants le 7 février 1968. *L'Affaire de Louvain* est au cœur du problème. Depuis plusieurs années, la question de l'extension de l'Université et du transfert de la section francophone sur un autre site est à l'origine d'un débat houleux. Le 15 janvier 1968, le conseil académique de la section française de l'Université de Louvain décrète « *le maintien à Louvain d'une section française complète (...)* »(139).

Immédiatement les étudiants flamands se mettent en grève. Le mouvement qu'ils déclenchent va prendre une telle ampleur que le gouvernement n'aura d'autre choix que de démissionner, d'autant plus que des dissensions importantes apparaissent au sein même du gouvernement (140).

Cette première crise annonce le début d'une période de treize ans ponctuée de crises politiques d'importance diverse avec pour conséquence une importante instabilité politique. Nous n'ailons pas rentrer dans les détails, renvoyant pour cela à l'ouvrage déjà cité de Henri Lemaître, *les gouvernements belges de 1968 à 1980, processus de crise*(141). Retenons cependant que les dix gouvernements ont principalement achoppé sur les problèmes communautaires.

## **2) Les partis politiques en présence - [Table des matières](#)**

La Belgique connaît, à partir du début des années soixante une évolution politique qui aboutit à la scission des familles politiques en deux partis distincts et à la naissance de nouvelles formations. Cette situation entraîne une fragmentation accrue du système politique belge(142).

### **a) naissance de nouveaux partis(143) - [Table des matières](#)**

Ces nouveaux partis comprennent la Volksunie, Ecolo, le Vlaams Blok pour ne citer qu'eux.

La *Volksunie* voit le jour en 1954 sur une base chrétienne. Ce parti est clairement fédéraliste prônant « *un Etat fédéral à deux composantes, avec Bruxelles-capitale comme district fédéral* »(144).

Sa participation au gouvernement de 1977(145) lui vaudra une grave défaite aux élections législatives de 1978. Cette défaite a comme conséquence l'émergence du *Vlaams Blok*.

*Ecolo* est sorti des différents mouvements de protection de l'environnement de la fin des années septante. Constitué en parti en 1980, son objectif principal est « *d'organiser une structure d'intervention permanente sur le mode autogestionnaire et fédéraliste, afin de poser les revendications écologiques sur le plan politique en terme de gestion de la société* »(146). A partir des élections législatives de 1981, *Ecolo* ne quittera plus la scène politique jusqu'à devenir membre du gouvernement aux dernières élections du 13 juin 1999.

Le *Vlaams Blok* apparaît en 1978 de la réunion de deux organisations flamingantes, le *Vlaams nationale partij* et le *Vlaamse Volkspartij*(147). Le *Vlaams Blok* revendique un Etat flamand indépendant avec Bruxelles comme capitale. Progressivement le *Vlaams Blok* va prendre une orientation de plus en plus clairement fasciste réclamant entre autres (148):

- l'élitisme de la nationalité basé sur une xénophobie très prononcée, le patriotisme et l'ordre.
- un anti-communisme exacerbé, le soutien à l'OTAN et à l'Europe des peuples. Il se positionne contre le traité de Maastricht.
- la promotion de la libre entreprise et la réduction des activités de l'Etat.
- l'amnistie pour les collaborateurs de la seconde guerre mondiale...

#### **b) scission des trois familles politiques traditionnelles(149) - [Table des matières](#)**

Le parti social-chrétien se scinde en deux entités distinctes après *l'Affaire de Louvain* en 1968.

Côté libéral, la première scission apparaît au sein de la fédération bruxelloise. En 1969, les flamands fondent leur propre fédération. Du côté francophone, l'aile droite du Rassemblement Wallon menée par Jean Gol se détache et forme en 1979 le parti réformateur libéral ou PRL.

Du côté socialiste, la scission a lieu plus tard, en 1978.

Cette division des familles politiques traditionnelles entraîne une fragmentation accrue de la scène politique belge. C'est un fait important car cette situation donne petit à petit l'impression à l'opinion publique que les contradictions fondamentales de la politique belge se situent entre néerlandophones et francophones. Cette idée s'accroît avec le développement progressif du fédéralisme. Cette division du monde politique d'une part et le développement du fédéralisme d'autre part ont sans aucun doute favorisé le développement de certaines idées nationalistes.

#### **c) La gauche et l'extrême gauche en Belgique - [Table des matières](#)**

A la fin des années soixante et au début des années septante, il existe plusieurs formations représentatives de la « *gauche* » et de « *l'extrême gauche* ». Nous ne citerons que les plus importantes qui sont les plus représentatives des différents courants idéologiques.

- **Le Parti Communiste** - [Table des matières](#)

La première organisation politique se réclamant du marxisme et dont l'influence est prédominante au sein du mouvement ouvrier à la fin des années soixante est la Parti Communiste. Principal héritier du mouvement ouvrier en Belgique, il est membre de la *Troisième Internationale* et s'identifie à l'URSS.

Dans l'histoire du développement de la nouvelle gauche en Belgique, le Parti Communiste joue un rôle important car la nouvelle extrême gauche en est partiellement issue et se définit principalement par rapport à lui(150). Le développement du maoïsme belge au début des années soixante provoque une grande crise idéologique au sein du mouvement communiste et aboutit à la première dissidence maoïste en Europe occidentale(151).

- **Le « *grippisme* »** (152) - [Table des matières](#)

Le grippisme est issu de l'expulsion de Jacques Grippa et de trois de ses compagnons suite au XIVe congrès du Parti Communiste en avril 1963(153). Une partie de la fédération bruxelloise reprochait au parti son manque de fermeté dans la grève de 1960-1961, critiquait l'attitude du parti envers l'Algérie, le Congo, la prise de Cuba(154). Ces critiques s'étendirent aux questions des relations sino-soviétiques.

La fraction « *pro-chinoise* » de Jacques Grippa entraîna la plupart des étudiants communistes, une partie de la jeunesse communiste et une partie des militants wallons, expression d'un décalage important entre le discours de la direction et des individus de la base(155).

Néanmoins, le mouvement grippiste va rapidement connaître des dissensions internes, Grippa prenant parti pour les dirigeants chinois attaqués par la révolution culturelle alors qu'une partie maoïste de son mouvement s'en détachait.

- **Les « *marxistes-léninistes* »** - [Table des matières](#)

Chauvier distingue deux sous-ensembles parmi ceux qui se définissent eux-mêmes comme « *marxistes-léninistes* » : le premier étant constitué des dissidents du grippisme, le second est un conglomerat de groupes que l'on peut qualifier de nouveaux maoïstes (156).

Il y a d'une part le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique (PCMLB) appelé également le « *groupe Clarté* »(157). Celui-ci est né de la rupture avec Jacques Grippa en novembre 1967(158). Seul parti à entretenir des liens étroits avec Pékin, il pouvait alors être considéré comme le représentant de la pensée maoïste en Belgique.

D'autre part nous avons le Parti Communiste de Belgique (marxiste-léniniste) (PCBML). Il s'agit d'une continuité du grippisme à Charleroi

antérieur au *groupe Clarté* dont il est cependant fort proche politiquement. Le PCBML édite le périodique *L'exploité* (159)

• **Les nouveaux maoïstes** - [Table des matières](#)

Des groupes d'étudiants maoïstes se sont manifestés à partir de 1968 dans les universités de Louvain et de Bruxelles(160). Retenons ici les deux organisations qui à mon sens ont le plus d'intérêt, la première parce que cette étude en est le sujet, à savoir AMADA-TPO, la deuxième parce que son histoire est intimement liée à celle de AMADA, à savoir l'UC(ml)B, l'Union des Communistes (marxistes-léninistes) de Belgique(161).

En 1973, Chauvier écrit : « *le groupe Alle Macht Aan de Arbeiders (AMADA) paraît être le plus nombreux. Il édite un périodique du même nom. A l'origine de ce groupe se trouvaient des mouvements tels que le Student Vak Beweging, le Derde wereld Beweging et d'autres groupes universitaires louvanistes qui avec le Gentse Studenten Beweging, avait donné naissance à un Marxistisch-leninistische beweging. Ces divers éléments avaient joué un rôle déterminant dans la formation et l'activité du mouvement Mijnwerkersmacht, très remarqué lors des grèves du Limbourg en 1970-1971* » (162).

L'UCMLB pour sa part résulte de la fusion en 1972 des groupes *Tout le pouvoir aux travailleurs* et *Unité rouge*. Le groupe *Tout le pouvoir aux travailleurs* comprenait le groupe communiste maoïste de l'ULB et le journal lycéen *Rebelle*(163)

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, mais elle démontre déjà très bien l'extraordinaire foisonnement des nouvelles organisations communistes au début des années septante.

On peut donc en déduire que le mouvement maoïste en Belgique était très important à cette époque. Pourquoi seul AMADA s'est-il développé ? Pourquoi, alors que les organisations francophones dominaient la scène politique, est-ce la branche néerlandophone du mouvement qui s'est le plus développée ? Nous essayerons de répondre à ces questions tout au long de ce travail.

**C. Contexte social: L'évolution de la politique syndicale** - [Table des matières](#)

Le contexte social de la période que nous étudions est très riche en événements.

D'autant plus riche que les mouvements sociaux que connaît la Belgique entre 1960 et 1979 vont considérablement influencer la vie politique belge. A titre d'exemple, la période s'ouvre avec la grande grève de 1960-1961(164), grève insurrectionnelle, qui met en avant les premières revendications fédéralistes ; la grève des femmes de la Fabrique Nationale en 1966(165) qui va considérablement faire avancer les revendications féminines ; le mouvement des étudiants flamands à Louvain et à Gand en 1968(166), responsable de la chute du gouvernement Vanden Boeynants ; la grève des mineurs du Limbourg en 1970 qui se solde par la mort de deux ouvriers mais qui est le premier conflit d'envergure dans lequel sont intervenus les

étudiants fondateurs d'AMADA. On peut encore citer la grève de Boel-Tamise ou la grève des dockers de 1973(167). Pourtant, ces grandes luttes sociales d'une ampleur énorme surviennent durant les *Golden Sixties*, période de croissance économique et de plein emploi.

Ce qui frappe surtout durant cette période, c'est l'évolution générale des syndicats qui entament une politique de concertation sociale. Cela ne sera sans doute pas étranger au succès que AMADA rencontrera auprès des ouvriers notamment lors de la grève des mineurs du Limbourg en 1970.

Nous avons vu qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, un des objectifs du gouvernement belge était de maintenir la paix sociale, c'est-à-dire endiguer l'influence communiste, en vue de favoriser la reprise économique. Les syndicats de leur côté considèrent chaque intervention de l'Etat dans le processus économique comme une victoire des *"intérêts collectifs"* sur *"les intérêts privés du capital"*(168). Le patronat pour sa part a comme préoccupation principale de conserver le pouvoir économique et de relancer la productivité. Dans cette perspective, il consentira des concessions importantes notamment en matière de sécurité sociale.

De là découle le développement de *"l'économie de concertation"*. Cela signifie qu'à chaque niveau, national, sectoriel et dans les entreprises, des organes de concertation sont érigés pour traiter des matières économiques et sociales. Ce compromis entre patronat et syndicat est développé et "institutionnalisé" dans *"La Déclaration Commune sur la Productivité"* le 5 mai 1954. Le patronat y reconnaît le fait syndical et les syndicats y reconnaissent l'autorité patronale(169). Que dit en outre cette déclaration :

*"- Les représentants des employeurs et des travailleurs collaboreront également à l'échelon national et à l'échelon professionnel. Cette collaboration confiante est basée sur une information aussi complète que possible de la situation. Les moyens et les méthodes pour accroître la productivité seront étudiées en commun(..).*

*- Les représentants des employeurs déclarent que l'accroissement de la productivité ne peut en aucune manière être obtenue en compromettant l'intégrité physique et morale des travailleurs, ni en portant atteinte à leur dignité humaine. Les représentants des travailleurs déclarent de leur côté que l'effort commun en vue d'accroître la productivité ne servira pas de prétexte pour tenter de modifier le statut des entreprises ou de mettre en cause l'autorité de leurs chefs'(170).*

Ces déclarations concernent le maintien de la paix sociale et sont clairement destinées à mettre en place la coopération sociale : *"Pour contribuer à ce que les travailleurs appliquent de bon cœur et en confiance certains procédés ou méthodes nouveaux, il est possible que des chefs d'entreprises recourent à des spécialistes syndicaux"*(171).

Au cours des années soixante, l'action syndicale est déterminée par les principes dictés dans la *Déclaration Commune sur la productivité* et par l'OBAP(172), son organe d'application.

La FGTB ne s'y trompe pas: "en signant le 5 mai 1954 la *Déclaration Commune sur la Productivité avec les partenaires sociaux*, la FGTB s'engagea dans un processus réclamé depuis deux ans par le patronat (...)"(173).

Cette politique profite avant tout au patronat. Même si les syndicats voient dans la *Déclaration Commune* un moyen d'améliorer le niveau de vie des travailleurs et d'augmenter l'emploi(174), ils sont conscients que l'augmentation de la productivité "est une nécessité pour le capital à qui seule elle profite"(175). Pour sa part, le patronat déclare que "l'âpreté croissante de la lutte concurrentielle nécessite une vigilance nouvelle. Toute grève peut être fatale (...). Ceci conduit à coopérer pour faire accepter sans heurt les mesures nouvelles"(176).

Malgré quelques dissensions internes, les syndicats ont donc décidé de se tourner résolument vers la coopération sociale. Dans une enquête réalisée en 1959 par l'OBAP, sur 213 syndicalistes interrogés, seulement 13 se sont prononcés contre la coopération. (177)

Malgré cela, la crainte suscitée par les organisations syndicales est encore fort présente car, pour le patronat, "trop politisées celles-ci menacent à tout moment le patronat d'une action de surenchère revendicatrice ". (178)

De manière générale, les syndicats ont opté pour la carte de la collaboration et de la concertation. Cette position sera vivement critiquée par AMADA qui développe dès le début une position anti-syndicale. Lors de la grève des mineurs du Limbourg, le journal AMADA titrait : « *De vakbonden streden gedurende 44 dagen tegen de heldhaftige mijnwerkers* » (179) (les syndicats ont lutté durant 44 jours contre les courageux mineurs).

Dans un article de décembre 1970, AMADA dénonce la « *contrôle ouvrier* » prôné par les syndicats, car selon AMADA : « *les travailleurs ne peuvent pas contrôler le capitalisme. Il y a deux options, subir la dictature du capitalisme ou instaurer la dictature du prolétariat* » (180).

La FGTB a d'ailleurs relevé cette position anti-syndicale. Dans une communication aux mineurs elle écrit : « *Il est de fait avéré que des éléments anti-syndicalistes se montrent actifs au cours de cette grève. C'est d'ailleurs pour cette raison que les militants syndicalistes de la FGTB ont érigé le comité des grévistes FGTB, justement pour capter le courant antisindicaliste, pour lui couper l'herbe sous les pieds* » (181).

D'ailleurs, la politique de conciliation des syndicats ira croissant. Nous la retrouvons plus tard lorsque Jacques De Staercke, président de Fabrimétal, déclare : « *La plupart des leaders syndicaux disent que le temps de la modération est venu, si pas en public, du moins en privé. Seuls quelques-uns emboîtant le pas de quelques révolutionnaires plus ou moins utopistes, refusent de voir les réalités et tentent malgré tout de poursuivre leur rêve de création qui serait à la fois égalitaire et progressiste* » (182).

Car les militants syndicaux qui ne se rallient pas à la politique syndicale seront irrémédiablement pourchassés (183). A titre

d'exemple, une militante du PTB, qui était militante de AMADA nous a écrit ceci : « *J'ai été licenciée dans l'enseignement catholique dans l'année 73 (i.e). Comme j'étais mariée avec Kris Merckx, et que 'la bible et le communisme' ne vont pas ensemble, la directrice ne voulait pas prolonger mon contrat de prof temporaire. J'étais sur une 'liste noire'. La VDAB (ONEM) m'envoyait à des écoles, mais dès que j'avais rempli les papiers (avec le nom de mon mari) j'étais mise à la porte (...)* » [\(184\)](#).

Nous verrons plus loin qu'un certain nombre d'ouvriers membres ou proches de AMADA ont régulièrement été licenciés.

Paradoxalement à ce nouveau climat syndical, un nombre de plus en plus important d'ouvriers vont adhérer aux syndicats, ce qui dénote un désir croissant de défendre leurs intérêts.

Si le contexte général, c'est-à-dire l'évolution générale de la situation économique et politique de la seconde moitié du XXème siècle, a été abordée de manière détaillée, c'est essentiellement pour répondre aux exigences que nécessite l'étude d'une organisation communiste.

S'agissant de l'histoire d'un mouvement se réclamant lui-même du marxisme, cet angle de vue s'impose pour rendre compte des éléments subjectifs et objectifs qui ont déterminé la création et l'évolution de *Alle Macht Aan de Arbeiders*.

C'est en partant du principe que « *les institutions politiques s'érigent en superstructure sur une base économique* » [\(185\)](#), c'est-à-dire que « *les différentes formes politiques des Etats européens modernes servent à renforcer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat* » [\(186\)](#) que nous pourrons mieux appréhender les conceptions politiques et les aspirations idéologiques des membres de AMADA.

Tout au long de ce préambule, nous nous sommes référés systématiquement aux événements nationaux et internationaux pour circonscrire la scène sur laquelle AMADA a joué sa pièce. Comprendre le fonctionnement et l'essence même de AMADA, c'est avant tout comprendre son environnement économique, social, culturel et politique.

## ***Seconde partie: Les prémisses de AMADA-TPO: 1967-1970 - [Table des matières](#)***

Le mouvement *Alle Macht Aan de Arbeiders - Tout le pouvoir aux ouvriers* (AMADA-TPO), apparu dans le courant de l'année 1970, trouve ses sources dans le mouvement étudiant flamand qui, tout au long des années soixante, a secoué la Belgique et a conduit à la division de l'Université Catholique de Louvain et à la chute du gouvernement Vanden Boeynants le 7 février 1968 [\(187\)](#). Dans la mentalité collective, ce mouvement est indéniablement associé à la revendication *Walen Buiten*. Pourtant, comme nous allons le voir par la suite, ce mouvement, commencé sur une base nationaliste flamande, va se transformer pour aboutir en 1968 à former un mouvement de contestation sociale, remettant en question les fondements mêmes de la société.

Cette évolution aboutira par exemple à la création de comités de solidarité avec les ouvriers en grève des mines du Limbourg. Une branche progressiste de ce mouvement rassemblé au sein du *Student Vakbeweging* donnera enfin naissance à AMADA-TPO.

Il conviendra d'étudier dans ce chapitre l'évolution des revendications qui, d'une base « *nationaliste* », se transformeront en une plate-forme démocratique et enfin en une remise en question de la société sur une base marxiste-léniniste.

Ce chapitre abordera le contexte général dans lequel s'est développé le mouvement étudiant en Flandre à la fin des années soixante. Partant de la mentalité générale des étudiants flamands au début des années soixante, en passant par la guerre du Viet-Nam et la révolution culturelle en Chine, nous verrons les raisons qui expliquent le développement d'un mouvement "progressiste" dans une Flandre perçue avant tout comme réactionnaire.

Nous verrons également les acteurs de ce mouvement, ses aspirations, la constitution d'une "*nouvelle gauche*", les premiers contacts avec la classe ouvrière et enfin la plate-forme politique du mouvement.

Pour être complet et remettre le mouvement étudiant de Louvain dans la perspective générale des mouvements étudiants de cette période, nous aborderons rapidement la crise de mai 1968 à Bruxelles.

Enfin nous aborderons l'après 1968, l'heure du bilan pour les organisations étudiantes.

Nous verrons comment les étudiants acquis à des positions radicales, ont décidé de former une nouvelle organisation communiste en Belgique. Cette période qui couvre les années 1969-1970, verra les étudiants progressistes de Louvain constituer l'organisation AMADA-TPO.

## **Chapitre I: Le mouvement étudiant 1966-1969 - [Table des matières](#)**

Ce que l'on appelle communément *l'Affaire de Louvain* trouve ses origines dans l'agitation communautaire de la Belgique du début des années soixante. Alors que la grève de 1960-1961 est l'occasion de l'apparition des idées fédéralistes wallonnes sous l'impulsion d'André Renard ([188](#)), parallèlement se développe en Flandre une contestation flamande qui plonge ses racines dans le nationalisme flamand d'après-guerre. Cette contestation va se cristalliser autour de Louvain, université catholique bilingue, à majorité néerlandophone, dirigée par des évêques francophones. Commencée sur base de désaccords internes, l'opposition aux évêques va rapidement tourner en revendications nationalistes exigeant l'expulsion des étudiants francophones et la scission de l'université, le fameux *Leuven Vlaams*.

Ce mouvement a déjà été étudié dans les détails à plusieurs reprises ([189](#)). Retenons que le développement de la contestation aboutira à deux explosions de révoltes sans précédent dans l'histoire

contemporaine de l'université qui mettront en évidence l'émergence d'un courant politique de gauche au sein du mouvement flamand.

Dans cette optique, nous nous limiterons essentiellement à la période 1966-1968.

### **A. Louvain 1966: première révolte** - [Table des matières](#)

La révolte de mai 1966 à Louvain s'étend sur cinq jours, du 15 mai au 20 mai, sous la direction de l'*Aktie Comitee* rassemblant la plupart des organisations étudiantes KVHV, le FK, le SK et le VNSU en collaboration avec le WS. [\(190\)](#)

Cette révolte fait suite à la publication du *Mandement épiscopal* du 13 mai 1966 dans lequel les évêques réaffirment "*l'unité institutionnelle et fonctionnelle de l'aima Mater ainsi que son unité géographique qui la situe à Louvain*". [\(191\)](#)

Le mandement se termine ainsi: "*Cet appel devient un ordre, quand il s'agit des membres du personnel académique, scientifique et administratif, des deux régimes linguistiques (...)*" [\(192\)](#)

Les réactions ne se font pas attendre, le KVHV condamne dès le 15 mai "*l'attitude asociale et antidémocratique de l'épiscopat belge*" [\(193\)](#).

Les différentes organisations étudiantes se réunissent et ripostent par une plate-forme de revendications connue sous le nom de « *document du 19 mai* ».

Que dit-il?

"(...) *Il est temps que soit résolument expliqué pourquoi les étudiants flamands luttent, pourquoi ils prennent part au mouvement.*

*Depuis trois ans, se développe à Louvain le désir croissant des étudiants d'être reconnus comme interlocuteurs.*

*Ils espèrent que ceux qui portent la responsabilité de la gestion de l'université ouvriront le dialogue avec les étudiants, de manière à ce que toutes les décisions à propos de la politique universitaire soient co-produites avec l'opinion des étudiants (...)*" [\(194\)](#)

Même si la revendication limitée à *Walen Buiten* reste majoritaire sous la pression de la droite nationaliste, on voit néanmoins poindre la préoccupation de démocratisation de l'université.

Le texte va même plus loin. Il précise que les revendications étudiantes ne se limitent pas seulement aux seules revendications politiques, mais que celles-ci doivent être inscrites dans un contexte socio-économique, que la contestation étudiante tient pour évident que derrière la politique de l'épiscopat se dissimulent "*le cléricalisme, l'unitarisme et le capitalisme*". Et pour finir, "*ce n'est pas contre*

*certaines individus que les étudiants réagissent, mais contre un système, une structure dont le diktat épiscopal est le symbole".*

À la lumière de ce texte, il devient évident que les revendications étudiantes s'infléchissent. Le *Comité Leuven* déclare d'ailleurs lutter pour "*une université démocratique et autonome flamande*" (195).

Après cinq jours de manifestations, les autorités académiques mettent fin à la contestation en avançant la fin de l'année académique d'une semaine. (196)

### **B. Louvain 1968 : seconde révolte: le tournant - [Table des matières](#)**

Les événements de janvier 1968 quant à eux marquent un changement significatif des revendications étudiantes. Nous verrons plus loin les raisons de cette évolution lorsque nous aborderons la partie relative à la *constitution d'une nouvelle gauche*.

Pour l'instant retenons que l'année 1967, d'un calme tout relatif, a été mise à profit pour affiner et radicaliser les revendications.

Le 15 janvier 1968, les évêques sortent une nouvelle déclaration qui rappelle globalement les décisions arrêtées dans leur *Mandement* du 13 mai 1966.

De nouveau, la réponse des étudiants ne se fait pas attendre, mais le ton change radicalement. Le 16 janvier 1968, Paul Goossens, alors président du *Studentenvakbeweging* (SVB) (197), s'adresse aux étudiants : "*la méthode pacifique a fait long feu. Il faut passer aux actes, non seulement contre l'université, mais aussi contre la ville toute entière. (...) Ce document provient d'une bourgeoisie bruxelloise qui veut faire une université de caste. Une révolution s'impose (...)*"(198). Sur les murs de l'université apparaît un journal mural, écrit en français, significatif du changement de mentalité

*"(...) Il est temps que soit résolument expliqué pourquoi les étudiants flamands luttent, pourquoi ils prennent part au mouvement.*

*Depuis trois ans, se développe à Louvain le désir croissant des étudiants d'être reconnus comme interlocuteurs.*

*Ils espèrent que ceux qui portent la responsabilité de la gestion de l'université ouvriront le dialogue avec les étudiants, de manière à ce que toutes les décisions à propos de la politique universitaire soient co-produites avec l'opinion des étudiants (...)" (199)*

Le fait que ce document s'adresse aux *Wallons* et qu'il soit rédigé en français montre bien que le mouvement de contestation a largement dépassé la seule revendication nationaliste qu'il avait jusque là (200). Le *illegaal dagblad Révolte* du 19 janvier 1968 donne le ton: "*L'Eglise et le capital ne maintiendront certainement pas les étudiants sous leur joug*".

Nous n'entrerons pas dans les détails de ce mouvement de janvier 1968 qui aboutit à la chute du gouvernement Vanden Boeynants le 7 février 1968. Ce qu'il est important de retenir ici, c'est l'évolution idéologique des prises de position des étudiants par rapport à mai 1966.

Il s'agit de comprendre comment le traditionnel *Walen Buiten* a cédé progressivement le terrain au *Bourgeois Buiten*.

Ceci ne peut s'expliquer que par le développement au sein même du mouvement nationaliste flamand, aussi contradictoire que cela puisse paraître, d'une conscience progressiste que nous qualifierons ici, selon l'expression de Chauvier, de *Nouvelle Gauche* et qui constitue certainement un des facteurs originaux de la fin des années soixante et sera déterminante pour la création du Parti du Travail de Belgique.

Cette « *nouvelle gauche* » apparaît tant du côté francophone que du côté néerlandophone. Concernant AMADA, c'est principalement l'aile néerlandophone qui nous intéresse. Nous soulignerons néanmoins l'existence de mouvements similaires du côté francophone, d'autant que des liens étroits furent maintenus des deux côtés que ce soit au temps du mouvement étudiant (201) ou de la constitution de AMADA durant lesquels de nombreux débats ont agité la « *nouvelle gauche* » belge.

## **Chapitre II : La constitution d'une "nouvelle gauche" - [Table des matières](#)**

Nous n'étudierons que le développement général de cette « *nouvelle gauche* ». Parmi la somme d'ouvrages traitant de *l'Affaire de Louvain* (202), très peu d'auteurs abordent l'émergence au sein du mouvement flamand de cette nouvelle gauche. Nous retiendrons principalement l'ouvrage de Ludo Martens et Kris Merckx, *Een kwarteeuw mei 68* (203), le seul document à traiter du développement des idées marxistes au sein du mouvement étudiant flamand.

### **A. 1966-1967 : la radicalisation - [Table des matières](#)**

Le développement d'une conscience progressiste au sein du mouvement étudiant flamand est une question clef. Celle-ci est régulièrement négligée dans les ouvrages consacrés à *l'Affaire de Louvain*, malgré son importance décisive.

Les témoignages sont intéressants à plus d'un titre, car ils permettent de dégager différentes raisons au développement de cette inclination : existence d'une conscience progressiste « *naturelle* » chez certains étudiants, existence d'un début de syndicalisme étudiant, l'air du temps et l'expérience de deux conflits d'envergure à Louvain.

#### **1) L'évolution des idées - [Table des matières](#)**

À ce titre, l'avis des figures dominantes du mouvement de Louvain sur le développement des idées progressistes nous éclaire quelque peu.

En 1968, Jos De Man a rencontré la plupart des dirigeants étudiants d'Europe occidentale (204). Il a recolté les avis de Ludo Martens et de Paul Goossens sur l'évolution politique du mouvement étudiant de Louvain.

Voici ce que déclarait alors Ludo Martens :

*« L'impulsion idéologique n'a pas été donnée par les animateurs (du mouvement). (...) Nous avons abordé des thèmes comme les travailleurs ou la démocratisation. Nous voulions Louvain flamand, c'est-à-dire que le peuple flamand puisse accéder à l'université. Mais (...) nous ne savions pas qui était ce peuple. (...) Est-ce que ce sont les banquiers flamands qui parlent effectivement flamand mais qui étalent de la même manière leur richesse que les banquiers francophones. Nous en sommes arrivés aux ouvriers. Nous a>ons formulé des textes théoriques au sujet des travailleurs (...) C'était la première idéologie. C'était très beau et idéaliste mais cela m correspondait pas vraiment à la réalité. Généralement on nous disait que nous avions tiré cela de Marx. Mais personne d'entre nous n'avait jamais lu une lettre de Marx, Lénine ou autre. On disait que nous étions marxistes-léninistes. A la longue nous étions tellement partisans de Marx et Lénine que nous avons décidé d'y regarder d'un peu plus près. (...) Nous trouvions que les problèmes auxquels nous étions confrontés étaient similaires que ceux déjà étudiés. Voilà pourquoi nous avons étudié ces auteurs : pour voir s'ils avaient résolu ces difficultés. » (205)*

Malgré sa longueur, cette citation nous révèle combien il est difficile de rendre compte du développement des idées politiques. Ce développement n'est ni quantifiable, ni événementiel. Le développement d'une pensée marxiste est le produit de divers facteurs dont le principal, dans ce contexte-ci, est bien entendu le mouvement de contestation étudiante. Le Studentenvakbeweging le définit d'ailleurs plus tard de cette manière : « *L'aperçu de la nécessité et de la difficulté de changer le monde, ne peut naître seulement qu'en prenant une part active à la pratique sociale* » (206). C'est donc principalement sur base de leur expérience sociale, c'est-à-dire sur base de leur participation aux mouvements sociaux, à *la lutte des classes*, que les membres de la *Nouvelle Gauche* vont progressivement se constituer une idéologie.

Même si le témoignage ci-dessus est empreint d'un certain romantisme, il est révélateur du climat et surtout des aspirations de quelques étudiants de l'époque et de l'évolution de leur réflexion vers un idéal social.

Pourtant, la relation du cheminement d'une pensée politique est difficile car il est impossible d'en établir une chronologie précise.

Tout au plus pouvons-nous nous référer aux témoignages des acteurs de cette époque.

À la lumière de ces témoignages, il apparaît que la révolte des étudiants flamands, malgré son caractère nationaliste, reflète, à l'instar de ses « *consœurs* » de France ou d'Allemagne, les

revendications d'une jeunesse en rupture socioculturelle avec un système qui, selon elle, a fait son temps.

Sur le plan international, trois événements importants ont profondément marqué les étudiants des années soixante.

En premier, l'indépendance du Congo le 30 juin 1960 (207). L'évolution de la situation au Congo suscite énormément de discussions au sein de la population belge. Mais c'est surtout l'intervention militaire des para-commandos belges en 1964 sur Stanleyville qui suscite l'indignation, déclenchant au sein de la gauche un mouvement de protestation général (208).

Deuxièmement, la guerre du Viêt-nam. Dans les pays occidentaux, les mérites de la démocratie libérale sont chaque jour opposés au communisme. Mais les images de l'intervention américaine au Viêt-nam bouleversent cette vision idyllique. La résistance d'un petit pays du Tiers-Monde au géant américain suscite beaucoup de sympathie dans l'opinion progressiste. Et cette résistance est dirigée par un Parti Communiste (209).

Comme dans les autres pays occidentaux, les événements du Viêt-nam ont constitué, en Belgique, le principal amplificateur de la contestation estudiantine (210). Par exemple, la grande révolte de janvier 1968 à Louvain correspond avec la grande offensive du Thêt des troupes nord-vietnamiennes (211).

Cette prise de position en faveur du Tiers-Monde influencera profondément le développement des idées marxistes au sein du mouvement étudiant flamand. Nous verrons plus loin que c'est d'ailleurs de leur rencontre avec des étudiants du Tiers-Monde que vient, pour les étudiants flamands, la découverte du maoïsme.

Sur le plan national, il y a avant tout la grève de l'hiver 1960-1961 contre la loi unique du gouvernement Eyskens-Lilar (212). Cette grève qui s'étend surtout en Wallonie, touche également la Flandre. Cette grève représente une fracture politique qui donne une nouvelle impulsion aux courants fédéralistes (213). La fracture est également idéologique. Dans un pays alors en pleine expansion économique, prônant la paix sociale, la grève générale met en évidence le développement toujours présent des luttes ouvrières (214). Ceci sera confirmé en 1966 lors de la grève des mineurs de Zwartberg. La mort de deux mineurs au cours des affrontements soulèvera d'ailleurs l'indignation des étudiants flamands. Le journal *Ons Leven*, organe du KVHV, prendra parti pour les mineurs et y dénoncera déjà en 1966 la contradiction fondamentale entre le capital et le travail (215).

Enfin, l'état d'esprit de la jeunesse flamande ne peut être négligé pour comprendre le développement du mouvement étudiant en Flandre. Une conférence donnée à Bruxelles le 1er juin 1993 par Ludo Martens et Kris Merckx, en guise de présentation de leur ouvrage *Mei 68, een kwarteeuw*, apporte une lumière intéressante sur la génération montante de cette époque (216).

Selon Ludo Martens, la jeunesse catholique flamande de la fin des années cinquante et du début des années soixante, évolue dans une

ambiance empreinte de cléricalisme, d'autoritarisme, de répression sexuelle et de nationalisme flamand... Cette ambiance, surtout présente dans les écoles catholiques, maintenait la jeunesse dans un contexte autoritaire anachronique par rapport à la société civile.

La jeunesse flamande était organisée très jeune dans des mouvements catholiques prônant un nationalisme *ultra*, organisant des marches sur Bruxelles, le pèlerinage de l'Yser... C'est dans ce climat que beaucoup de futurs dirigeants étudiants ont passé leur enfance. Ils y ont développé une méfiance antiautoritaire et anticléricale, cristallisée par les événements de 1966 et 1968. Ceci explique en partie la violence de la contestation à Louvain et peut expliquer la sympathie pour la Révolution Culturelle en Chine (217), qui représentait alors pour beaucoup, dans un contexte de contestation, l'exemple même de la démocratie directe et du contrôle populaire.

En 1966 a d'ailleurs lieu à Louvain une conférence sur le thème « *Que se passe-t-il en Chine ?* ». Beaucoup d'étudiants y brandissent le petit livre rouge (218).

Pourtant, si le contexte socioculturel est à l'origine de l'esprit contestataire d'une partie de la jeunesse flamande, c'est principalement, selon Ludo Martens et Kris Merckx, la lutte contre les idées nationalistes et chauvines alors largement dominantes dans le mouvement étudiant flamand, qui a rendu possible l'émergence d'une aile progressiste en son sein (219).

Il s'agissait de faire souffler un vent progressiste dans cette vague nationaliste.

Comment ?

*Ons Leven*, l'organe du Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV), constituera le moyen détourné de propager, pendant les manifestations de Louvain, les aspirations progressistes de : Ludo Martens, Kris Merckx, Herwig Lerouge, pour ne citer qu'eux, tous membres futurs du SVB et fondateurs d'AMADA.

Pour une partie de la jeunesse éclairée, le nationalisme détourne l'attention des vrais problèmes. Des voix s'étaient déjà élevées contre ce climat nationaliste. Ainsi Gabi Van Drommen, président du WS, s'insurge contre le nationalisme à partir de 1965.

En s'y opposant au pèlerinage de l'Yser, il soulève des protestations mais gagne des partisans.

À ce titre, le parcours de Herwig Lerouge est révélateur de l'ambiance de cette période. Son témoignage apporte des indications importantes sur l'air du temps. Nous le citons avec toutes les réserves qu'inspirent les témoignages oraux.

Herwig Lerouge arrive à l'Université de Louvain en 1964, pour entreprendre une licence en langues germaniques(220). En 1965, il découvre les débuts du syndicalisme étudiant, par l'intermédiaire du VVSment influencé par le syndicalisme étudiant français. Le VVS abordait alors des questions telles que le rôle de l'université au sein de

la société, la démocratisation de l'université... Pour Herwig Lerouge, issu d'un milieu ouvrier CSC, les revendications nationalistes ne l'intéressaient pas du tout mais il n'existait alors en Flandre aucune organisation qui allait véritablement à contre-courant du climat général dans lequel évoluait la jeunesse flamande.

Les rares courants progressistes qui existaient à Louvain n'avaient pas réellement d'influence : le VVS, complètement opposé au nationalisme, s'est rapidement détaché du mouvement étudiant. Il existait d'autres rassemblements comme *De Brug*, mais ces organisations étaient très repliées sur elles-mêmes(221). *De Brug* tentait une synthèse entre les idées marxistes et le catholicisme progressiste. Certains membres d'AMADA connus en sont issus, comme Arnould Van Reussel (222).

C'est dans ce contexte d'une gauche peu organisée qu'Herwig Lerouge rencontre Ludo Martens en mai-juin 1966. Celui-ci lui propose d'emblée de travailler au sein du journal du KVHV, le *Ons Leven*, de manière à peser sur l'orientation générale du mouvement, de concert avec Paul Goossens et Walter De Bock (223). Si l'on désire radicaliser le mouvement nationaliste et y faire souffler le vent progressiste, il ne faut pas s'en couper mais le « *noyauter* ».

Jusque là, le KVHV, à la composition très éclectique, dirigeait le mouvement de Louvain.

Le Conseil d'Administration composé d'anciens étudiants nationalistes flamands dirigeait l'organisation. Le *Verbondswacht* (224) rassemblait l'extrême droite et la rédaction du journal *Ons Leven* rassemblait le pôle progressiste. Selon Herwig Lerouge, cette expérience de travail au sein d'un journal sera déterminante pour le reste de l'évolution du mouvement. L'expérience du *Ons Leven* a montré que c'est autour d'un journal que le climat politique peut être modifié et qu'une organisation peut être construite (225). Car dans les faits, « *ceux qui avaient le journal en main dirigeaient l'organisation* » (226). On peut imaginer les tensions qui surgirent avec la direction.

Jusqu'en octobre 1966, la rédaction de *Ons Leven* est d'ailleurs dirigée par Carl Bevernage (dirigeant du KVHV) et Ludo Martens. Herwig Lerouge occupe quant à lui le poste de secrétaire de rédaction (227).

Le 28 octobre 1966, Ludo Martens est seul rédacteur en chef (228). Fin novembre, Cari Bevernage ne fait plus partie de la rédaction de *Ons Leven* (229). C'est René Depreter qui devient responsable du KVHV.

Les jeunes progressistes doivent ainsi louvoyer au sein d'une organisation aux vues diverses.

Herwig Lerouge l'exprime comme suit : « *Par le fait que l'on ne s'est pas opposé de front à 'Louvain flamand', les autres organisations avaient du mal à nous juger.* » (230)

Néanmoins, les tensions sont inévitables. Ainsi le trésorier du KVHV est par ailleurs membre du *Verbondswacht*. Le financement du journal

dépendait dès lors de son contenu. Les étudiants progressistes étaient forcés à la plus grande prudence.

Malgré cela, ils possédaient, en le journal *Ons Leven*, publié à plus ou moins 4000 exemplaires, un outil important d'agitation et de propagande politique qui a permis à la nouvelle gauche, tout en relayant certaines revendications nationalistes, d'ébaucher une critique de l'ordre capitaliste.

Nous avons vu que la contestation étudiante était animée par un sentiment anti-autoritaire et anticlérical qui a amené les étudiants à prendre parti dans le contexte *socio-économique* de l'époque.

Nous avons vu que les revendications du *Document du 19 mai 1966* attestaient le tournant pris par le mouvement flamand.

Pour Herwig Lerouge le *Document du 19 mai 1966* est justement révélateur de la direction anticapitaliste du mouvement dissimulée sous les conceptions nationalistes.[\(231\)](#)

Les nationalistes craignaient le phénomène tâche d'huile, alimenté par les francophones liés au *capital bruxellois francophone*.

Pour les jeunes progressistes, il s'agissait de montrer que les néerlandophones n'étaient pas seuls victimes de ce capitalisme. Dans ce cadre, la revendication de la division de l'université était avancée pour la création d'une université pour le peuple flamand en Flandre, et d'une université pour le peuple wallon en Wallonie.

Herwig Lerouge révèle d'ailleurs que des contacts avaient été pris avec les Fédéralistes Wallons et notamment Jacques Yerna.[\(232\)](#) D'autres rapprochements ont été opérés notamment avec le mouvement étudiant francophone de l'ULB, comme le confirme Jean-Louis Roefs, membre des Etudiants Socialistes de l'ULB, qui a rencontré Paul Goossens et Walter De Bock.[\(233\)](#)

Au lendemain des révoltes de janvier 1966, les revendications nationalistes sont prépondérantes. Mais un certain nombre d'étudiants ont profité des vacances pour rester à Louvain et préparer les actions futures. Suivons leur évolution à travers la presse étudiante, le journal *Ons Leven*, organe du KVHV.

En septembre 1966, est lancée la « *Marche Meredith* » et son journal spécial du même nom ; y sont abordés des thèmes comme l'université démocratique et pluraliste, la lutte contre le racisme, contre l'impérialisme.[\(234\)](#) Le nom même de la marche est très symbolique. C'est un hommage à la marche sur Meredith des noirs américains en lutte pour leur droits civiques. Ils passent successivement à Gand, Anvers, Malines et finissent par un meeting à Heverlee [\(235\)](#)

Dans un article du 30 septembre 1966, Ludo Martens écrit : « *La révolte de mai a été un choc qui a entamé les mentalités et qui a libéré la force des masses.* » Mais pour lui, « *une lutte nationaliste ne*

*peut apporter de solutions. Seule une approche socio-économique peut apporter une solution* ». [\(236\)](#)

Dans son numéro suivant le journal *Ons Leven* titre en page 3, « *Arbeiders en studenten een nieuwe oktober revolutie* ». [\(237\)](#)

La radicalisation commence à se manifester, même si les revendications restent intimement liées à la lutte pour la démocratisation de l'enseignement comme le rappelle Walter De Bock dans un article du 21 octobre 1966: « *La démocratisation au sein de l'université n'est absolument pas réalisée* ». [\(238\)](#). C'est justement ce thème de la démocratisation au sein de l'université qui a radicalement modifié la situation politique de l'Université. Les revendications nationalistes ont été combattues sur leur propre terrain.

En effet, aborder le thème de la démocratisation implique obligatoirement rapproche sociale du problème. Le « *peuple ouvrier* » n'a pas accès à l'Université, dès lors celle-ci n'est pas démocratique. Réclamer la scission de l'Université Catholique de Louvain, c'est avancer dans la lutte pour la démocratisation. L'université est sous le contrôle du capital financier bruxellois francophone [\(239\)](#). Cela signifie que flamands et francophones doivent unir leurs forces pour affaiblir cette domination.

Pour achever ce rapide aperçu de l'évolution des revendications étudiantes, citons l'interview accordée par Jan Debrouwere, directeur politique du *Rode Vaan* [\(240\)](#), à Ludo Martens dans le *Ons Leven* du 7 octobre 1966 [\(241\)](#). L'interview est titrée *Les communistes* et aborde le thème du socialisme, de la démocratie socialiste, des soviets... Ceci montre l'intérêt que très tôt les étudiants de la *Nouvelle Gauche* portaient aux idées communistes.

Comme le souligne Herwig Lerouge, « *c'était l'air du temps. Le fait de mettre en première page du 'Ons Leven' des noirs n'a pas été très choquant* » [\(242\)](#). *Martin Luther King était un personnage reconnu au sein du mouvement étudiant* ». Les Américains n'étaient pas aimés, la guerre du Vietnam faisait rage, des chanteurs comme Bob Dylan avait une grande influence sur la jeunesse, autant d'éléments qui ont facilité le développement d'idées progressistes.

## **2) La création d'un mouvement étudiant progressiste - mars 1967 le « *Studenten Vakbeweging* » - [Table des matières](#)**

Le travail d'agitation et de propagande accompli par le journal *Ons Leven* a porté ses premiers fruits.

Fort du succès de la marche Meredith, un souffle critique parcourt le KVHV. Pour une grande partie des militants, il fallait créer un mouvement étudiant progressiste « *résolu à combattre la dictature d'une élite et à prendre parti pour le peuple pauvre* » [\(243\)](#).

Ludo Martens reste rédacteur en chef du journal *Ons leven* jusqu'au numéro du 21 février 1967 [\(244\)](#), date à laquelle Paul Goossens lui succède [\(245\)](#).

Le *Studenten Vakbeweging* est créé en mars 1967. Selon ses fondateurs, la nouvelle organisation comprenait 150 militants activistes et tirait 500 exemplaires de son journal *13 Mei* (du nom de la première révolte de Louvain en mai 1966)(246).

En créant le SVB, résultat d'un travail « *lent, discret, patient, un travail de radicalisation (...). le principe étant de susciter un débat généralisé et animé* »(247) les étudiants progressistes se libèrent du joug du KVHV jugé trop conservateur.

La création du SVB matérialise les aspirations des étudiants progressistes : « *Nous avons élaboré une théorie sur la société, partant de notre propre situation. Cette université n'est pas démocratique : 10% des étudiants viennent de familles ouvrières. L'université est l'expression d'un pays, le pays n'est pas démocratique. Le système capitaliste qui érige la caste dominante au faîte du pays divise la population en deux classes fondamentales. (...) Nous voulons un système socio-démocrate. Le capitaliste ne se laissera pas faire facilement (...) il y aura donc une lutte inévitable (...) Qui veut travailler à ériger une société réellement démocratique doit venir au Studenten Vakbeweging* »(248).

Début 1967, les étudiants progressistes ont dégagé de leur expérience une analyse générale, « *une conscience nationale, anti-trust, démocratique* »(249).

Il s'agit maintenant de lui donner forme et diffusion et d'élaborer une philosophie politique.

C'est à partir de 1967 que les étudiants progressistes vont s'initier studieusement au marxisme.

## **B. La rencontre et l'adhésion au marxisme - [Table des matières](#)**

### **1) Découverte du marxisme - [Table des matières](#)**

Lorsqu'éclate la seconde révolte de Louvain(250), au côté du traditionnel *Walen Buiten*, sont proférés les slogans « *Bourgeois Dehors, détruisez la Société Générale* » parallèlement à « *une université wallonne pour un peuple wallon* »(251).

L'agitation atteint une effervescence jamais vue. Trois semaines d'action forcent le gouvernement Vanden Boeynants à la démission.

Le mouvement a tiré sa force de la préparation et de la planification préalables des objectifs. Tout au long de l'année 1967, le journal *Ons Leven* et puis le SVB ont entretenu et affermi le mouvement. Les étudiants ont également étendu leur action aux autres universités et écoles. En 1968, l'Université de Gand et quarante cinq écoles défilaient notamment sous le slogan « *Allez aux usines* »(252). L'expérience sociale de ces trois semaines de luttes a considérablement influencé leur évolution future vers le marxisme.

Le contexte international va précipiter le progrès de la contestation de « *l'ordre bourgeois* » : les étudiants se révoltent en France, en Allemagne, en Italie, au Mexique, au Japon, aux Etats-Unis...

Les pays d'Amérique Latine sont agités par des mouvements de guérillas, Ernesto *Che* Guevara est assassiné en Bolivie en 1967. La Révolution Culturelle agit la Chine et la guerre du Viet-Nâm déroule ses horreurs quotidiennes. Ces thèmes sont régulièrement évoqués dans *Ons leven* et dans le *13 Mei*([253](#)).

Des contacts sont noués avec des étudiants étrangers. Ainsi en 1967, une délégation de membres du SVB se rend au rassemblement international des étudiants à Berlin sur invitation des étudiants berlinois([254](#)).

Selon la plupart des témoignages, c'est au cours de ce rassemblement que les membres du SVB ont perfectionné leur connaissance du Tiers-Monde et s'initient au marxisme. C'est d'ailleurs sur le conseil des étudiants berlinois que le SVB s'intéresse à *L'Etat et la révolution*([255](#)) de Lénine.

De retour à Louvain, c'est en compagnie des étudiants latinos du *Cercle des étudiants étrangers* que le SVB s'est initié à la pensée maoïste([256](#)).

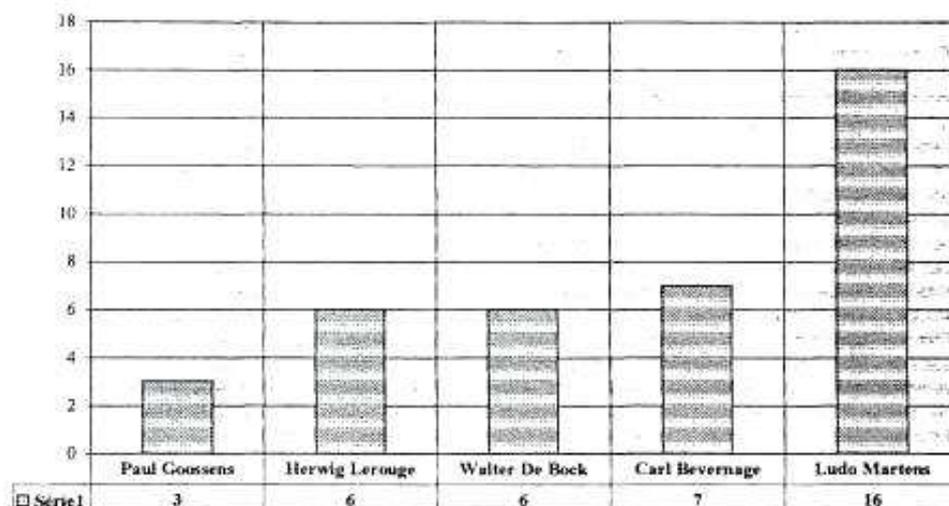
Il faut également signaler l'importance du rôle joué par Ludo Martens dans la genèse du mouvement. La plupart des témoins le considèrent comme le véritable idéologue de l'organisation.

Selon Jacques Boutemy et Michel Graindorge, membres d'organisations maoïstes à l'ULB, à la fin des années soixante, qui ont suivi avec attention les travaux du SVB, c'est Ludo Martens qui a propagé le marxisme au sein du SVB([257](#)).

De 1966 à 1967, les cinq figures dominantes du mouvement se sont illustrées par le nombre d'articles, signés dans le journal *Ons Leven*. Ludo Martens, seize articles, Herwig Lerouge, six, Walter De Bock, six, Carl Bevernage, sept, Paul Goossens, trois.

Le 30 octobre 1967 paraît le premier numéro de *13 Mei*, organe du SVB, et propagateur des idées marxistes([258](#)). Malgré sa collaboration avec le KVHV, le SVB trouve là un moyen de s'exprimer en toute liberté et de propager ses conceptions marxistes.

**Schéma comparatif du nombre d'articles écrits dans *Ons Leven* entre 1966 et 1967**



## 2) Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven (259) - [Table des matières](#)

Cette première approche du marxisme aboutira à la rédaction durant l'été 1968 d'un document, bilan de l'expérience de deux années de lutte à Louvain(260). Le SVB y fait l'état de l'évolution du mouvement étudiant. Il s'agit de sa première analyse marxiste.

Ce document constitue le préambule du futur AMADA.

A la lumière des événements de 1966 et 1968, les militants du SVB arrêtent les leçons tirées de leurs expériences.

### a) Le mouvement étudiant de Louvain est une expression de la lutte de classes. - [Table des matières](#)

Le mouvement étudiant de Louvain, ce que Christian Laporte appelle *L'Affaire de Louvain*(261), est caractérisé par son fondement nationaliste. De 1966 à 1968, la nature du mouvement se modifie profondément. La création du SVB et son influence grandissante, attestent du succès des idées progressistes auprès d'une partie des étudiants.

Analyser *L'Affaire de Louvain* sous l'angle de la lutte des classes, apporte une toute autre perspective que l'analyse traditionnelle proposée par Laporte.

Pour le SVB, les conflits qui ont secoué Louvain sont de véritables conflits de classe(262).

Les conflits de Louvain, et particulièrement celui de 1966, ont mis en évidence des conflits idéologiques au sein du mouvement étudiant sur des questions comme la démocratie, les travailleurs,... Devant ces conflits, les étudiants ont été poussés à prendre position et surtout à approfondir l'analyse qu'ils faisaient des événements.

La nature même du mouvement était influencée par le fait que les militants du SVB voulaient « *prendre part aux conflits sociaux* », parce

qu'ils voulaient « *défendre les intérêts des masses populaires* », et surtout parce que leur grille d'analyse des événements était basée sur une approche « *socio-économique*»(263). Pour ces trois raisons l'affaire de Louvain était « *une expression de la lutte de classe* »(264).

Pour le SVB, ces deux années de lutte les ont menés « *d'un conflit théorique à l'investissement dans la lutte de classe* »(265). S'investir dans la lutte de classe suppose une prise de position radicale en faveur de la classe ouvrière.

Pour le SVB, la classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire, par la place qu'elle occupe dans le mode de production. La classe ouvrière ne possède pas les moyens de production et n'a que sa force de travail à vendre. Elle est exploitée et subit les crises économiques. Sa force réside dans le nombre, l'unité et l'organisation. La classe ouvrière est la plus révolutionnaire. Mais il faut lui donner conscience de sa force et de sa légitimité(266).

Cela amène le SVB à dire : « *Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire..(..) Une théorie révolutionnaire est la deuxième condition de l'action révolutionnaire* »(267).

La première est l'existence d'une organisation révolutionnaire. Ce qui pousse le SVB à s'interroger sur la nature du mouvement étudiant : un mouvement qui « *prône le dialogue* » ou un mouvement qui « *s'appuie sur les masses* »(268).

Le SVB matérialise l'apparition, après les événements de 1966, d'une nouvelle sorte de *leaders étudiants*(269) pour qui « *une pratique sociale progressiste est le préalable à une théorie juste* (270) Nous retrouvons ici la conception selon laquelle la pratique détermine la théorie et réciproquement. Son application conduira aux choix politiques du SVB et leur formalisation par AMADA.

Ceci amène selon les propres termes du SVB, « *à une prise de position fondamentale entre le syndicalisme étudiant et le mouvement étudiant traditionnel* (271) . Il s'agit de se dégager du mouvement étudiant traditionnel car les organisations qui le constituent sont « *liées de près ou de loin à des groupes parlementaires ou extra-parlementaires* » ce qui coupe complètement les dirigeants étudiants de leur base et du monde du travail. Pour le SVB, la nature d'un mouvement étudiant est tout autre. Il s'agit de « *ne jamais agir et penser à la place des gens.* »(272). Car avant toute chose, « *les masses doivent avoir fait leurs propres expériences* » et « *si les masses ont connu des expériences concrètes, alors on doit aussi vite que possible expliquer, analyser, aider à organiser* »(273).

La perspective du SVB est donc de développer un véritable syndicalisme étudiant, combatif qui se mette du côté des étudiants et par la suite des travailleurs. Développer une organisation de ce type nécessite l'application de cinq principes:

« *Nous devons développer comme arme théorique une analyse de classe juste.  
Nous devons avoir un groupe d'étudiant discipliné  
comme arme organisationnelle.*

*Durant chaque conflit et chaque crise, nous devons en faire une analyse préalable.  
L'analyse faite doit être la plus précise et documentée possible.  
Nous devons d'abord présenter les méthodes de lutte et d'action »(274).*

Le SVB jette surtout les bases de l'évolution future. « *le mouvement syndical a joué un rôle d'avant-garde (...) »(275)*. Mais pour les fondateurs du SVB, l'action ne doit pas rester limitée à l'université. Ils ont besoin d'un « *groupe bien structuré, discipliné et organisé »(276)*. Ils avancent donc l'idée de constituer une organisation d'avant garde pour étendre leurs actions. Ils le définissent en ces termes : « *Nous devons consolider notre engagement ; petit à petit nous devons former notre groupe militant (...) Cet engagement doit être forgé dans la lutte idéologique permanente au sein de notre groupe dans l'agit-prop(277) permanente de notre groupe vers l'extérieur »(278)*.

**b) La société est divisée en deux classes antagonistes : prolétaires et capitalistes. - [Table des matières](#)**

De l'analyse des événements de Louvain et de la fréquentation studieuse des classiques du marxisme, les étudiants du SVB ont dégagé le concept de lutte de classe. La définition qu'en donne le SVB met en lumière l'influence marquante qu'a eu le marxisme sur l'organisation.

Pour le SVB les partisans du capital sont (279)« ceux qui luttent pour le statu quo, qui profitent du système existant (... ».

La base du pouvoir de cette « classe » est (280)« la propriété privée des moyens de production ».

Le monde du travail est constitué quant à lui de (281)« ceux qui vendent leur force de travail aux patrons, qui ne contrôlent pas leur propre vie (...) ».

Les capitalistes sont animés par des intérêts contradictoires les uns aux autres. Le marché international est dominé par le capital américain qui opère une concentration du capital entre un nombre restreint de capitalistes. Cette situation entraîne d'un côté (282)« le développement de monopoles puissants au détriment des petits concurrents ».

D'autre part, la concentration du capital au main d'une minorité renforce son extension et le développement des investissements dans les pays étrangers. De cette manière les multinationales s'ouvrent de nouveaux marchés et acquièrent matières premières et main d'oeuvre à bas prix(283).

A l'analyse de Marx, il faut joindre celle de Lénine : (284)L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, défini comme « le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé

*le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes »* [\(285\)](#).

A côté du capitalisme international, le SVB définit le capitalisme national. Celui-ci est animé par la concurrence entre les groupes industriels et financiers. Chaque groupe a comme objectif le contrôle du marché national et international [\(286\)](#), au détriment des travailleurs nationaux. Pour illustrer son propos, le SVB invoque le nombre de 796 faillites intervenues en 1965 en Belgique. L'année suivante, celles-ci s'élèvent à 940 [\(287\)](#).

Enfin, les travailleurs ne possèdent pas les moyens de production. La classe ouvrière connaît [\(288\)](#) « *de mauvaises conditions sociales* », dépendant entièrement du bon vouloir du patron. Elle est la première victime des crises économiques. Par référence à Marx : « *les ouvriers industriels mènent en premier la lutte contre le capitalisme international ; dans ce combat, les intellectuels et la petite bourgeoisie peuvent les aider* » [\(289\)](#).

Ceci suppose que la classe ouvrière est la classe la plus révolutionnaire par « *leur concentration, les travailleurs forment une masse naturellement solidaire* » [\(290\)](#) et « *par leur travail quotidien dans les grands centres industriels, ils ont développé des formes d'organisation spécifiques* » [\(291\)](#).

A propos de la concentration des ouvriers dans les grands centres industriels, Marx constate: « *cette union (l'union des travailleurs) est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact* » [\(292\)](#).

### **c) Le capitalisme est générateur de contradictions et de crises - [Table des matières](#)**

Par sa nature même, le capitalisme, basé sur la concurrence, est générateur de crises économiques et de conflits d'intérêts. Le SVB définit quatre contradictions principales :

Premièrement, « *la contradiction dans nos pays entre la classe capitaliste prédominante et la masse travailleuse du peuple, les travailleurs, intellectuels et petits indépendants (...)* » [\(293\)](#)

Du fait de la propriété privée des moyens de production, le travailleur n'a aucune emprise sur la production et sur la gestion de l'entreprise. Celle-ci est entièrement dépendante des fluctuations du marché et de la conjoncture économique. L'intérêt du capitaliste va vers le profit maximum, celui du travailleur vers un emploi stable.

Cette contradiction est attisée en période de crise économique durant laquelle le travailleur est la première victime des nécessités du marché.

Que propose le SVB : « *propriété collective des moyens de production* » [\(294\)](#) qui doit conduire à une conscience et une culture collectives inconciliables avec les valeurs de la société capitaliste.

*Deuxièmement, « la contradiction au sein même de la classe dominante : les grands monopoles des différents pays se dressent l'un contre l'autre. »* [\(295\)](#)

C'est la concurrence toujours plus exacerbée entre les grands monopoles financiers et industriels.

*Troisièmement, « la contradiction entre les pays capitalistes hautement développés et les bourgeoisies nationales dans le Tiers-Monde, qui se sont retournées contre les intérêts de leur peuple. »* [\(296\)](#)

Le SVB dénonce ici l'impérialisme, principalement celui des Etats-Unis. C'est un passage intéressant car il révèle les différentes références idéologiques du jeune mouvement communiste naissant. Le SVB apporte son soutien à la révolution congolaise de Mulele, à Che Guevara, aux guérillas de Colombie, Bolivie, Venezuela, Pérou ; à Cuba, à la Corée du Nord et à la Chine mais également aux mouvements Tiers-mondistes en général..

Il cite aussi Ben Barka [\(297\)](#) : « *Nous trouvons que la lutte contre l'impérialisme est une : au Vietnam, Congo et Saint-Domingue, nous trouvons les mêmes formes d'agression, le même impérialisme nord-américain(...)* » [\(298\)](#) .

La stratégie du Tiers-Monde doit s'inspirer du guide nord coréen. Kim Il Sung [\(299\)](#) : « *Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud ont des intérêts communs et leur lutte contre l'impérialisme est unie par leur soutien réciproque. Si l'Afrique et l'Amérique du Sud ne sont pas libres, l'Asie ne peut pas l'être. Et lorsque les impérialistes des Etats-Unis seront chassés d'Asie, la lutte de libération des peuples d'Afrique et d'Amérique Latine sera avantagée* » [\(300\)](#).

Cette référence directe à des principes anti-impérialistes est à remettre dans le contexte de la fin des années soixante. Nous avons vu que l'opposition à la guerre du Vietnam était vive parmi la jeunesse. Il existe par exemple des *Comités Vietnam* à Louvain.

N'oublions pas non plus que Che Guevara a appelé à la constitution de un, deux, plusieurs Vietnam. La lutte anti-impérialiste est partout très vivante, de Berkley aux Etats-Unis à Berlin, en passant par Paris, Bruxelles et Louvain [\(301\)](#).

Enfin, quatrièmement, « *la contradiction entre le capitalisme avec son profit et le socialisme qui veut construire une société avec les intérêts populaires comme critère.* » [\(302\)](#).

C'est sans doute une des contradictions fondamentales. S'appuyant sur l'expérience de la révolution cubaine, le SVB montre que les peuples du monde, victimes des contradictions du capitalisme, s'orientent naturellement vers le socialisme. Il y a alors deux systèmes aux intérêts différents qui s'affrontent. D'un côté le socialisme, c'est-à-

dire la collectivisation des moyens de production et une économie au service des intérêts de la population. De l'autre, le capitalisme ou propriété privée des moyens de production, concurrence acharnée et course au profit au détriment de la majorité.

La voie socialiste menace les pays capitalistes dont l'obsession est la destruction des pays se réclamant de la démocratie sociale.

**d) Le capitalisme est générateur d'une fascisation du régime (303) - [Table des matières](#)**

Le développement des contradictions et des crises a comme conséquence le développement d'un mouvement de contestation qui remet en question les structures même du capitalisme. En réponse à cette question, le régime répond par une fascisation. Cette fascisation provient (304). Cette fascisation est rendu possible par le fait que (305). Cette analyse amène à la remise en question du principe même de la démocratie «*formelle*» qui selon le SVB «*est la façade extérieure qui cache la puissance du capitalisme monopolistique. La démocratie est l'arme camouflée du capitalisme*» (306)

Selon le SVB, les classes dirigeantes répondent aux contestations sociales par un «*endoctrinement des masses*» (307) tourné contre le danger communiste en prônant le développement d'un homme nouveau, individualiste, «*l'Übermensch*». Pour détourner la colère populaire, les classes dirigeantes développent le sentiment nationaliste. Cet endoctrinement s'opère par la presse, la télévision, la littérature. L'enseignement est également un vecteur privilégié.

Par exemple le SVB définit l'Université comme le lieu d'un «*enseignement élitiste au service d'une classe dominante (...) les contradictions de classes au sein de la société se retrouvant au sein de la communauté étudiante*» (308).

La fascisation s'exprime également par des mesures coercitives : mesures anti-grèves, lois sécuritaires... (309). Le libéralisme fait le lit du fascisme qui se nourrit du désespoir et désigne des boucs émissaires.

Le SVB voit cette fascisation tournée contre le mouvement ouvrier et communiste principalement.

Il serait aisé de les traiter de paranoïaque si l'on ne connaissait pas la position de certains hommes politiques belges. A titre d'exemple, Paul-Henri Spaak, alors Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, déclare en septembre 1949 à une assemblée de l'ONU, au palais Chaillot à Paris, et ce devant les délégués soviétiques ce que l'on a appelé le discours de la peur : «*Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, de votre gouvernement, tapeur de votre politique*» (310).

Il résume ainsi parfaitement la politique de toutes les puissances occidentales durant la guerre froide. Une politique centrée sur la lutte contre le communisme.

Le SVB, au terme de deux années de lutte à Louvain, s'est réapproprié le marxisme mâtiné de maoïsme. Le SVB a décidé de se mettre résolument du côté des masses. Cela

signifie soutenir et s'engager dans les conflits sociaux en choisissant résolument le camp des travailleurs.

Les conclusions des actions de 1966 et 1968 sont révélatrices:

- «1) *Toutes les contradictions récentes ou anciennes peuvent conduire à une explosion.*
  - 2) *Le capitalisme n'est pas en mesure de résoudre ces contradictions dans l'intérêt du peuple étant donné que par définition il défend les intérêts d'une classe déterminée.*
  - 3) *La classe dominante, après chaque révolte résultant de ces contradictions, subit un coup.*
  - 4) *La classe dominante sera réduite par une action coordonnée, systématique et consciente des masses populaires.*
- Nous devons apprendre dans chaque conflit à nous mettre du côté des masses. Par ce travail, un pôle révolutionnaire se cristallisera, qui dans les masses et avec les masses peut lutter contre la classe dominante et ériger une société nouvelle » [\(311\)](#)*

Le document *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven* révèle la direction idéologique prise par le SVB et son caractère profondément ouvrier. A partir de 1968, le SVB recherchera le contact avec la classe ouvrière qui aboutira à sa contribution fameuse aux grèves des mines du Limbourg en 1970.

### **3) « Que faire » ? [\(312\)](#) - [Table des matières](#)**

Ce bilan de deux années de luttes, annonce un nouveau débat. « *Que faire* » ? Que faire de la théorie marxiste qui leur montre la voie? La question s'impose d'autant que la plupart des militants du SVB arrivent au terme de leurs études.

Le mouvement étudiant n'était plus à leur mesure. Us brûlent de mettre en pratique la récente révélation de la nécessité de se frotter à la classe ouvrière. Mais comment s'organiser, quelle organisation créer, quelles revendications défendre ?

Les archives personnelles de Warre Claes sont révélatrices de ces préoccupations. On y trouve les textes et les notes d'une semaine d'étude du livre de Lénine *Que faire ?* au mois d'août 1968 [\(313\)](#). Les sujets abordés sont multiples : Mao Zedong, *über literatur und kunst* ; un texte de Louis Althusser sur la formation théorique et la pratique sociale, des textes tirés de *Que faire ?*... C'est donc dans l'étude de la théorie marxiste-léniniste qu'ils vont formuler les réponses à leurs questions.

Les points principaux retirés de l'étude de *Que faire ?* ont été systématisés en août 1968 au sein d'un document : *Overzicht van de*

*belangrijkste punten uit Que faire ? (314)* (aperçu des points principaux de Que faire ?).

Divisé en quatre parties, ce document traite de 'la liberté de critique', de la manière dont doivent travailler des révolutionnaires au sein des masses, de la spontanéité des masses et de l'organisation.

Cette approche permet d'avoir une vision claire des différentes tendances au sein du mouvement ouvrier. Sur base de l'analyse de l'état de la sociale-démocratie (315) en 1902, Lénine tire des conclusions idéologiques et organisationnelles en vue de créer un parti révolutionnaire.

*Que faire ?* a pris une importance toute particulière lors du développement de AMADA. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'aborder les conclusions qu'en a tiré le SVB, d'autant que ces conclusions influenceront l'évolution future du SVB, notamment lors de la grève des mines du Limbourg en 1970.

#### **a) Dogmatisme et 'liberté de critique' - [Table des matières](#)**

Dans ce chapitre, Lénine aborde le développement, au sein de la sociale-démocratie, du socialisme réformiste, représenté par Bernstein (316), et qui défend la 'liberté de critique' au sein de la sociale-démocratie. Par 'liberté de critique' on entend le droit de fraction, le pluralisme politique à l'exclusion de la libre discussion qui préside à la détermination de la stratégie politique.

Pour Lénine, « *le nouveau courant de critique au sein du socialisme n'est rien d'autre qu'une nouvelle variante de l'opportunisme* » (317) c'est-à-dire que selon les défenseurs de cette 'liberté de critique', « *la social-démocratie doit se transformer de parti de révolution sociale en parti démocratique de réformes sociales* » (318). C'est-à-dire que les défenseurs de cette ligne en viennent à repousser « *catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat* » et « *la théorie de la lutte de classe* » (319).

C'est un aspect important, puisque les héritiers de ce courant sont actuellement les partis socialistes européens. La critique de ce courant de défense de la 'liberté de critique' met en avant deux aspects importants du fonctionnement d'un parti communiste : l'unité du Parti qui prime sur toutes autres considérations, et la discipline du Parti qui prône la défense de cette unité.

Pour les étudiants s'initiant aux théories marxistes-léninistes, il s'agissait avant tout de se positionner par rapport à la ligne « *réformiste* » du Parti Communiste Belge et opter pour une ligne « *révolutionnaire* ».

#### **b) La spontanéité des masses et l'esprit de conscience de la sociale-démocratie(320) - [Table des matières](#)**

La conscience socialiste est indispensable à un révolutionnaire. Cette conscience ne peut venir que d'une connaissance sociale approfondie, d'une conscience de classe.

L'économisme, c'est-à-dire l'adhésion aux seules revendications des intérêts immédiats des travailleurs ne peut pas développer cette conscience révolutionnaire.

Il faut donc développer l'agitation et la propagande par des révolutionnaires organisés dans un organe central, car le « *mouvement de masses impose de nouvelles tâches politiques, théoriques et organisationnelles* » (Lénine). [\(321\)](#)

### **c) Politique trade-unioniste et politique sociale-démocrate**[\(322\)](#)

Cette partie de *Que faire ?* aborde la question de la manière dont la sociale-démocratie doit travailler au sein de la classe ouvrière. Plus particulièrement sur les revendications et le type de luttes que la sociale-démocratie doit mener pour conscientiser et organiser la classe ouvrière.

Pour les étudiants du SVB, il s'agit d'un débat de premier plan. Nous avons vu que très tôt, le SVB souligne la nécessité de s'unir à la classe ouvrière. Mais comment ? Lénine leur apporte une partie de réponse.

Lénine définit au sein du mouvement ouvrier deux lignes de pensée et d'action : la lutte politique et la lutte économique. [\(323\)](#)

De quoi s'agit-il ?

Les économistes développent l'idée que la lutte politique ne se développe que sur base des seules revendications économiques [\(324\)](#), ce que Lénine définit comme lutte syndicale ou trade-unionisme [\(325\)](#).

Il s'agit pour les révolutionnaires de politiser les luttes économiques, c'est-à-dire, mener la lutte sur le terrain politique en vue d'obtenir des réformes économiques [\(326\)](#).

A l'inverse, « *la sociale-démocratie a toujours compris et comprend dans son activité la lutte pour les réformes. Mais elle use de l'agitation 'économique' non seulement pour exiger du gouvernement des mesures de toutes sortes, mais aussi (et surtout) pour exiger de lui qu'il cesse d'être autocratique* » [\(327\)](#).

Ce qui signifie que la sociale-démocratie « *subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme* » [\(328\)](#)

Le développement des idées marxistes-léninistes au sein de l'université semble inquiéter les autorités académiques qui refusent l'inscription de Ludo Martens pour l'année académique 1968-1969. Les autorités lui reprochent son agitation. Dans un lettre ouverte du 25 novembre 1968, Ludo Martens leur répond : « *D'où viennent nos idées ? Comment nos idées ont-elle changé ? Nos convictions ne viennent*

*pas des bouquins ou de Prague. Elles sont issues de notre pratique, de notre action parmi les étudiants du temps de l'action Leuven Vlaams. La pratique et la lutte changent l'homme. (...) Nous pensons que l'université doit être au service des travailleurs et que les étudiants doivent donc recevoir leur formation en contact et au service de la classe ouvrière »(329).*

Il n'y a pas que les autorités académiques qui craignent la « contagion » marxiste.

*Ainsi, pour Europe Magazine, « trois agitateurs menèrent la danse, représentant toute la gamme de la subversion marxiste : (...) Paul Goossens pour le SVB et Ludo Martens pour tout ce que l'extrême gauche compte de paranoïque. Cet agitateur (Paul Goossens), (...) fournit un lumineux exemple des techniques de travail communistes. Disposant d'une cinquantaine de collaborateurs bien formés, au sein du SVB, il fit la loi à l'université catholique au moment de la crise. Les meilleurs de ses hommes reçurent une formation à Prague »(sic)(330).*

A la lumière des principes glanés chez Marx et Lénine, les étudiants allaient se mettre à l'épreuve du monde réel.

### **Chapitre III : La transformation de la conception du monde : premiers contacts avec la classe ouvrière - [Table des matières](#)**

Nous avons déjà vu que le SVB prônait un lien étroit entre la pratique sociale et la conscientisation politique. L'émergence d'une pensée révolutionnaire implique également une transformation radicale de sa manière d'agir et de penser.

Les rares documents théoriques de cette époque montrent très bien le tournant résolument marxiste pris par le SVB. Ils montrent également le rôle moteur qu'a eu Ludo Martens sur la radicalisation du mouvement. Enfin ils montrent l'évolution interne que connaît le SVB qui, armé de cette théorie marxiste, se cherche un mode d'action.

*La transformation de la vision du monde ne peut se faire qu'armée d'une théorie révolutionnaire appliquée à un vécu social et donc enrichie d'expériences. Le SVB va s'atteler à cette transformation pour se préparer au contact du monde ouvrier.*

C'est sur base de leur expérience sociale au sein du mouvement étudiant qu'ils vont dégager des axes fondamentaux de leur "transformation".

L'état d'esprit des militants du SVB et les consignes dont ils s'inspirent à l'issue de leur saga universitaire, sont assez bien résumés par Ludo Martens.

Un texte de Ludo Martens, d'octobre 1968(331), montre non seulement la vitalité des idées marxistes mais surtout les conflits idéologiques que celles-ci soulèvent au sein du mouvement étudiant. C'est aussi un témoignage du mode de travail du SVB.

Ce texte part des critique formulées par le monde étudiant et par les membres actifs du SVB ou du mouvement étudiant en général, il y est dit : « *Nous (SVB) sommes pleins de méthodes erronées de présentation et d'explication, d'attitudes et de méthodes de pensées erronées. Par la pratique, nous devons totalement nous transformer nous-mêmes. Nous sommes formés de façon très individualistes, totalement coupés des masses. Qui veut devenir révolutionnaire doit exercer une critique acérée à l'égard de sa propre manière de parler et de paraître, de son contact avec les gens et de sa propre attitude* »[\(332\)](#).

Pour le SVB chaque militant : «*(...) peut essayer de rejoindre le chemin des ouvriers et du peuple (...)* » ou « *il peut filer vers le brillant et rayonnant siège parlementaire qui se dresse au-dessus du troupeau* »[\(333\)](#).

Les militants du SVB sont conscients qu'eux-mêmes subissent l'influence de conceptions héritées du milieu bourgeois dont ils sont issus et que ces conceptions doivent être modifiées.[\(334\)](#)

Dans ce but, il est nécessaire de développer une « *analyse approfondie de la société capitaliste (...) faites pour et aux côtés des travailleurs en lutte* »[\(335\)](#)

Au plan du perfectionnement des connaissances théoriques, en plus des grands classiques, Marx, Engels, Lénine et Mao Tsé-Tung, il est conseillé de s'intéresser au mouvement ouvrier belge.[\(336\)](#)

La première expérience de pratique sociale est vécue en janvier - février 1968. L'université est alors en pleine révolte. Mille cinq cent étudiants se sont réunis dans l'Alma II. On y déclare notamment : « *Selon les journaux bourgeois, notre lutte est tombée dans un tournant nationaliste et raciste (...) Nous partirons en masse vers les fabriques de Belgique pour que les ouvriers puissent connaître notre alliance, nos véritables intentions (...)* ». Une centaine d'étudiants se sont alors rendus à Louvain, Limbourg et Liège afin d'y distribuer un tract intitulé « *Amis travailleurs* »[\(337\)](#). A Liège ils sont plus de 100 étudiants, le 1er février, à distribuer ce tracts[\(338\)](#).

Le SVB va alors participer à deux grèves dans lesquelles il fera ses premières armes.

## **A. Premières expériences ouvrières - [Table des matières](#)**

### **1) La grève de Ford-Genk - octobre-novembre 1968 - [Table des matières](#)**

Le 21 octobre 1968, 700 ouvriers de Ford Genk partent en grève. Dès le premier jour, deux membres du SVB vont distribuer des tracts devant l'usine : « *Nous, étudiants du SVB Leuven, venons vers les travailleurs de Ford pour leur apporter notre soutien. Mais aussi pour apprendre d'eux. Nous voulons ensemble, avec les travailleurs, apprendre à lutter. Nous voulons apprendre leur vie et leur lutte. Nous sommes des étudiants qui ne veulent pas être du côté du patron, mais du côté des travailleurs* »[\(339\)](#).

Tout au long du conflit qui dura cinq semaines, jusqu'au 22 novembre 1968, une dizaine d'étudiants seront présents chaque jour au piquet de grève(340). La presse fait d'ailleurs état de leur présence. Het Belang van Limburg informe que durant un meeting de 500 ouvriers, des tracts du SVB ont été distribués.(341)

Quatre exigences sont avancées par les travailleurs : majoration des salaires, indemnisation du travail d'équipe, durée du travail, sécurité d'existence.

En soutien aux travailleurs en lutte, un meeting et une manifestation de solidarité sont organisés le 24 octobre à Louvain par l'Aktie Komitee(342). Un Groupe de Travail Ford a été mis sur pied à Louvain(343).

Le samedi 2 novembre, une manifestation a lieu à Hasselt. Une forte délégation étudiante est présente. On peut d'ailleurs lire dans la presse : (344); ou encore « *les étudiants scandaient 'ouvriers-étudiants un front ' ou 'Ford-Genk solidarité ' »* (345).

Au bout de cinq semaines de grève, les syndicats et la direction finissent par s'entendre sur un compromis. Les syndicats appellent alors à la reprise du travail. Cet accord prévoyait entre autres, une augmentation salariale, une diminution du temps de travail. A contrecœur, les travailleurs finissent par accepter la transaction.

A l'issue de la grève, le SVB publie, en brochure, un bilan de la grève et de l'action de ses militants ; c'est l'illustration des principes adoptés par le SVB : une étude concrète de la situation économique et sociale de l'entreprise, un aperçu historique de celle-ci, l'analyse des intérêts et forces politiques en présence (346)....

On y voit poindre l'orientation future du mouvement. Sous le titre « *de la faculté à l'usine* » (347), le SVB explique les raisons de la nécessaire union entre travailleurs et étudiants. Dans leur lutte pour une université au service du peuple, les étudiants sont en proie à la répression des autorités académiques et de la gendarmerie (348). Les étudiants ont alors compris qu'il devaient se trouver un « *allié puissant* » : les travailleurs ...

Durant la grève, des incidents ont éclaté avec la gendarmerie. Au cours d'un de ces incidents, le 13 novembre, trente et une personnes ont été arrêtées : neuf étudiants, dix-neuf ouvriers italiens et trois ouvriers néerlandophones.

Les étudiants recherchaient, par leur action au sein de l'agitation sociale, à se rapprocher des travailleurs, à s'informer de leur vie concrète, de leurs conditions de travail. Pour appuyer leurs revendications, ils ont organisé des manifestations de solidarité à l'université, dans les écoles secondaires et dans la région de Genk. (350).

Mais le SVB regrette la timidité de son engagement. Il suggère deux remèdes : premièrement, « *de concert avec les travailleurs en lutte, mettre sur pied des meetings dans tous les villages des alentours* »,

deuxièmement, « *organiser des formes concrètes de solidarité dans les usines : interruption du travail, collecte de solidarité (...)* » [\(351\)](#).

Nous voyons ici que le SVB improvise sa collaboration avec les ouvriers. Ses militants ne prennent aucune part à la direction politique de la grève, ils apportent seulement leur sympathie.

Néanmoins, les étudiants du SVB se heurtent pour la première fois aux directions syndicales.

Ce conflit fait l'objet d'un chapitre entier du bilan [\(352\)](#). Partant du principe que « *les capitalistes ont absolument besoin des syndicats ou éventuellement d'autres groupes qui se prétendent les 'dirigeants' de la classe ouvrière et qui, suivis par une grande partie des travailleurs, pourront canaliser leur lutte dans les limites définies par le capitalisme* » [\(353\)](#). le SVB analyse l'attitude du syndicat durant toute la grève.

Pour empêcher les travailleurs de remettre en question les fondements mêmes du système économique, le syndicat a essayé de canaliser la colère des travailleurs sous les mots d'ordre « *calme et dignité* ».

Le syndicat n'a pas résisté aux actions de la gendarmerie contre les piquets.

Le SVB constate aussi que les dirigeants syndicaux excitent les préjugés racistes des ouvriers contre les ouvriers italiens, très combatifs [\(354\)](#). La présence des étudiants était mal tolérée par les dirigeants syndicaux... (On assistera d'ailleurs à la même méfiance syndicale à l'égard de la jeunesse parisienne en mai 1968).

Une critique virulente est adressée aux dirigeants syndicaux qui ont réussi par leurs manœuvres « (...) à empêcher les travailleurs d'organiser une vraie lutte de façon autonome, de lancer leurs propres mots d'ordre, de proposer des formes de luttes plus efficaces. » [\(355\)](#)

Les membres du SVB ont abordé cette grève en tant qu'étudiants. Leurs conceptions organisationnelles étaient peu claires. Très centrés encore sur les problèmes de l'université, ils ont vu cette grève renforcer leur certitude de la nécessité d'un enseignement au service du peuple et de la classe ouvrière [\(356\)](#).

Cette grève a très certainement influencé leur conception qu'ils se faisaient du rôle des intellectuels au sein de la classe ouvrière, comme le souligne Kris Merckx dans une interview recueillie par *Het Laatste Nieuws* : « *Une université populaire est une université au service du peuple avec des professeurs autonomes et où la question sociale a une place importante (...)* Je trouve que les étudiants doivent, durant une partie de leur cursus, aller travailler parmi les ouvriers (...). Et plus tard, un fois docteur, il pourrait garder un contact régulier avec la pratique d'aller travailler en usine, aux champs (...). » [\(357\)](#)

Tirant les enseignements de leurs luttes au sein de l'université et parmi les travailleurs en grève, AMADA lancera au début des années septante une campagne de *prolétarianisation*.

## **2) La grève générale du textile à Gand en 1969**([362](#)) - [Table des matières](#)

Début 1969, une autre occasion se présente pour les étudiants de s'impliquer dans une lutte ouvrière. Ici encore, on connaît leurs activités durant cette grève grâce à un bilan réalisé par le Groupe de Travail Textile à Gand([363](#)). La grève éclate le 27 janvier 1969 et s'achève le 31 janvier 1969. Grève historique selon les étudiants car elle éclate, dans le secteur textile, après dix-huit ans de paix sociale.

La grève a pour origine des désaccords entre patronat et syndicats sur l'élaboration d'un nouvel accord national sur le textile. Les syndicats réclamaient principalement une diminution du temps de travail et une augmentation du salaire minimal. Le patronat refuse ces revendications.

Lorsque la grève éclate le 27 janvier, une trentaine d'étudiants de Gand se rendent à l'usine pour tenter de se lier aux ouvriers([364](#)). Les objectifs et la manière de procéder sont similaires à ceux de la grève de Ford : distribution de tracts, actions de solidarité, enquêtes socio-économiques sur le secteur textile... Avec la particularité que la grève va s'étendre aux autres centres de production: Waarschoot, Sleidinge, Eeklo.

Dans leur bilan, les étudiants reconnaissent avoir fait des erreurs dans leurs contacts avec les ouvriers. Mais contrairement à la grève de Ford, où ils avaient négligé l'organisation, il semble qu'ici ils aient mis en avant un premier modèle de contacts permanents entre ouvriers et étudiants. Ainsi, un des rôles des étudiants dans la grève doit être de nouer des contacts solides et durables avec les ouvriers de manière à constituer un groupe de travail, qui en cas de grève, peut organiser celle-ci([365](#)).

C'est déjà une tentative vers un premier modèle d'organisation. Nous verrons plus loin que ce type de groupe de travail sera mis en place, durant la grève des mines du Limbourg en 1970, sous forme de comité Mijnerwerkersmacht.

Une étude de la situation socio-économique du secteur textile en Belgique est proposée aux grévistes. Comme à Ford, les étudiants ont analysé les modes de fonctionnement, les conditions de travail au sein des entreprises. Cela a sans aucun doute permis d'améliorer les contacts avec les travailleurs. On voit ici l'application d'un des objectifs: la connaissance des problèmes quotidiens des masses.

Il est intéressant de noter la présence prépondérante des étudiants de Grand, à côté des militant SVB-Leuven([366](#)).

On ne peut pas négliger dans la chronique des origines de AMADA, la participation des étudiants gantois. Même si la contestation à Louvain reste le principal facteur de la naissance de AMADA, le Gentse Maartbeweging (le Mouvement de Mars de Gand) a son importance. La population étudiante de Gand issue d'un milieu plus populaire que celle de Louvain ou de Bruxelles a suivi avec beaucoup d'intérêt les événements de mai 68 en France. Le mouvement de contestation éclate en mars 1969. Le détonateur est une conférence consacrée à la

pornographie(367). Très vite le mouvement de Gand va prendre les mêmes orientations que celui de Louvain. Les slogans lancés lors de la manifestation antinucléaire du 9 mars 1969 sont révélateurs : Ce n'est qu'un début, continuons le combat ou encore Ouvriers étudiants un front(368).

Le programme en cinq points pour une réforme de l'université est éloquent. Ils y dénoncent l'autoritarisme des professeurs, les cours ex-cathedra détachés de toute réalité sociale, la fonction répressive et sélective des examens, et l'orientation idéologique et sociale des universités (369)...

Une des figures emblématiques du mouvement de Gand est Renaat Willockx. Dirigeant du SVB-Gand, il est actuellement cadre dirigeant du PTB. Son interview met en relief la similitude du courant progressiste à Gand et à Louvain avec la caractéristique, qu'en 1968, Ludo Martens, renvoyé de Louvain, vient s'installer à Gand, fort de son expérience des luttes étudiantes de Louvain et de la participation des étudiants à la grève de Ford-Genk. Les idées anticapitalistes développées à Louvain ont ainsi profondément influencé la démarche des étudiants de Gand, préparant les conditions d'une union avec les ouvriers, rendue possible au cours de la grève du textile de 1969 (370).

L'explosion de 1969 précise l'orientation ouvriériste adoptée par le mouvement étudiant de Gand, à l'image de ce qui se passe à Louvain. Renvoyé de l'Université, Renate Willockx en compagnie de plus ou moins 50 étudiants va s'initier au marxisme durant les vacances de 1969, constituant ainsi le pendant gantois du SVB, le Gentse Studentenbeweging ou GSB dont le journal Beweging tire à 1500 exemplaires (371).

Voilà donc les deux premières expériences ouvrières des étudiants, de première importance dans l'évolution du mouvement. Le thème de l'unité avec la classe ouvrière domine l'ensemble des activités du SVB. De l'avis même des dirigeants du mouvement, la question de s'allier à la classe ouvrière, de travailler parmi elle a régulièrement été débattue durant l'année 1968-1969.

## **B. 1969 : la plate-forme des étudiants révolutionnaires : Dokument 1969 - [Table des matières](#)**

Ces deux luttes ouvrières de grande ampleur auxquelles les étudiants ont participé, ont mis en lumière le manque d'organisation concrète et l'absence d'objectifs clairs et précis. Cette défaillance compromet l'avenir du mouvement. Plus que jamais, il est nécessaire de systématiser les conceptions et références idéologiques.

C'est dans cet objectif qu'est rédigé durant l'été 1969 le Dokument '69, le texte le plus important du SVB (372).

Connu sous le nom de *Leidraad doorheen de marxistische theorie*, il tente une synthèse de Marx à Mao Tsé-Tung. Le mouvement reconnaissait être « *sous influences des réalisations de la révolution chinoise* » (373).

*« Nous avons étudié en profondeur et universellement la réalité concrète, nous avons appliqué la ligne de masse et récolté chaque idée des masses, nous avons dit la vérité dans les faits. Pour expliquer chaque fait, et pour développer une ligne concrète, nous avons pris comme guide les méthodes scientifiques et les positions politiques fondamentales de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tse-Toeng » (374).*

Le Dokument '69 développe une synthèse des grandes expériences organisationnelles du mouvement révolutionnaire international et systématise les expériences de la Commune de Paris, de la Révolution Bolchevique et de la Révolution Culturelle chinoise. Le déclin de l'Union Soviétique est attribué au révisionnisme de Khrouchtchev.

Selon le SVB, chaque grande étape du mouvement révolutionnaire international a enrichi l'ensemble du mouvement communiste.

Ainsi de l'expérience de la Commune de Paris, ressort la nécessité d'un *« parti prolétarien uni »* qui rassemble les ouvriers les plus combattifs. La répression de la Commune de Paris a montré, selon le SVB, que *« la dictature de la bourgeoisie ne peut être brisée que par la dictature du prolétariat »*, par la destruction de l'appareil d'état bourgeois et son remplacement par un nouvel appareil d'état dirigé par la classe ouvrière. (375)

C'est l'apport idéologique de Lénine qui est souligné dans l'évocation de la révolution bolchevique. Ainsi, l'apport de Lénine est principalement : l'analyse des différents courants idéologiques et la lutte pour l'unité du Parti ; l'analyse économique du capitalisme mondial du début du XX<sup>e</sup> siècle dans *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et les expériences de la construction d'un parti révolutionnaire dans *Que faire ?* La construction du socialisme en Russie a également selon le SVB contredit la thèse fondamentale de Trotski, sur la révolution permanente, et mis en avant les capacités politique et idéologique de Staline, même si le SVB lui impute son manque de contact avec la base et son dirigisme économique.

Enfin, dans la dernière partie du document, le SVB fait l'analyse de la révolution chinoise qui *« suit la voie de la révolution d'Octobre »* (376). Le SVB salue la Révolution Culturelle comme *« la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat »*. Ses militants applaudissent au mouvement de milliers de jeunes chinois contre les cadres du parti *« coupés des masses et engagés sur la voie du capitalisme comme en Russie. La Révolution Culturelle a développé une ligne de masse imposant au cadre de garder le contact avec la classe ouvrière en liant le travail intellectuel au travail manuel. »»*

Le SVB part de l'expérience de la Révolution Culturelle en Chine pour critiquer la ligne suivie par L'URSS sous Khrouchtchev. Selon le SVB, *« une nouvelle classe s'est développée en Russie »* formée par les intellectuels, les gens de l'appareil... Une nouvelle bourgeoisie se développe au sein de l'appareil d'état, reniant les principes de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat.

Pour le SVB, *« le retour du capitalisme a été démontré en 1968 d'une manière dramatique. Les conflits d'intérêts entre les bourgeoisies*

*russes et tchécoslovaques sont depuis longtemps brouillés. Le nationalisme bourgeois donne aux leaders tchécoslovaques une certaine base populaire. L'invasion de la Tchécoslovaquie par un demi million de soldats russes marque le retour définitif du capitalisme et de l'impérialisme en Russie »* [\(378\)](#).

On trouve ici l'origine de la position du futur AMADA sur la Russie. Pour AMADA, alignée sur les thèses de la Chine, l'URSS est devenue une puissance social-impérialiste et social-fasciste aussi dangereuse, si pas plus dangereuses que les Etats-Unis.

Dans le premier journal de AMADA, on peut lire : « *weg met het amerikaanse imperialisme en het russische sociaal-imperialisme* » [\(379\)](#).

Dans le courant de l'année 1969, le SVB a donc adopté la théorie marxiste-léniniste classique, et sur base de ces expériences ouvrières de 1968 et 1969, a arrêté certains principes d'actions au sein de la classe ouvrière.

Le SVB est alors toujours principalement actif au sein de l'université mais à la recherche d'un prolongement dans le monde ouvrier.

Le SVB se conduit comme une véritable organisation d'agitation révolutionnaire et d'obédience maoïste.

Le SVB n'est pas la seule organisation belge à suivre cette voie. Du côté francophone, plus d'une quinzaine d'organisations sont issues des événements de 1968. Le SVB ne s'est pas développé de manière autonome. De nombreux contacts ont été régulièrement noués avec les étudiants francophones. Le SVB. Démontre ainsi son refus du nationalisme.

Il nous faut maintenant, avec honnêteté intellectuelle et le souci de la rigueur historique, tenter d'expliquer le succès de AMADA et la disparition progressive du mouvement « *maoïste* » francophone.

#### **Chapitre IV : Le SVB et le mouvement de contestation en Belgique - [Table des matières](#)**

Le *Dokument 1969*, a mis en évidence l'orientation résolument marxiste-léniniste prise du SVB.

Mais ce n'est pas la seule organisation belge à avoir pris comme guide le marxisme-léninisme.

Du côté francophone, il existait une douzaine de groupes se réclamant de la même inspiration. Il faut souligner la grande influence du Parti Communiste Belge parmi l'extrême gauche.

C'est en se caractérisant par rapport à ces différentes formations que AMADA a pu se renforcer idéologiquement et affiner ses positions politiques.

Le Parti Communiste Belge, malgré la scission de 1963 entre pro-chinois et prosoviétiques, reste le principal représentant de la gauche « *révolutionnaire* » en Belgique.

Pourtant les étudiants du SVB ne se sont jamais ralliés à cette formation. De part leur analyse de l'URSS et leur référence à la révolution chinoise, les étudiants du SVB se sont rapidement démarqués du Parti Communiste Belge, totalement absent des mouvements de contestations de Louvain. Leur critique se renforcera pendant la grève des mines de 1970 au cours de laquelle le Parti Communiste sera qualifié de « *soi-disant communiste* »<sup>(380)</sup>, tandis que le Parti Communiste dénonce la présence « *d'étudiants anti-syndicalistes* » dans la grève<sup>(381)</sup>.

Le SVB trouvera néanmoins des appuis auprès des autres organisations d'obédience maoïste. Ainsi, le *Groupe Clarté*<sup>(382)</sup>, de Jacques Wattiez, est le premier à soutenir et à analyser les révoltes de Louvain. Dans une brochure de février 1968, *Les étudiants flamands de Louvain ont raison de se révolter*, le *Groupe Clarté* approuve la lutte « *nationale et démocratique* »<sup>(383)</sup>. Les revendications sont issues « *d'un sentiment national juste, d'une opposition à l'oppression culturelle de la bourgeoisie unitaire francophone* »<sup>(384)</sup>.

En plus de ce soutien, tous les témoignages constatent la fréquence des liens noués entre étudiants francophones et néerlandophones.

Jacques Boutemy, membre de la scission Grippa, se souvient notamment de réunions communes<sup>(385)</sup>. Enfin, Michel Graindorge, figure emblématique du mouvement maoïste à l'ULB<sup>(386)</sup>, affirme quant à lui que des délégations francophones ont été régulièrement manifester à Louvain « *en soutien aux revendications qui paraissent justes* »<sup>(387)</sup>.

La plupart des personnes interrogées et qui ont joué un rôle actif dans le développement d'un courant progressiste francophone, sont entrés à l'Université aux alentours des années 1959-1960. Ainsi Michel Graindorge rejoint les Etudiants Communistes en 1959 et rejoint le Parti Communiste encore unifié en 1960<sup>(388)</sup>. Jacques Boutemy entre au Etudiants Communistes dès 1960 et ce jusqu'en 1968.

Depuis la fin de la guerre, le Parti Communiste accueille au sein des étudiants communistes, les étudiants contestataires et progressistes. L'importance appréciable du parti communiste, parmi les francophones, explique aussi le rapide développement d'un courant pro-chinois, animé par Grippa, membre du comité central, qui fera sécession en 1963.

La tradition communiste est implantée de longue date à l'ULB. Le mouvement de contestation de 1968, qui secoue les universités européennes, aura pour conséquence la multiplication des groupes « *révolutionnaires* ».

Parmi ceux-ci les maoïstes francophones se déliteront progressivement, tandis que le mouvement étudiant de Louvain a donné naissance à un parti toujours vivant trente ans plus tard.

Quelle est la raison de ces destins séparés ?

Une première réponse est apportée par Jacques Boutemy: «(...) *l'énorme foisonnement de groupes et de groupuscules qui (...) étaient tellement divisés et opposés les uns aux autres qu'il n'y a pas du tout eu de courant fédérateur et unificateur* »(389).

Aucun courant unificateur n'a réussi à rassembler les différents groupes, qui en outre n'ont cessé de se diviser. Ainsi, le PC(m-l)B(390) de Jacques Grippa a connu une scission donnant naissance au PCB organe *Clarté* et au PCB organe *l'Exploité'*(391). L'organisation Union Université Usine, prônant l'unité entre étudiants et ouvriers, s'est également divisée en deux organisations distinctes aux débuts des années septante : Tout le Pouvoir aux travailleurs et Parole au Peuple(392). Le groupe Tout le Pouvoir aux travailleurs va ensuite s'unir au groupuscule Unité Rouge et donner naissance à l'Union des Communistes (marxistes-léninistes) de Belgique (UCMLB) que nous retrouverons plus loin dans ce mémoire.

Donc comme le souligne Jacques Boutemy, « *il n'y avait même pas deux sortes de communistes, mais trois ou quatre, et alors les autres, c'était un véritable semis de tendances* »(393).

Une deuxième explication résiderait, selon Michel Graindorge et Jean-Louis Roefs, dans le caractère des dirigeants étudiants de Louvain(394).

Pour Boutemy, « (...) *ils ont eu la chance de s'unifier, ils ont eu la chance d'avoir un assez bon leadership en la personne de Ludo Martens (...)* »(395).

Roefs incrimine un troisième facteur : « *un travail de la CIA et de la sûreté de l'Etat, de la sûreté Belge (...) qui se sont appuyés sur les divergences des différents groupes* »(396). Même si cette information est difficilement vérifiable, il ne faut pas la négliger.

Manque d'unité, divisions, provoquées ou non, opposition idéologique entre les différents groupes, tout cela a évidemment joué dans l'affaiblissement des mouvements francophones.

Mais nous pouvons sans crainte avancer que les raisons de cet affaiblissement sont principalement à rechercher du côté de ce qui a fait la force du futur AMADA : l'étude du marxisme-léninisme et l'unité avec la classe ouvrière.

Des interviews réalisées, il ressort que l'importance accordée à l'étude du marxisme-léninisme était méconnue. Graindorge quitte le parti de Grippa « (...) *écœuré par le dogmatisme et la pensée unique* »(397).

Sur la question de s'unir avec la classe ouvrière, la démarche est timide. Ainsi Jacques Boutemy « (...) *était tout à fait hostile à ce courant* »(398).

Il serait faux de dire qu'aucun mouvement francophone n'a eu de contact avec le monde ouvrier.

Le groupe Union Université Usine a notamment participé aux grèves de Citroën ou encore de Michelin(399). Plus tard, l'UCMLB prendra part à de nombreux conflits.

Mais cette démarche n'a certainement pas été aussi développée que du côté néerlandophone où l'on voit, dès 1970, de nombreux intellectuels partir travailler en usine.

Dans ce domaine, Jean-Louis Roefs soulève une thèse intéressante. Les Etudiants Socialistes dont il faisait partie, se sont démarqués du Parti Socialiste Belge. Le Parti Socialiste connaissait alors un fort mouvement de critique interne, notamment de la part de l'aile gauche de la FGTB. Pour Roefs, « (...) il était clair que nous allions aller travailler au sein de la FGTB pour la radicaliser. Ce n'était pas clair du côté néerlandophone qui a vu la création d'un mouvement flou qui s'est radicalisé sur base de la critique de la CSC »(400), syndicat alors dominant en Flandre. AMADA a pu dès lors s'appuyer sur la tendance antisyndicale qui se cristallisait en-dehors des syndicats.

Cette thèse semble accréditée par le soutien que reçurent les étudiants du SVB durant la grève des mines du Limbourg. Ils ont réussi à encadrer les reproches des mineurs à rencontre de leur direction syndicale.

C'est donc l'élaboration d'une ligne d'action claire d'un point de vue idéologique et organisationnel qui a sans aucun doute fait la force du futur AMADA. Du côté francophone, les militants se sont assez rapidement éparpillés, préférant engager des actions plus ponctuelles : Secours Rouge, centre médical Norman Béthune pour Boutemy ; engagement de Michel Graindorge dans la profession d'avocat.

La dernière grande organisation francophone active au cours de la première moitié des années septante est l'UCMLB. Elle finira par disparaître à l'issue du conflit idéologique qui l'opposera à AMADA entre 1972 et 1976. Nous y reviendrons plus loin.

***Troisième partie - Alle Macht Aan de Arbeiders, Parti Communiste en construction 1970-1979 - [Table des matières](#)***

**Chapitre I : La constitution de AMADA - [Table des matières](#)**

La création en septembre 1969 du *Gentse Studentenbeweging* et dans la foulée de différents groupes du mouvement *Derde Wereld Beweging*, apparentés au SVB, viennent renforcer l'influence de ce dernier au sein du mouvement étudiant.

Des groupes tiers-mondistes apparaissent à Turnhout, Heverlee, Genk, Torhout,...(401).

Soulignons que selon Rudy Van Doorslaer, l'implantation régionale de ces différents groupes a joué un rôle important dans le développement de AMADA(402).

Fin 1969, le mouvement est travaillé par des conflits de tendance internes, annonçant les prochains débats sur la constitution de AMADA.

Ce débat s'articule autour de trois points principaux : le contact avec la classe ouvrière ; que faire à la fin des études ; où travailler, continuer l'agitation à l'université ou aller travailler en usine ?

Les premières expériences ouvrières du SVB, notamment à Ford Genk en 1968, montrent l'orientation de sympathie de classe qu'a pris le mouvement. Mais l'action des militants reste toujours extérieure et ponctuelle.

Lorsqu' éclate la grève des mines du Limbourg au début de 1970, les militants du SVB n'ont encore que peu d'expérience. La grève des mines sera pourtant déterminante dans la formation de AMADA car c'est sur la base de cette expérience que les contradictions internes seront résolues en faveur de la création d'un mouvement politique radical.

Il ne s'agit pas de retracer ici l'ensemble du déroulement de cette grève analysée déjà par Bert De Bakker(403).

Nous nous intéresserons aux différents acteurs de cette grève, et principalement à l'action des étudiants.

Nous verrons comment s'est constitué AMADA, à la lumière des documents auxquels Bert De Bakker n'avait pas accès.

## **1. Mijnwerkersmacht - [Table des matières](#)**

### **A. La grève des mines du Limbourg - [Table des matières](#)**

La grève éclate le lundi 5 janvier 1970 dans le puits de Winterslag. Elle survient au cours des négociations de programmation sociale qui piétinent depuis juillet 1969(404).

Elle vise à appuyer les revendications de la Centrale des Francs-Mineurs, CSC, syndicat alors dominant, à l'initiative de Gérard Sleghers de la Volksunie. La grève n'est pourtant pas soutenue par les syndicats.

Dès le premier jour du mouvement, une trentaine d'étudiants se rendent dans le Limbourg pour étendre la grève aux puits de Zolder, Beringen et Waterschei(405).

D'après le témoignage de Kris Hertogen, étudiant de Louvain et figure centrale de la grève, des contacts avaient déjà été établis avec des mineurs de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) fin 1969(406). Des tracts avaient été distribués dans le courant du mois de décembre 1969. De plus, certains étudiants travaillaient déjà dans les mines,

ainsi Arnould Van Reussel engagé en septembre 1969 ou Firmin Wiessel(407).

L'action des étudiants semble avoir exercé une certaine influence, puisque dès le 6 janvier, les puits de Beringen, Waterschei et Zolder se joignent à la grève. Il ne faut pas l'attribuer aux seuls étudiants, dont l'action est encore marginale. Le climat social semble avoir été déterminant.

Néanmoins, en raison du refus des syndicats de reconnaître la grève, différents groupes de soutien aux mineurs se créent, groupes qui relayeront progressivement les délégués syndicaux, dirigeants naturels des mineurs.

C'est ainsi que dès le 8 janvier 1970, se constituent le Comité Permanent de Grève du Bassin Campinois, à dominance Volksunie et le groupe *Mijnwerkersmacht*, Force des Mineurs, regroupant des étudiants du *Studenten Vakbeweging* (SVB), du *Gentse Studentenbeweging* (GSB), du *Derde Wereld Beweging* (DWB) et des mineurs(408).

Le 14 janvier, les mineurs de Eisden se joignent à la grève, qui est alors générale dans le bassin houiller campinois. Au total, ce sont 21.000 mineurs qui se croisent les bras(409).

La grève a pris rapidement une tournure radicale. Ainsi, d'après Kris Hertogen, alors membre de *Mijnwerkersmacht*, responsable pour le puits de Zolder et porte-parole général du mouvement, tous les midis plusieurs milliers de mineurs se rassemblaient devant les portes pour entendre les étudiants les informer sur le déroulement de la grève. Kris Hertogen souligne également que des affrontements quotidiens opposaient gendarmerie et mineurs (410).

Bert De Bakker souligne la gravité des affrontements : ainsi le 12 janvier, les mineurs de Waterschei se heurtèrent à la gendarmerie qui escortait les volontaires au travail. Le 23 janvier, des barricades sont érigées, des véhicules sont incendiés (411).

La violence de la répression et l'épuisement des ressources encouragea la radicalisation du mouvement. La situation de plus en plus précaire des grévistes, conduisit les différentes organisations présentes à entamer des campagnes de solidarité.

Le 15 janvier, suite à l'échec de leur tentative de démobilisation des mineurs, les syndicats demandent la réunion d'une Commission Nationale Mixte. Bert De Bakker lance l'hypothèse que des concessions secondaires auraient pu mettre fin à la grève (412), à l'instar de l'amendement de la Convention Collective du 17 janvier, accordant aux mineurs certains avantages en compensation des journées de grève (413).

Le 16 janvier a lieu à Hasselt une manifestation de plus ou moins 2000 personnes parmi lesquelles un tiers d'étudiants et d'écoliers (414).

Le 20 janvier, les mineurs de Charleroi et de Liège se joignent à la grève. Ils avaient d'ailleurs apporté leur soutien aux mineurs limbourgeois dès le 9 janvier [\(415\)](#).

Le 7 février, une consultation par courrier fut organisée par les délégués syndicaux pour la reprise du travail.

*D'emblée, Mijnwerkersmacht s'oppose au référendum «parce que les mineurs sont contre les méthodes de consultation qui font d'une lutte collective et d'une discussion générale, une prise de position individuelle, parce que le dépouillement est fait par des syndicalistes qui ont déjà condamné la grève et qui n'ont plus la confiance des ouvriers, parce que ce vote n'apporte rien : il ne tient pas compte de nos revendications et ne peut aboutir que sur une deuxième condamnation de la grève générale des mineurs par les syndicats et les patrons» [\(416\)](#).*

Malgré l'opposition des différentes organisations grévistes et leur appel à continuer la grève, la reprise du travail fut décidée par 53% des mineurs. Le travail reprit progressivement le 9 février pour devenir général le 18 février [\(417\)](#).

Les étudiants des universités de Louvain, de Gand et d'Anvers continuaient à organiser des actions et des meetings de solidarité, rassemblant parfois jusqu'à 2000 étudiants [\(418\)](#). Mais le 17 février, le Comité Permanent appela les mineurs à reprendre le travail [\(419\)](#).

Par sa durée, six semaines, par son ampleur, 21.000 grévistes, et son retentissement, le soutien des communistes allemands et hollandais, la grève des mines du Limbourg de 1970 constitue certainement un fait social majeur au début des années septante. La Belgique n'avait pas connu de pareil mouvement depuis l'hiver 1960-1961. Si, du point de vue de la politique nationale, la grève de 1970 n'a pas eu les conséquences de la grande grève de 1960-1961, elle marque néanmoins la fin des *Golden Sixties*.

## ***B. Les étudiants dans la grève - Mijnwerkersmacht - [Table des matières](#)***

Pour Guy Spitaels la grève des mines révèle « une donnée jusqu'ici étrangère aux conflits sociaux de notre pays »[\(420\)](#), la présence d'étudiants. En outre le Comité des mineurs grévistes FGTB soutenu par le Parti Communiste constate qu'"il est de fait avéré que des éléments anti-syndicalistes se montrent actifs au cours de cette grève (...) »[\(421\)](#).

Ces déclarations mettent en évidence un changement qualitatif de l'intervention des étudiants dans un conflit social. Ceux-ci ont fait une étape supplémentaire dans leur engagement auprès du monde ouvrier.

Qu'en est-il ?

Nous allons réduire l'analyse de ce changement à la seule étude de Mijnwerkersmacht, organisation rassemblant des étudiants et des

mineurs et dont l'anti-syndicalisme est connu. Il est évident que ce groupe n'a pas le monopole de l'anti-syndicalisme.

En outre, des étudiants sont intervenus à travers d'autres organisations : citons notamment les Jeunes Gardes Socialiste, le Vereniging van Vlaamse Studenten (VVS) et F Algemene Studentenraad de la KUL. Ces deux dernières organisations se rallient aux positions de Mijnwerkersmacht([422](#)).

Mijnwerkersmacht est formellement créé le 8 janvier 1970. Au cours d'une conférence, le nouveau groupe expose ses revendications : augmentation immédiate du salaire de 70 francs pour toutes les catégories de mineurs ; un salaire minimum de 400 francs l'heure pour les mineurs de surface et de 500 francs l'heure pour les mineurs de fond ; égalisation du salaire des mineurs de surface avec ceux des travailleurs des autres secteurs industriels ; paiement immédiat des indemnités de grève par les syndicats([423](#)).

Premier progrès, il s'agit d'un comité de lutte d'une trentaine de personnes, réunissant les ouvriers et les étudiants les plus combattifs.

Mijnwerkersmacht est l'expression des orientations idéologiques et organisationnelles adoptées dans le Dokument 1969 ([424](#)). C'est également le reflet des expériences pratiques tirées de la grève de Ford-Genk en 1968 et du textile à Gand en 1969.

Le groupe se définit comme l'expression de la volonté des travailleurs engagés dans une grève sauvage contre la volonté du patron et des syndicats([425](#)). Les mineurs y manifestent ainsi leur conscience qu'il faut une organisation de défenses des mineurs en lutte quotidienne contre les patrons et les syndicats([426](#)).

L'action de Mijnwerkersmacht, est tiré du bilan de la grève de Ford-Genk 1968 qui n'avait pas bénéficié de la solidarité des travailleurs des autres secteurs.

Kris Hertogen devient responsable du puits de Zolder, Nadine Huybrechts s'occupe de Waterschei, Paul Theunissen, Francis Leysens vont à Beringen ; Paul Deramelaere va à Winterslag ([426](#)) D'autres étudiants vont bientôt les rejoindre : Ludo Martens, Kris Merckx, Jan Hertogen... ([427](#))

Le groupe prône également l'unité de tous les travailleurs dans leur lutte commune contre le patronat. La solidarité entre les mineurs belges, turcs, marocains, italiens, espagnols, portugais et grecs, ne peut que renforcer le mouvement et l'enrichir de l'expérience sociale des travailleurs étrangers : « *Nous sommes tous travailleurs et nous combattons le même patron. (...) Nous devons savoir comment les travailleurs en Italie mènent leur lutte contre le patron et les syndicats* » ([428](#)).

A l'extérieur, Mjinwerkersmacht va organiser une importante campagne de solidarité ([429](#)) C'est ainsi que 2000 brochures sur la grève des mines sont distribuées à Gand, à Sidmar, à Fabelta, à Volvo ([430](#)), tandis que les étudiants organisent des manifestations de solidarité dans les écoles et les universités ([431](#)). Des contacts sont

également pris en Wallonie, comme le souligne Le Soir : « *Le mouvement Force des Mineurs a non seulement essaimé dans la province de Liège, mais encore, (...) dans la région de Charleroi* » [\(432\)](#).

Pour répondre aux difficultés financières des grévistes, Mijnwerkersmacht organisa également des collectes de nourriture, notamment de pain [\(433\)](#). Le groupe prenait alors sans doute exemple sur le Parti Communiste qui, dès le 8 janvier, fait organiser, par ses militants membres de la FGTB, des récoltes de nourriture à Ostende, Gand, Tournai, Anvers, Liège, Alost, au Borinage... [\(434\)](#).

Leurs activités ne se limite pas à cela. Les étudiants se donnent eux-mêmes des tâches précises. Ils sont avant tout là pour aider les mineurs dans leurs actions, « *quand ils le demandent* » [\(435\)](#). Concrètement, il leur incombe, comme intellectuels, d'écrire les tracts, de rédiger un journal, d'étudier la situation économique des mines...

En outre d'autres moyens « *d'agit-prop* » sont mis en œuvre, tel des sketches qui brocardent le rôle des syndicats et la gendarmerie... [\(436\)](#)

Et Guy Spitaels de constater : « *Accueillis avec indifférence par le grand nombre, mais, semble-t-il, avec sympathie par les mineurs actifs dans le conflit, ils ont rédigé les tracts des grévistes, (...) et distribué (...)* » et de conclure « *autrefois ils parlaient, aujourd'hui ils agissent* » [\(437\)](#).

Néanmoins, il est difficile de mesurer l'action et l'influence de Mijnwerkersmacht. Pour Bert De Bakker, son influence directe s'est exercée sur un petit groupe de mineurs, mais fut significatif comme groupe de pression sur le Comité Permanent, l'incitant constamment à poursuivre les actions. Par des discussions et des distributions abondantes de tracts, par leur lien avec les milieux estudiantins, permettant d'organiser des actions de solidarité dans différentes écoles et universités, notamment par la venue régulière de bus entiers d'étudiants aux piquets de grève [\(438\)](#), les militants de Mijnwerkersmacht ont maintenu un climat combatif chez les mineurs. D'ailleurs, selon les différents témoins acteurs du mouvement, la presse d'époque etc., les assemblées générales organisées entre autre par Mijnwerkersmacht, rassemblaient des centaines de mineurs.

Le caractère militant de cette organisation ne fait aucun doute : meetings, animation des manifestations, propagande diverse, réunions... constituent leurs modes d'action privilégiées. La presse fait d'ailleurs régulièrement état des actions menées par des militants de Mijnwerkersmacht [\(439\)](#).

Toutes ces actions ont certainement contribué à perpétuer la grève. Ainsi le Soir souligne : « *Le poing serré, emblème de la révolte des mineurs du Limbourg (il s'agit en fait de l'emblème de Mijnwerkersmacht) apparaît en différentes grandeurs sur des tracts et des affiches* » [\(440\)](#).

En outre, l'activité du groupe a certainement gagné la sympathie des mineurs. Une jeune étudiante, Nadine Huybrechts, arrêtée dans le cadre du conflit, sera surnommée par les mineurs « *Jeanne d'Arc des Mines* » [\(441\)](#).

Mijnwerkersmacht a réussi à gagner la sympathie des mineurs s'appuyant sur l'anti-syndicalisme des grévistes. Et en effet, fort de son expérience de la grève de Ford, d'emblée, le SVB pousse l'anti-syndicalisme en tête des revendications de Mijnwerkersmacht : les syndicats aident le patron à contrôler les ouvriers [\(442\)](#).

Pour Mijnwerkersmacht, les syndicats travaillent désormais pour les patrons et le gouvernement : « *les syndicats siègent avec le gouvernement et les patrons à quantité d'assemblées et planifient ensemble l'économie* » [\(443\)](#).

En conséquence, la Belgique des années 1970 pratique un capitalisme d'état où patrons, syndicats et gouvernement poursuivent le même objectif: le soutien aux grands groupes financiers [\(444\)](#).

### **C *Mijnwerkersmacht* et les différents acteurs politiques** - [Table des matières](#)

L'action de *Mijnwerkersmacht*, marginale aux dires de Bert De Bakker, a néanmoins inquiété les syndicats et le gouvernement et irrité d'autres organisations politiques, comme le Parti Communiste.

Comment les autres acteurs du mouvement ont-ils perçu l'action des étudiants durant la grève ? Comment fut perçue la présence même des étudiants durant la grève ?

Dès le début de la grève, la presse libérale donne le ton. Pour *Le Soir*, la grève a été déclenchée par des agitateurs. Le mouvement Force des Mineurs organise des piquets anti-syndicalistes [\(445\)](#).

Les syndicats, le gouvernement et les médias s'indignent de la présence d'éléments anti-syndicaux, mais négligent d'observer que la méfiance à l'égard des syndicats s'était développée à mesure que grandissait le sentiment d'avoir été trahi par les représentants syndicaux qui avaient refusé de légitimer la grève.

Néanmoins, pour la FGTB comme pour la CSC, les grèves qui secouent la Belgique, 50.000 grévistes au total, et singulièrement celle du Limbourg, ne sont pas l'expression d'un malaise social, mais bien le fait de groupuscules irresponsables [\(446\)](#).

Monsieur Houthuys, président de la CSC observe : « *Dans le Limbourg, on trouve par exemple toute sorte de gens qui incitent à un malaise fondamental : (...), il y a par ailleurs toute une série d'agitateurs politiques qui cherchent à monnayer politiquement toute dispute, enfin, il y a les éléments étudiants qui semblent apparemment avoir beaucoup de plaisir à participer à une grève (...)* » [\(447\)](#).

De son côté, le gouvernement, deuxième acteur principal, a formé un comité ministériel chargé de gérer la crise. Ce comité comprenait : Messieurs Eyskens, Cools, Leburton, Anselme, Segers, Major, De Paepe, Pêtre, Bertrand et Harmegnies [\(448\)](#).

La constitution même de ce comité démontre, selon Bart De Bakker, la volonté de fermeté du gouvernement vis-à-vis des grévistes.

Le Ministre de l'Intérieur Harmegnies déclara d'ailleurs : « (...) *il se confirme que certains éléments, dont l'action a déjà été maintes fois dénoncée par les porte-parole des syndicats et par la presse, s'obstinent à vouloir envenimer la situation* » [\(449\)](#).

Cette fermeté gouvernementale au plan politique s'affirme également au plan répressif.

La gendarmerie intervient en force. Bert De Bakker souligne la présence de gendarmes aux piquets de grève et de chars d'assaut escortant les volontaires [\(450\)](#)... Une des consignes fut également d'écarter des mines tous les éléments étrangers au conflit. Des bus d'étudiants ont été arrêtés et refoulés. Herman Veulemans, alors jeune étudiant, se souvient des trajets en bus, faits de nuit et régulièrement refoulés par la gendarmerie [\(451\)](#).

Ecarter les éléments étrangers signifie également neutraliser les étudiants actifs dans les puits. Kris Hertogen est arrêté le 27 janvier, suite aux événements du 23 janvier 1970. Dirigeant étudiant au puits de Zolder et porte-parole général de Mijnwerkersmacht, inculpé de coups et blessures à agent de la force publique, de diffamation et d'incitation à la violence, il fut condamné à deux peines de prison de quinze jours chacune avec un sursis de trois ans et à 6000 francs d'amende ou quarante jours de prison. En outre, 120.000 francs de dommages et intérêts sont alloués à la commune de Heusden [\(452\)](#).

La répression est présente sur tous les terrains d'action des étudiants. Le 2 février, sept étudiants de Mijnwerkersmacht se rendent à Ford-Genk pour soutenir la grève qui a éclaté quelques jours plutôt. La gendarmerie tente de chasser les étudiants du piquet de grève, déclenchant la réaction des grévistes. Au cours des affrontements qui vont suivre, des gaz lacrymogènes seront lancés d'un hélicoptère [\(453\)](#).

Le Parti Communiste, même s'il n'a pas pris une part active au conflit, n'en a pas moins développé son argumentaire. L'échec de la grève est dû : à l'isolement des mineurs dans leur lutte, à la présence « *d'éléments étrangers, voire ennemis de la classe ouvrière* » et à l'absence de base syndicale solide [\(454\)](#). Quelque temps après le début de la grève, la Fédération Limbourgeoise du Parti Communiste dénonce dans un communiqué de presse du 15 janvier 1970 « *le refus par les syndicats de reconnaître la grève, l'absence d'une direction élue par les mineurs, renforçant les manœuvres irresponsables accomplies par toutes sortes de petits groupes et d'individus étrangers au mouvement ouvrier* » mettant en garde les mineurs contre des manifestations organisées par des forces extérieures [\(455\)](#).

Le Parti Communiste va alors apporter son soutien à la constitution d'un Comité des Mineurs Grévistes FGTB, rassemblant les membres du Parti Communiste présents dans le syndicat. Le Parti Communiste justifie cette décision par le fait avéré que « (...) *des éléments anti-syndicalistes se montrent actifs au cours de cette grève. C'est d'ailleurs pour cette raison que les militants syndicalistes FGTB ont*

*érigé le Comité des grévistes FGTB, pour justement capter le courant anti-syndicaliste, pour lui couper l'herbe sous les pieds » [\(456\)](#).*

L'anti-syndicalisme serait donc le fait de quelques agitateurs. C'est méconnaître le ressentiment des mineurs. La CSC et la FGTB n'ont jamais voulu reconnaître la grève. Aux yeux des mineurs, cela suffisait.

Selon Roefs, le succès de AMADA en Flandre au début des années soixante s'explique justement par un fort sentiment anti-syndical. La CSC était le syndicat majoritaire en Flandre. Contrairement à ce qui se passait alors en Wallonie où s'était développée une aile radicale au sein de la FGTB, la structure rigide de la CSC ne permettait pas le développement d'un mouvement de critique en son sein.

Ainsi donc les étudiants, que leur expérience de la grève de Ford-Genk en 1968 avait rendu hostiles aux syndicats conventionnels, ont rencontré les préoccupations des mineurs radicalisés, également désabusés depuis la grève de Zolder de 1966 [\(457\)](#).

En outre, l'unité d'action avec les ouvriers constitue un saut qualitatif dans l'orientation des étudiants. *Mijnwerkersmacht* n'est pas seulement une initiative ponctuelle, mais doit continuer son action après la grève, pour continuer à défendre les intérêts quotidiens des mineurs [\(458\)](#). C'est donc la base d'une future organisation militante.

A ce titre, l'organisation interne de *Mijnwerkersmacht* est particulièrement intéressante, car elle met en évidence la notion « *d'avant-garde révolutionnaire* » développée par le SVB : *Mijnwerkersmacht* préconise la formation de noyaux de vingt à trente personnes par puits et par nationalité (de manière à surmonter les problèmes de langue). Des réunions de délégués des différents puits centralisent les expériences diverses sur base desquelles une ligne générale est décidée et appliquée [\(459\)](#). De plus, l'idée d'un journal est déjà mise en avant.

L'influence marxiste est ici visible : l'adoption du centralisme démocratique, la constitution de cellules d'entreprises.

## **II. Bilan et conséquence de la grève des mines - la constitution de Alle Macht Aan de Arbeiders - [Table des matières](#)**

Les conséquences de la grève des mines du Limbourg de 1970 furent multiples et influencèrent sensiblement l'évolution du mouvement étudiant.

En s'investissant depuis 1968 dans l'action sociale directe auprès des ouvriers et des mineurs, les étudiants mesuraient l'énormité de la tâche qu'il restait à accomplir pour se faire accepter au sens du monde ouvrier et y accomplir leur dessein révolutionnaire.

Les organisations traditionnelles, syndicats, Parti Socialiste, Parti Communiste avaient trahi leur idéal. Il fallait faire le procès de la faillite des grands idéaux et reprendre à zéro la théorie de la révolution. Pour ce faire, les étudiants se remirent à l'étude de "Que

*Faire" ? de Lénine et se posèrent la question récurrente « comment changer le monde » au profit du plus grand nombre(460).*

Sur base de cette étude, les étudiants ont renforcé et enrichi leur approche politique du monde. Ce renforcement des conceptions idéologiques amena l'organisation à prendre de nouvelles orientations, telle la campagne de prolétarianisation de 1971 qui va voir bon nombre de jeunes intellectuels choisir radicalement la défense de la classe ouvrière en allant travailler en usine. Ou encore la création de la première maison médicale de *Geneeskunde Voor Het Volk*, à l'initiative du docteur Kris Merckx et en droite ligne du principe maoïste « se mettre au service du peuple ».

#### **A. Comité Ouvrier ou Parti - [Table des matières](#)**

Sur le plan organisationnel, *Mijnwerkersmacht* a fait tâche d'huile. Sur base de cette première expérience, des comités ouvriers vont émerger dans les différentes grandes entreprises. Les comités *Arbeidersmacht*, constituent les premières tentatives d'organiser les ouvriers au sein de leur propre entreprise. A l'exemple de la « *cellule communiste* », les comités ouvriers constituent la première base organisationnelle.

Le bilan à faire de l'action des étudiants durant la grève des mines donna lieu à un débat farouche sur le type d'organisation à mettre en place pour remédier aux erreurs commises et assurer le succès des actions à entreprendre.

De ces confrontations naîtra *Alle Macht Aan de Arbeiders*, journal qui donnera son nom à l'organisation.

Dans la foulée de *Mijnwerkersmacht*, des comités ouvriers se sont créés dans différentes entreprises. Un comité *Arbeidersmacht* est constitué à Ford-Genk, d'autres suivront. En septembre 1970, ces comités sont actifs à Cockerill Yards Hoboken, Overpelt Lommel, Sidmar Zelzate, Peignage Eeklo, dans le secteur du textile à Courtrai, Citroën Forest à Bruxelles(461). A cette diversité, il faut ajouter les groupes d'étudiants, de lycéens, les groupes du *Derde Wereld Beweging...*

Selon Rudy Van Doorslaer, la période qui suit la grève des mines est avant tout caractérisée par des actions spontanées et non coordonnées. Si la situation sur le plan organisationnel était confuse, si la notion d'adhérents ou de sympathisants(462) était peu claire, il n'en reste pas moins que des réunions rassemblaient les comités de différentes usines.

Hubert Hedebouw qui travaillait alors à Citroën Forest se souvient de discussions entre les comités de Citroën, de Michelin et de Clabecq, secoués alors par des mouvements de protestation contre le licenciement des deux délégués syndicaux Sabbe et Desantoine(463).

Mais d'une manière générale, c'est la confusion qui caractérise cette période, confusion organisationnelle mais également politique et idéologique(464).

Si les différents comités ouvriers se sont constitués sur base du constat commun que les « *syndicats et les partis 'socialistes' sont du côté des patrons* » ou que de manière plus précise, « *le patronat a délégué une partie de son pouvoir au syndicat* »[\(464\)](#), ils invitent la classe ouvrière à prendre son propre sort en main[\(465\)](#).

Mais c'est sur la manière dont la classe ouvrière doit s'organiser que les positions divergent.

*Mijnwerkersmacht* était lui-même constitué de différents comités locaux : Winterslag, sous la conduite d'un Espagnol, Waterschei, Zolder ou encore Beringen, sous la conduite de Paul Theunissen[\(466\)](#). Chaque comité va défendre ses propres positions sur la ligne à suivre.

Au sein de cet éventail de groupes, deux tendances principales s'affrontent: une première, favorable à la constitution de comités ouvriers, comme base d'une future organisation ; l'autre favorable à la constitution, autour d'un journal unique, d'un embryon de parti. Le journal aurait pour tâche de diriger les différents groupes, de mener l'éducation politique, de diriger les campagnes politiques. Cette ligne, basée sur l'étude de *Que faire ?*, était menée par Ludo Martens[\(467\)](#).

Le débat va être lancé dès la fin février 1970.

Deux groupes principaux s'opposent, le premier que nous appellerons le groupe de Louvain, partisan des comités, et le second que nous nommerons, le groupe de Gand, partisan d'un futur parti, mené principalement par Ludo Martens et au sein duquel on retrouve notamment Paul Theunissen[\(468\)](#).

Il n'y a évidemment pas que ces deux groupes qui interviennent, mais leurs positions respectives résument à elles seules les pôles de ce débat.

Le comité de Winterslag, une partie du comité de Zolder-Beringen, le comité ouvrier de Sidmar à Gand, Hubert Hedebouw à Bruxelles ou encore Renate Willockx vont se rallier à la ligne défendue par Louvain.

Le débat conduira à des crises importantes, telle cette descente musclée dans les locaux du SVB Gand, en vue de dérober une machine à stenciler, conduisant à l'intervention de la police[\(469\)](#). Hubert Hedebouw y voit le fait du groupe de Winterslag. Pour Paul Deramelaere, alors membre du groupe de Winterslag, ce serait le fait du groupe de Zolder[\(470\)](#). Il semblerait que ce soit effectivement le groupe de Zolder, Paul Deramelaere n'ayant été mis au courant de cette affaire que bien plus tard[\(471\)](#).

Si de telles extrémités sont rares, ils n'en reste pas moins que le débat fut très vif, menant à des scissions. Tel le groupe de Winterslag qui, adepte de la thèse des comités ouvriers, va rompre toute relation avec le reste de *Mijnwerkersmacht* et former le comité *Arbeidersunie*[\(472\)](#).

La discussion entre les groupes de Louvain et de Gand va d'abord porter sur la création d'un journal national.

Partant tous deux de l'expérience des mines, leurs conclusions sont différentes.

Le groupe de Louvain part du constat que la classe ouvrière belge n'est pas subjectivement révolutionnaire, c'est-à-dire que les contradictions générées par le capitalisme, telles qu'elles sont ressenties par la classe ouvrière elle-même, ne déterminent pas encore le niveau de révolte et de combativité nécessaire à la révolution(473). De ce constat, il résulte que la stratégie adoptée par les étudiants et ouvriers révolutionnaires doit s'adapter à chaque phase du développement du capitalisme et de l'impérialisme.

Dès lors, pour le groupe de Louvain, « *vu que dans la phase actuelle ne sont pas présentes les conditions qui peuvent rendre la classe ouvrière massivement et subjectivement révolutionnaire, l'organisation politique de la classe ouvrière en un parti prolétarien a d'évidentes limites à court terme* »(474).

Comment rendre la classe ouvrière « *subjectivement révolutionnaire* » ? Par une organisation systématique autour des luttes économiques des travailleurs, organiser les ouvriers au sein de comités de manière à ce qu'ils prennent leur propre sort en main. La tâche principale des révolutionnaires est alors de « (...) *faire naître et de former quand c'est possible des noyaux d'ouvriers révolutionnaires* »(475). Ces noyaux devant être capables « (...) *d'intervenir comme élément organisateur lors de situations de crises* »(476). C'est la tentation de l'anarcho-syndicalisme.

Dès lors sur le plan organisationnel, il existe, selon le groupe de Louvain, une différence entre l'organisation des intellectuels révolutionnaires et l'organisation des travailleurs comme classe politique autonome. Les intellectuels doivent avant tout s'adapter à la phase historique du capitalisme. Pour le groupe de Louvain, la contradiction fondamentale de l'impérialisme au début des années septante est alors l'opposition croissante entre l'impérialisme et les pays du Tiers-Monde.

Dans ce contexte, ce sont les mouvements étudiants et tiers-mondistes qui constituent l'avant garde révolutionnaire, se référant ainsi au grand mouvement de protestation contre la guerre du Vietnam. L'intérêt de ces différents groupes d'étudiants et de jeunes était de former des alliances avec la classe ouvrière.

Le groupe de Louvain s'oppose à la publication d'un journal national et se positionne pour des journaux locaux, d'usines, d'information, basés sur les militants et rassemblant les différentes expériences. Partisan d'une agitation dans les autres milieux sociaux, le groupe de Louvain insiste sur l'alliance avec d'autres groupes. Les journaux locaux doivent pouvoir stimuler la discussion à l'intérieur du mouvement et unifier sur bases des différentes expériences concrètes, les différents comités ouvriers. (477).L'objectif était de constituer une espèce de nouveau syndicat combatif, ce que le groupe de Winterslag appelait le Rode Actie Comité (478).

Pour le groupe de Gand, derrière lequel se rangent la plupart des comités du Limbourg, conduits par Ludo Martens, la grève des mines a

révélé une ligne opportuniste au sein de l'organisation : opportunisme sur le plan théorique, organisationnel et politique (479). Sur le plan théorique, les militants de l'organisation sont loin de maîtriser le marxisme, il n'y a aucune tentative de systématisation des expériences concrètes. Ceci était la conséquence de l'opportunisme organisationnel caractérisé par le spontanéisme et l'indiscipline, c'est à dire un manque de centralisme et de démocratie. Enfin, sur le plan politique, le groupe de Gand dénonce l'absence de ligne politique unifiée et de stratégie claire(480).

Le groupe de Gand prend alors position en faveur de la construction d'un noyau révolutionnaire, basé sur le principe du centralisme démocratique. Les organisations de base restent les noyaux ouvriers d'entreprise qui définissent un plan de travail à court et à long terme. Chaque noyau est représenté au sein du Comité Central qui définit la ligne politique générale (481).

Même si le groupe de Gand met en garde contre l'ouvriérisme et préconise la constitution à long terme de noyaux dans les écoles, les universités,... il pense que la tâche principale reste la constitution de noyaux d'entreprises qui, sur base d'enquêtes ouvrières, se donnent comme perspective l'élaboration d'un journal national.

Pour ce faire les partisans de ce groupe se réfèrent à leur expérience des luttes étudiantes de Louvain entre 1966 et 1969 qui ont appris aux étudiants progressistes la nécessité d'un journal. Le noyau progressiste du SVB s'est constitué sur base de son travail au sein du journal du KVHV. Selon Herwig Lerouge, l'expérience louvaniste a montré les capacités mobilisatrices et organisationnelles d'un journal (482).

Pour les défenseurs de cette ligne, la grève des mines a mis en évidence la soif de connaissance des mineurs, curieux de connaître la situation des autres entreprises...

Le journal national doit stimuler l'initiative des militants, donner les moyens de s'unir à la classe ouvrière et donner les moyens d'étendre l'action à d'autres usines, de manière à donner « (...) *des perspectives à notre travail autour des fabriques sur base de notre propre expérience et sur base de notre connaissance de la révolution*”(483).

La lecture des classiques du socialisme trouve ici son aboutissement.

D'une manière générale donc, ce débat oppose les partisans de la création d'une organisation de masse, sur base de l'expérience de *Mijnwerkersmacht*, provenant de l'union organisationnelle, mais non politique, des différents comités ouvriers, aux partisans de la constitution d'une avant garde d'intellectuels et d'ouvriers révolutionnaires dans la plus pure tradition léniniste. Pour cette deuxième tendance des expériences du type *Mijnwerkersmacht* ne sont que transitoires, la création d'une organisation de masse passant par l'unification préalable du programme et des méthodes de travail(484).

Une Réunion Nationale très houleuse selon Herwig Lerouge(485), se tient le 14 mars 1970.

La ligne défendue par Ludo Martens y triomphe non sans y reprendre quelques points de la ligne de Louvain.

Une première tentative de structuration y voit le jour.

Un Comité Central National qui définit, sur base d'enquêtes ouvrières analysées à la lumière du marxisme-léninisme, «*une ligne politique uniforme pour tous les groupes (...) travailleurs-étudiants, mouvement Tiers-Monde, universités et lycéens* »(486) et dont le principe organisationnel est le centralisme démocratique, le Comité Central National représentant les différents groupes en activité.

En septembre 1970, une première direction de l'organisation, une Coordination Nationale, composée de deux délégués de Gand, deux de Louvain, deux de Courtrai, trois de Bruxelles, trois du Limbourg, deux de Anvers et deux représentants du *Derde Wereld Beweging*, est mise sur pied(487).

En plus de cette première direction, l'organisation va s'articuler autour de deux organes principaux, hors le journal national : une commission organisationnelle et une commission politique garante de l'unité de la ligne, de la de l'unification idéologique sur base de l'étude du marxisme-léninisme et des revendications politiques(488).

Sur le plan organisationnel, le militant va voir ses tâches se préciser petit à petit. Si le but principal restait « *d'organiser la révolte dans les usines contre l'exploitation* »(489), une des activités principales des membres, en-dehors du travail de militant traditionnel, était les enquêtes à domicile, les *Arbeidersenquetes - Sociale Enquêtes* (sic)(490).

L'enquête ouvrière cherche « *à mettre en lumière les contradictions principales à l'usine, à démontrer le système patronal d'exploitation, pour permettre une prise de conscience, condition première de toute lutte efficace* »(491). Basé sur le contact et la discussion personnelle, l'enquête est un travail de persuasion. Elle permet également de recruter membres et sympathisants. C'est durant les enquêtes que l'on prend des contacts, que l'on discute du journal, que l'on abonne les gens au journal...(492).

Condition indispensable du lien avec les masses, l'enquête va constituer un des axes principaux du travail de AMADA. Un cahier de formation politique aux enquêtes ouvrières sera réalisé à l'intention des militants. En quarante pages, on leur explique les objectifs marxistes-léninistes des enquêtes, la manière de les réaliser... (493).

## **B. Le journal *Alle Macht Aan de Arbeiders* - [Table des matières](#)**

Conséquence immédiate du débat entre les deux tendances au sein de l'organisation, la publication en octobre 1970 du premier exemplaire du journal *Alle Macht Aan de Arbeiders*, périodique paraissant toutes

les trois semaines. Le journal est alors le porte-parole des positions du moment, principalement l'anti-syndicalisme.

Il donne tout de suite le ton du nouveau mouvement qui vient de naître avec lui. Il titre « *Leve het marxisme en de gedachte van Mao Tsè-Tung* » alors que trônent en première page les effigies de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

Le journal est considéré comme « *l'instrument le plus important pour la construction du parti* »(494) . Il constitue l'organe politique, idéologique et organisationnel central dont le but est d'informer les masses sur les formes concrètes d'exploitation, d'organiser les différentes usines, d'unifier politiquement l'organisation(495). Dans cette optique, il constitue pour AMADA un outil de renforcement de l'organisation du parti(496).

Dans ce sens, la vente du journal permet de renforcer le travail d'agitation en usine, l'objectif de la diffusion est la prise de contact avec l'avant-garde ouvrière qui est recrutée sur base de discussions autour du journal et par la souscription d'un abonnement(497).

Les étudiants progressistes ont redécouvert les outils du succès des partis communistes d'avant et de l'après-guerre.

Ces grands axes se retrouvent dans le premier numéro : comptes rendus des différentes luttes sociales du moment (Citraën-Vorst, Bluebell Limbourg, Cockerill-Yards Hoboken, Kortrijkse Tekstiel, mines du Limbourg, Peignage Eeklo), possibilité d'abonnement (vingt numéros pour 100 francs), éducation politique avec une synthèse de *L'Etat et la Révolution de Lénine*, analyse internationale sur les deux puissances les plus dangereuses : l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe.

Mais ce premier numéro se veut surtout une systématisation de l'action des étudiants durant la grève des mines(498).

Partant du constat que toutes les forces se sont mises du côté des patrons, police, gendarmerie, syndicats et gouvernement, AMADA estime que la ligne politique défendue durant la grève était correcte : « *les patrons sont des menteurs et des assassins, le syndicat est le gendarme du patron* »(499).

Pourtant, revers de la médaille, les étudiants n'ont pas mené une propagande communiste durant la grève, en raison, selon Ludo Martens, de l'absence d'unité idéologique et de ligne politique claire(500). L'expérience de la grève des mines montre alors que « *les étudiants devaient prendre la direction sur le plan pratique, politique et organisationnel* »(501).

Pour les étudiants du nouveau AMADA, l'échec de la grève est avant tout du au (502)« *soi-disant parti socialiste et soi-disant parti communiste* » qui « *ont trompé la classe ouvrière depuis une dizaine d'années. Ils sont devenus les valets et les beaux parleurs du capitalisme (...)* ».

Dès lors, la lutte de classe des travailleurs a pour but la mise en place du pouvoir de la classe ouvrière. Cet objectif doit être un guide pour la lutte quotidienne : « *Nous devons chaque jour lutter pour de meilleurs salaires et pour plus de sécurité, contre la cadence et les mauvaises conditions de travail* ». Dans ce contexte, chaque communiste doit avoir comme objectif : tout le pouvoir aux travailleurs. Cet objectif nécessite également la lutte quotidienne contre les capitalistes [\(503\)](#).

Si les travailleurs doivent continuer à « (...) *former leurs propres comités de lutte* » [\(504\)](#), il n'en reste pas moins que « *cette grève a ouvert une nouvelle période de lutte de classe en Belgique* » [\(505\)](#) nécessitant la création d'un nouveau parti communiste, « (...) *la plus haute forme d'organisation de la classe ouvrière* » [\(506\)](#).

Les objectifs du jeune AMADA sont donc fixés : construire le « *nouveau* » Parti Communiste capable de diriger la classe ouvrière.

Dans ce contexte, si la publication du journal est l'expression du débat d'unification idéologique, il rend également possible une première structuration du mouvement. La publication d'un journal nécessite une ligne politique commune mais également un financement organisé. La première Coordination Nationale constituée en septembre 1970 garantit une direction politique au journal. Du côté du financement, la publication des premiers numéros induit la nécessité d'une rentrée d'argent régulière. C'est durant cette période que le système des cotisations des membres est théoriquement défini [\(507\)](#). Malgré tout, la publication des premiers numéros met en évidence le désordre organisationnel qui règne au sein du mouvement, les premiers numéros sont entièrement réalisés artisanalement par les militants. Jo Cotonnier réalise notamment les dessins [\(508\)](#). Les articles sont réalisés par des volontaires sans schéma ni objectif élaborés.

L'analyse du journal AMADA a fait l'objet d'un mémoire réalisé par Walter Vansant [\(509\)](#). C'est la seule étude à ce jour. Réalisée en vue de l'obtention du grade de licencié en presse et communication, elle se veut avant tout une analyse du contenu et de la forme du journal. L'auteur dessine une image assez claire des préoccupations de AMADA.

Seule réserve, il ne replace pas le journal dans le contexte idéologique et politique de la construction d'un nouveau parti communiste. Nous n'aborderons donc pas ici l'analyse systématique du journal qui reste cependant une source privilégiée d'informations sur les luttes idéologiques qui agitent le mouvement dans le courant des années septante.

Le développement du journal est intimement lié au développement de l'ensemble de l'organisation. Il est donc nécessaire, tout au long de l'histoire du mouvement de retracer en miroir son développement. D'autant plus que le journal reste au centre du débat qui continuera à agiter l'organisation jusqu'en 1972. Les désaccords au sein du mouvement s'exprimaient régulièrement, selon Herwig Lerouge, par le refus de vendre le journal [\(510\)](#).

**C. Médecins pour le peuple - [Table des matières](#)**

Cette organisation, mieux connue sous le nom de Geneeskunde Voor Het Volk (GVHV), a joué un grand rôle dans le développement de AMADA. Expression du principe maoïste de se mettre au service du peuple, son développement et son influence sont pour une grande part causes de la sympathie populaire à l'égard de AMADA. La première maison médicale créée, à l'instar de Kris Merckx et de Michel Levers à Hoboken en septembre 1971, n'est sans doute pas étrangère au succès électoral que AMADA connaît dans l'arrondissement de Anvers où il récolte 12% des voix au cours des élections législatives du 11 mars 1974. AMADA recueille 14.925 voix à la Chambre, Kris Merckx, 4.606 voix de préférence. [\(511\)](#).

La création de Médecine pour le peuple, est une conséquence directe de l'expérience de la grève des mines. Kris Merckx, actif dans la grève se rend compte que les soins médicaux sont souvent financièrement inaccessibles aux mineurs et décide de pratiquer les premières consultations gratuites. En avril 1970, durant la grève de Cockerill Yard, l'expérience est poursuivie. Sur proposition de Jan Saeys, délégué syndical de Cockerill, la décision est prise de créer une maison médicale à Hoboken, qui sera installée le 3 septembre 1971.

Fin 1970, Kris Merckx et d'autres militants s'étaient rendus en Chine. La relation de leur voyage dans sept articles du journal Humo, rend compte de leur projet de multiplier les maisons médicales [\(512\)](#).

Le principe était de pratiquer la médecine gratuite, sans prendre en compte le ticket modérateur, la consultation étant pratiquée au prix du remboursement de la mutuelle. Véritables axes de l'implantation de AMADA au sein des masses populaires, les médecins communistes soignent et propagent les idées communistes.

La fondation de Médecine Pour le Peuple est l'expression du principe, déjà défini par le SVB du lien nécessaire entre intellectuels et la classe ouvrière. Cette orientation se précise en avril 1971 lorsque AMADA lance une campagne de prolétarianisation en envoyant ses jeunes intellectuels travailler en usine. Décision de la plus haute importance, selon Roger Saeys, cette campagne va s'étendre tout au long du développement de AMADA [\(513\)](#). Ce programme a certainement favorisé l'implantation de AMADA et son renforcement dans les grands centres industriels [\(514\)](#).

## **Chapitre II : Evolution interne et participation aux conflits sociaux - [Table des matières](#)**

Jusqu'en décembre 1970, les comités de lutte restent la base organisationnelle de AMADA, le journal n'étant qu'un moyen d'expression dans la lutte de classe des travailleurs et l'action des militants se limitant à [\(515\)](#)

Mais dès 1971, la construction d'un parti communiste révolutionnaire devient, pour les membres de AMADA, «une tâche directe et concrète», le centre de toute leur activité.[\(516\)](#)

Cette orientation amènera AMADA à développer les bases organisationnelles, politiques et idéologiques d'un noyau de parti. AMADA définit lui-même cette période comme une période de luttes

sur deux fronts contre « *l'opportunisme de gauche* » et « *l'opportunisme de droite* » menant à des conceptions économistes et spontanéistes (517), l'opportunisme de droite étant représenté à l'intérieur du parti principalement par le groupe Brussel Zuid-De Vonk et à l'extérieur du parti par le groupe Clarté, issu de la scission du groupe Grippa.

Le conflit idéologique opposant par la suite AMADA à l'Union des Communistes Marxistes-Léninistes de Belgique l'UC(ML)B est quant à lui représentatif de la lutte contre « *l'intellectualisme de gauche* » basé sur le mépris de la lutte réelle des travailleurs (518).

Nous verrons effectivement tout au long de ce chapitre comment AMADA s'est construit comme parti sur base d'expériences sociales concrètes, principalement les grèves de Boel-Tamise en 1971 et des dockers en 1973, et des débats, tant internes qu'externes, que celles-ci ont provoqués.

## **A. Développement organisationnel - [Table des matières](#)**

AMADA prend conscience de sa faiblesse organisationnelle à l'issue de sa première campagne de soutien au Vietnam d'octobre 1970. La leçon est tirée qu'aucune ligne politique générale n'a été adoptée et que la campagne a souffert de l'absence de direction centralisée. Pour AMADA, cela met en évidence que toute campagne politique doit être élaborée dans le contexte d'une ligne politique générale (519).

Celle-ci, élaborée début 1971, s'inspire des grands thèmes de l'analyse marxiste (520). Les travailleurs subissent la dictature de classe des capitalistes c'est-à-dire de « *tous les capitalistes et tous leurs serviteurs (...)* » (521), dictature garantie par l'Etat, « *le plus puissant instrument par lequel les capitalistes imposent leur volonté aux travailleurs* » (522). La lutte de classe oppose capitalistes et prolétaires qui luttent pour le pouvoir de leur classe.

Pour mener cette lutte, les prolétaires ont besoin d'un parti « (...) *qui soutient partout et toujours la lutte du prolétariat* » (523).

L'expérience de lutte de AMADA lui fait dire que pour garantir les objectifs de cette ligne générale, le parti doit être construit à partir du centre, c'est-à-dire à partir d'une direction centrale dont la tâche est de (524) développer un travail scientifique et systématique. Ce qui signifie que la situation sociale et politique générale doit être étudiée à la lumière du marxisme-léninisme, (525) seule arme efficace contre l'ennemi de classe suivant un plan de travail planifié et centralisé.

Cette direction centrale doit être constituée des communistes les plus formés dont l'objectif est de mettre le parti à l'honneur (526).

Parallèlement au développement organisationnel, le mouvement se consacre à l'élargissement de ses activités. Pour aller travailler en usine et participer aux conflits sociaux, les étudiants maoïstes ont déserté les universités et les écoles. Pour reprendre pied dans les universités, le Kommunistiese Jeugdbond/Marxisties-Leninisties est constitué en septembre 1971. Il se fixe comme tâche l'éducation politique, le soutien aux luttes ouvrières et la formation des futurs

militants du Parti (527). Cette organisation se veut également une organisation de masses, chacun pouvant accéder aux groupes de bases, ce qui n'était pas le cas des cellules ouvrières. La direction du mouvement comptait notamment sur le ralliement de 200 à 300 jeunes (528).

Programme ambitieux si on le compare aux 500 participants de la première fête du premier mai de AMADA en 1971 à Hoboken.

Le 1 janvier 1972, le système des cotisations obligatoires pour s'affilier au mouvement est théoriquement adopté (529). Cette cotisation est de 200 francs minimum par mois, répartie à raison de 60fb pour la cellule, 60fb pour le niveau provincial et 80fb pour le national (530). En outre, il est demandé aux ex-étudiants et aux intellectuels de ne pas vivre (531) au dessus du niveau de vie moyen des travailleurs.

On peut dire que fin 1971, AMADA est une organisation plus ou moins constituée, comme le montre un rapport des besoins financiers de la direction centrale (532): les besoins mensuels du mouvement s'élèvent alors à 30.000 francs (loyer, électricité, téléphone, frais de fonctionnement du secrétariat, deux permanents à 4000 francs, frais d'imprimerie...), les besoins futurs sont estimés, selon les prévisions de la direction, à 100.000 francs par mois.

Enfin, sur le modèle des partis communistes d'avant guerre, le mouvement se dote d'une structure hiérarchique. Le Comité Central est pendant un an l'instance dirigeante du mouvement qui décide des grandes lignes de la politique et de l'organisation du mouvement ; il choisit un Bureau responsable de la direction journalière (533).

Le Comité Central est nommé chaque année par le Congrès National constitué des dirigeants de cellules, des dirigeants provinciaux et des membres du bureau et du comité central (534).

Les tâches des différents niveaux de la hiérarchie sont également définies :

1- le bureau national définit la ligne politique générale, les groupes de base formulant les problèmes « (...) dont ils estiment que l'urgence de leur réalisation est indispensable comme partie de la ligne politique » (535). Le Bureau élabore les textes de la ligne politique qui, proposés à la discussion de la base, peuvent être modifiés par le bureau.

2- La direction provinciale a pour tâche d'aider au développement des cellules de base : formation des travailleurs, application de la ligne politique... (536)

3- Les cellules de base ont pour tâche principale d'effectuer un travail de masse systématique avec l'objectif de gagner les travailleurs au communisme (537). Elles ont donc en charge la lutte politique. La lutte économique est organisée par les travailleurs au sein des comités de luttes (538). Les cellules comptent minimum trois militants, selon la règle de base une usine - une cellule.

Cet « *équilibre* » entre lutte politique, au sein de la cellule, et lutte économique au sein des comités de luttés ne s'improvisait pas. En effet, une des tâches de la direction centrale de AMADA est de faire en sorte que le parti du prolétariat suive « (...) *la juste ligne entre lutte économique et politique* » et « (...) *la juste ligne entre les réformes à l'intérieur du capitalisme et la lutte pour le changement de régime* » (539).

Pour réaliser cet objectif, la direction de AMADA allait rencontrer à partir de 1971 la contestation du groupe Brussel Zuid-De Vonk qui publie le journal De Vonk. La résolution du conflit a renforcé la structuration de AMADA autour d'une direction renforcée.

## **B. Conflits internes et conséquences** - [Table des matières](#)

### **1) le Groupe Brussel Zuid-De Vonk** - [Table des matières](#)

Après le grève des mines, Mijnwerkersmacht avait connu une période de conflit « *la ligne de droite* », comme la qualifie AMADA, partisane de la lutte économique revendicative au sein des comités ouvriers (540). La thèse adoptée par AMADA soutient, quant à elle, la construction d'un parti autour du journal de manière à mettre les revendications politiques à l'avant plan : « *la lutte économique, matérielle de la classe ouvrière met implicitement en évidence l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat* » (541). Toute lutte économique est avant tout une lutte politique (542).

Le débat avait connu de violentes oppositions de la part des groupes de Winterslag, Zolder et Waterschei (543).

La victoire de la thèse « *juste* » eut pour conséquence la constitution d'un mouvement se définissant comme nouveau parti communiste en construction, basé sur le centralisme démocratique, le journal AMADA et structuré autour d'une commission organisationnelle et une commission politique (544). Ces orientations étaient définies dans les trois premiers numéros du journal AMADA (545), qui mettaient l'accent sur les relations entre lutte politique et lutte économique et les tâches des communistes dans la construction du parti...

La politique d'élaboration d'un parti, définie par la direction de AMADA, va relancer le débat au sein du mouvement dès 1971.

Le groupe Brussel-Zuid rassemblait, selon Hubert Hedebouw, une dizaine de militants hostiles avant tout au centralisme démocratique (546). Comme le déclare Flor Dewit qui dénonce le « *style mécaniste* » des directives venues d'en haut (547).

Mais derrière ce refus du centralisme démocratique, on retrouve surtout le débat qui opposait en 1970 le groupe de Louvain au groupe de Gand. Pour le groupe Brussel-Zuid, « *les marxistes-léninistes doivent travailler sans relâche à la constitution de comités dans les fabriques* » (548), cette ligne est la continuation évidente des positions du groupe de Louvain pour qui la tâche principale des révolutionnaires était de « (...) *faire naître et former quand c'est, possible des noyaux d'ouvriers révolutionnaires* » (549).

Dans un article d'avril 1971, AMADA avait analysé les différences entre les comités ouvriers et le parti. Les comités sont chargés d'organiser les ouvriers dans leurs luttes quotidiennes, tandis que le parti doit veiller que les perspectives politiques de la lutte de classe restent présentes dans tout conflit social (550), les groupes de base se réservant la tâche de mener l'agitation, la propagande et le travail d'organisation au sein de la classe ouvrière, en application des principes adoptés par le parti.

Brussel-Zuid se prononce lui pour le front uni de la classe ouvrière sous la forme d'un comité de lutte dont « *chacun a le droit de faire partie (...) du moment qu'ils soit d'accord avec les points les plus importants : syndiqués, non-syndiqués, maoïstes ou militants de la Volksunie* » (551). Car les masses se joignent à l'avant-garde d'une autre manière que par la tactique de l'avant garde. Le parti seul n'est pas une force suffisante pour faire la révolution (552).

Pour les fondateurs de AMADA, la critique développée par le groupe de Brussel-Zuid n'est qu'une « *nouvelle expression de la théorie de droite de l'économisme et du mouvement spontané* » (553). Car la question du front uni est avant tout une question politique. Dans un système capitaliste, l'unité de classe des travailleurs se réalise inévitablement sous l'influence de la bourgeoisie et dans ce contexte la juste ligne politique du parti communiste est la clef de l'unité des travailleurs (554).

Car il ne suffit pas que les travailleurs apprennent à lutter contre leur misère quotidienne au travail, ils doivent apprendre à « (...) *dénoncer la bourgeoisie sur tous les fronts* » (555). Si les comités de luttes mènent une lutte ponctuelle au moment d'une grève, le parti doit veiller à mener une lutte systématique et permanente contre tous les aspects du capitalisme.

Dans ce contexte, la politique opportuniste du « *front uni* » sabote la construction du parti car le front uni que propose Brussel-Zuid-De Vonk est un front uni avec la bourgeoisie (556).

Ce débat ne signifie pas que AMADA s'oppose catégoriquement à la politique « *du front uni* », mais pour AMADA « *le parti doit d'abord travailler sur la plan de l'idéologie (...)* », afin que dans la tactique du « *front uni* », les travailleurs soient gagnés au parti (557).

L'idéologie doit donc gouverner l'action concrète. Il ne s'agit pas de diluer la ligne politique du mouvement dans des fronts, mais bien de prendre la direction politique de tout mouvement de contestation par un travail politique permanent au sein des masses de manière à les gagner au communisme.

Dès lors contre la politique « *anti-parti* » de Brussel-Zuid, la direction de AMADA décide de mener la lutte idéologique autour du renforcement du parti : renforcement de l'organe central *Alle Macht Aan de Arbeiders*, avec comme objectif une publication hebdomadaire et un renforcement des relations entre le centre et la base (558).

Le mot d'ordre lancé « *Partijcellen op poten zetten* », c'est-à-dire mettre les cellules d'entreprises à l'avant plan représente une étape

supplémentaire de l'évolution de AMADA qui rompt définitivement avec la « *théorie opportuniste des comités de luttés* » (559). Il s'agit de renforcer l'unité idéologique et politique au sein du mouvement.

Les deux clans s'opposèrent aussi sur le rôle du journal au sein d'une organisation révolutionnaire. La ligne «*économiste*» présente depuis 1970 au sein de l'organisation et relancée par le groupe de Brussel-Zuid, prônait l'utilisation de journaux d'usine locaux. Ce nouveau débat sur la question du journal est l'occasion pour AMADA de souligner l'échec de cette entreprise et la nécessité de renforcer l'organe central du mouvement. Pour AMADA, les journaux d'usine n'ont fait que renforcer l'esprit de cercle et l'économisme en empêchant le recrutement d'ouvriers d'avant-garde sur base d'une ligne politique claire (560).

Ce que confirme Hubert Hedebouw au sujet de De Vonk : « *C'était un petit journal distribué gratuitement (...) on avait la prétention de continuer un travail de masse, mais il n'y avait pas d'impact (...)* » (561).

Dès lors, AMADA considère le journal comme principal instrument de travail pour «*former des cadres pour le parti, intégrer des ouvriers d'avant-garde dans le travail pour le parti, gagner la confiance des masses aux idées communistes* » en d'autres termes, pour renforcer les organisations du parti (562).

Le groupe de Brussel-Zuid va finir par se détacher de AMADA fin 1971. Désigné dans les documents sous le nom De Vonk, il va continuer à s'opposer à AMADA jusqu'à disparaître dans le courant de l'année 1973. Pour Hubert Hedebouw, cette disparition n'étonne pas. Il n'existait aucune unité interne au groupe, même lorsqu'il était question d'élaborer un programme de revendications. (563).

De Vonk était un journal avec lequel le groupe de Brussel-Zuid voulait continuer un travail de masse mais ce fut un échec.

Une partie du groupe, resté en contact avec la direction de AMADA, finit par le rejoindre. Une autocritique réalisée, sous la direction de AMADA, qui dura un an, un an et demi., aboutit à la publication en 1975 d'une brochure synthétisant les grandes lignes du débat (564).

L'opposition à la direction nationale ne fut pas seulement menée par le groupe Brussel Zuid-De Vonk. Disons que ce groupe à représenté l'opposition la plus importante au sein de AMADA. Si les membres du groupe finissent par rallier dans leur majorité AMADA, d'autres membres, à titre individuel, se sont également opposés à la centralisation accrue du mouvement. Arnould Van Reussel, qui quitte l'organisation vers 1972, illustre certains griefs formulés contre la direction. AMADA s'apparente à une secte : « *on travaille au sein d'une organisation avec tous les règlements, avec une idéologie commune. On n'a presque plus de vie privée. On donne tout son argent (...) on étudie le journal AMADA de la première à la dernière page (...)* Idéologiquement on est vraiment dans une dictature marxiste-léniniste (...) on n'a plus de temps libre, on a du temps en fonction de la révolution et surtout du parti » (565).

Flor De Wit justifie également son départ, toujours en 1972, par le développement « *d'attitudes un peu flicailles* » [\(566\)](#).

Entre cellules et direction centrale, le débat avec le groupe Brussel-Zuid-De Vonk démontre néanmoins son caractère « *démocratique* ». Le débat dure presque trois ans et c'est sur base volontaire que ses membres semblent rejoindre AMADA [\(567\)](#).

De plus, les orientations organisationnelles définies par AMADA ne restent, jusqu'en 1973, qu'à l'état de simples intentions. Lorsque la grève des dockers éclate en avril 1973, le mouvement mène encore un travail anarchique, sans centralisation, ni direction véritable, sans principes organisationnels clairs. Ce n'est qu'après la grève des dockers que des mesures concrètes dans ce domaine seront prises. On ne peut donc pas raisonnablement affirmer qu'AMADA, entre 1970 et 1973, était caractérisé par la pratique d'une discipline étouffante.

## **2) La cellule de Boel Tamise - [Table des matières](#)**

Après la grève des mines, la grève de Boel Tamise est la seconde grande grève à laquelle AMADA participe. Durant onze semaines, du 13 septembre au 1 décembre 1971, 1200 des 2500 travailleurs de Boel sont en grève.

Pour notre sujet, nous retiendrons la nouvelle discussion que cette grève a suscité au sein du mouvement. La direction de AMADA va s'opposer à la ligne « *de gauche* », développée par la direction provinciale d'Anvers. Ce nouveau débat, dans le contexte de la lutte entre deux tendances au sein du mouvement, aura comme conséquence immédiate le changement de la politique syndicale, la dissolution de la première direction nationale et le renforcement des directions provinciales.

Le mouvement se félicite que la seule force politique qui a mené un travail de propagande constante durant la grève, est la cellule de AMADA, qui a mis en évidence la justesse de sa ligne politique, la dénonciation « (...) *du réformisme au sein des rangs ouvriers* » propagé par la sociale-démocratie et la direction syndicale [\(568\)](#).

Mais le mouvement constate également, avec étonnement, que cette grève a été dirigée par un noyau actif de délégués syndicaux ce qui, pour AMADA, est un fait nouveau [\(569\)](#). C'est en effet la première fois que les étudiants de AMADA se trouvent confrontés à des délégués combattifs CSC et FGTB dont Jan Cap, délégué principal de la CSC ou encore Karel Heirbaut.

Confronté à cette nouvelle situation, une partie du mouvement a à nouveau développé « (...) *une ligne extrême de gauche* » responsable du manque d'emprise sur les masses durant la grève [\(570\)](#).

Au nom de l'anti-syndicalisme hérité de l'expérience de la grève des mines, la cellule de Boel va s'opposer aux délégués syndicaux qui dirigent alors la grève, ce que souligne Paul Deramelaere, alors dirigeant de la cellule de Boel [\(571\)](#).

Pour la direction de AMADA les communistes ont développé dans la grève de Boel contre les délégués syndicaux, une attitude sectaire « *ultra-gauche* »(572), expression d'une « (...) *politique bourgeoise contre une politique prolétarienne* »(573).

Jan Cap se souvient d'ailleurs des étudiants de AMADA qui, comme des « *oiseaux bizarres* », vendaient un journal où « *Tout ce qu'on y lisait se rapportait toujours à la révolution, à la lutte armée(...)* ». Et de préciser : « *Nous (les ouvriers de Boel) n'en étions pas encore là et même nous ne le comprenions pas* »(574).

Les faiblesses du mouvement, exprimées durant la grève de Boel, renforcent la conviction de la direction de AMADA qu'il est nécessaire de faire une analyse spécifique, à la lumière du marxisme-léninisme, de chaque situation spécifique de manière à dégager une ligne politique correcte(575). Il s'agit de se frayer un chemin entre des positions gauchistes et sectaires, exprimées ici par la cellule de Boel et des positions opportunistes droitières, exprimées par le groupe *Brussel Zuid-De Vonk*.

En condamnant le sectarisme « *gauchiste* » de la cellule de Boel, la direction de AMADA révisé ses positions à l'égard du syndicalisme.

La direction du mouvement constate dès lors que si « *l'appareil syndical défend ouvertement la politique du capital (...) un certain nombre de délégués refuse cette collaboration de classe(...)* »(576).

Conséquence directe, les comités ouvriers doivent être ouverts aux délégués syndicaux(577).

Pour AMADA, il y a trois sortes de délégués syndicaux : « *une minorité de droite, agents de l'appareil ; une grande majorité d'hésitants et une minorité de gauche* »(578). La minorité de gauche doit être gagnée au parti, tandis qu'il s'agit de démasquer les véritables « *ennemis du peuple* » au sein de la minorité de droite(579).

Plus forts, les militants de AMADA peuvent et même doivent devenir membres du syndicat pour lutter contre la direction syndicale(580). Un militant communiste doit travailler dans les syndicats, non pas pour tenter d'améliorer la direction syndicale mais bien pour la démasquer(581). La tâche d'un communiste au sein d'un syndicat est de gagner les délégués à l'idée de la lutte de classe et au communisme , et pour AMADA, « *nous devons essayer, dans tous les cas, de travailler ensemble dans les comités de lutte* »(582).

Orientation qui va être développée tout au long du développement de AMADA. Ainsi en 1975, à l'occasion des élections sociales de avril-mai, AMADA lance un appel à voter « (...) *pour les candidats révolutionnaires et combatifs* »(583).

Pourquoi cet appel à participer aux élections sociales ? AMADA part du constat que la classe ouvrière est encore organisée dans les « *syndicats réformistes* ». Il s'agit de développer la démocratie prolétarienne dans les syndicats(584).

Cet intérêt d'AMADA à gagner les délégués syndicaux aux idées révolutionnaires sera couronné par la publication à partir du 1 mai 1975 d'une brochure en français et en néerlandais à l'intention expresse des syndicalistes(585).

Il est intéressant de se pencher sur le parcours de certains des militants de AMADA pour confirmer cette orientation. La plupart des jeunes intellectuels partis travailler dans les usines vont devenir délégués syndicaux, comme Paul Deramelaere à la SNCB.

Néanmoins, l'appareil syndical continue à être perçu comme agent du capitalisme monopolistique d'Etat et de la fascisation du régime. La mission du syndicat reste pour AMADA la mise en péril de la révolution en fermant les yeux des travailleurs sur les réalités du capitalisme (586). De plus, les dirigeants syndicaux veulent « (...) *une totale et inconditionnelle collaboration avec l'appareil d'état des capitalistes(...)* » de fait, l'appareil syndical est « (...) *une des plus importantes armes de fascisation de l'appareil d'état pour briser la lutte de classe révolutionnaire* » menaçant les droits politiques des travailleurs, les droits syndicaux, la démocratie syndicale (587)...

Le sectarisme d'une partie des militants de AMADA au cours de la grève de Boel, met également en évidence les difficultés qu'ont les cadres nationaux à développer une ligne politique équilibrée entre les différentes tendances au sein du mouvement. Dans le bilan de l'activité de la cellule de Boel, le bureau national dénonce les « *transgressions au centralisme démocratique* », le cadre national responsable de la cellule de Boel ne s'étant pas soumis aux directives de la direction centrale (588). Paul Deramelaere le confirme: "*Je continuais à défendre une ligne anti-syndicale alors que la position de AMADA à ce sujet avait déjà changé*" (589). Ces événements montrent que, malgré les convictions théoriques de la direction de la nécessité de mener une lutte idéologique interne, des adhérents pouvaient continuer à défendre, au sein de l'organisation, des positions pourtant condamnées par la direction. Fait confirmé par la division qui en son sein puisque les positions défendues par la cellule de Boel étaient largement reprises par la commission organisationnelle(590).

Ceci résulte, selon la direction du mouvement, de la fracture entre les cadres dirigeants et la pratique sociale (591). Le travail d'agitation et de propagande s'est fait sans contrôle de la direction (592).

La politique de construction d'une direction centrale forte, qui prédominait jusque là au sein du mouvement, est ébranlée. Décision est prise d'orienter les efforts de l'organisation sur le renforcement des directions provinciales, qui doivent assurer une direction politique unie de l'ensemble du mouvement et principalement des cellules. Il s'agit d'un retour à la base des cadres nationaux, de manière à systématiser le bilan du conflit idéologique avec ceux d'Anvers, de manière à former une équipe de cadres solides (593).

Fin 1972, le premier bureau permanent est dissous et les cadres nationaux partent en province afin d'y renforcer la direction et leur lien avec les militants. Jusqu'en octobre 1973, il n'y aura pas de direction centrale du mouvement.

## C. La grève des dockers - [Table des matières](#)

La grève des dockers de avril-mai 1973, est la troisième grève à laquelle des militants de AMADA participent. Elle aura pour le mouvement des conséquences importantes.

Cette grève a déjà été analysée par Kris Borms ([594](#)). Nous lui laisserons la chronique, nous réservant l'examen de l'action d'AMADA pendant et après la grève.

Ce nouveau conflit va mettre en évidence les contradictions d'une part entre grévistes et syndicats et d'autre part entre le Parti Communiste, très actif durant la grève, et AMADA.

Il est piquant de constater que la plupart des articles publiés pendant la grève des dockers dans le journal *Alle Macht Aan de Arbeiders*, traitent essentiellement des divergences idéologiques avec le Parti Communiste Belge, stigmatisé comme « *faux parti communiste* » ([595](#)).

Mais c'est surtout « *l'après-grève* » qui va avoir une grande importance pour AMADA, principalement le procès, en 1974, de treize de ses militants, occasion d'une campagne importante contre la « *fascisation du régime* ».

La grève, qui se déroule du 6 avril au 6 juin 1973, concerne les dockers des ports de Gand et d'Anvers. Ces deux ports ont une longue tradition de grèves « *sauvages* » ([596](#)). Depuis 1945, vingt grèves, quinze à Anvers et cinq à Gand, ont agité les ports. Trois d'entre elles seulement ont été reconnues par les syndicats ([597](#)). Une des explications de ce bouillonnement social réside dans la grande influence que le Parti Communiste avait auprès des dockers. La section de Gand comptait cent septante membres ([598](#)).

Comme à la veille de la grève des mines en 1970, le malaise social provenait, fin 1972, du projet d'une nouvelle convention collective. Les dockers réclamaient notamment 100 francs de prime et le treizième mois. Mais rapidement, les revendications vont prendre un caractère politique. La démocratie syndicale et le droit de grève deviennent les thèmes principaux du conflit. Des critiques s'élevaient contre l'Union Belge des Ouvriers des Transports-FGTB (UBOT), qui comptait 8000 membres à Anvers. La dernière assemblée générale de l'UBOT remontait à 1964 ([599](#)). Les dockers s'élevaient contre l'absence de concertation et de démocratie syndicale. Selon Kris Borms, cette situation relevait du contexte de « *guerre froide* » et de la volonté du syndicat de damer l'influence du Parti Communiste dans ces hauts lieux stratégiques que sont les ports d'Anvers et de Gand ([600](#)).

Suite à l'échec des négociations sociales, les neuf cent cinquante dockers de Gand partent en grève le 6 avril, sous la conduite de Achiel De Koninck, militant communiste. Dès le premier jour, pour les secrétaires syndicaux, André de Kie et Jules Schoonjans, « (...) *il est exclu que le conseil intersyndical (qui siège à Anvers) reconnaisse la grève* » ([601](#)). Devant ce refus, les grévistes de Gand se rendent le 9 avril à Anvers où la grève se déclenche immédiatement. Le 11 avril, alors qu'est créé un Comité de Grève, le port d'Anvers est

paralysé (602) Pour les dockers grévistes, l'objectif était d'obtenir des dockers non-grévistes l'arrêt du travail le plus rapidement possible, dans ce port de 80 kilomètres de quais (603). La Volksgazet, organe du Parti Socialiste Belge, parle d'ailleurs de «*rôdeurs motorisés*» qui sabotent le port (604).

Les syndicats refusent toujours de reconnaître la grève. Dans une lettre aux dockers, l'Intersyndicale répète ce refus et met en garde contre les meneurs «*(...) qui n'ont rien d'autres à vous offrir que la pagaille (...) Contre les irresponsables ! Avec le syndicat ! Au travail !*» (605).

La position des syndicats échauffe les mineurs grévistes. Leur détermination auprès des non-grévistes amènera le bourgmestre d'Anvers, Craeybeckx, à interdire tout rassemblement de cinq personnes dans le port et à faire barrer l'accès au port par cent cinquante gendarmes. Cette situation provoqua, selon Luc Vervaet, bon nombre d'actions individuelles de sabotage (606).

Au bout de trois semaines de grève, la situation financière des grévistes devint de plus en plus difficile. Après huit semaines d'action et malgré un ultimatum lancé par les grévistes, les dockers sont forcés de reprendre le travail, sans résultat.

## **1) L'intervention de AMADA - [Table des matières](#)**

Comme souvent, la grève a éclaté en dépit des syndicats et s'est prolongée malgré leur opposition farouche.

L'acteur principal de la grève est le Parti Communiste qui la dirige dans les deux ports.

Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer le rôle des «*organisations gauchistes*» AMADA et RAL (Revolutionaire Arbeiders Liga), qui, selon Kris Borms, ont comme durant la grève des mines, fait pression sur le Comité de Grève pour la poursuite de l'action (607).

Notre propos concerne l'action de AMADA durant le conflit. Il est difficile de se représenter objectivement l'action de militants politiques durant un conflit social. Néanmoins, les nombreux tracts et brochures relatifs au conflit, les témoignages oraux et les différents rapports de police, nous permettent d'analyser les revendications politiques et le rôle général d'AMADA.

L'implantation de AMADA dans le port d'Anvers remonte à la constitution du comité Arbeidersmacht Dockers en 1970. Partisan de la ligne des comités ouvriers issus de la grève des mines, Arbeidersmacht Dockers va s'éloigner de AMADA qui considère ce comité comme un groupe anarchiste et économiste (608). Peu avant la grève, AMADA charge quelques uns de ses militants de construire une nouvelle cellule dans les docks (609).

Lorsque la grève éclate, AMADA, dont l'objectif depuis fin 1972 est d'établir des directions provinciales solides, décide d'impliquer directement ses cadres dans la direction politique du mouvement. Jo

Cottenier est ainsi envoyé diriger la cellule d'Anvers, tandis que Ludo Martens coordonne les directions de Gand et d'Anvers [\(610\)](#).

L'action concrète de AMADA ne diffère pas des grèves précédentes : distribution de tracts, organisation de meetings, campagnes de solidarité dans les usines, les écoles ; direction de différentes manifestations, présence journalière aux piquets de grève... Des collectes sont organisées à Anvers, Gand, Bruxelles et Louvain [\(611\)](#). Mais ce qui caractérise l'action de AMADA au cours de cette grève, selon Luc Vervae, c'est le caractère réellement communiste qu'a pris l'organisation dans la manière de diriger les luttes et principalement dans le mode de fonctionnement de la cellule, basé sur une formation politique systématique des ouvriers, sur une distribution des tâches clairement définies... [\(612\)](#).

La présence de AMADA semble avoir été significative, de l'avis même de la police. Les forces de l'ordre avouent avoir eu, le 25 mai 1973, une journée particulièrement pénible. Les services d'ordre durent organiser la surveillance du discours quotidien au local d'embauche, à 7 heures, du procès du militant AMADA Luc Vervae, à 9 heures et d'un meeting de AMADA à 19 heures 30 [\(613\)](#). Le Lieutenant Colonel de gendarmerie Van Geet reconnaît en outre que l'influence des "gauchistes" s'est développé particulièrement du 1er mai [\(614\)](#).

L'action de AMADA dans cette grève inquiète. Suite à des incidents survenus le 13 avril, le Conseil Communal d'Anvers autorise l'utilisation de la force publique contre, entre autres, AMADA [\(615\)](#). Les procès-verbaux de surveillance de la BSR le révèlent ; outre le mouvement dans son ensemble, c'est particulièrement les dirigeants amadistes de la grève qui étaient visés [\(616\)](#). Ainsi, un Pro Justitia dressé par l'adjoint au commissaire de police Noël Demeersseman, fait état des faits et gestes de Luc Vervae, entre le 24 avril et le 14 mai 1973 [\(617\)](#).

Identifié par le Lieutenant-Colonel Van Geet comme meneur amadiste, il fera l'objet de méthodes pour le moins particulières destinées à l'isoler et le criminaliser.

Ainsi, le recours aux déclarations d'un détective privé, Léon Nuyttens, présenté comme compagnon de cellule de Luc Vervae à la prison d'Anvers, qui affirme l'avoir entendu se vanter de la direction d'une série d'actions violentes [\(618\)](#).

Il est évident que de telles déclarations sont sujettes à caution, d'autant que Luc Vervae affirme avoir été, tout au long de sa détention, seul en cellule [\(619\)](#). Mais elles révèlent explicitement la volonté des forces de l'ordre d'en finir avec AMADA au cours de cette grève.

Remise dans le contexte de la proposition de la loi Vranckx, la politique suivie par les forces de l'ordre à l'égard de AMADA prend toute sa signification.

En effet, le parlement était saisi depuis 1971 d'un projet de loi du Ministre de la Justice Vranckx, visant à la répression des troubles de l'ordre public. AMADA, dans une de ses premières publications en

français (620), menait campagne contre ce projet 430, qui visait à interdire « (...) *tout groupe particulier dont l'objet est de recourir à la force ou dont les agissements coordonnés tentent à troubler l'ordre ou la sécurité publique(...)* » (621).

Selon AMADA, ce projet de loi rendait possible la mise hors la loi du mouvement ouvrier marxiste-léniniste « (...) *pour ralentir autant que possible la construction d'un véritable parti ouvrier communiste* » (622).

Et de fait, selon les déclarations du Ministre Vranckx lui-même, l'existence de tels groupes était « (...) *un des problèmes dont le gouvernement se soucie* » (623). La loi vise explicitement les organisations politiques puisqu'elle exclut « (...) *les travailleurs défendant leurs intérêts professionnels* » (624). La contestation sociale, oui, tant qu'elle ne s'élève pas contre « *l'oppression capitaliste* » (625).

De tels propos peuvent paraître relever de la paranoïa. Il est clair que voir défiler des groupes casqués, cagoules et munis de bâtons peut justifier certaines mesures répressives. Mais dans un contexte d'agitation sociale, ces mesures prennent une toute autre signification.

Depuis la condamnation de Kris Hertogen en 1970, les militants de AMADA sont systématiquement poursuivis en justice pour des faits de grève: 22 novembre 1973, cinq militants sont poursuivis pour leur manifestation de soutien aux dockers le 11 mai à Vilvorde (626) ; les 12 et 13 décembre 1974, procès de quatre militants de AMADA impliqués dans la grève de Lee en avril 1974 (627) ; 23 décembre 1975, condamnation de Kris Merckx, Pierre Lissens, Herman Dereymacker, Jo Cottenier, Michel Mommerency et Paul De Ramelaere (628) etc..sans oublier le procès des docks que nous aborderons plus loin.

Exemple presque caricatural de ce mouvement de répression, l'affaire Kris Merckx en 1975. Dans le cadre de Médecine Pour le Peuple, ce dernier et d'autres médecins avaient régulièrement été confrontés à l'Ordre des Médecins, leur reprochant une concurrence déloyale et une pratique non-collégiale de la médecine (629).

Kris Merckx est suspendu pour deux semaines en 1975 alors qu'éclate à Cockerill Yards une grève contre le licenciement de deux ouvriers, Yan Saeys et Lieve Gabriel, pour avoir tenu un meeting de AMADA-TPO dans l'enceinte de l'usine (630). Kris Merckx est envoyé pour diriger le mouvement. La police intervient mais « *une meute d'ouvriers* » vient à son secours (631). Poursuivi par la justice, il se réfugie un mois dans la clandestinité, avant de se rendre aux forces de l'ordre, au cours d'un meeting, ce qui ne manque pas d'apparaître comme un coup de publicité fantastique. Au cours du procès qui suit, une expertise psychiatrique est exigée à rencontre de Kris Merckx, donnant lieu à une immense action de solidarité. Devant ce mouvement, les trois experts psychiatres désignés par la cour se retireront l'un après l'autre (632).

Ce contexte explique sans aucun doute l'inquiétude de AMADA qui consacra, contre le projet de loi 430, 22 articles dans le journal du mouvement entre 1973 et 1975.

Réservant aux seules organisations syndicales représentatives l'initiative et la justification de la grève, le gouvernement se livrait également, selon AMADA, à « *une attaque fasciste contre le droit de grève* » troisième pilier de l'alliance nouée entre la sociale-démocratie et les directions syndicales (633).

Cette outrance comporte néanmoins une part de pertinence. Depuis 1970, les syndicats sont de plus en plus confrontés au développement de positions anti-syndicales, positions largement relayées par AMADA. En outre, la crise économique qui s'annonce plonge les travailleurs dans une inquiétude croissante propice à des explosions sociales. Dans ce contexte, il est légitime de supposer que des grèves comme celle des 21.000 mineurs du Limbourg, se développant en-dehors du contrôle des syndicats, aient effectivement effrayé les autorités (634). Inquiétude relayée d'ailleurs par la presse, comme la *Gazette van Antwerpen*, qui, en commentaire d'une photo de militants casqués écrit : « *Dans les rangs des Amadistes des groupes de choc ont été formés qui (...) cherchent la confrontation avec les cordons policiers (...)* » (635). La formulation de telles accusations de préparation de la violence hors toute preuve, illustre le climat d'inquiétude régnant alors.

## **2) AMADA et le Parti Communiste - [Table des matières](#)**

Pour AMADA, si la grève des dockers est une protestation contre le coût de la vie, elle est avant tout une grève politique pour le droit de grève et contre le projet de loi 430.

Durant cette action les syndicats et le Parti Socialiste se sont démasqués. Le refus de reconnaître la grève et la fermeture du port sont constitués aux yeux d'AMADA une application concrète de la proposition de loi Vranckx (636). Dénoncer tous « *les ennemis du peuple et les menteurs* » : les dirigeants syndicaux, les dirigeants socialistes et les dirigeants du "*faux Parti Communiste*", tel fut l'essentiel de l'action de AMADA durant ces journées (638).

Dès sa constitution, AMADA s'est élevé en critique du Parti Communiste Belge, qui a abandonné la théorie de la révolution prolétarienne « (...) *pour la théorie de la pacification de la voie parlementaire vers le socialisme* » (639). Pour AMADA, le Parti Communiste est avant tout garant de la paix sociale par sa défense des directions syndicales (640). Le Parti Communiste, fort du prestige de son nom, endigue les masses révolutionnaires (641). Du reste, la position défendue par le *Rode Vaan* durant la grève des dockers était ambiguë et paradoxale. Pour la branche néerlandophone du Parti Communiste, le comité de grève n'a pas été constitué contre les syndicats (641b). Dans un contexte de grève "*sauvage*" non reconnu, pour la reconnaissance du droit de grève par les syndicats, cela peut surprendre.

Mais AMADA se garde bien d'assimiler la direction du Parti Communiste à ses militants, attitude sans aucun doute justifiée par le rôle

dominant des militants communistes dans la direction de la grève. La direction du Parti Communiste est assimilée à celle des syndicats ou du PSB, «*les délégués et militants du KP apprenant dans la pratique la faillite de leurs dirigeants* » [\(642\)](#).

Partisan de l'analyse chinoise, AMADA voit dans le Parti Communiste l'expression du révisionnisme soviétique. Réciproquement, l'action de AMADA ne reste pas indifférente au Parti Communiste pour qui « *la politique primitive de AMADA est basée sur la tactique de l'affrontement avec la police et la gendarmerie (...)* », de manière à se poser en martyr et ainsi manipuler les masses, à l'exemple de Kris Merckx [\(643\)](#).

### **3) Le procès des docks - [Table des matières](#)**

Plus que la grève elle-même, c'est le procès qui la suit qui comptera dans l'histoire de AMADA

Rapidement radicalisées, les actions ont souvent été très dures. Des incidents ont régulièrement opposé, selon la police, des grévistes et des membres de AMADA aux forces de l'ordre, comme les incidents du 14 mai 1973 durant lesquels une voiture banalisée de gendarmes BSR est détruite [\(644\)](#).

Ces incidents sont à l'origine du procès qui débute le 17 juin 1974 à l'encontre de plusieurs inculpés dont treize amadistes. Il sera l'occasion pour le mouvement de lancer une campagne politique très importante, sujet de pas moins de 18 articles dans le journal *Alle Macht Aan de Arbeiders* et de deux brochures [\(645\)](#).

Les actions de soutien organisées semblent avoir mobilisé un grand nombre de mineurs, comme l'audience du procès du 22 octobre 1974 où, selon AMADA, sept cent dockers refusent de se faire embaucher en signe de solidarité [\(646\)](#). Au procès proprement dit, ils étaient, selon la police, trois cent cinquante qui scandaient « *Gendarmerie hors des docks* » [\(647\)](#).

Pour AMADA, ce procès est l'expression de la volonté politique de la bourgeoisie de briser le mouvement [\(648\)](#). En tout cas, il semble que l'Etat ait voulu donner un signal clair à l'ensemble du mouvement ouvrier. Pour l'ensemble des inculpés, neuf ans de prison ont été distribués, dont huit mois fermes [\(649\)](#).

L'action menée autour de ce procès s'inscrit dans le cadre de la campagne contre la fascisation et le projet de loi 430 [\(650\)](#). La mobilisation des travailleurs atteste, pour AMADA, de l'enthousiasme de la classe ouvrière pour la lutte politique ; les dockers se sont mobilisés pour le droit à l'organisation, pour le droit à la présence de communistes et pour le droit de grève [\(651\)](#).

Dans ce contexte, l'action des dockers est un flambeau pour l'ensemble de la classe ouvrière car elle annonce sa détermination dans les conflits qui ne manqueront pas d'éclater dans les différentes usines du pays [\(652\)](#).

Néanmoins, l'action de AMADA durant cette grève a révélé des contradictions internes au mouvement. Pour AMADA, la campagne de soutien aux inculpés du procès doit permettre à l'organisation de se profiler et donc de se renforcer au niveau national, s'opposant ainsi à une partie des cadres pour qui le travail politique doit se limiter aux cas particuliers de chaque entreprise (653). Ce débat donnera l'occasion d'une campagne de rectification interne. Car même si des mesures organisationnelles avaient été prises dès 1971, celles-ci restent embryonnaires. De l'avis même des acteurs de l'époque, c'est encore l'anarchie qui règne au sein de l'organisation à la veille de la grève des dockers: manque d'unité politique, aucun principe d'adhésion clairement définies...(654). Cette nouvelle expérience de lutte ouvrière renforce donc la conviction de la nécessité d'un véritable Parti Communiste. Ceci constitue la tâche centrale de l'organisation à partir de 1974 jusque fin 1976.

### **Chapitre III - Bilan et conséquences de la grève des dockers -** [Table des matières](#)

La grève des dockers et le procès de ses militants révèlent à AMADA la nécessité de construire une organisation forte, unifiée et structurée. Pourquoi ? La crise du pétrole de 1973 met en lumière la crise générale du capitalisme qui conduit inévitablement à des fermetures d'usines, au développement du chômage, bref à des réajustements du marché dont la classe ouvrière est la première victime (655).

Dès lors, pour s'adapter à la nouvelle situation engendrée par la crise, le capitalisme doit circonvenir les travailleurs par l'action des partis traditionnels et notamment le Parti Socialiste Belge (656). Dans ce contexte, le sort et les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus que par la lutte de masse unie et radicale.

La classe ouvrière a alors besoin d'unité. C'est-à-dire constituer un « *front invincible (...) en chassant des rangs ouvriers tous les valets des capitalistes qui prêchent la conciliation et la collaboration avec les exploités* », direction du PSB et du PC en tête (657).

D'autre part, la classe ouvrière a besoin d'une organisation solide, le Parti « (...) composé d'éléments avancés

*de la classe ouvrière. (...) organisation d'avant-garde, dynamique et capable de diriger la lutte du prolétariat et des masses populaires contre l'ennemi de classe* » (658).

L'expérience de la grève des dockers va ainsi encourager, dès 1973, un mouvement de rectification interne de manière à « (...) éliminer le libéralisme organisationnel » et à construire un véritable parti prolétarien (659). Cela se fera autour de différents axes : propagation des idées du mouvement par la participation aux élections, renforcement organisationnel et idéologique interne, campagne pour un journal national hebdomadaire et débat sur l'unification du mouvement marxiste-léniniste belge.

#### **A. Participation de AMADA aux élections -** [Table des matières](#)

Le succès de sympathie rencontré parmi les grévistes conduit AMADA à participer aux élections législatives de 1974. Décision étonnante lorsqu'à peine trois ans auparavant, à l'occasion des élections de 1971, le jeune AMADA appelait à dire « Non au carnaval électoral » [\(660\)](#).

Il semblerait qu'AMADA ait ressenti le besoin de s'affirmer ouvertement comme parti politique. La confrontation avec le Parti Communiste et l'affirmation du caractère essentiellement politique de la grève des dockers ont renforcé la nécessité de transcender le simple « comité de lutte » pour fonder un parti organisé sur base de revendications politiques claires.

De 1974 à 1979, AMADA va participer à cinq campagnes électorales : les législatives de 1974, 1977 et 1978 ; les communales de 1976 et les européennes de 1979.

Après quatre années d'actions sur différents terrains sociaux et politiques, AMADA peut se féliciter d'un succès grandissant auprès d'une partie de la population [\(661\)](#).

Les résultats des élections de 1974 l'annoncent : AMADA, présent dans trois arrondissements (Anvers, Hasselt et Gand) recueille 19.784 voix dont 14.925 dans l'arrondissement d'Anvers, moins d'un an après la grève des dockers, dépassant de 2.000 voix le Parti Communiste [\(662\)](#).

Mais AMADA ne se veut pas un parti d'élections mais bien « (...) un parti pour diriger la lutte de classe » et dont le but principal est « (...) d'éveiller parmi la classe ouvrière la discussion et le soutien pour la politique vraiment communiste de AMADA » [\(663\)](#). La campagne électorale est alors réalisée dans le but de gagner une plus grande sympathie des travailleurs.

Il s'agit de mener une « (...) vraie lutte électorale parmi les masses populaires » [\(664\)](#) de manière à rendre la lutte des classes « aussi radicale et révolutionnaire que possible » [\(665\)](#). Il s'agit également de renforcer le parti en profilant des ouvriers d'avant-garde et en les formant à être des dirigeants de masse [\(666\)](#).

En outre, la participation aux élections est également l'expression d'une certaine volonté d'ouverture de manière à donner "(...) au plus grand nombre de sympathisants possible l'occasion de collaborer activement avec leur Parti" [\(668\)](#) en s'appuyant principalement sur les thèmes qui ont fait la renommée de AMADA. Et de fait, les listes présentées en 1974 rassemblent huit mineurs, cinq dockers, quatre anciens membres du Parti Communiste et deux médecins du peuple, dont Kris Merckx [\(669\)](#).

Cette volonté d'ouverture s'exprime également au travers des campagnes de soutien financier qui augurent de ce succès grandissant.

Pour les élections de 1974, 350.000 francs sont récoltés [\(670\)](#). Pour celles de 1976, 1.400.000 francs ; en 1977, 750.000 francs pour un objectif de 600.000 francs. Cet élargissement vers la société civile démontre que le mouvement était également désireux de dépasser le strict cadre des usines pour s'implanter dans d'autres milieux et

notamment dans les quartiers où des cellules sont créées pour organiser les sympathisants non ouvriers [\(671\)](#)

Chaque campagne électorale est surtout l'occasion de revendications précises, l'expression des préoccupations du moment, sur base desquelles une véritable ligne politique peut être dégagée. Ainsi en 1974, l'accent est mis sur la nécessité de voter pour la lutte de classe révolutionnaire ; il s'agit en fait de mener campagne autour des principes fondamentaux de AMADA. En 1976, AMADA mène campagne pour l'indépendance nationale et contre le danger de guerre que représente l'Union Soviétique, pour la démocratie populaire contre la dictature du capital et pour les droits politiques et syndicaux [\(672\)](#). Aux élections de 1977, la campagne est axée sur le danger de guerre, pour les 36 heures sans perte de salaire, pour un front uni de lutte [\(673\)](#).

Les résultats de AMADA aux différentes élections donnent une sanction objective de l'influence gagnée ou perdue au cours de ces différentes consultations, comme nous le montre les tableaux repris ci-dessous.

Force est de constater que des résultats sont déterminés par l'action confrère de AMADA. Le "succes" des élections de 1974 confirme l'influence de AMADA parmi les dockers. Aux élections communales de 1976, si AMADA ne recueille 'que' 21022 voix, c'est-à-dire 096% des suffrages, le mouvement se voit gratifier de 8,4% des suffrages à Hoboken, fief de Médecine Pour le Peuple.

Grâce au soutien recueilli durant l'affaire Kris Merckx, AMADA se voit attribuer pour la première fois deux sièges au sein d'un Conseil Communal. Cela permet au mouvement de gagner en crédibilité et en soutien.

Aus élections législatives de 1977 et 1978, AMADA obtient respectivement 25.203 et 43.576 voix à mettre sans aucun doute sur le compte de l'implantation de AMADA en Wallonie, sous le nom de Tout le pouvoir aux Ouvriers, à partir de 1975. Soulignons enfin une participation aux élections européennes de 1979, où AMADA-TPO recueille 45.423 voix [\(674\)](#).

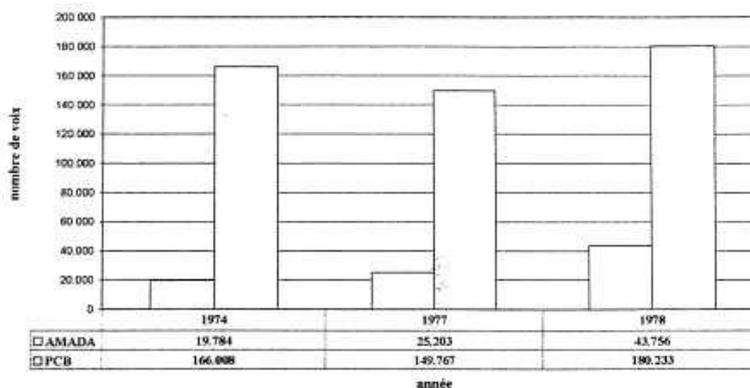
Une comparaison avec les résultats du parti communiste donne une explication du développement de AMADA. On peut supposer que le mouvement profite du recul du PCB entre 1974 et 1977. Si le PCB perd 16.241 voix, AMADA en gagne 5.419. On peut supposer un infime glissement de voix entre les deux organisations mais sans grande importance.

Provinces	Elections de 1974		Elections de 1977		Elections de 1978	
	AMADA	PCB	AMADA	PCB	AMADA	PCB
Anvers	14.925	18.824	10.200	13.586	16.510	21.571
Brabant		38.359	4.933	27.908	7.150	33.416
Hainaut		58.527	971	50.990	2.177	59.077
Liège		28.432	1.134	32.168	1.285	30.723
Limbourg	1.366	1.892	2.372	1.679	4.407	2.725
Namur				4.693		5.396
Flandre or.	3.493	13.112	3.544	12.569	6.393	18.173
Flandre occ.		6.862	2.049	6.174	5.244	9.152
Luxembourg					410	
<b>TOTAL</b>	<b>19.784</b>	<b>166.008</b>	<b>25.203</b>	<b>149.767</b>	<b>43.576</b>	<b>180.233</b>

Résultat par province des élections communales de 1976 ([675](#))

Anvers	9.227
Limbourg	1.384
Brabant	4.655
Flandre Or.	2.836
Flandre Occ.	1.451
Liège	858
<b>TOTAL</b>	<b>21.022</b>

Comparaisons des résultats électoraux de AMADA et du PCR Résultats à la Chambre. Législatives de 1974, 1977 et 1978.



## **B. Le mouvement de rectification sur la construction organisationnelle du Parti - [Table des matières](#)**

Ce mouvement de rectification interne est provoqué par la prise en considération des nombreuses critiques qui s'élèvent dans les cellules qui visent notamment l'anarchie, l'absence d'ouvriers dans les organes de direction et le mépris de certains intellectuels vis-à-vis des ouvriers ([676](#)). Pour AMADA, « *l'anarchisme des intellectuels bourgeois* » met en danger la survie même de l'organisation, entraînant d'ailleurs la disparition de certaines cellules ([677](#)). Pour Luc Vervaeet, certaines cellules n'évoluant plus et se limitaient à de simples petits groupes d'amis ([678](#))

Sur base de ces critiques, le mouvement va orienter ses efforts, dès août 1973, vers la « *construction organisationnelle du parti ouvrier communiste* » autour de trois axes principaux : le renforcement de la

discipline et de l'efficacité au sein de l'organisation ; la constitution de cellules efficaces issues de la lutte de classe et de l'éducation politique des ouvriers d'avant-garde ; et la constitution de « *puissants* » organes de direction (679).

Ce mouvement de rectification va s'appuyer avant tout sur un ouvriérisme exacerbé, de manière à montrer aux éléments bourgeois que leur attitude entraîne des désastres (680). Dès lors, « *toute l'organisation du parti doit être contrainte d'adopter des mesures organisationnelles qui mettent en avant le Parti et les ouvriers d'avant garde (...)* » (681).

Il faut donc mener une campagne de prolétarianisation des intellectuels, mettre les ouvriers aux postes de commandes pour combattre cet anarchisme organisationnel. Proposition est d'ailleurs faite de confier la direction des cellules aux ouvriers et d'inclure au moins trois ouvriers aux directions provinciales (682).

Pourquoi faire appel aux ouvriers ?

Ici encore, on s'inspirera des théoriciens fondateurs du marxisme-léninisme. La force de la classe ouvrière, selon la théorie, est la capacité organisationnelle disciplinée, déterminée par l'organisation du travail au sein des grandes entreprises. Dès lors, les expériences organisationnelles de la classe ouvrière sont à même d'aider AMADA dans son mouvement de rectification. Cette discipline prolétarienne étant d'autant plus nécessaire que « *la fascisation est une réalité* » et que dans le contexte de cette fascisation, « *(...) c'est le parti en construction qui sera la première cible des fascistes et de la répression capitaliste* » (683).

### **1) Les statuts - [Table des matières](#)**

La préoccupation principale de la campagne de rectification organisationnelle sera l'élaboration des statuts.

Une *Conférence Nationale concernant les problèmes organisationnels* approuve les nouveaux statuts le 29 décembre 1974 (684). Ils visent à fixer la manière dont le parti se construit et la manière dont il travaille (685). Dans le contexte de la lutte contre le libéralisme organisationnel, il s'agit avant tout de « *renforcer et révolutionnariser le parti sans tarder* » (686).

Et en effet, l'analyse de ces statuts met en évidence la volonté de structurer le mouvement. AMADA y définit son programme général, les conditions d'accès, les principes organisationnels et idéologiques. Il paraît évident que ses statuts visent avant tout à répondre aux problèmes du moment de l'organisation. Outre le contexte d'anarchie organisationnelle, AMADA doit faire face à la « répression », le procès des dockers est à peine fini, d'autres procès sont en cours et le début de l'année 1975 annonce l'affaire Kris Merckx.

En outre, AMADA doit se prononcer dans le débat sur l'unification des différentes organisations qui se réclament du marxisme-léninisme.

Qu'en est-il?

Le programme général de l'organisation défini dans les statuts reprend l'orientation résolument marxiste-léniniste qu'AMADA a développée depuis 1970, la construction du « *Parti Ouvrier Communiste* » dont la ligne politique est élaborée en appliquant « (...) à la réalité concrète de la révolution en Belgique, la doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-Tung » [\(687\)](#). La classe ouvrière doit être éduquée dans l'esprit du marxisme-léninisme et dirigée vers « (...) la révolution socialiste et l'instauration de la dictature du prolétariat », en préparant les masses à la révolution socialiste armée [\(688\)](#).

Comment y parvenir?

Les principes « *tactiques* » développés par le mouvement dans ses statuts, sont la conséquence de l'expérience acquise par AMADA dans les différents conflits sociaux entre 1970 et 1974.

Si le parti se donne comme tâche d'éliminer l'influence politique des dirigeants syndicaux et des leaders des partis social-démocrates et révisionnistes, entendez le Parti Communiste, pour contrer cette influence, le Parti « (...) défend l'unité révolutionnaire des différents partis et organisations syndicales » en rassemblant les employés, les couches inférieures paysannes, les classes moyennes et les intellectuels autour de la classe ouvrière dans la lutte contre le capital [\(689\)](#). On retrouve clairement ici les grands axes politiques développés par l'organisation suite à la grève de Boel en 1971, au procès des docks et la récente campagne électorale.

Le programme général des statuts met enfin en évidence l'assimilation par l'organisation des grands principes marxistes acquis notamment lors des révoltes étudiantes et La grève des mines : le concept de dictature du prolétariat, la destruction de l'appareil d'état bourgeois, l'internationalisme prolétarien [\(690\)](#).

Sur le plan organisationnel, une étape supplémentaire est franchie par la définition des principes d'adhésion au mouvement, jusqu'ici inexistantes.

Les conditions d'affiliation sont soumises à un contrôle strict de nature quasi "sectaire". Pour devenir membre, outre le fait d'avoir 18 ans accomplis, d'accepter les statuts, de reconnaître le programme, de militer activement dans une des organisations et de s'acquitter de ses cotisations, conditions non exceptionnelles dans le cas d'un parti politique, le candidat doit satisfaire à une série de conditions supplémentaires. Il doit être recommandé par deux membres du parti et remplir une demande d'admission écrite ; celle-ci est jugée par l'ensemble de la cellule concernée et ratifiée par le Comité du Parti, après une étude approfondie, un examen et des enquêtes [\(691\)](#).

Ce n'est qu'au bout de six mois d'activités au sein d'une cellule, sans droit de vote, que le candidat devient membre à part entière, décision toujours ratifiée par l'organe de direction supérieur.

En outre, un membre du Parti est soumis à treize obligations, dont : étudier avec sérieux le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tsé-

Tung, étudier la politique et les résolutions du Parti et les appliquer, diriger la lutte de classe en y effectuant propagande et agitation pour la politique du Parti, être loyal et franc, fidèle à l'égard du Parti, combattre le scissionisme, etc. (692).

Les sanctions prévues en cas d'infraction aux statuts, révèlent pourtant qu'il ne s'agit pas pour AMADA de la paranoïa la plus complète. Différentes sanctions sont prévues, de l'avertissement à l'exclusion définitive, celle-ci étant évitée au maximum, ou du moins sérieusement examinée sur base d'arguments contradictoires, en laissant l'occasion au membre de se défendre et si nécessaire de faire une autocritique au cours d'une période d'observation de trois mois. Si sanction il y a, celle-ci est prononcée par l'organisations dans laquelle le membre est actif. Elle doit ensuite être ratifiée par l'organe supérieur; le membre du parti est présent et dispose d'une possibilité d'appel à l'échelon supérieur (693). Si durant la période 1970-1979, beaucoup de militants ont quitté l'organisation, aucun cas d'exclusion n'est à relever.

Ces exigences très lourdes reflètent sans doute le souci d'éviter toute provocation dans le contexte répressif du temps. Constituer "*une fôrteresse inviolable*" garantissait aux membres de AMADA la survie de l'organisation, comme le montre la treizième obligation du membre : « *prendre garde d'empêcher l'infiltration au sein du Parti d'espions à la solde de la police, de provocateurs (...), ne pas ébruiter les secrets du Parti et observer l'attitude la plus secrète envers la police, la gendarmerie et les autres ennemis de classe* » (694).

De plus, la rigueur des statuts est certainement inspirée par la volonté de se conformer aux principes élaborées par Lénine lui-même.

Enfin, soulignons que ces mesures, quique sévères, ne diffèrent quère des principes courants de la plupart des organisations politiques, professionnelle ou autres.

Sur le plan organisationnel toujours, AMADA reprend et approfondit les principes définis en 1971. Le Parti se construit sur base du centralisme démocratique, fondé sur des discussions démocratiques sous l'égide d'une direction centrale, afin de garantir l'application dans la pratique de la ligne marxiste-léniniste (695). La démocratie au sein du parti doit « *raffermir le centralisme, renforcer la discipline et augmenter la puissance au combat* » en exigeant que chacun puisse donner son opinion, de manière à développer l'esprit de responsabilité et l'esprit d'initiative au sein des membres, à éviter erreurs et conclusions unilatérales, afin que les idées justes et erronées puissent s'exprimer. Ceci de manière à renforcer le centralisme c'est-à-dire « (...) *l'unité de pensée et d'action* » (696) qui impose la « *soumission de l'individu à l'organisation, la soumission de la minorité à la majorité, la soumission des échelons inférieurs aux échelons supérieurs, la soumission de l'ensemble du Parti au Comité Central* » (697).

L'adoption de principes aussi rigides devait, dans l'esprit de ses partisans, assurer une unité d'action et l'efficacité de sa propagande politique.

Les expériences de scissions multiples au sein du mouvement, au début des années septante avaient eu pour conséquence directe, un affaiblissement de l'ensemble de l'organisation et ont certainement convaincu la direction de AMADA de veiller à garantir l'unité idéologique de ses membres.

Sont définis également le rôle et la constitution des organes dirigeants et des cellules qui constituent les deux autres axes principaux de la rectification.

## **2) La constitution des organes dirigeants - [Table des matières](#)**

Si les statuts fixent les principes organisationnels de base de AMADA, concrètement, le mouvement se fixe comme première tâche de renforcer et d'unifier politiquement les différents organes de direction. S'il est nécessaire de former des directions provinciales solides, il n'en reste pas moins que « *le parti communiste est construit à partir du sommet* » [\(698\)](#).

Fondamentalement, les structures dirigeantes définies ici ne diffèrent pas du tout de celle définies dès 1971.

Ainsi, l'organe de direction suprême reste la conférence nationale, congrès avant la lettre, et le Comité Central qu'elle a élu au vote secret [\(699\)](#). Le Comité Central choisit un Bureau Permanent qui dirige le Parti en son nom [\(700\)](#). La différence réside dans le fait que ces principes sont clairement appliqués et aboutiront à la constitution d'une direction unique et non plus divisée en commissions distinctes.

Le premier bureau permanent est élu en août 1973 et rassemble les cadres, nationaux et provinciaux les plus expérimentés, chargés de fixer et de faire appliquer la ligne politique du Parti et de diriger l'ensemble du Parti [\(701\)](#).

Il est chargé de discuter des rapports d'activités des différentes directions provinciales et d'essayer d'en dégager les erreurs à la lumière du marxisme-léninisme [\(702\)](#). Sur base de ces discussions, le Bureau Permanent doit pouvoir développer une vision globale sur l'ensemble des problèmes du Parti et y apporter des solutions, toujours sur base d'une analyse marxiste-léniniste de la situation.

Au niveau provincial, le noyau dirigeant doit être « (...) *solidement organisé et politiquement et idéologiquement uni* » [\(703\)](#). Pour garantir cette unité, AMADA fixe une procédure d'adhésion particulière pour les intellectuels.

Jusque là, tout intellectuel qui allait travailler en usine devenait automatiquement membre de l'organisation, avec tout ce que cela entraînait comme conceptions politiques liées à la tradition spontanée du passé, entendez le mouvement étudiant [\(704\)](#). Les nouvelles conditions d'admission fixées au début 1974 visent à « (...) *transformer idéologiquement et politiquement les conceptions des intellectuels* » [\(705\)](#). La procédure d'admission est alors une aide « (...) *pour apprendre à exercer la critique et l'autocritique, pour apprendre à démasquer la conception bourgeoise du monde et à acquérir la conception du monde prolétarienne* » [\(706\)](#). Les intellectuels doivent

devenir de modestes élèves des ouvriers. Dès lors, tous les intellectuels présents dans l'organisation doivent introduire une demande d'adhésion particulière sur base d'un bilan critique de ses activités précédentes.

Selon Baudouin Deckers, cette prolétarianisation des intellectuels a été une étape importante car elle a aidé non seulement les intellectuels à modifier leur conception du monde, mais également les ouvriers à se former dans les tâches de direction (707). Néanmoins, AMADA va rapidement modérer ce mouvement. La mise en pratique de cette orientation semble en effet avoir donné conscience que le statut d'ouvrier ne garantit pas la justesse des conceptions politiques de l'individu (708). Le tir est rectifié avec les statuts où l'on peut lire : « *la transformation de la conception du monde est une tâche générale pour tout communiste (...) ouvriers et intellectuels, jeunes et vieux, cadres et membres de la base* » (709).

Soulignons également qu'une division précise des tâches entre les différents cadres provinciaux et nationaux est mise en place, de manière à structurer, mais aussi perfectionner le travail de l'ensemble de l'organisation, chaque tâche devant être réalisée pour le renforcement de l'ensemble du Parti (710). C'est ainsi que l'on voit apparaître des responsables de l'agitation, de l'organisation, des finances. La réalisation de ces tâches est contrôlée collectivement, par l'ensemble de la direction provinciale.

En outre, de façon à renforcer cette « *conception du monde prolétarienne* » il est demandé aux cadres provinciaux de participer activement aux activités et aux actions des cellules de la province et d'établir ainsi des liens avec la masse, la pratique et la lutte de classe (711). C'est ainsi qu'il est recommandé à chaque direction provinciale de prendre fermement en main la lutte de classe, en cas de grève ou de mouvements sociaux. Cela signifie que la direction doit définir les objectifs politiques que l'organisation désire atteindre à travers cette lutte, sur base de mots d'ordre concrets, en y impliquant un maximum d'ouvriers et de sympathisants (712).

C'est sur cette base que de nouvelles directions provinciales sont constituées à partir de 1974. Celles-ci sont formées des différents dirigeants de cellules, qui elles mêmes ont été réorganisées et dont le fonctionnement a été clairement défini.

### **3) La cellule - [Table des matières](#)**

La nécessité pour AMADA de fixer les règles de fonctionnement des cellules est avant tout déterminée par ses expériences concrètes. Cette expérience est synthétisée en 1975 dans un texte de 144 pages. Structure et fonctionnement de la cellule communiste (713) qui, pour Luc Vervaeet, constitue le bilan des expériences organisationnelles de AMADA depuis 1970 (714).

L'élaboration de ce texte est également un exemple de la manière dont AMADA élabore sa politique sur base du lien théorie-pratique. La défaillance de certaines cellules impose de revoir leur fonctionnement et ici encore, le recours au fonds d'expériences du mouvement communiste international a été déterminant et notamment celle du

Parti Communiste Allemand (KPD) qui inspire la notion de cellule à AMADA (715).

Si la constitution de « *puissants organes dirigeants* » garantit au mouvement une unité politique et idéologique, ce sont les échelons inférieurs et les membres du Parti qui doivent veiller à ce que les organes dirigeants restent « (...) *idéologiquement et politiquement sains* » (716), c'est-à-dire que la direction centrale doit pouvoir s'appuyer sur des cellules communistes qui garantissent le lien entre la direction et la pratique sociale des masses (717). La cellule constitue alors l'unité de base du Parti Communiste. Elles sont créées dans les usines, dans les lieux de travail et les bureaux, dans les quartiers et les rues où trois membres du parti au moins sont réunis (718). Conséquence des élections de 1974, AMADA avait alors, comme le souligne un ancien membre, dépassé le strict cadre des usines (719).

Néanmoins, les grandes entreprises industrielles restent le terreau organisationnel du mouvement car elles « (...) *organisent et concentrent la partie la plus avancée du prolétariat, le prolétariat industriel moderne* » (720). La cellule est une condition sine qua non de l'édification du Parti pour qui l'absence de bonnes cellules d'usines signifie la défaite certaine (721). Dès lors, chaque cellule, constituée de minimum trois membres, doit être le noyau dirigeant des masses populaires, en organisant les ouvriers communistes d'avant-garde, garantie du caractère prolétarien du Parti (722). C'est également le lieu privilégié où les problèmes du Parti doivent être discutés et résolus sur base d'un débat idéologique permanent, ce qui impose à chaque membre de prendre un part active à la vie politique de la cellule.

Les fonctions attribuées à la cellule dans le Parti sont essentielles. La cellule doit veiller à donner une direction à la lutte de classe, aider les ouvriers à s'organiser en étudiant et en appliquant le marxisme-léninisme. Elle doit centraliser les idées justes, critiquer les erreurs, en tirer des leçons et systématiser les expériences positives pour éduquer l'ensemble du Parti. Elle doit permettre de forger des liens solides entre le Parti et les ouvriers sympathisants, percevoir les cotisations... (723) C'est en quelque sorte une miniature de Parti avec sa direction, ses responsabilités et ses tâches bien définies.

L'importance des tâches avait déjà été soulignée pour le bon fonctionnement des organes de direction, mais elles prennent ici une importance capitale pour impliquer un maximum d'ouvriers dans l'activité des cellules, pour spécialiser leur travail et pour renforcer le contrôle (724) Sept fonctions sont définies : dirigeant de cellule, responsable de l'organisation, responsable syndical, responsable agitation, responsable du journal, responsable de la formation, responsable financier et technique, chaque responsable se voyant lui-même attribuer un certain nombre de tâches centrales (725)

La systématisation des expériences qui donnent lieu à l'élaboration des statuts, des organes dirigeants et des cellules, met en évidence la volonté d'AMADA de rationaliser son action politique.

Mais une fois définies les règles d'organisation et de fonctionnement, il s'agit de pouvoir les mettre en application et de rallier l'ensemble des membres du mouvement à la nouvelle orientation.

### **C. La campagne pour le journal hebdomadaire - [Table des matières](#)**

Dans le même temps, pour soutenir ses réformes organisationnelles. AMADA lance, en janvier 1975, une campagne nationale pour le financement de la publication hebdomadaire de son journal *Alle Macht Aan de Arbeiders* qui nécessite l'achat d'une machine de 1.000.000 francs.

L'hebdomadaire est justifié, selon AMADA, pour coller plus rapidement à l'actualité, pour renforcer auprès de la base les thèses et les thèmes politiques du mouvement, pour populariser la ligne politique et entendre la voix des travailleurs s'exprimant dans le courrier des lecteurs [\(726\)](#).

AMADA se fixe trois objectifs dans cette campagne : politique, idéologique et organisationnel selon les axes définis précédemment.

Au plan organisationnel, il s'agit de populariser la connaissance et la compréhension des statuts et juger du travail des nouvelles structures : le bureau politique, les directions provinciales et les directions de cellules [\(727\)](#).

La campagne est lancée le 19 janvier 1975 [\(728\)](#). Une conférence, qui réunit minimum un représentant de chaque organisation du mouvement (cellules, jeunesses communiste etc.), est programmée pour le 9 février pour créer l'unité autour de la campagne et de ses axes principaux.

Pour préparer cette conférence, directive est donnée à l'ensemble du parti de discuter durant trois semaines, du 19 janvier au 9 février, du journal hebdomadaire, de ses objectifs et de son financement [\(729\)](#).

Au terme de cette conférence, un planning précis est établi jusqu'au 1er mai. 11 définit les tâches de chaque cellule. Chaque militant doit récolter 2000 francs pour l'achat de la machine. Une campagne d'abonnement de soutien à 1000fb (600fb de soutien en plus du prix normal de l'abonnement à 400fb) est également prévue, accompagnée d'une intense campagne de propagande [\(730\)](#).

La campagne de soutien financier est planifiée avec un suivi régulier des objectifs par le journal, distribution de tracts et collage d'affiches en appui. Une lettre est envoyée aux membres et aux sympathisants les invitant à soutenir financièrement le journal [\(731\)](#).

Cette campagne révèle la progression du mouvement mais également son meilleur fonctionnement interne.

Ce n'est évidemment pas la première fois que AMADA a recours à ce genre de campagne ; nous l'avons vu pour sa première participation

aux élections de 1974, quelques mois plus tôt. AMADA avait alors récolté un peu plus de 300.000 francs pour un objectif de 400.000.

Début 1975, il s'agit de récolter un million, soit plus du double. L'appel est lancé le 6 février (732). Le 10 mars 1975, 127.723 francs ont été récoltés, 329.855 francs le 4 avril, 552.900 le 18 avril (733). Avec les recettes de la fête du premier mai, l'objectif est pratiquement atteint 904.532 francs.

Le premier numéro hebdomadaire est publié avec l'appui de 500 nouveaux abonnements. Face à ce succès, l'objectif est revu à la hausse, à 1.300.000 francs, 300.000 francs supplémentaires sont prévus pour mettre en vente le journal en librairie pendant une période de trois mois (734). Cet objectif est atteint le 18 juillet, pour atteindre 1.560.947 francs le 30 juillet.

Le 28 juin 1975 est organisée une fête de la presse communiste, en vue de présenter les nouvelles installations de la rédaction (735) : mille deux cent personnes y participent alors que huit cent sympathisants visitent la nouvelle imprimerie (736).

Comment expliquer ce succès? C'est clairement dû à l'application des principes organisationnels élaborés durant le mouvement de rectification organisationnelle : des objectifs centraux ont été définis clairement et planifiés alors que les différents organes de direction étaient unis politiquement autour des grands axes (737).

Un des principaux objectifs de ce challenge fut précisément l'assimilation des statuts par l'ensemble de l'organisation. Campagne pour le journal et campagne des statuts hebdomadaire sont alors intimement liées. Ceux-ci font d'ailleurs l'objet de 31 articles, de mai 1975 à mars 1976 (738).

Tâche centrale de tous les cadres dirigeants et de chaque membre, l'étude des statuts est destinée à renforcer la discipline et l'esprit de parti indispensables au succès.

Le fonctionnement des différents organes du Parti, notamment celui des cellules, est d'ailleurs régulièrement analysé par le journal (739).

Il s'agit également de renforcer l'unité politique et idéologique du mouvement en soutenant le débat avec les autres organisations marxistes-léninistes et surtout l'Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique, l'UC(ML)B pour construire le « *Parti Ouvrier Communiste de Belgique* » (740).

#### **Chapitre IV - Unification du mouvement marxiste-léniniste en Belgique - [Table des matières](#)**

La question du rassemblement du mouvement marxiste-léniniste restait une question récurrente irrésolue pendant la période 1970-1976 mais s'imposa avec plus de force fin 1973 par le développement du débat avec l'Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique : l'UC(ML)B.

Retenons que, malgré le nombre important d'organisations d'extrême gauche se côtoyant à cette époque, la question de l'unification des groupes marxistes-léninistes concerna principalement les deux organisations les plus importantes du moment, l'UC(ML)B et AMADA.

Un accord tacite entre elles au début des années septante les avait rendues responsables, l'une de la constitution d'un nouveau parti en Flandre, l'autre en Wallonie, travaillant main dans la main à la construction d'une organisation unifiée, notamment à la rédaction du journal où la collaboration entre les deux organisations était étroite [\(741\)](#).

Pourtant en 1976, une petite partie des membres de l'UC(ML)B rejoint les rangs de AMADA et l'on peut dire que fin 1976 cette dernière reste la seule organisation de tAlle en Belgique, même si l'UC(ML)B subsiste jusqu'en 1978 tandis que d'autres groupes s'évanouissent progressivement.

Si AMADA n'intervient résolument dans le débat qu'à partir de fin 1973, l'on peut en déduire que la participation à ce débat se justifiait à ce moment par les aspirations propres de AMADA, à savoir la constitution d'une organisation unifiée idéologiquement, politiquement et organisationnellement.

La confrontation entre AMADA et l'UC(ML)B illustre deux conceptions incompatibles du débat entre organisations communistes.

Nous avons vu qu'au sortir des mouvements étudiants de 1966-1968, une multitude d'organisations qui se réclament du marxisme-léninisme apparaît en Belgique. Parmi ce foisonnement d'organisations, Chauvier distingue d'une part les dissidents du grippisme, d'autre part, un conglomérat de groupes qu'il qualifie de nouveaux maoïstes [\(742\)](#).

Les dissidents du grippisme se regroupent au sein du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique (PCMLB) appelé également le « *groupe Clarté* », né de la rupture avec Jacques Grippa en novembre 1967, et le Parti Communiste de Belgique (marxiste-léniniste) (PCBML) organe L'exploité, continuité du grippisme à Charleroi antérieur au groupe Clarté dont il est cependant fort proche politiquement [\(743\)](#).

Les étudiants maoïstes quant à eux, se sont manifestés à partir de 1968 dans les universités de Louvain et de Bruxelles. Du côté néerlandophone, on retrouve bien entendu principalement AMADA. Du côté francophone par contre, les groupes sont multiples : Unité Rouge, l'Ouvrier en Colère, le Mouvement Unifié Belge des Etudiants Francophones (MUBEF), Union Université Usine (UUU) etc [\(744\)](#). Ce dernier groupe se caractérisait par une activité assez intense dans les usines et notamment durant la grève des mines et de Michelin en 1970 [\(745\)](#).

A cette multitude d'organisations s'ajoutaient différentes scissions, dont celle de UUU qui donna naissance aux groupes Tout le Pouvoir aux travailleurs et Parole au Peuple [\(746\)](#).

L'Union des Communistes Marxist-Léninistes de Belgique l'UC(ML)B pour sa part résulte de la fusion en 1972 des groupes Tout le pouvoir aux travailleurs et Unité rouge.

Toutes ces organisations étaient animées par la génération de 1968 et empreintes de l'air du temps. Pourtant il est intéressant de constater, que leur aspiration à une transformation révolutionnaire de la société allait achopper sur la question de leur coordination et de leur fusion.

La question de l'unité se pose très vite. Ainsi une première démarche en vue d'une unification avait été entamée par le groupe Tout le Pouvoir aux travailleurs en 1971, mais n'aboutit pas du fait de la réticence d'AMADA. Il est vrai qu'à l'époque, AMADA était agité par les luttes de tendances issues de la grève des mines. AMADA l'avoue d'Ailleurs : *« pendant cette période, l'économisme était le danger principal. (...) Si AMADA n'avait pas fait une rupture radicale avec l'économisme dans la période 1970-1973, il aurait été impossible d'organiser un noyau marxiste-léniniste véritable(...) »* [\(747\)](#).

Dans ce contexte, plutôt que de rechercher l'unité, AMADA va se radicaliser contre les organisations se réclamant du marxisme-léninisme et principalement le groupe Clarté. Pour AMADA ce groupe était le principal représentant de la ligne économiste au sein du mouvement marxiste-léniniste. AMADA publia en 1974 une brochure expliquant son refus de collaborer avec Clarté [\(748\)](#).

Tout au long de la période 1971-1972, AMADA adopte donc une attitude prudente vis-à-vis des autres organisations [\(749\)](#). L'expérience du débat en 1970, notamment avec le groupe De Vonk, faisait craindre à la direction de AMADA que la fusion avec des groupes à la conscience politique douteuse ne compromette son unité idéologique si chèrement acquise.

La politique suivie par AMADA par rapport aux autres groupes semble avoir été d'attendre que ces organisations fassent leurs propres expériences [\(750\)](#). Pour Jacques Boutemy, l'attitude de AMADA serait plutôt justifiée par leur mépris vis-à-vis des autres organisations, préférant les laisser à leur sort en avançant de son côté [\(751\)](#).

Il est vrai qu'AMADA se présente en quelque sorte comme le moteur du mouvement marxiste-léniniste en Belgique. La direction de AMADA croyait sincèrement aux intentions révolutionnaires des ces différents groupes mais entendait conserver la direction du processus de rassemblement : *« si ces groupes développaient une pratique et une ligne qui rejoignaient celles d'AMADA (...) »* [\(752\)](#). Il est clair que dès le départ, AMADA esquiva le débat sur l'unification, elle permit néanmoins qu groupe Tout le Pouvoir aux Travailleurs de traduire en français son journal [\(753\)](#). Ce que Chauvier confirme en qualifiant ce groupe de *« (...) correspondant francophone d'AMADA »* [\(754\)](#).

La direction *« amadiste »* espérait ainsi que les différentes organisations francophones s'unifient autour du journal francophone, pour *« (...) arriver plus vite à une unité politique et idéologique sur une ligne politique qui correspondait à celle de AMADA »* [\(755\)](#). Mais ce projet fit long feu puisque très rapidement le groupe Tout le Pouvoir

aux travailleurs va développer une ligne indépendante de celle d'AMADA (756).

Pourtant l'on peut affirmer que cette première tentative d'unification, si elle échoue avec AMADA, aboutit à la constitution de l'UC(ML)B en 1972, issue de la fusion des groupes Unité Rouge et Tout le Pouvoir aux travailleurs.

En 1973, une première controverse, sur la question de la chute d'Allende au Chili, oppose AMADA et l'UC(ML)B, le premier stigmatise « *le dogmatisme et l'intellectualisme* » de la seconde qui lui reproche son « *économisme* » (757). Pour Michel Collon, ancien membre de l'UC(ML)B qui finit par rejoindre AMADA en 1978, AMADA commettait effectivement des erreurs économistes mais fondamentalement il avait raison de critiquer le dogmatisme de l'UC(ML)B (758).

De plus les deux organisations s'opposaient sur la tactique à suivre quant à l'unification, l'UC(ML)B prônant l'unification immédiate, AMADA réclamant d'abord de régler les divergences idéologiques avant de tenter l'unification des deux organisations (759).

Qu'en est-il ?

Dès juillet 1973, AMADA élabore sa ligne politique par sa critique de l'UC(ML)B qui « *élève un mur entre la lutte économique et la lutte politique* » (760). En effet, l'UC(ML)B semble alors se distinguer par un certain mépris des luttes spontanées des travailleurs. Ce que confirme Michel Collon pour qui « *améliorer le sort immédiat des masses n'était pas une préoccupation pour la plupart d'entre nous. La réforme, l'avantage immédiat était plutôt vu comme quelque chose de dangereux qui ne pouvait qu'endormir la combativité des masses* » (761).

Ce goût exacerbé pour la réflexion doctrinale s'exprime d'ailleurs dans le journal l'Unité Rouge qui consacre la plupart de ses pages aux questions purement théoriques au sein de l'organisation : « *le journal d'UC, à l'époque de 1972, se distinguait comme le plus pelant, le plus aride et le plus incompréhensible de tout le mouvement progressiste* » (762).

En effet, pour l'UC(ML)B, l'action des communistes doit avant tout être « *centrée sur l'explication des principes fondamentaux: les contradictions du capitalisme, l'effondrement de l'impérialisme, la nécessité de la révolution socialiste violente et la dictature du prolétariat, la nécessité de construire le Parti Communiste...* » (763).

Dès lors, la critique de l'UC(ML)B est fondée sur la pratique même de AMADA qui accorde, nous l'avons vu, une attention toute particulière aux revendications immédiates des travailleurs dans le but « (...) *d'introduire des idées communistes en partant des problèmes posés par les grèves* » (764).

Le projet de rassemblement des différents groupes se réclamant du marxisme-léninisme se heurta très rapidement à ces conceptions inconciliables.

Pour l'UC(ML)B, la condition suffisante pour élaborer le nouveau parti est « (...) *d'unir tous les camarades qui se réclament honnêtement du marxisme-léninisme* » (765).

Pour AMADA cette thèse escamotait la nécessité d'entreprendre la discussion avec chaque organisation pour s'assurer de sa fidélité aux principes et laissait subsister un droit de tendance à l'opposé de la thèse léniniste du Parti et des principes adoptés par AMADA dans la rédaction de ses statuts (766).

Cédant aux vieux démons de la controverse dogmatique, AMADA repoussa comme « *trotskiste* » le projet de l'UC(ML)B (767).

L'UC(ML)B avait-elle raison de proposer dès le début le rassemblement des principaux groupes marxistes-léninistes ? Pour Michel Collon, la réponse est oui, principalement pour la période 1972-1973. AMADA comme l'UC(ML)B étaient toutes deux des organisations marxistes-léninistes en accord avec les plus importants principes politiques : dictature du prolétariat, révolution socialiste etc.... (768)

Pourtant AMADA va s'opposer à l'unification au motif que l'UC(ML)B refusait tout débat idéologique en se prononçant pour une unification «*formelle et bureaucratique*» plutôt que pour une unité « *capable de résister aux tempêtes de la lutte de classe et formée dans la lutte de classe* » (769).

Cette position n'était pas de parfaite bonne foi, l'UC(ML)B avait proposé la rencontre des dirigeants et responsables de chaque organisation pour confronter leurs vues sur les activités menées pendant un certain temps par chacun des mouvements (770).

Fin 1973, l'action de l'UC(ML)B durant la grève de Caterpillar va conforter les reproches de AMADA pour qui l'exemple de Caterpillar était la preuve pratique « (...) *de la faillite totale des positions de l'UC(ML)B* » (771).

Cet échec, l'UC(ML)B le reconnaît : « *UC-Charléroi a séparé la théorie de la pratique(...). Le groupe s'est détourné des masses et de leur lutte(...). Le groupe méprisait la lutte économique* » (772). Et de remettre en question ses positions erronées : « *L'intellectualisme qui a entaché notre style de travail touche aussi la conception du Parti et les méthodes de sa construction. Il faut construire le Parti avec les ouvriers avancés et en liaison avec les luttes et les besoins de la classe, en sachant, dans le travail d'agitation et de propagande, faire appel à l'expérience quotidienne des ouvriers* » (773).

Cette autocritique de la direction de l'UC(ML)B rejoignait la critique précédemment développée par AMADA.

Pour AMADA, l'UC(ML)B pouvait dès lors tirer parti de cette prise de conscience pour « *rectifier* » sa politique générale et rejoindre les conceptions de AMADA. Ce ne fut pas le cas.

La controverse n'empêcha pourtant pas les deux organisations de mener des actions communes, notamment durant la grève des dockers. Des discussions planifiées et régulières furent poursuivies

comme tente à le confirmer différents comptes rendus de réunions communes [\(774\)](#).

Un certain nombre de militants de l'UC(ML)B se sont finalement laissés séduire par les objections de AMADA [\(775\)](#).

L'attitude de la direction de l'UC(ML)B durant la première Conférence Nationale du mouvement en mai 1975 relaiera cette évolution. L'entièreté du document de référence présenté par la direction de l'UC(ML)B, *Les tâches scientifiques du mouvement marxiste-léniniste*, se veut avant tout une critique de AMADA, alors que l'échec de Caterpillar avait révélé la faillite des positions de la direction de l'UC(ML)B. Mais les conceptions « *intellectualistes* » et « *dogmatiques* », critiquées dans le bilan de la grève de Caterpillar, reprennent le dessus : « *il est impossible de relier scientifiquement, dialectiquement les revendications des ouvriers à la nécessité et à la façon de briser l'Etat capitaliste, d'instaurer le socialisme* » [\(776\)](#).

In fine, la direction de l'UC(ML)B revient sur sa position de « *mépris* » de la pratique sociale.

La rupture survient le 8 octobre 1975, lors d'une manifestation contre l'organisation d'extrême droite VMO à Louvain. La direction de l'UC(ML)B décide de boycotter le front anti-fasciste parce que ses cadres n'ont pas été associés par AMADA à l'organisation de la manifestation [\(777\)](#).

Cette attitude de la direction de l'UC(ML)B, pourtant contraire aux principes d'unification qu'elle défend depuis le début, soulève l'étonnement et l'indignation de certains de ses membres.

En réponse à ces critiques, le premier plénum du Comité Central de l'UC(ML)B en janvier 1976 rejeta les responsabilités de ses errements sur les cadres subalternes et autres militants, réclamant de « *purger l'organisation de la vermine bourgeoise* » de manière à « *liquider radicalement toute conciliation avec l'opportunisme* » [\(778\)](#).

Cette campagne de « *prolétarisation* » visait, de toute évidence, à faire taire les critiques des militants et à masquer les responsabilités de la direction.

En son temps, AMADA avait parié sur la « *prolétarisation* », mais avant tout pour résoudre les problèmes organisationnels et idéologiques, sans pour autant jeter le discrédit sur les intellectuels.

La direction de AMADA finit par accepter le 15 février la proposition de l'UC(ML)B d'organiser un débat public d'unification le 29 février 1976. Des tracts sont distribués, des appels sont lancés par le journal de l'UC(ML)B [\(779\)](#)...

A ce moment, accepter le débat se justifie, selon AMADA, par l'évolution de l'UC(ML)B dont « (...) *les membres du comité central de l'UC(ML)B étaient des arrivistes bourgeois qui n'abandonneraient*

*jamais de leur propre gré leur dictature bourgeoise au sein de l'UC(ML)B » (780).*

Dès 1975, le comité central d'AMADA avait d'ailleurs décidé de mener une critique de l'ensemble de la ligne de l'UC(ML)B de manière à préparer un congrès d'unité où la ligne bourgeoise de l'UC(ML)B serait détruite (781). Décisions confirmées dans une résolution du Comité Central du 15 février 1976 : « *la ligne opportuniste de l'UC(ML)B a montré sa faillite dans la pratique (...) notre connaissance de la ligne intellectualiste de l'UC est suffisamment grande pour que nous puissions reconnaître cette ligne en permanence, la combattre et la vaincre dans un parti unifié » (782).*

En outre, dans son journal, AMADA dénonce ouvertement la direction de l'UC(ML)B qui mène sa campagne de rectification de manière à masquer ses propres erreurs et lance un appel aux forces marxistes-léninistes au sein de l'UC(ML)B à critiquer les conceptions politiques et idéologiques de la direction (783).

La confrontation, dont l'enjeu était la prise de la direction de l'organisation unifiée, fut préparée dans un climat de méfiance et de fureurs réciproques.

Alors qu'AMADA accepte la proposition de débat, la direction de l'UC(ML)B met sur pied une affaire qu'elle croit dans son délire destinée à discréditer la direction de AMADA. La direction de l'UC(ML)B accuse Ludo Martens de « *fractionnisme* », son épouse, en l'occurrence cadre provinciale de l'UC(ML)B, l'a aidé à traduire un texte en néerlandais pour AMADA(sic). Le comité central de l'UC(ML)B demande au comité central d'AMADA d'approuver la dissolution de la fraction et de prendre des sanctions à l'égard de son président (784).

Pour la direction d'AMADA: « *la direction de l'UC (...) a mis sur pied son mouvement de rectification pour monter ses militants contre AMADA-TPO par le biais du mensonge, de la calomnie et de la démagogie » (785).*

Finalement AMADA se retire du débat du 29 février. La direction de l'UC(ML)B maintient la réunion au cours de laquelle elle proclame : « *si le scissionniste, l'accusé, est absent, ça ne nous empêchera pas de faire son procès. Il ne fait qu'aggraver ses torts en ne venant pas* ». Et d'appeler les militants révolutionnaires de AMADA à se révolter contre le scissionnisme de leur direction(786).

Sous prétexte d'unité la guerre est déclarée aux membres de l'UC(ML)B qui se sont déclarés favorables à la direction de AMADA ou se sont simplement opposés à la direction de l'UC(ML)B.

Une série d'exclusions et de procès secoue l'organisation. Une dizaine de militants comme Nadine Rosa Rosso sont mis en « *observation* » au terme de procès qui relèvent de véritables comportements fascistes au sein de l'organisation (787). Les excommunications se multiplient.

Le 18 mars 1976, la direction de l'UC(ML)B développe la thèse du complot international tramé contre la Chine, l'Albanie et le mouvement

communiste international et dont AMADA serait l'un des maillons [\(788\)](#).

Au sein de l'UC(ML)B, Pierre Marage, alors dirigeant provincial à Liège, est désigné comme agent double. Il est jugé à deux reprises, pistolet sur la table pour lui faire avouer le complot [\(789\)](#). Pour AMADA, pourtant en désaccord avec lui, Marage ne représentait aucune « menace » pour l'UC(ML)B, les attaques contre lui n'étant le fait que d'intrigues personnelles des deux dirigeants de l'UC(ML)B, Pollet et Nejjaten, qui n'hésitent d'ailleurs pas à recourir aux mensonges et aux calomnies [\(790\)](#).

Les procès verbaux de ces interrogatoires sont éloquentes : plus de dix pages de questions-réponses incessantes qui poussent finalement Pierre Marage, contre qui des menaces de mort ont été proférées, à avouer n'importe quoi, bouc émissaire du délire totalitaire de la direction de l'UC(ML)B [\(791\)](#).

D'autres actions sont également menées, opération commando contre la compagne de Ludo Martens, bastonnades contre des militants de AMADA, etc. Cette dérive mènera finalement à la division de la direction même de l'UC(ML)B, opposant les deux dirigeants principaux du mouvement, Eric Pollet et Nejjaten, s'excluant mutuellement de l'organisation [\(792\)](#).

AMADA dénonce la ligne « sociale-fasciste » de la direction de l'UC(ML)B en appelant ses membres à rompre avec l'organisation. À renfort de lettres d'anciens membres, AMADA appelle expressément les membres et sympathisants de l'UC(ML)B à les rejoindre du fait que « *l'UC(ML)B n'est plus une organisation communiste et son Comité Central est un groupe de provocateurs anti-parti* » [\(793\)](#). Cet appel est d'ailleurs repris par certains militants de l'UC(ML)B : « *seule la rupture complète et immédiate entre les communistes de l'UC(ML)B et le groupe anti-parti empêchera la provocation de s'étendre* » [\(794\)](#).

Une partie des membres et sympathisants de l'UC(ML)B va effectivement rejoindre AMADA. Ils seront soumis à des principes d'adhésion particuliers basés sur une analyse précise des positions de l'UC(ML)B et des origines de sa « dégénérescence » (sic) [\(795\)](#).

Quoi qu'il en soit il semblerait que la plupart ait abandonné en cours d'adhésion [\(796\)](#).

Le nombre d'anciens membres de l'UC(ML)B encore présents aujourd'hui au sein du Parti du Travail de Belgique est d'ailleurs révélateur : moins d'une dizaine, citons entre autres, outre Nadine Rosa-Rosso, et Michel Collon, Jean Pestieau et Maria MacGavigan.

Pourquoi l'UC(ML)B a-t-elle sombré ? Pourquoi AMADA, également confronté à de vifs débats internes, a survécu ?

Pour Pierre Marage, les deux organisations étaient identiques, tant au niveau de la ligne politique qu'au niveau de la pratique ou encore des méthodes utilisées. Les événements de l'UC(ML)B ne seraient que l'expression de « l'essence » même des partis communistes générateurs de luttes d'influence ou de personnes qui aboutissent aux

pires dérives. Les événements de l'UC(ML)B lui ont fait comprendre la démarche psychologique qui pousse un militant à modifier complètement son comportement et devenir « *bourreau* ». De plus le contexte semblait favorable à ce genre de dérives, une jeunesse survoltée qui vénérât la violence et le sexe (797).

A ses yeux tout le débat n'était qu'affaire de jalousie et de convoitise au sein d'un groupe très restreint, convoitise et jalousie accentuées par certains aspects de la vie privée des acteurs (798).

AMADA ne valait guère mieux à ses yeux, tous les mouvements de rectifications initiés au sein du mouvement par Ludo Martens visaient également à masquer ses propres erreurs en ciblant la critique sur quelques cadres inférieurs désignés comme boucs émissaires, avec cet avantage que Ludo Martens est plus raisonnable dans ses méthodes (799).

L'UC(ML)B a très certainement porté le débat au niveau d'attaques personnelles, tous les témoins s'accordent pour le dire.

Du côté d'AMADA, il semble que les oppositions à la ligne centrale ont toujours fait l'objet de débats sincères, souvent rudes, mais toujours à la recherche d'une « *juste* » ligne politique. La direction d'AMADA n'a pas échappé au péril du dogmatisme. Mais ses efforts se sont portés essentiellement sur la pratique et l'efficacité de l'organisation.

Nous ne pouvons évidemment pas présenter AMADA comme le seul détenteur de la vérité. Certaines critiques de l'UC(ML)B étaient justifiées. Son sectarisme avéré dans une période de renforcement organisationnel imposa le repli sur soi.

Le développement de AMADA a montré l'importance pour une organisation communiste de soumettre constamment la pratique sociale à la théorie et inversement, l'une et l'autre s'influençant mutuellement. La grève des mines, la grève de Boel-Tamise, la grève des dockers ont montré le recours systématique de AMADA à la pratique pour développer l'organisation. Le développement de l'UC(ML)B montre quant à lui le refus de développer une ligne politique construite sur l'expérience et la réalité sociale, comme durant la grève de Caterpillar.

Donc il existait bien entre AMADA et l'UC(ML)B des conceptions idéologiques et pratiques différentes qui ont imposé à une même génération de militants des évolutions différentes.

Les tentatives d'unification ont connu des échecs cuisants si l'on pense au nombre de personnes victimes des événements qu'ils ont souvent vécus de façon dramatique (800).

Pour AMADA, le bilan est cependant prometteur. La disparition de l'LJC(ML)B ouvre la voie à la construction d'un seul Parti Communiste en Belgique. AMADA en ressort renforcé sur la plan de l'unité idéologique, mais également organisationnel.

Une des conséquences certainement décisive pour le développement futur d'AMADA fut la décision d'envoyer des cadres de l'organisation s'installer en Wallonie à partir de 1975.

En plein débat avec l'UC(ML)B, AMADA avait pensé à renforcer sa présence en Wallonie pour y poursuivre son projet d'union ou, dans l'hypothèse d'un échec, se substituer à l'organisation rivale [\(801\)](#).

Dès lors un appel aux candidatures est lancé au sein du mouvement. En 1975, un premier contingent, d'une dizaine de militants, est envoyé. On y retrouve en autres Bob Roeck et Myriam De Ly à Charleroi, Paul Deramelaere à Liège, Thérèse Michiels à Mons... [\(802\)](#) Un deuxième contingent est envoyé en 1976. C'est ainsi qu'Hubert Hedebow, Kris Hertogen, Michel Momerency s'installent à Liège [\(803\)](#).

C'est donc principalement dans les grands centres industriels, où l'UC(ML)B est plus présente, que ces militants sont envoyés.

Pour ces militants ce ne fut pas un choix facile. Pour beaucoup il fallait quitter le travail, les amis, la famille. C'était un voyage en terrain inconnu, francophone. De plus, il leur fallait évoluer au sein d'un nombre d'organisations beaucoup plus important qu'en Flandre et de s'y démarquer. Pourtant, de l'avis même des militants participant à ce mouvement, des contacts ont rapidement été noués avec d'anciens membres de l'UC(ML)B. Hubert Hedebow militait entre autres à la FN de Herstal avec Pierre Marage et sa femme [\(804\)](#).

La plupart se sont fait engager en usine : Hubert Hedebow à Cockerill, Paul Deramelaere dans une capsulerie, puis un an au four à coke de Cockerill et enfin, en 1979, à la SNCB où il va d'ailleurs devenir délégué syndical, Myriam De Ly à ARMCO Nivelles, Bob Roeck à Caterpillar à Charleroi qui deviendra également délégué syndical... Des locaux et librairies sont ouverts.

Le journal « *Tout le Pouvoir aux Ouvriers* », suit rapidement, manifestant ainsi le caractère national que prend alors l'organisation. La fête du 1er Mai 1978 se déroule pour la première fois à Bruxelles tandis qu'AMADA, auquel il faut à présent ajouter son pendant TPO, se présente comme « *Parti Ouvrier Communiste en construction* » [\(805\)](#).

Cette implantation en Wallonie donne également l'occasion à l'organisation de participer aux différents conflits sociaux dans la sidérurgie à Liège et Charleroi. L'aile francophone de AMADA, connaît rapidement des succès au vu des résultats électoraux de 1977. AMADA totalise dans les provinces de Liège, du Hainaut et du Brabant 10.112 voix pour un total au niveau national de 31.873 voix [\(806\)](#).

La perspective de construire un nouveau parti communiste se précise donc à la quasi disparition de l'UC(ML)B de la scène politique en 1976. AMADA a atteint les grands objectifs fixés par la campagne de rectification organisationnelle; l'unité idéologique est pratiquement accomplie, il s'agit dès lors pour l'organisation de définir un programme politique, base du nouveau parti communiste. Au bout de

six ans de pratiques sociales, il s'agit de véritablement préparer sur le plan politique la création du Parti.

## Chapitre V : De AMADA-TPO au Parti du Travail de Belgique - [Table des matières](#)

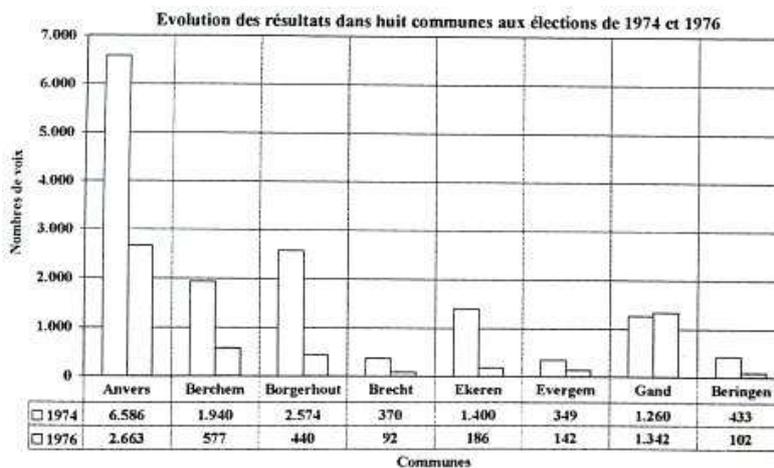
Au bout de six années d'action et de pratique, au terme du débat avec l'UCMLB, AMADA-TPO, depuis son implantation en Wallonie, se présente comme l'embryon d'un Parti Communiste (807). Cet état de fait est pour la direction du mouvement l'occasion d'achever sa constitution.

Dès 1977, AMADA -TPO entame la préparation du congrès de fondation de 1979 (808).

Durant deux ans le mouvement va élaborer le programme du nouveau parti.

Si la campagne de rectification sur le plan organisationnel a permis de constituer un embryon de parti, le danger menace que le mouvement se rétracte en se constituant en « secte ». Ce danger se précise aux élections communales de 1976 où AMADA-TPO obtient 21.022 voix, à peine plus qu'aux législatives de 1974, alors que le mouvement se présente dans un plus grand nombre de circonscriptions. Une étude comparative des résultats obtenus dans huit communes met en évidence ce recul.

Evolution des résultats dans huit communes aux élections de 1974 et 1976



Autre exemple, l'évolution du taux de participation à la fête du premier mai. Entre 1971 et 1973, le nombre de participants passe de 500 à 1.500 personnes (809). Elles sont 1.800 en 1975, 1.900 en 1976 et 1.800 en 1977, ce qui marque d'une certaine stagnation (810).

Pour AMADA-TPO, cet « échec électoral » doit être imputé à une série d'erreurs : le manque de mobilisation des sympathisants, perte d'influence auprès des masses. La sous-estimation de l'influence des partis traditionnels et le recours systématique à des slogans éculés et

pas-partout révélaiient une méconnaissance concrète de la situation nationale et internationale (811).

Et de fait, jusqu'en 1976, le journal d'AMADA-TPO est essentiellement consacré aux comptes rendus des conflits sociaux et des débats idéologiques. Peu d'articles sont consacrés à l'analyse concrète de la situation économique, politique et sociale, négligée au profit des discussions doctrinales.

Dans un contexte socio-économique de crise, AMADA-TPO ne sut pas répondre aux attentes de la population. A titre d'exemple, aux élections législatives de 1978, le Vlaams Blok, apparu la même année, recueille dans l'arrondissement d'Anvers, 26.631 voix (812). Plus que toutes les listes AMADA-TPO aux élections de 1977 (25.213 voix).

Dès lors, pour la direction d'AMADA-TPO, il est nécessaire de répondre aux attentes politiques des masses populaires, c'est-à-dire, acquérir une connaissance de leur revendications et centres d'intérêt, « (...) de manière à élaborer des analyses concrètes sur des faits concrets » (813).

#### **A. La politique du Front Uni - [Table des matières](#)**

Cette situation est, selon la direction du mouvement, à mettre sur le compte du sectarisme qui règne dans l'organisation, reflétant « *un point de vue de classe d'intellectuels bourgeois sans lien avec les masses* » (814). Ce point de vue s'était déjà manifesté pendant la campagne de rectification organisationnelle où des « *intellectuels bourgeois* » étaient jugés responsables du « *libéralisme organisationnel* » et coupables de mépriser la réalité sociale.

Le futur parti ne doit pas être un parti sectaire, mais bien un parti de masse capable de s'engager dans toutes les formes de luttes (815). Pour ce faire, la direction du mouvement se fixe comme objectif de « *mettre la politique et la tactique au poste de commande* » (816).

Qu'est-ce à dire ?

Pour AMADA-TPO, le but stratégique reste « (...) *la révolution socialiste et la dictature du prolétariat* » (817). Le mouvement révolutionnaire doit donc s'adapter aux différentes phases de l'évolution du capitalisme en adoptant une tactique adaptée aux contradictions conjoncturelles internes du capitalisme, la contradiction principale restant celle qui oppose prolétariat et bourgeoisie (818). AMADA-TPO doit donc développer une tactique basée sur une ligne politique nationale et internationale correcte, de manière à comprendre l'actualité et la réalité et y répondre sur base d'une information la plus complète et la plus rapide possible (819).

Mettre la politique et la tactique au poste de commande consiste en outre de rassembler étude, agitation et propagande autour de sujets précis (820). Dans le cadre de sa lutte contre le sectarisme, la direction d'AMADA-TPO décide d'engager une campagne contre les deux superpuissances, Etats-Unis et Union Soviétique, de manière à

"renforcer l'organisation autour de sa ligne politique pour préparer la constitution du parti » [\(821\)](#).

### **Pourquoi cette campagne ? - [Table des matières](#)**

Le contexte international des années septante s'y prête. Pour l'historien anglais Eric Hobsbawm, « *comme au début des années 1970, l'Âge d'or du capitalisme mondial touchait à sa fin, une nouvelle vague de révolutions balaya de grandes parties du monde(...)* » [\(822\)](#). Et de fait, tous les continents sont concernés : l'Europe voit la chute des dictatures au Portugal et en Grèce en 1974, en Espagne avec la mort de Franco en 1975 ; en Afrique les dernières colonies portugaises acquièrent leur indépendance, Mozambique et Angola en 1975, tandis que des révolutions éclatent dans plusieurs pays, en Rhodésie (Zimbabwe), en Ethiopie en 1974 [\(823\)](#). En Asie, la situation est toute aussi troublée. Le Viet-Nâm sort victorieux de la guerre contre les américains en 1975, entraînant dans son sillage le Laos et le Cambodge. En Amérique Latine, le Nicaragua et le Salvador sont secoués par la vague révolutionnaire" [\(824\)](#).

La victoire du peuple Vietnamien sur le géant américain ravit la gauche mondiale et encourage certainement bon nombre de pays du Tiers-Monde à s'engager sur la voie révolutionnaire. Mais si la défaite américaine symbolise un encouragement pour l'émancipation des peuples, elle signifie également un retour de l'Union Soviétique sur la scène internationale et sa politique étrangère consiste en une série d'interventions sur le plan international : aide militaire à l'Ethiopie, intervention de soldats cubains en Angola, intervention militaire au Pakistan aux côtés de l'Inde, soutien militaire au Viet-Nâm contre la Chine et le Cambodge etc.

La « *seconde guerre froide* » menace de plus belle. Elle se déploie davantage sur le terrain des pays du Tiers-Monde.

Fort de la défaite des Etats-Unis au Viet-Nâm, l'URSS de Brejnev se lance dans une course aux armements. Les dépenses en armes augmentent de 4 à 5% par an pendant vingt ans (1964-1984), politique hégémonique exprimée par le souhait croissant de Moscou d'être sur toutes les mers du monde, profitant du recul américain [\(825\)](#).

Dans ce contexte, AMADA-TPO s'inquiète du danger d'une possible troisième guerre mondiale qui pousse l'organisation à porter une attention croissante à la situation internationale jusqu'à devenir une de ses principales préoccupations. Si le contexte international ne représente que 9% des articles du journal en 1974 ; entre 1975 et 1976 le mouvement y consacre 32% de ses articles et majoritairement sur l'Union Soviétique (210 articles sur un total de 648 relatifs aux pays étrangers). [\(826\)](#)

Distribution par thèmes des articles dans le journal *Alle Macht Aan de Arbeiders de mai* 1975 à juin 1977

Thèmes	nombre d'articles	%
Conflits sociaux	296	14
Travail syndical	283	13,8
Conflits idéologiques	196	9,6
Construction du Parti	216	10,5
Politique Belge	405	20
International	648	32
<b>TOTAL</b>	<b>2044</b>	<b>99,9</b>

Répartition des articles internationaux de mai 1975 à juin 1977

Pays	nombre d'articles	%
Europe	93	14,5
Pays de l'Est	67	10,3
Afrique	66	10
Moyen Orient	27	4
Asie	37	6
Amérique du Sud	7	1
Etats-Unis	21	3
Union Soviétique	210	32,5
Chine	120	18,5
<b>TOTAL</b>	<b>648</b>	<b>99,8</b>

L'Union Soviétique est présentée par AMADA-TPO comme [\(827\)](#) « *le fauteur de guerre le plus dangereux et le plus fourbe* » qui profite du recul de l'impérialisme américain pour occuper l'espace vide. Pour AMADA-TPO, l'URSS, c'est le socialisme en parole, l'impérialisme dans les faits, dont les rapports avec les pays frères sont une reproduction typique des rapports entre métropoles impérialistes et colonies [\(828\)](#). Social-impérialisme qu'AMADA-TPO dénonce fermement. Par exemple, les cubains qui interviennent en Angola sont présentés comme des « *mercenaires au service du social-impérialisme russe* » [\(829\)](#).

Les visées expansionnistes soviétiques sont pour AMADA-TPO l'expression du développement d'un capitalisme d'état monopolistique dirigé par une nouvelle bureaucratie bourgeoise qui ne se maintient au pouvoir que par une répression sanglante sociale-fasciste [\(830\)](#).

Cette position n'est évidemment pas neuve. Déjà pour le SVB, « *une nouvelle classe s'est développée en Russie* » formée d'intellectuels, de gens de l'appareil, bref d'une nouvelle bourgeoisie qui renie les principes de lutte des classes et de la dictature du prolétariat [\(831\)](#). Mais cette analyse sera poussée jusqu'à la caricature par AMADA-TPO qui se fait le porte-parole de la politique étrangère chinoise.

Sur le plan national, la politique d'AMADA-TPO est entièrement déterminée par ses positions internationales. L'URSS est présentée comme un danger immédiat pour l'Europe, premier enjeu du conflit avec les Etats-Unis, car elle masse des troupes aux frontières de l'Europe et dispose dans la plupart des pays européens [\(832\)](#) « (...) »

*d'un parti communiste fort qui agit comme troupe de choc et comme cinquième colonne du social-impérialisme Russe ».*

Il est donc urgent pour AMADA-TPO d'apporter une attention toute particulière au danger soviétique et à privilégier la politique internationale au détriment de la situation socio-économique de la Belgique qui serait de toute manière aggravée en cas d'occupation soviétique (833). D'autant plus aggravée que le parti communiste russe est devenu, aux yeux d'AMADA-TPO, « *un parti fasciste de type hitlérien* » (834).

La nouvelle situation internationale impose à AMADA-TPO une analyse marxiste-léniniste détaillée pour développer une politique et une tactique d'action correcte contre les visées expansionnistes et les préparatifs de guerre de la Russie et de l'Amérique (835).

C'est l'application de la théorie des trois mondes chère à Mao, ce qui explique certainement le fort caractère anti-soviétique que prend AMADA-TPO, à une période où la Chine apparaît comme le leader du mouvement marxiste-léniniste international et le chef de file de la croisade contre le révisionnisme soviétique.

Selon AMADA-TPO, qui reprend Mao Tsé-Tung, trois mondes aux intérêts divergents se sont constitués après la seconde guerre mondiale, conséquence du développement du social-impérialisme russe et du fractionnement du bloc impérialiste résultant du développement inégal du capitalisme dans les pays occidentaux qui assure la domination américaine (836).

Union Soviétique et Etats-Unis forment le premier monde, les deux super-puissances qui menacent directement la paix mondial, « *ennemis communs des ouvriers, des nations et des peuples opprimés du monde entier* » (837).

Les pays industriellement développés (principalement l'Europe, l'Australie et le Canada) forment le deuxième monde. S'ils oppriment et exploitent également les pays du Tiers-Monde, ils sont à la merci des deux super-puissances avec la volonté de se dégager de leur influence (838).

Quant au troisième monde, il rassemble plus de cent pays du Tiers-Monde dont les pays socialistes d'Asie. Véritable force motrice de l'histoire, ces pays ont une tâche historique : combattre l'impérialisme, l'ancien et le néo-colonialisme, à l'exemple de la Chine, du Vietnam ou de la Corée du Nord, dont la présence au sein du troisième monde en renforce encore le caractère révolutionnaire.

Pour AMADA-TPO, la théorie des trois mondes permet de mesurer les contradictions principales dont sont victimes chaque pays. Elle permet d'élaborer la tactique à adopter dans la lutte de classe internationale, à savoir le Front Uni contre les deux superpuissances. Ce qui peut conduire à l'alliance avec des forces jugées réactionnaires, selon le principe que « *lorsqu'un pays impérialiste tombe sous le joug d'un pays impérialiste plus puissant (...) la lutte révolutionnaire pour la reconquête de l'indépendance nationale est à l'ordre du jour* » (839).

La tactique du Front Uni n'exclut donc pas « (...) *une large alliance entre le deuxième et le troisième monde* » (840). Les pays du Tiers-Monde, sous la direction des pays socialistes, en forment la force principale (841).

AMADA va résolument s'engager dans la tactique du Front Uni et rechercher l'alliance des différentes forces politiques autour d'un objectif commun : lutter contre le danger de guerre social-impérialiste.

Le mouvement ne doit pourtant pas abandonner ses principes. Le Parti et sa constitution restent au centre des préoccupations du mouvement. Le Parti doit constituer le pilier central du Front Uni pour attirer à lui les meilleurs militants et les former aux principes révolutionnaires (842). Il existe d'ailleurs, selon la direction AMADA-TPO, un principe dialectique dans les relations entre Parti et Front : le front renforce le parti en organisant les différentes classes sociales sur base d'un programme minimum tandis que la ligne du front est renforcée par celle du parti (843). Le programme minimum sur lequel AMADA-TPO entend constituer le Front Uni est : la paix, l'indépendance nationale et la démocratie populaire. Ce sera d'ailleurs un des thèmes de campagne des élections législatives de 1977 (844).

Ce principe développé dans le cadre de la théorie des trois mondes, amènera le mouvement à prendre des positions originales qui ne manquent d'ailleurs pas d'entrer en contradiction avec les opinions générales du mouvement.

Si l'appel lancé pour renforcer la défense nationale belge par l'armement général de la classe ouvrière n'étonne pas, les ouvriers constituant la force principale du Front Uni, la présence de l'armée américaine en Europe ne dérange pas selon le principe du moindre mal face au danger soviétique. D'ailleurs Ludo Martens, à l'occasion du voyage du premier ministre chinois Deng Xiaoping aux Etats-Unis en 1979, se réjouit d'une probable alliance entre les deux pays contre l'expansion soviétique (845).

L'expression la plus frappante sans doute de la nouvelle orientation tactique de AMADA-TPO est sans aucun doute sa participation au Comité Tchécoslovaquie -10 ans, constitué en 1978 en commémoration de l'intervention soviétique de 1968. Sa participation n'étonne pas. Ce sont des positions déjà défendues du temps du SVB pour lequel « (...) *l'invasion de la Tchécoslovaquie par un demi-million de soldats russes marque le retour définitif du capitalisme et de l'impérialisme en Russie* » (846). Par contre, grande nouveauté, AMADA-TPO accepte, via ce comité, de s'allier à des forces qui jusqu'ici constituaient ses cibles principales, entre autres : des sénateurs du Rassemblement Wallon, des députés et membres du bureau national du Parti Socialiste Belge, des députés du CVP (Christelijke Vlaams Partij), du PRL (parti libéral), de la Volksunie, du FDF (Front Démocratique Francophone), des dirigeants syndicaux etc... (847)

Si la question internationale prend le pas au sein du mouvement sur la politique nationale, cela ne signifie pourtant pas qu'il se désintéresse de la situation socio-économique de la Belgique. Au contraire, le mouvement va redoubler d'activité dans ce domaine.

Il va notamment développer des analyses systématiques et précises de la situation concrète de la Belgique à la fin des années septante. Et de fait, la crise de surproduction frappe également la plupart des secteurs industriels belges avec pour conséquence un train de mesures d'austérité dont les premières victimes sont les travailleurs. A titre d'exemple, le chômage qui touche 71.000 personnes en 1971 en affecte 320.000 en 1980 [\(849\)](#).

Conséquence directe, une grande instabilité politique. Cinq gouvernements différents se succèdent entre 1973 et 1979 [\(850\)](#).

La Belgique entre alors dans une nouvelle période de grèves de grande ampleur, principalement dans la sidérurgie.

AMADA-TPO perçoit la crise en Belgique comme un élément de la crise internationale [\(851\)](#). Il est clair pour le mouvement qu'il faut continuer à «*s'occuper de la lutte quotidienne de la classe ouvrière contre la bourgeoisie monopolistique*» [\(852\)](#).

Pour mener à bien cette «*lutte quotidienne*», AMADA-TPO opte à nouveau pour la tactique du front, toujours dans le cadre de la lutte contre le sectarisme.

C'est un nouveau virage important dans la politique de AMADA-TPO qui va notamment ouvrir les pages de son journal à des représentants syndicaux, comme l'interview du président de la délégation CNE de Hainaut Sambre en 1978 [\(853\)](#), ou encore à différentes organisations liées aux syndicats comme les jeunesses CSC. Le 1er mai 1978 est organisé sous le signe du front uni où «*des organisations syndicales, anti-impérialistes, progressistes et démocratiques sont invitées à défiler avec leurs propres mots d'ordre et drapeaux sur base d'un programme de Front Uni(...)*» [\(854\)](#).

AMADA-TPO lance d'ailleurs un appel à la création de fronts communs syndicaux dans les différents secteurs industriels appelant les militants syndicaux de la CSC et la FGTB «*(...) à abandonner une fois pour toute l'idée que l'autre syndicat est ennemi. Il y a dans les deux syndicats de très bons délégués. (...) de très bons secrétaires syndicaux*» [\(855\)](#).

AMADA-TPO mène donc une véritable politique d'ouverture à l'égard du monde ouvrier, à l'exemple de la visite officielle, une première sous cette forme, du comité central d'AMADA-TPO, à la délégation syndicale de l'industrie pétrolière RBP, le 11 septembre 1978 [\(856\)](#).

Il apparaît clairement que si AMADA-TPO veut constituer un véritable parti ouvrier de masse, il est nécessaire que le mouvement ouvre ses rangs aux ouvriers en popularisant les différentes organisations du Parti. Une importante campagne est alors menée autour des cellules ouvrières d'AMADA-TPO dans le journal, campagne de formation autour du rôle de la cellule et de son fonctionnement [\(857\)](#). Une place plus importante est également donnée au sein du journal aux lettres des lecteurs ouvriers.

Le mouvement va également essayer dans une série d'autres milieux très variés : le mouvement féministe qui se développe alors autour du

droit à l'avortement, les enseignants, ainsi qu'une série de mouvements culturels (858). On voit entre autres apparaître dans le journal des articles relatifs aux mouvements Punk, Bob Marley (859) ou encore un hommage à Jacques Brel (860).

Le mouvement sera également à l'origine de la constitution de certains fronts, comme le Front d'Action à Hoboken contre la pollution au plomb (861) ou encore l'importante campagne pour la défense des droits démocratiques qui suit l'arrestation de l'avocat Michel Graindorge en 1979 (862).

Dans sa lutte contre le sectarisme, le mouvement se livre à des analyses précises et concrètes pour préparer le congrès de fondation de 1979.

Des dossiers spéciaux sont régulièrement publiés dans le journal reprenant les principales revendications du mouvement, à l'image du dossier sidérurgie, secteur alors touché de plein fouet par la crise, qui analyse la situation économique des différents grands centres sidérurgiques, ou encore du secteur pétrolier ou automobile. Des analyses particulières sont également consacrées à la crise économique en elle-même, problème de l'emploi etc.

Tout ceci permet à AMADA-TPO de formuler des revendications claires. L'analyse de la crise économique amène le mouvement à élaborer la revendication des 36 heures sans perte de salaire avec 10% d'embauché compensatoire (863).

Ce travail permet à AMADA-TPO de s'afficher comme véritable parti dans le débat politique du pays, comme parti d'opposition. La fondation du Parti doit officialiser cette volonté de devenir un acteur politique connu et reconnu.

Cette nouvelle orientation du mouvement va rapidement porter ses fruits. Si les élections de 1976 apparaissent comme un échec, celles de 1977 et 1978 traduisent un progrès important du mouvement. Rappelons que les voix recueillies à la Chambre passent de 25.213 en 1977 à 43.546 voix en 1978 (864).

Le mouvement gagne une sympathie grandissante au sein du monde ouvrier. Ainsi un militant du mouvement est réintégré au sein du syndicat trois ans après en avoir été exclu (865).

A ce titre, l'expérience de Walter Bauwens est également révélatrice. Ancien enseignant devenu ouvrier d'usine à Heijemer-Beerse, militant de AMADA-TPO, il est licencié en janvier 1979. Les ouvriers de l'usine vont alors se lancer dans une grève sauvage de cinq semaines pour exiger sa réintégration (866).

## ***B. Le Congrès de Fondation du Parti du Travail de Belgique - [Table des matières](#)***

En août 1978, une délégation d'AMADA-TPO, composée entre autres de Luc Vervaet, Jean Pestieau et Baudouin Deckers se rend en Chine, officiellement comme délégation du Mouvement Marxiste-Léniniste. Officiellement, car il s'agit de représentants de la direction d'AMADA-

TPO. Ce premier voyage est rapidement suivi par l'envoi, en avril 1979, d'une deuxième délégation, composée de Ludo Martens, Kris Merckx, Herwig Lerouge et Jo Cottenier, représentant cette fois-ci le comité central de AMADA-TPO [\(859\)](#).

La deuxième délégation est officiellement invitée par le comité central du Parti Communiste Chinois (PCC). Elle s'y rend pour étudier le développement d'un pays socialiste et les différentes expériences du PCC, notamment la formation des cadres [\(860\)](#).

Il semblerait que le mouvement ait voulu par ce voyage, outre bénéficier d'une certaine reconnaissance de la part des autorités chinoises, appuyer sur le plan idéologique la fondation du parti. Il s'agissait pour la direction d'étudier la manière dont un parti communiste était capable d'organiser et de diriger 900.000.000 de personnes [\(861\)](#).

Le 1er mai 1979, la préparation du Congrès de Fondation est officiellement lancée. Dans son discours annuel, Ludo Martens dresse le bilan de dix années d'actions [\(862\)](#).

La direction du mouvement est consciente de la sympathie croissante à l'égard du mouvement. Cette sympathie lui impose de toujours progresser sur le plan organisationnel, de s'adapter à la réalité changeante [\(863\)](#). Il s'agit, d'ici le congrès de fondation, de développer, au sein du mouvement, un véritable esprit de parti sur base de l'étude et de la diffusion de son programme et sur base d'une intense campagne de recrutement « *de quelques centaines de nouveaux membres* » et du renforcement des liens avec la base [\(864\)](#). De faire « (...) *un pas définitif pour la fondation du Parti* » en préparation au congrès [\(865\)](#).

L'avancée importante du mouvement aux élections de 1978 (plus de 43.000 voix) représente pour la direction une bonne base de recrutement. Le futur parti doit élargir davantage son influence au sein de tous les milieux [\(866\)](#). A cette fin, il est nécessaire, selon la direction, d'élargir l'équipe de cadres dirigeants de manière à accroître la quantité et la qualité des tâches du Parti [\(867\)](#). Est ainsi constituée une catégorie de « *cadres intermédiaires* » qui permettent à la direction du mouvement de se libérer d'une série de responsabilités que les « *cadres intermédiaires* » prennent à leur charge et de centraliser son activité sur l'élaboration de la ligne politique générale [\(868\)](#).

La campagne électorale pour les élections européennes du 10 juin 1979, mise sous le signe du renforcement du Parti, doit être l'aboutissement, ou test final, de toute la réorientation opérée par le mouvement [\(869\)](#). Le nouveau succès timide de ce « *test* » (45.423 voix) encourage certainement le mouvement à entamer la préparation du congrès de fondation.

Dès septembre 1979 est lancée dans le journal une grande campagne en vue de rendre publics les nombreux débats autour du futur programme du Parti. Le nouveau nom du mouvement, Parti du Travail de Belgique, dévoilé dans le journal du 29 août 1979, se veut l'emblème de la lutte contre le sectarisme. Il est destiné à présenter le

mouvement, non pas comme un groupe d'extrémistes mais bien comme un large parti de masse qui organise l'ensemble du monde du travail [\(870\)](#).

Ce nouveau nom est également destiné à différencier le mouvement des partis communistes traditionnels. Le concept de communisme n'est pas repris car il « renvoie aux yeux des masses au PCB et à Moscou » [\(871\)](#).

Mais plus qu'un changement de nom, le congrès de fondation se veut la synthèse de dix années d'actions. Dans une note adressée à tous les militants, le comité central en fixe les enjeux : « *Nous voulons synthétiser toutes les idées et la sagesse des militants. (...) Nous devons faire le bilan de notre activité depuis 1968. (...) Les dix ans de préparation sont maintenant finis et nous pouvons agir vers l'extérieur comme un vrai parti. Nous avons une large pratique révolutionnaire. (...)* »

Le congrès va rassembler 212 délégués, cadres dirigeants, cadres intermédiaires et membres des cellules. Ils sont élus selon le principe de un sur trois [\(874\)](#).

Ils doivent représenter leur section auprès du congrès et défendre les positions des membres de chaque section. Ceci n'empêche pourtant pas les membres absents d'exposer leurs critiques et leurs amendements [\(875\)](#). Il est intéressant de relever qu'une priorité est donnée aux ouvriers pour représenter leur section au congrès : « *quand deux camarades ont à peu près les mêmes qualités, alors on envoie de préférence un ouvrier plutôt qu'un autre travailleur, plutôt un camarade qui travaille dans une grande usine qu'un autre qui travaille dans une entreprise moins importante* » [\(876\)](#).

Le congrès fixe l'ensemble des principes adoptés tout au long du développement d'AMADA-TPO. Le programme est le meilleur moyen de « *quitter le chemin du spontanéisme* » en dirigeant tout le travail du parti pendant les années à venir [\(877\)](#). L'élaboration du programme sera d'ailleurs l'occasion d'un important débat. Cinq cents amendements ont été soumis aux différentes commissions, trois cents d'entrés eux seront discutés en séance plénière [\(878\)](#). Les thèses principales de ces discussions sont reprises chaque semaine dans le journal.

Les principes même de l'existence d'un parti comme le PTB sont fixés : analyse des fondements du capitalisme, de l'impérialisme et du rôle de l'état, la nécessité de la révolution socialiste violente sous la direction du parti révolutionnaire [\(879\)](#).

Le principe tactique du front uni est également clairement défini sur base des deux dernières années de pratique de AMADA-TPO.

Dans ce cadre, le programme minimum doit donner une orientation précise au travail du front uni, programme minimum sur base duquel le Parti doit rassembler l'ensemble des démocrates de tous les milieux désireux de lutter contre la bourgeoisie monopolistique et l'impérialisme. « *sur le terrain de la lutte pour la démocratie, le progrès social, l'indépendance nationale et la paix(...)* » [\(880\)](#). Par

démocratie, le PTB entend la démocratie populaire, c'est-à-dire que le pouvoir doit émaner du peuple, au sein d'une assemblée populaire de représentants du peuple élus et révocables, en clair « *la démocratie signifie que tout le pouvoir émane du peuple, que les structures de l'état sont édifiées et contrôlées par la base, que les larges masses participent effectivement à la direction de l'état* » [\(881\)](#).

Le progrès social ne signifie pas de simples réformes mais des « *revendications radicales contre le grand capital pour améliorer substantiellement les conditions des classes travailleuses* » [\(882\)](#). La revendication de l'indépendance nationale et de la paix est évidemment issue du mouvement contre les deux superpuissances.

Le Parti du Travail de Belgique est officiellement créé au terme d'une fête de trois jours, du 2 au 4 novembre 1979, fête à laquelle a participé Laurent Kabila, actuel président de la République Démocratique du Congo [\(883\)](#). La fondation du PTB couronne un combat de plus de dix ans pendant lesquelles les militants issus du SVB, fondateurs de AMADA-TPO ont forgé leur maturité.

Le congrès donne une nouvelle orientation au mouvement en lui imposant « (...) *la tâche de créer une organisation solide qui peut donner une direction politique à la lutte du peuple belge, qui donne une infrastructure importante pour la lutte des travailleurs, un quartier général pour toutes les personnes combattives qui veulent une Belgique socialiste* » [\(884\)](#).

Voilà donc l'importante tâche que se fixe le nouveau parti, mais ceci est une autre histoire !

### **Conclusion générale - [Table des matières](#)**

Alors que s'achève le siècle des extrêmes, que les grands penseurs prédisent un nouveau millénaire débarrassé des idéologies totalitaires, un bilan de l'état du mouvement communiste international mais également national s'impose.

Dans un environnement caractérisé depuis 1956 par le recul du phare socialiste situé à Moscou, l'Union Soviétique s'est effondrée sous la pression de l'idéologie libérale en quête de globalisation. La Russie finit de sombrer à l'image du sous-marin Kursk.

La Chine qui a pu un moment reconforter les adeptes de la révolution en la déplaçant dans la conquête de l'indépendance des pays du Tiers-Monde, s'ouvre au « *socialisme de marche* » et perd progressivement, auprès des adeptes de l'économie planifiée et démocratique, le prestige acquis lors du soulèvement des gardes rouges et la critique de la dérive soviétique.

La mondialisation semble avoir anéanti la pertinence des théories marxistes qui paraissent être renvoyées aux poubelles de l'histoire. Le bilan est funèbre pour le Tiers-Monde et les laissés pour compte de l'économie de marché impérial.

Pourtant, force est de constater que le fameux spectre hante toujours l'Europe.

Si l'on se penche sur la scène politique belge, toutes les prévisions de la fin de l'histoire volent en éclat. Les idées communistes sont toujours belle et bien existantes et connaissent même un regain de popularité avec le Parti du Travail de Belgique.

La création de ce parti en novembre 1979 dénote d'ailleurs singulièrement avec l'évolution historique du moment. Alors que les dernières vagues de mai 1968 s'échouent au seuil des années quatre-vingts, alors que les dernières organisations nées de l'effervescence contestataire finissent de disparaître, présageant le déclin futur du mouvement communiste international, le développement du mouvement *Alle Macht Aan de Arbeiders* en un parti apparaît comme une singulière particularité.

L'analyse du mouvement AMADA développée ici a tenté une première explication de ce phénomène.

Au terme de cette analyse, le développement de ce mouvement apparaît comme un pur produit de l'histoire, une nécessité dialectique, le contraire de la fatalité économique.

Ludo Martens et les autres militants fondateurs de AMADA et plus tard du PTB, n'ont pas été nourris au sein de Jenny Marx mais bien des horreurs de la guerre du Vietnam, des conditions de vie désastreuses du Tiers-Monde, des contradictions mêmes d'un système qui a poussé les mineurs du Limbourg ou encore les dockers d'Anvers sur la voie de la contestation.

Dès lors l'histoire des idées, leur apparition et leur développement sont intimement influencées et même déterminées par leur environnement socio-économique.

Le capitalisme triomphant ne peut se maintenir qu'en perpétuant les inégalités du développement national ou individuel. Il ne peut mécaniquement et dialectiquement qu'accentuer la concentration des richesses et la prospérité de la pauvreté. Il crée donc les conditions favorables à sa propre destruction en poussant sur la voie révolutionnaire des pans entiers de mécontents et de laissés pour compte.

Le monde de la fin des années soixante n'offrait, comme issue à la crise, que l'expérience socialiste de la Chine maoïste. Des milliers de jeunes à travers le monde vont se

reconnaître dans les fougueux gardes rouges dont l'action contre les survivances de l'ancienne caste féodale symbolisait d'une manière plus large le rejet du monde bourgeois et de ses principes.

C'est presque naturellement, à tort ou à raison, c'est selon, que les étudiants contestataires se sont ralliés au maoïsme, renforçant le rejet

du modèle soviétique véhiculé par l'ensemble des partis communistes « *traditionnels* ».

L'adhésion au maoïsme impliquait tout aussi « *naturellement* » la découverte, ou plutôt la redécouverte du marxisme. Les militants ne se voyaient pas en restaurateurs. Ils ont choisi leur instrument de lutte contre Dieu et la nation. Ils n'ont pas hurlé avec les loups flamboyants.

Mais l'émergence de l'idée n'explique pas à elle seule l'apparition d'un mouvement capable de la véhiculer et de la populariser.

L'évolution de AMADA montre ici le rôle prédominant de l'implication de ses militants dans la pratique sociale. Le choix opéré en 1968 de résolument s'engager dans le monde ouvrier, a imposé un rassemblement organisationnel dont les formes ont été déterminées par les différentes expériences des militants.

Ce n'est donc que par la confrontation à des situations diverses, à un environnement économique, politique et social changeant que les conceptions idéologiques du mouvement ont évolué. L'idéologie n'apparaît plus comme rigide, transcendante, mais comme conséquence vivante du réel. A contrario, l'évolution de l'UC(ML)B tente à montrer qu'une application dogmatique, intellectualiste du marxisme mène à la destruction de l'organisation.

Si la dérive dogmatique au sein de AMADA n'a pas pu être évitée, le mouvement a malgré tout pu s'en préserver. C'est ici une autre particularité du mouvement.

En mettant dix ans à se constituer en parti, les dirigeants du mouvement ont résolument choisi de faire leurs propres expériences. Indépendamment de toute influence extérieure, brisant ainsi avec la logique de la soumission au parti mère propre au modèle soviétique, AMADA s'est construit seul.

Ceci a l'avantage d'expliquer non seulement l'apparition d'un mouvement comme AMADA mais également sa survivance.

Cela soulève également de nouvelles questions susceptibles de faire l'objet de recherches plus poussées.

Si l'étude réalisée ici lève un voile sur les origines du PTB et tente d'apporter une première explication à la réapparition d'une certaine ferveur révolutionnaire, de nombreuses recherches restent à faire pour mieux appréhender le mouvement AMADA. Certains aspects méconnus du mouvement ont été abordés au cours du mémoire, comme ses organisations annexes, mouvements de jeunesse, Médecine Pour le Peuple, etc. Autant de thèmes qui méritent une analyse plus poussée.

A ce titre, le rôle des organisations de jeunesse est particulièrement intéressant à étudier. Né il y a plus de trente ans, le mouvement doit pouvoir, pour se survivre, renouveler ses cadres et accroître le nombre de ses militants.

Le problème se posait moins du temps de AMADA, pourtant l'implantation parmi les jeunes semblent avoir été une de leurs préoccupations.

Quel rôle jouaient ces organisations ? Dans quel genre de schéma s'inscrit l'encadrement de la jeunesse, à quelle fin ? Quel parcours suivent les jeunes adhérents au sein du parti ? Assiste-t-on, à l'instar des partis de masses traditionnels, à une pillarisation de l'organisation ? Autant de questions qui permettent de mieux comprendre l'implication du mouvement dans l'opinion.

Quid également de l'influence concrète du mouvement ? Si les limites archivistiques ne nous ont permis que quelques suppositions sur ce sujet, il reste nécessaire de prendre la mesure de cette influence auprès d'autres formations et des mouvements associatifs.

Pour discerner la sympathie populaire suscitée par le mouvement, seule une hypothétique consultation des données personnelles des membres peut définitivement faire la lumière sur la composition du mouvement. Dans ce cadre, un travail d'enquête, de recueil de témoignages de militants de base ou de sympathisants, permettrait d'approfondir la première approche réalisée dans ce mémoire.

Autre aspect, les techniques de communication du mouvement. Un important fonds d'affiches, déposées par Renate Willockx, est conservé à l'AMSAB. Celles-ci peuvent éclairer sur les thèmes et messages véhiculés par le mouvement. C'est également l'occasion d'une étude de la base du mouvement, du commun des militants à travers des actions du type collage.

La consultation des archives des syndicats, des autres formations politiques, permettraient également d'appréhender la portée politique du discours de AMADA.

Dans ce cadre, les archives du Parti Communiste peuvent mettre en lumière le phénomène de sa disparition, finalement au profit d'une organisation rivale et présenter sous un autre angle l'opposition entre les deux organisations. Car, dans ce conflit, AMADA et le PTB apparaissent comme l'aboutissement d'une période de transition dans le mouvement communiste belge qui verra disparaître un parti historique, pour laisser la place à une nouvelle formation, née du désir d'une nouvelle génération de renouer avec les principes fondateurs du marxisme et du léninisme.

Ceci soulève un nouveau questionnement relatif à l'analyse générale du mouvement de critique, dans le sillage de la Chine, du « *révisionnisme* » soviétique. Sur le plan national, ce mémoire se veut une première tentative d'explication d'un épisode jusqu'ici méconnu de l'histoire du mouvement communiste belge. Jean-Michel De Waele s'indigne à juste titre de l'absence quasi totale d'analyse de la dissidence « *pro-chinoise* » de Grippa en 1963 « (...) *la première et la plus importante organisée en Europe occidentale (...) 'tête de pont' pour aider d'autres scissions et d'autres mouvements politiques en Europe occidentale mais aussi sur d'autres continents* » (885). D'une manière plus générale, on pourrait s'indigner de l'absence totale d'analyses sur l'ensemble du mouvement « *pro-chinois* » en Belgique

et même sur le plan européen. Christophe Bourseiller et son étude du mouvement maoïste en France, fait figure de pionnier. En Belgique dans son article *Gauchisme et nouvelles gauche en Belgique*, Chauvier a bien tenté une première approche, mais tout reste à faire (886). Ce mémoire peut être considéré comme une première tentative d'analyse de l'ensemble des organisations idéologiquement proches des positions chinoises. Comprendre leur naissance, leur évolution et leur disparition apporterait de nouveaux éléments d'explication à la survivance de AMADA. Pensons notamment à l'UC(ML)B qui, sommairement abordée ici, mérite une étude complète qui reste à faire. L'étude de ce mouvement permettrait entre autres de mettre en évidence de nouveaux éléments d'explication de sa disparition. A ce titre, l'accès aux archives des forces de police et de la sûreté de l'Etat, permettrait une nouvelle appréhension de leur rôle dans la disparition de la plupart des organisations issues du chaudron contestataire de la fin des années soixante.

Si l'étude de AMADA a permis de découvrir les origines de l'actuel PTB. qu'en est-il de son développement ultérieur ?

Si AMADA a du se constituer et émerger dans un climat de ferveur révolutionnaire, le PTB, quant à lui, va devoir rapidement se positionner et justifier son existence dans un contexte caractérisé par la crise du mouvement communiste international du début des années quatre-vingts qui verra bon nombre d'organisations disparaître. Le jeune parti devra également résister à la vague anti-communiste du milieu de cette décennie et dont la chute de l'Union Soviétique semble être l'aboutissement. Quelle raison d'être après la chute du mur de Berlin ou les événements de Tien An Men ? Comment garder sa spécificité politique et idéologique dans un environnement hostile qui ne présage guerre d'avenir à ceux qui revendiquent encore les idéaux communistes ? Encore une fois et malgré une série de défections, le PTB passera outre et résistera au recul idéologique du début des années nonante. Encore une singularité qu'il s'agit de comprendre. Une première tentative réside peut-être dans le mémoire que Damien Robert, étudiant de l'UCL, a réalisé cette année sous la direction de Monsieur Servais. Sous le titre *Histoire de l'évolution idéologique et politique du PTB de 1979 à 1990*, cet étudiant s'attache à analyser l'évolution du discours et de la pensée politique du mouvement ce qui permet de juger de son évolution par rapport à la période amadiste étudiée ici. Il y a-t-il rupture du discours ou continuité ? Dans les deux cas, ce mémoire peut apporter une première réponse.

L'aspect organisationnel, les différentes relations du mouvement à son environnement politique et social, l'analyse du relais de son discours au sein des masses populaires, ne semble pourtant pas abordés. Autant de pistes qu'il reste encore à explorer.

Enfin, les derniers bouleversements internationaux soulèvent la question de l'évolution future des idées communistes. Le libéralisme triomphant génère un malaise grandissant auprès d'une partie de plus en plus importante de la population et laisse présager, pour le siècle à venir, de grands bouleversements. Le modèle social-démocrate qui assurait jusqu'ici la paix sociale, semble avoir fait long feu, ouvrant la voie à une radicalisation accrue des masses populaires.

Les prémisses sont déjà visibles. Un large front international de résistance se constitue contre la mondialisation, tandis qu'au niveau local émerge une multitude de groupes d'opposition aux différentes expressions du modèle dominant. Dans un monde en évolution de plus en plus rapide, grâce au progrès des nouvelles technologies de communication, les représentants d'un modèle marxiste vieux de plus de cent ans auront à s'adapter, à trouver un chemin dans un univers en perpétuel changement.

## **Bibliographie** - [Table des matières](#)

### **I. Ouvrages généraux** - [Table des matières](#)

ARCQ (E.), NEUVILLE (J), *L'évolution du taux de syndicalisation 1972-1981*, in Courrier hebdomadaire du Crisp, 1987, n°1 147.

ASSELAJN (J.-C), *Précis d'histoire européenne XIX-XXsiècle*, 1993.

BARRAL (P.), *H y a trente ans la guerre froide*, Paris, 1984.

BAUDHUIN (F.), HAAG (H.), *Histoire de la Belgique contemporaine, 1914-1970*, Bruxelles, 1974.

BAUDHUIN (F.), *Histoire économique de la Belgique 1957-1968*, Bruxelles, 1970.

BERNSTEIN (S), MILZA (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XX<sup>2</sup><sup>TM</sup> siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992.

BERNSTEIN (S), MILZA (P.), *Histoire du XX<sup>ème</sup> siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996.

BITSCH (M.-T.), *Histoire de la construction européenne de 1915 à nos jours*, 1996.

BORMS (K.), *La grève des dockers (6 avril-6 juin 1973)*, in Courrier Hebdomadaire du CRISP, 1974, n° 618-619.

BOURSEELLER (C), *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, 1993.

BOUSQUET (G.), *Apogée et déclin de la modernité: regards sur les années 60*, Paris, 1993.

BRI ON (R.), HATRY (P.), MOREAU (J.-L), PEETERS (Th.), *100 ans pour l'entreprise, 1895-1995, Fédération des Entreprises de Belgique*, Bruxelles, 1995.

CAP (J.), *In naam van mijn classe*, Berchem, 1986.

CASTRO (F), *Allocution du vendredi 23 août 1968*, La Havane, 1968.

Chambre des Représentants, session 1972-1973, *Projet de Loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs*

*agissements à troubler l'ordre public ou la sécurité publique*, documents de la Chambre, n°430 (1972-1973) n°1, 30 octobre 1972.

CHAUVIER (J.-M.), *Gauchisme et nouvelles gauche en Belgique*, in Courrier hebdomadaire du CRISP, 1973,1, n° 600-601; II, n° 602-603.

CHLEPNER(B.-S), *100 ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1972.

COENEN (M.-T.), *La grève des femmes de la FN en 1966*, Bruxelles, 1991.

COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-1) de Belgique, *Les étudiants*

*flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968.

COLLET (A), *Les guerres locales du XX<sup>2</sup><sup>TM</sup> siècle*, Paris, 1998.

COTTENIER (J.), HERTOGEN (K.), *Le temps tra\aiIle pour nous, Militant syndical dans les années 1990*, Bruxelles, 1991.

COTTONIER (J), DE BOORSE (P.), GOUNET (T.), *La société générale 1822-1992*, Bruxelles, 1989.

Courrier hebdomadaire du CRISP, *L'affaire de Louvain*, n° 173, 178, 208, 234, 266-267, 287, 333-334, 358, 364-365, 394, 398.

DE BAKKER (B.), *La grève des mines du Limbourg, janvier-février 1970*, in Courrier Hebdomadaire du CRISP, 1970, n°499.

DE CONINCK (A.), *Mijnstakinglimburg 1970*, Bruxelles, 1970.

DE MAN (J.), *Het gevecht van de mammon*, Belgique, 1968

DE RONGE (A), MOLITOR (M.), *Données relatives aux grèves en Belgique de 1947 à 1971,,* in Courrier hebdomadaire du Crisp, 1975, n 677-678.

DE WAELE (M)-GAUS (H.)-UYTTERHAEGEN (F.), *Beknopte bibliografie van de Politieke en sociaal-economische evolutie van België, 1968-1980*, Gand, 1983. *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965.

DEGEE (J.-L), *L'évolution des luttes ouvrières en Belgique*, in Bulletin hebdomadaire de la Fondation André Renard, 1980, 103-104, pp.] 1-23; 106-107, pp.27-50.

DELWIT (P.), DEWAELE (J.-M), *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles, 1997. DEL WIT (P. ), *La gauche face aux mutations en Europe*, 1993.

DEWACHTER (W.), *Recueil de documents relatifs à la propagande des partis politiques aux élections législatives du 31 mars 1968*, 1970.

DEWEERDT (M), *Inventaris van de Betogingen in België 1953-1974*, Leuven, 1985. D'HAENENS (A.), *L'université catholique de Louvain, vie et mémoire d'une institution*, Bruxelles, 1992.

Dossier hebdomadaire du CRJSP, *Evolution et implication de l'affaire de Louvain*, n°358, 17 mars 1967.

Dossiers du CRISP, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, 1975.

DROZ (B.), BROWLEY (A), *Histoire générale du XX siècle, deuxième partie, depuis 1963 t.3, Expansion et indépendances 1950-1973*, Paris, 1986.

DUFOUR (J.-L.), *les crises internationales de Pékin-1900 à Sarajevo-1995*, Bruxelles, 1996.

ESMEIN (J), *La révolution culturelle*, Paris, 1970. Etudes Marxistes, revue mensuelle, n°29, Bruxelles, mars 1996. *Europe Magazine*, n°187, 5-11 maart 1968.

FEB, Fédération des entreprises de Belgique, *L'économie Belge dans un monde qui change*, cinquième journée des entreprises belges, 1981.

FEB, Fédération des Entreprises de Belgique, *Rapport annuel, 1973-1974*. Fédération des Entreprises de Belgique, *La concertation sociale au niveau interprofessionnel*, Bruxelles, 1974.

FRAEYS (W.), *Les élections législatives du 10 mars 1974*, in Res Publica, 3-4, 1974, pp. 517-536 ; *Les élections législatives du 17 avril 1974*, in Res Publica, 3, 1977, pp. 495-513 ; *Les élections législatives du 17 décembre 1978, analyse des résultats*, in Res Publica, 2, 1979, pp. 309-328.

GALLE (C), *'Klein links' in Waanderen*, Gent, 1994.

GAUS (H.)-VAN EENOO (R), *Beknopte bibliografie van de politieke en sociaal-economische van België, 1945-1992*, Gand, 1992.

GENICOT (L), *Vingt ans de recherches historiques en Belgique, 1969-1988*, Bruxelles 1990.

GERARD-LIBOIS (J.), LEWIN (R.), *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe, 1947-1953*, Pol.His, 1992.

GILLET (J.-P.), *Les sept fontaines de la sagesse, VLB 1958-1968*, Bruxelles 1992.

GOOSSENS (P.), *Leuven '68 of het geloof in de hemel*, Zellik, 1993.

GOTOVITCH (J.), DEL WIT (P.), DE WAELE (J-M), *L'Europe des Communistes*, Bruxelles, 1992.

GOTOVITCH (J.), DELWIT(P.),*La peur du rouge*, éd. Bruxelles, 1996.

GOVAERT (S), *Mai 68, c'était au temps où Bruxelles contestait*, Bruxelles, 1990.

GRAS (C), *Les états marxistes de 1917 à nos jours*, Paris, 1978.

GRIM AL (H.), *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Belgique, 1996.

GUILLERMAZ (J), *Le parti communiste au pouvoir, t.2, Du mouvement d'éducation socialiste à la révolution culturelle et à l'ère Hua Kuo-feng (1962-1979)*, Paris, 1979.

GUILLERMAZ (J.), *Le Parti Communiste Chinois au pouvoir, t.2*, Paris, 1979.

HOBSBAWM (E -j'), *L'âge des extrêmes, Histoire du court XXsiècle*, Paris 1999.

JAUMAIN (S.), *Industrialisation et sociétés (1830-1970), la Belgique*, Paris, 1998.

JEAN (P. ), *Les enfants du Borinage, lettre à Henri Storck*, RTBF, 1999.

JOURNES (C), *L'extrême gauche en Grande-Bretagne*, Paris, 1977.

JUNQUA (D), *L'histoire au jour le jour, 1944-1996*, 1997. *La chine et le monde*, Beijing information, Chine, 1983.

KURGAN - VAN HENTERIJK (G.), *Le patronat en Belgique, 1880-1960*, dans HES 1998, p. 193.

KURGAN (G), *La question sociale en Belgique et au Canada, 19e- 20e siècle*, 1988. *La chine et le monde*, Beijing information, Chine, 1983.

*La composition des gouvernements belges 1946-1971*, dossier documentaire, parlement belge, dossier doc.3, Bruxelles, 1971.

*La construction européenne, les essentiels* Milan, Ligugé, 1996.

LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Belgique, 1999. LE GOFF (J.-P). *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, 1998. *Le livre noir du capitalisme. Le temps des cerises*, Pantin, 1998.

*Le temps des guérillas*, dans la série *Le siècle des hommes*, réalisé par Bill Trehan Jones et Philippe Graindoux, Pathé Télévision, France 2, BBC, 1997.

LEMAITRE (H.), *Les gouvernements belges de 1968 à 1980, processus de crise*, Bruxelles, 1982

LENINE (V.), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres choisies en deux volumes*, T.I, deuxième partie, Moscou, 1953, pp. 433-572.

LENINE ( V. ), *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Pékin, 1976. LENINE (V), *Que faire ?*, Pékin, 1978.

*Les élections législatives du 17 avril 1977*, in *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n°763, 1977.

*Les élections législatives du 17 décembre 1978*, in *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n°826-827, 1979.

*Les opinions et les attitudes à l'égard de la Déclaration Commune sur la Productivité*, Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, 1959.

*Les partis politiques en Belgique*. Centre de recherche et d'information socio-politique, 1996.

Lt. Kol. VANGEET (W.J.D.), *De dokstaking 1973, dagboek van een sociaal conflict in de haven van Antwerpen*, 1979.

LUYKX (Th.), *Politiek geschiedenis van België*, Amsterdam-Bruxelles, 1977-1978. MABILLE (X), *Histoire politique de Belgique - facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, Bruxelles, 1997.

*Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le Monde*, ss. dir. DREYFUS-ARMAND (G), 1988.

MARMOR (F.), *Le maoïsme, Que sais-je ?*, n°1658, Paris, 1976.

MARTENS (L.), *De Tien An Men à Timisoara, luttés et débats au sein du PTB (1989-1991)*, Bruxelles, 1994.

MARTENS (L.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993.

MARTENS (L.), *La contre révolution de velours*, Bruxelles, 1989

MARTENS (L.), *Le Parti de la révolution*, Bruxelles, 1996

MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993.

MARTENS (L.), *Un autre regard sur Staline*, Bruxelles, 1991.

MARTIN G., *Ceux de Clabecq*, Bruxelles, 1997.

MARX (K.), ENGELS (F.), *Le manifeste du Parti Communiste*, Pékin, 1977.

M1LZA (P.), *Les relations internationales de 1945 à 1973*, Paris, 1996.

- MOLITOR (M.), *Les conflits sociaux en Belgique, 1969-1975*, Leuven, 1976.
- MOLLA (S.), *Les idées noires de Martin Luther King*, Labor et Fides, Genève, 1992.
- NEUVILLE (J.), *Les élections syndicales de 1971*, in *Courrier hebdomadaire du Crisp*, 1973. I, n°597; II, n° 611 ; 1974, III, n° 631.
- NEUVILLE (J.), YERNA (J.), *Le choc de l'hiver '60- '61, les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, 1990.
- Nieuwe encyclopedie van de vlaamse beweging*, Tielt, 1998, pp.2915-2917, pp. 2818-2920.
- OBAP, *les opinions et les attitudes à l'égard de la déclaration commune sur la productivité*. Bruxelles, 1959.
- PARTIJ VAN DE ARBEID, *Van studentenvakbeweging tot Partij van de Arbeid*, Bruxelles, 1991.
- PETILLON (L.), *Témoignage et réflexion*, Bruxelles, 1967.
- PICQUE (Ch.), *Mai 68*, Bruxelles, 1978.
- Politiek jaarboek. Année politique. 1976-*, dans *Res Publica*, 1977.
- PORTES ( J. ), *Les américains et la guerre du Vietnam*, 1993.
- ROBINSON (J), *The cultural révolution in China*, Grande-Bretagne, 1969.
- ROBINSON (J), *The cultural révolution in China*, Grande-Bretagne, 1969.
- ROWIES (L), *Les partis politiques en Belgique*, 1975.
- RUHLMANN (J), *Histoire de l'Europe au XX siècle*, 1994.
- RYCKMANS (H.), *jeunesse et mouvement étudiant après 1968*, in *La revue nouvelle*, 1983, II, p.377-391.
- SCOTTO (M), *Les institutions européennes, la réforme inachevée*, Le Monde édition, 1997.
- SEGHIN (Y;), *La Belgique en 1965*, Bruxelles, s.d.
- SEMIDEI (M.), *Les contestataires aux Etats-Unis*, France, 1973.
- SEMINAIRE COMMUNISTE INTERNATIONAL, *L'effondrement de l'Union Soviétique: causes et leçons, pour donner un nouvel essor révolutionnaire au mouvement communiste international*, Bruxelles, 1998.

SERVAIS (J.), MECHELYNCK (E.), *Codes Belges, T2, Matières pénales*, art.66, Bruxelles, 1975.

SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *Le monde depuis la fin des années 60*, Paris, 1998.

SOULET (J.-F.), *Histoire comparée des états communistes de 1945 à nos jours*, Paris, 1996.

SPAAK (P-H), *Le discours de la peur*, in GERARD-LIBBOIS (J.), LEW1N (R.), *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe, 1947-1953*, POLHIS, 1992.

SPITAEELS (G.), OPDENBERG (M.-L.), *L'année sociale*, 1970.

TODTS (H.), JONCKHEERE (W.), *Leuvens Vlamms, splitsingeschiedenis van KUL*, Louvain, 1979.

*Un siècle de solidarité, 1898-1998, histoire du syndicat socialiste*, ss.dir. MEESIAEN (J.-J.), Bruxelles, 1997.

UYTTEDAELE (M.), *Institutions fondamentales de la Belgique*, Bruxelles, 1997.

UYTTENDAELE (M.), *A l'enseigne de la Belgique nouvelle*, Bruxelles, 1989.

VAN DOORSLAER (R.), *Oorsprongen consolidatie van de beweging AMADA in Vlaanderen, 1970-1972*, in AMSAB-TIJDINGEN, II, 1983, 3-4.

VANDEPUTTE (R.), *Histoire économique de la Belgique, 1944-1984*, Labor, 1985.

VANEMPTM (A), *Zwartberg, waarom ?*, in Gids op Maatschapelijke Gebied, 2, 1966, pp. 99-195.

VANSANT (W.), *Monographie van het weekblad AMADA, Alle Macht Aan de Arbeiders*,

*Communistische Arbeiderspartij in opbouw*, Vrije Universiteit Brussel, 1977-1979.

WILLEMS (M ) *Bibliografie van de Belgische politieke partijen*, Louvain, 1978.

WITTE (E.), CRAEYBECKX (J.), *La Belgique politique de 1830 à nos jours : les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Bruxelles, 1987.

WITTE (E.), *Histoire politique de la Belgique*, Anvers, 1990.

**II Sources écrites - [Table des matières](#)**

## **1. Sources édités**

### ***Presse et autres***

- *Afschrift, Pro Justicia*, De correctionele rechtbank van het arrondissement Hasselt. 3 de.
  
- De Rechtbank van Eerste Aanleg van het arrondissement Antwerpen, 10<sup>u</sup> kamer, vonnis n°7813. 12 décembre 1975.
  
- *De Standaard*, 9 février 1967.
  
- *De Standaard*, 25 oktober 1968.
  
- *De Volksgazet*, 4/11 /1968.
  
- *De Volksgazet*, 24 oktober 1968.
  
- *Gazet van Antwerpen*, 4/11/1968.
  
- *Gazet Van Antwerpen*, Dossier AMADA, 9-10 augustus 1975, p.4.
  
- *Het belang van Limburg*, zondag 29 oktober 1968.
  
- *Het Laatste Nieuws*, 17/12/1968.
  
- *Het Volk*, 23 maart 1968.
  
- *Het Volk*, 6 oktober 1993.
  
- *Humo, onafhankelijk weekblad voor radio en televisie*, n°1590, 25 februari 1971, pp. 14-28; n°1591, 4 maart'1971, pp. 17-25; n°1592, 11 maart 1971, pp. 14-25; n°1593, 18 maart 1971, pp.26-37; n°1594, 25 maart 1971, pp.26-40; n°1595, 1 april 1971, pp. 32-38; n°1596, 8 april 1971, pp.37-48.
  
- *La Libre belgique*, 12 octobre 1976.
  
- *La Libre belgique*, 23 avril 1980.
  
- *Le Soir*, 10 février 1970.
  
- *Le Soir*, 13 février 1970.
  
- *Le Soir*, 17 janvier 1970.
  
- *Le Soir*, 17 janvier 1970.
  
- *Le Soir*, 20 janvier 1970.
  
- *Le Soir*, 25-26 janvier 1970.

- *Le Soir*, 28 janvier 1970.
- *Le Soir*, 8 janvier 1970.
- *Le Soir*, mardi 12 mars 1974.
- *Le Soir*, mardi 19 avril 1977.
- *Rode Vaan*, 1 novembre 1973.
- *Rode Vaan*, 31 mei 1973.
- Stadsarchief- Modem Archief, Verslag gemeenteraadszitting, 7 mei 1973, p. 1631.

### ***Les centres d'archives***

AMSAB: Archieven en Museum van de Sociaal Arbeiders Beweging: Gand et Anvers.

CESEP. : Centre d'étude sociale, économique et politique: 171, boulevard Lemonnier, 1000 Bruxelles.(centre de documentation du Parti du Travail de Belgique)

IHOES de Seraing (Michel Hanotte)

Institut Emile Vandervelde : CARCOB, Centres des Archives Communistes de Belgique.

### ***Archives conservées à l'AMSAB-Gand:***

#### **1) Fond d'archives n° 72: VAN DOORSLAER (R.) - [Table des matières](#)**

##### **Boîte 1:**

Stukken betreffende

- Sociale akties AMADA (o.a.) Limburgse Mijnen.
- DWB. 1970

Stukkenbetreffende

- Interne structuur, doktrine, stakenskomitee AMADA
- MLB-DWB-KJB 1971

Stukkenbetreffende

- Interne structuur, doktrine, sociale akties, pers AMADA 1972.

Stukkenbetreffende

- Verkiezingen, politie apparaat, interne structuur AMADA 1974.

### **Boîte 2**

GSB-OB 1969-1971.

Doktrine AMADA - MLB Leuven. 1972

Sociale Aktie AMADA: dockstaking, massastrijd: 1973.

### **Boîte 3**

Pers, vorming, sociale aktie AMADA.

AIB, KJB, MLB, 1970-1974.

Interne structuur, vrouwwerken, 1 ei, sociale aktie AMADA ( entre autre, dokstaking,

mijnstaking, FN)

KJB-MLB 1972-1974.

Sociale akties AMADA (Kern Sidmar) 1970-1973.

### **Boîte 7**

Brochure, tijdschriften 1970-1976.

### **Boîte 8**

Brochures, tijdschriften 1970-1976. Tijdschriften, stukken betreffend 1973-1978.

### **Boîte 10**

Brochures.

MLB-KJB : 1969-1975.

### **Boîte 12**

Brochures, tijdschriften:

DWB, GSB,SVB, AMADA, KJB, MLB: 1969-1971.

### **Boîte 22**

AMADA: doktrine en sociale aktie 1971 -1976.

AMADA, RAL, KJB (doktrine en sociale aktie) 1967-1972.

### **Boîte 17**

Pamfletten:

AMADA: cel-Sidmar 1971-1973.

Pamfletten:

AMADA: cel-Sidmar: 1969-1971.

### **2) Belgische afdeling van de vierde internationale (n° 45): inventaris door DE CONINCK (R.): - [Table des matières](#)**

### **Fonds 443**

Dossier: maoïstische organisaties: wedezijdse beschuldigingen tussen AMADA, UCMLB en Lutte Communiste. Liège, Gilly, 1976.

### **Fonds 637**

Pamfletten, brochures, folder, omzendbrief.

Maoïstische organisaties: mijnwerkersmacht en AMADA: sociale verkiezingen, dreigende

wereldoorlog, Gent, Antwerpen, Brussel, 1970-1979.

### **Fonds 639:**

Brochures toespraken.

Maoïsme, ideologische discussie AMADA, UCMLB.

Geschil tussen Albanie en China.

Antwerpen, Tirana, 1971, 1977-1978.

### **3) TUUR DE DEKKER (n° 167) - [Table des matières](#)**

(21.1) Pamfletten, knipsels, programma, folder, oproepen, specimen. AMADA, PVDA, mijnwerkersmacht s. 1., 1970-1973.

### **Archives conservées au CARCOB: - [Table des matières](#)**

### **Boîte 1 : Grippisme : CCP/NO/059 :**

Brochure : Amada et la politique étrangère de Pékin (par le PCB). Boîte m : Grippisme : CCP/NO/057 :

Brochure : *En volant AMADA, 20.000 travailleurs expriment leur enthousiasme pour la lutte révolutionnaire.*

Brief aan de leden van AMADA : 1 mei, meeting in Antwerpen, Gent, Limburg, Brabant.

Pamfletten van AMADA over de Ford Staking, over het plan, over vrijspraak voor communistische dokters.

Verkiezingscampagne: kies voor revolutionaire klassenstrijd, steun Amada.

Centre d'archives communiste de Belgique. Rue de la caserne, 1000 Bruxelles.

### **Archives conservées au CESEP:**

#### **1) Sources éditées**

##### **Brochures**

- AMADA, *De Sovjet Unie de meest gevaarlijk en agressive Super Macht, teksten van het Nationaal Buro van AMADA, juni-december, 1975.* (

- AMADA, *Instructies over structuur en werking van fabriek en wijkcellen, Marxisties-Leninisties organisatie Bulletin 1, 1974.* £

- AMADA, *Neen aan het politieke massaproces tegen de heldhaftige dokstaking, volledige ( vrijspraak voor AMADA en elke klassenstrijder, Antwerpen, 1974* (

- AMADA, *Statuten. Goedgekeurd op de nationale konferentie over organisatie- [ vraagstukken, 29 december 1974.*

- AMADA, *Statuten-kampanje, versterk en revolutioneer de partij zonder dralen, s.l., september 1975.*

- AMADA, *Vrij en demokratiesche delegeeverkiezingen! Kies Kommunistiese en Strijdbaar delegees, 1975.*

- AMADA, *Vrijheid voor de kommunistiesche en strijden arbeidersorganisaties, Nee aan het fascistiese voorstel 430, 1974.*

- AMADA, *Vrijspraak dokproces ! AMADA vrij, 430 neen, Antwerpen, 1975.*

- AMADA, *Vrijspraak voor AMADA en de Lee-staking op de processen van de vakbondsleiding en klassegerecht, Antwerpen, 1974.*

- AMADA-KJB/ML, *Voorwaarts, handleiding voor het dagelijks partijwerk, n°2, 14 december 1971.*

- AMADA-TPO, *Critiquons à fond la ligne révisionniste et sociale-fasciste de la direction de /77CEPO*, 1976.

- AMADA-TPO, *critiquons à fond la théorie menchevik et trotskiste de l'UNITE de l'VCMLB*, février, 1975, Anvers.

- AMADA-TPO, *Jan en Lieve terug op cockerill, dossier*, s.l., 1975.

- AMADA-TPO, *L'organisation anarcho-syndicaliste, anti-communiste et contre-révolutionnaire Clarté, pour la défense des principes de base de la construction du Parti Communiste*, s.l., 1974.

- AMADA-TPO, *L'organisation anarcho-syndicaliste, anticommuniste et contre-révolutionnaire CLARTE (Parti Communiste M-L de Belgique), pour la défense des principes de base de la construction du Parti Communiste*, sans date.

- AMADA-TPO, *Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B*, EPO, 1976.

- *Arbeiders, studenten een front : de algemene textielstaking in het Gentse '69*, Gent, 1969.

- *De ekonomiesestrijd en de taken van de kommunistiese partijen*, Marxist Leninistiese Studieteksten III, 1975.

- *De opbouw van het socialisme*, komunistiese jeugdbond, AMADA, 1974.

- *De vrouwen dragen de helft van de wereld op hun schouders*, brochure van 't vrouw komitee van AMADA, 1973.

- *Geen 30 miljard voor oorlogindustrie*, Alle Macht aan de Arbeiders, Anvers, 1974.

- *Instructies over structuur en werking van fabrieks en wijkcellen*, Marxist Leninistiese Organisatiebulletin I, 1974.

- *Inhoud van de AMADA-weekbladen grangschikt per onderwerp*, 1 /07/1977.

*L'expérience du parti du Travail de Belgique dans le domaine organisai'ionnel*, rapport

ayant servi de base à l'exposé fait au séminaire de l'Union des Communistes Burkinabé, le

2 juillet 1988, a Ouagadougou.

MARTENS (L), *Het Euro-Kommunisme, een weg naar hef socialisme*, MLB, 1978.

MARTENS (L), PIERRE (J.), PAUWELS (J.), *La morale révolutionnaire*.  
Deuxième

Congrès, mars-avril 1983, Bruxelles.

MARTENS (L.), *Trotsky*, Berchem, 1979.

MARTENS (L), *Zelfbekeurend socialisme, en de leer van Lénine over het socialisme*,

EPO, 1978.

MERCKX (K.)-LEYERS (M), *De dokter als kameraad, voor een geschiedenis in dienst*

*van het volk*, 1972.

MIJNWERKERSMACHT-ARBEIDERSMACHT Ford Genk, Gent, 1970.

MLB-MML, *De universitaire hervorming*, analyse van MLB, 1977.

MLB-MML, *Medische opleiding in dienst van het volk*, 1977.

MLB-MML, *Pas d'atteintes aux bourses*, Berchem, 1977.

Nationale Buro van AMADA-TPO, *Programa voor vrede. Nationale onafhankelijkheid*,

*volksdemocratie en socialisme*, 8 mai 1976.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, *Programme*, documents du Congrès. 1979.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, *Rapport politique*, documents du congres.

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, *Statuts*, 1979.

PARTIJ VAN DE ARBEID VAN BELGIË, *Van studentenvakbeweging tot Partij van de Arbeid*.

*Programme. Documents du Congrès. Approuvé par le Congrès de la fondation du Parti du*

*Travail de Belgique. Octobre 1979, Bruxelles, 1979.*

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, *Quelle défense? Documents du Congrès*, 1979. SVB, *Ford-Genk '68 : begin of eindpunt ?*, si, 1968. SVB-Leuven, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Leuven, 1968. TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Programme de lutte d'AMADA, choisissez la lutte révolutionnaire de classes*, Anvers, 1974.

TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste*, Anvers, 1973.

TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *A bas le projet de loi 430 du PSB-PSC-PLP qui veut interdire le nouveau parti communiste en construction et abolir le droit de grève et de manifestation des ouvriers*, Anvers, 1972. CESEP

TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels*, Anvers, 29 décembre 1974. TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *structure et fonctionnement de la cellule communiste*, EPO, 1975

TPO, *La Russie et l'Amérique prépare une nouvelle guerre mondiale. L'Union Soviétique est la super-puissance la plus dangereuse et agressive. Textes du bureau national d'AMADA-TPO*, juin-décembre 1975.

### **Journaux**

*Ons leven*. Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV-4 février 1966.

n°5, 21/10/1966. n°3, 7 oktober 1966. nr6, 28 oktober 1966. n°8, 11 november 1966.

n°13, 22 december 1966. n°21,21 février 1967. n°22, 2 maart 1967.

*RERUM* fk-blad, informatieblad van de Fakuleitdkringen van de KUL:

n°4, 9 november 1966. N°2, 14 oktober 1968. N°5, 14 november 1968. N° 6-7, 29 november 1968. N° 8, 6 december 1968. N°9, 13 december 1968. N° 10, 20 december 1968. Nü 11-12, 17 januari 1969.

N° 13, 24 januari 1969. N° 14, 2 februari 1969. N°15, 14 februari 1969. N° 16, 20 maart 1969. N° 17, 26 maart 1969.

18, 6 mei 1969.

19, 30 mei 1969.

### **N° N°**

*13 Mei (SVB)*

*13 Mei: Dubbel Nummer Informatierecht*, in *13 Mei* n°4-5, 2 déc, 1968.

- *Beweging*, weekblad van de Gentse Studentenbeweging.

- *Dossier Leuven, werkboek samengesteld door een groep van Leuvense Assistenten en leden van Lovani*, Leuven, 1968.

- *De revolutionaire syndicaliste* maandblad voor eenheid van alle arbeiders, delegees, militanten in de onverzoenlijk klassenstrijd, 1975.

- TPO-AMADA, *Tout le pouvoir aux ouvriers, Le syndicaliste révolutionnaire, journal communiste de TPO-AMADA pour l'unité des ouvriers, délégués et militants pour la lutte de classe inconciliable*, Anvers, 1975-1976.

- *Unité*, organe de l'Union des Communistes Marxiste Léniniste de Belgique (UCMLB).

- *Alle Macht Aan de Arbeiders (AMADA)* 1970-1979, et plus particulièrement:

n° 1, octobre 1970. n°1, oktober 1970 n°2, november 1970 n°3, december 1970. n°4, december 1970. n° 6, februari 1971. n°8, april 1971. n° 10, mei 1971. n° 13, 5 oktober 1971. n°14, 19 oktober 1971. n°18, 18 december 1971. n°29, 17 juin 1972. n°47, 1 mei 1973. n°48, 14 mei 1973. n°50, 11 juni 1973. n° 51, 25 juni 1973. n°66, 25 februari 1974. n°70, 24 april 1974. n° 73, 29 mei 1974. n°91, 6 februari 1975. n°93, 5 maart 1975 n°98, 7 mei, 1975. n° 130, 17 december 1975. n° 153, 23 mei 1976. n° 155, 9 juin 1976 n°157, 23 juni 1976 n°165, 25 augustus 1976 n° 169, 22 september 1976 n°170, 25 september 1976. n° 191,23 februari 1977. n° 197, 6 april 1977. n°196, 30 maart 1977. n°198. 13 april 1977. n°199, 20 april 1977.

*Tout le Pouvoir aux Ouvriers (TPO)*, 1975-1979, et notamment

n°33, 7 mai 1975. n°175, 11 mai 1975. n°34, 14 mai 1975. n°54, 18 février 1976. n°58, 14 avril 1976. n°61,26mai 1976. n°62, 9 juin 1976 n°62, 9 juin 1976. n°74, 27 octobre 1976. n°14, 27 avril 1977. n°14, 27 avril 1977. n°15, 11 mai 1977. n°21, 17 août 1977. n°22, 31 août 1977. n°24, 28 septembre 1977. n°28, 23 novembre 1977. n°5, 1 mars 1978. n°8, 12 avril 1978., n°11,24 mai 1978. n°12, 7 juin 1978. n°13, 21 juin 1978. n°20, 27 septembre 1978. 11 octobre 1978. 25 octobre 1978. n°5, 7 février 1979. n°6, 14 février 1979. n°8, 28 février 1979. 11 mars 1979. 21 mars 1979. 9 mai 1979. n°27, 11 juillet 1979. n°28, 25 juillet 1979. n°33, 29 août 1979. n°35, 12 septembre 1979. n°43, 7 novembre 1979. n°44, 14 novembre 1979.

**Sources inédites** - [Table des matières](#)

**Mouvement étudiant 1966-1969** - [Table des matières](#)

### **Fonds Ludo Martens**

*Black Panther Party, all power to the people*, themanummer van Alle Macht Aan Het Volk, derde wereldbeweging, s.d., s.l.

*Brief van Ludo Martens aan de akademische raad*, 25 november 1968.

*De opgaven voor SJ/TB tijdens de volgende maanden, april 1968.*

*Dokument 1969, Een leidraad doorheen de marxistische theorie. Het belang van de revolutionaire theorie, Leuven, 1969.*

*Force des Mineurs, (texte de bilan).*

*Gentse studentenbeweging, Arbeidersenquêtes - sociale enquêtes : cahier voor politieke vorming.*

*Januarie revolte, aktiekomitee, s.l., s.d.*

*Kulturele revolutie, cahier voor politieke vorming.*

*MAERTENS G., vice-rector, Onn/5/ en staking: oplossing voor universiteitproblemen, 2*

*december 1968.*

*MARTENS (L.), Un peu de révolution, un peu de réformisme. Octobre 1968.*

*Open brief aan vice rektor G. Maertens in antwoord op zijn brief van 2 december 1968, 5 december 1968.*

*Overzicht van de belangrijkste punten uit Que faire ?, août 1968.*

*Overzicht van de belangrijkste punten uit: Que faire? Studiewerken août 1968.*

*SJCE publiceert brief van Ludo Martens aan de Akademische Raad, Leuven, 25 novembre 1968.*

*Tract conférence, Le Congo à l'heure de Mulele, mars 1967.*

*Tract SVB sur la Tchécoslovaquie, 22 août 1968.*

*Tract SVB, fermeture ABR, manifestation du 22 december 1969.*

**AMADA-TPO 1970-1979 - [Table des matières](#)**

**Fonds Baudouin Deckers :**

**Année 1971:**

*Motie van het aktiekomitee "geneeskunde voor het volk ", 1971.  
Richtlijnen voor de organisatie van de kommunistiese basiscellen.*

**Année 1972:**

*Rondschrijven over de staking in tessenderlo en kwaadmechelen nr.1.  
Uiteenzetting van en kommentaar op hetprogrammaontwerp (Lénine).*

*Politieke nota in verband met de dokterskwes­tie. De massa 's mobiliseren voor de partijopbouw.*

**Année 1973:**

*AMADA, tract grève des dockers. AMADA, kameraden dokwerkers.*

*- Richtlijnen, 21/04/1973.*

*AMADA, Leve de zegevierende strijd van de antwerpse en gentse dokwerkers,*

*provinciale pamflet, 8/5/1973,*

*AMADA, Kameraden arbeiders in de Antwerpse bedrijven, 14/5/1973.*

*AMADA, Kameraden dokwerkers (...),22/5/1973.*

*AMADA, Kameraden dokwerkers. De gentse dokwerkers hebben nogmaals de oproep van hun antwerpse kameraden beantwoord, 24/5/1973.*

*- AMADA, Kameraden, 25/5/1973. AMADA, Kameraden dokwerkers, 28/05/1973.*

*- AMADA, Kameraden arbeiders en arbeidsters uit de antwerpse fabrieken, (tract sur les dockers), 8/6/1973.*

*- KOMMUNISTISCHE JEUGDBOND, Amada, Kameraden (tract les dockers), 8/6/1973.*

*- AMADA, De dokkers zeggen aan de ganse arbeidersklasse (...),20/6/1973. (Tract)*

*- Verslag NKD, 8/7/73.*

**Année 1974:**

*AMADA, 1 mei-meeting van AMADA, 21/4/1974. tract. Non datés:*

*Partijopbouw en massastrijd, s.l., s. d.*

*Resolutie over de rol van de kommunistiese partij in de proletariese revolutie, s.l., s.d.*

*De ekonomiese staking en de politieke staking (Lénine), s.l., s.d.*

*De proletariese revolutie en de partij van het proletariaat, s.l., s.d.*

*AMADA, Kameraden stakers en stakersvrouwen, s.d. (tract)*

*AMADA, Kameraden arbeiders van West-Vlaanderen, s.d. (tract)*

AMADA, *De algemene solidariteitsstaking nu! De dokstaking moet winnen! Stakersrecht voor de ganse arbeidersklasse*, s.d. (tract).

AMADA, *Hou vast de solidariteit gent-antwerpen (...)*, s.d.

## **Archives du Bureau Politique**

### **Année 1970**

- *Ideologische kommissie: de strijd voor een ML beweging en de plaats van de ideologische discussie*, 6/09/1970.

### **Année 1971**

- *Kleine politiek platform*, 1/1/1971.

- *Groot politiek platform*, s.l., 01/01/1971.

- *De opbouw van de partij van het proletariaat*, s.l.

### **Année 1972**

- *De opbouw van de partij en het massawerk*, 1/01/1972.

- *Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistische(sic) partij*, s.l., 1/01/1972.

- *De onvorming van de wereld opvatting*, 1/01/72.

- *Het is de taak van de kaders in deze periode van de Partijopbouw, een stevige ploeg kaders op te bouwen*, 1/01/72, n°20.

- *Bulletin voor ideologische strijd n°1: kritiek op de rechts-opportunistische stellingen van de groep De Vonk*, 20/02/1972.

- *Bulletin voor ideologische strijd n°2: Rapport over de Boelstaking*, 1/5/1972.

- *Richtlijnen over de kaderpolitiek*, 9/11/72, n°28.

### **Année 1973**

- *De opbouw van eegemaakt, doeltreffende en efficiënt werkende provinciale leidingen, centrale schakel van de rektifikatiebeweging*, s.l., 1/01/1973.

- AMAD A, *Critique des positions de l'UCfMLJB*, Anvers, 1 /09/1973. j

- *Rektifikatiebeweging rond organisatorische opbouw van de partij*, 1 /09/19 73. '\

### **Année 1974**

- *Schema over de politieke lijn, s\.,\914.*
- *De kommunistiese krant, belangrijkste instrument voor de partij opbouw, 1/01/74, n°47.*
- *De rektifikatiebeweging op organisatorisch vlak, deel I, 1/01/1974.*
- *Richtlijnen voor de verkiezingskampagne 1974, \IO\I\91A.*
- *De opbouw van sterke leidende organen in de provincies is een belangrijk deel van de rektifikatiebeweging, 5/01/1974.*
- *Rapport leiding Limburg, 1 /03/1974.*
- *De politieke inhoud van de dokprocessen in strijd met de economistische opvattingen in de ' richtlijnen. Verslag NKD, 9/06/1974.*
- *De rektifikatiebeweging op organisatorische vlak, Deel 2, 28/09/1974.*
- *Verslag van de nationale Kaderdag, 23/03/74, n°63.*
- *Richtlijnen campagne dokproces, 1/10/74, n°79.*

### **Année 1975**

- *Strijden tegen het sektarisme en "links" doktrinarisme, 01/01/1975.*
- *De PB-kaders moeten op de eerste plaats hun eigen scholing ter hand nemen, 1/03/75, n°102.*
- *Statuten-kampanje, Versterken en revolutioneer de Partij zonder deden, 1/09/75, n° 111.*
- *Zelfkritiek van de rechts-opportunistiese anti-par tij organisatie de Vonk, 1/10/1975.*
- *De taken van de PB in de statutenkampagne, 26/\ 0/1975.*
- *Aanvulling van het bureau op de tekst: rektifikatiebeweging op organisatorische vlak, 20/12/1975.*

### **Année 1976**

- *Directives pour les militants et sympathisants d'UC qui adhèrent à AMADA, s.l., 1976.*
- *Richtlijnen van PB Brabant ivm de huidige UC-kampanje, 14/04/76.*
- *Programma voor vrede, national onafhankelijkheid en volksdemocratie, 8/05/1976.*

- *Het weekblad*, 1 10611976.

### **Année 1977**

- *De fundamentele principes om de organisatie een te maken*, s.l., 1977.

- *Parité 1: pourquoi une campagne "placer centralement la politique et la tactique et lutter contre le sectarisme"*, 1/01/1977.

- *De fundamentele principes om de partij een te maken*, 1/01/1977.

- *Orientations 1978, les tâches en vue de la fondation du parti*, 11/06/1977.

- *Rapport sur la campagne « politique et tactique » et sur la réorganisation*. 17/09/77.

### **Année 1978**

- *Reorganisatie overzicht tot nu toe*. 10/04/78. Année 1979

- *Bilan et conclusions de la délégation en chine*, 10/05/79, n° 186.

- *Directives du Comité Central pour tous les militants. Les tâches en vue du Congrès*, 12/05/79.

- *Politiek rapport*, 1/09/1979.

- *Programma. Kongresdokumenten*, 1/10/1979.

### **Non datés**

- *Richtlijnen klandistiniteit in de vakbond*, s.l., s.d.

- *Nota bij de politieke lijn*, s.l., s.d.

- *Analyse van de meeting van UCMLB van 29/02/1976*.

### **Archives du Bureau National Année 1970**

- *Kritiek-Autokritiek, over de juiste idee, de autoritaire werkmethode en de centralistische organisatie binnen en buiten de Studenten Vakbeweging (sic)*, 1/01/1970.

16/04/1970, *Nota over de ideologische discussie M.B.T. Het voorstel van een nationaal arbeidersblad*, 16/04/1970.

- *Tekst Gent, Tekst uit Leuven*, 18/04/1970.

- *Rapport du Limbourg*, 1 mai 1970.

- *Sistemativering van praktische ervaring van mijnwerkersmacht tijdens en na de staking.*

- *Vorbereidende diskussie over de organisatie van een marxisties-leninistische beweging, s.l., 1/08/1970*

### **Année 1972**

- *AM AD A, Bulletin voor ideologische strijd, n°2. Rapport van het Nationaal Buro over de Boelstaking, si, 1/5/1972.*

### **Année 1974**

*Voorstel voor de aktie rond de dockprocessen van 12-13 maart aan de dokken, s.l., 1974.*

- *De noodzaak van doeltreffende, efficiënte en gespecialiseerde leidingen, 1/01/1974. -i*

- *1 Wijkwerking en wijkcellen, 1/01/1974.*

- *Nota 's over de oriëntatie van de campagne dockprocessen, s.l., juni 1974.*

- *De eerste dagen van de staking: snel met autoriteit optreden, Bilan dokstaking, 1 /08/1974.*

- *Richtlijnen campagne: politiek objektieven: proces aangrijpen om campagne rond levensduurte te starten, 1/10/1974.*

- *Bilan dokproces 22-23 oktober 1974, \I\2I1A, n°83.*

### **Année 1975**

*Voor een kommunistiese (sic) campagne rond de delegeeverkiezingen in mei 1975, s.l.,*

#### **1/01/1975.**

- *Bilan van de aktie op 8 oktober tegen fascistien in Leuven, 1/11/1975. 4*

- *De trouw aan de partij versterken (statuts), 1/12/7'5, n°117.*

- *Partijtrouw, Modeltekst 2, 1/12/75, n°l 18.*

### **Année 1976**

*Waarom en politiek en taktiek centraal stellen en strijden tegen het sektarisme, s.l., 1976.*

- *Resolutie van het centraal comitee over de kraksie van de voorzitter van AMADA en van het kader van het regionaal komitee van Brussel, 19/02/1976.*

- *L 'internationalisme prolétarien. Apprendre du Parti Communiste Chinois. 16/11/76.*

- *Strijd tegen het sektarisme. Opbouw van een communistische massapartij. 5/12/76.*

### **Année 1878**

- *Richtlijnen voor de start van het sekretariaat. 27/04/1978.*

- *Eerste lessen uit de campagne verkiezingen 1978, PND, 16/12/78, n°171.*

- *Bilan kiescampagne okt.-dec. 1978, 30/12/78, n° 172.*

### **Année 1979**

- *Nous devons renforcer nos succes électoraux en recrutant massivement et en élargissant la propagande ouverte, 1/01/1979.*

- *Projet d'orientation pour le Bureau National, 30 janvier 1979.*

- *Projet d'orientation pour le BNE, 3 0/01 /79, n° 180.*

### **Non datés**

- *Richtlijnen klandistiniteit in de vakbond, s.d., s.l.*

### **Archives de la section organisation**

#### **Année 1971**

- *Voorwaarts n°1, handleiding voor het dagelijks partijwerk, uitgegeven door het nationaal bureau. Bevatte de grote oriëntaties voor het partijwerk, 10/11/1971.*

- *Voorwaarts n°2, handleiding voor het dagelijks partijwerk, uitgegeven door het nationaal bureau. Bevatte de grote oriëntaties voor het partijwerk, 14/12/1971.*

#### **Année 1972**

- *Voorwaarts n°3, handleiding voor het dagelijks partijwerk, uitgegeven door het nationaal bureau. Bevatte de grote oriëntaties voor het partijwerk, 1/01/1972.*

#### **Année 1974**

- *Toelatingsprocedure voor intellectuelen tot de kommunistiese partij, 1/01/1974.*

- *Voorlopige en onvolledige nota's over het rapportensysteem (flutte idéologique), 19/01/74, n°58.*

### **Année 1975**

- *Voor een kommunistiese campagne rondde delegeeverkiezingen in mei-1975, 1/05/1975.*

- *De onvorming van de wereldopvatting.*

- *Deel2: Studies v/d Satuten, 1/12/75, n°120.*

### **Année 1978**

- *Richtlijnen voor de start van het sekretariaat. 27/04/1978.*

- *Werking van de provinciale leidingen tijdens de verkiezingen, 31/10/1978.*

### **Année 1979**

- *Réorganisation des directions provinciales, 1 janvier 1979.*

- *Diskussienota kaderdag 15-16 mei. Betreft: democratisch centralisme en kaderpolitiek, 10/05/1979.*

- *Takenblad voor de provinciale leidingen, 5/07/1979.*

### **Fonds AMADA-UCMLB - [Table des matières](#)**

### **Année 1973**

- UC(ML)B, *Bulletin marxiste-léniniste n°3, s.l., 1973.*

1UC(ML)B, *Les tâches des communistes (marxiste-léninistes) dans les luttes actuelles de la classe ouvrière, s.l., 1973.*

### **Année 1974**

- *La direction de l'UCMLB défend une position révisionniste dans la question de la révolution démocratique et nationale au Chili, s.l., 1974.*

- *Premier Plenum du CC de l'UC(ML)B, la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout, bulletin pour la rectification n°1, 4 février 1976.*

- *Nota's over de staking in Caterpillar Gosselies-mei 1974. Bilan van het werk van een fabrieksel van UCMLB in maart-april 1973 door een kader van AMADA, mei 1974.*

*Nota's over de staking in Caterpillar Gosselies-mei 1974. Bilan van het werk van een fabriek van UCMLB in maart-april 1973 door een kader van AMADA, mei 1974.*

### **Année 1975**

UC(ML)B, *Les tâches scientifiques du mouvement marxiste-léniniste*, s.l., 1975.

- Verslag : vergad. UC (2) - AMADA (4), 16/01/75.
- Verslag:vergad. UC(2)-AMADA(4), 13/02/75.
- *Procès verbal de la réunion UCMLB AMADA brabant du 3/07/75.*
- *PVde la réunion AMADA-UCMLB du 13/07/75. (notes personnelles).*

*Discussie AMADA-UCMLB van 14/09/75. Rapport van een provinciale discussie tussen UCMLB-AMADA over de noodzaak van een politiek programma.*

- *Diskussie AMADA-UC, 14/09/75.*
- *Procès verbal UCMLB AMADA brabant du 22/09/75.*

### **Année 1976**

*Appel à rompre avec le groupe provocateur anti-parti dirigeant l'UC(ML)B, par des militants communistes de l'UC(ML)B, 1976.*

*Appel à tous les ouvriers révolutionnaires de Belgique, débat public entre AMADA-TPO et l'UC(ML)B, tract de l'UC(ML)B, Marcinelles, 1976.*

- *Resolutie over de eenheid met UCMLB, 15/02/76.*
- *Resolutie over de eenheid met UCMLB, 15/02/76.*
- *UC(ML)B-UK(ML)B, Tous au débat du 29 !, 25/2/1976.*
- *PV de l'interrogatoire de Pierre par le CC (mardi 9 mars 1976).*

*POLLET (E.), Hors de l'UC(ML)B, la clique provocatrice sociale-fasciste Netszaten-Minet,*

### **avril 1976.**

- *Sur les deux éléments bourgeois et arrivistes qui veulent reconstruire un groupe anti-parti, 3/04/76.*
- *Dénonçons la ligne bourgeoise de l'UCMLB, les méthodes provocatrices social-fascistes diffusées par sa direction, 3/04/76.*
- *Richtlijnen van PB Brabant ivm de huidige UC-kampanje, 14/04/76.*

- *Débat sur le rôle d'Eric Pollei dans le « complot » international et dans la pratique social-fasciste de l'UCMLB, 24/04/76.*

- *Bilan UCMLB - texte n°1. Commentaires sur les « directives » pour les militants et sympathisants de l'UCMLB qui adhèrent à AMADA, 9/05/76.*

### **Année 1978**

- *COLLON (M), Projet de bilan de l'UC(ML)B, s.l., juin-octobre 1978.*

### **Non datés**

- *Analyse van de meeting van UCMLB van 29/02/1976.*

- *Éléments de discussion avec les militants UC-Bruxelles et UC-Charleroi, s.l., s.d.*

- *Lettre ouverte de TPO Liège aux ouvriers du groupe Michel Nejczen. L'avant garde révolutionnaire démasquera complètement les deux comploteurs dans le mouvement M-L M. Nejczen et E. Pollet. Rejoignez TPO-AMADA, s.l., s.d.*

### **Sources non classées**

- *Militante Bedenkingen, De huidige toestand, onze taktiek en ome organisationelen taken, s.l., februari-maart 1970.*

- *VerslagNKD op 8/7/1973, s.l., 1973.*

- *Pour une position M-L dans le soutien à une révolution nationale au Chili. 211 \ 1/73.*

*Vive la révolution nationale démocratique au Chili, septembre 1975.*

- *De politieke en ideologische objectieven in de campagne van het blad. Kampagne weekblad - Tekst n° 10, 1975.*

- *Kampagne weekblad - Tekst n°2, s.l., 11/1/1975.*

*Start binnen de partij de voorbereiding van de campagne voor het weekblad! Kampagne weekblad - tekst n°3, 19 janvier 1975.*

- *Richtlijnen voor het verderzetten van de campagne, voor alle militanten, campagne weekblad - tekst n°5/5, 15/05/75.*

*Ontwerp-tekst. Organisatie afdeling strijden tegen het sektarisme en « links » doktrinarisme. Partij en Front, 1976.*

- *Dénonçons la ligne bourgeoise de l'UCMLB, les méthodes provocatrices social-fascistes diffusées par sa direction, 3/04/76.*

- *Débat sur le rôle d'Eric Pollet dans le « complot » international et dans la pratique social-fasciste de l'UCMLB, 24/04/76.*

- *Bilan UCMLB - texte n°1. Commentaires sur les « directives » pour les militants et sympathisants de l'UCMLB qui adhèrent à AMADA, 9/05/76.*

- *Rapport sur la campagne « politique et tactique » et sur la réorganisation. 17/09/77.*

- *10/04/1978, Reorganisatie overzicht tot nu toe. 10/04/78.*

- *Besluiten PNB. 18 april 1978.*

- *PNB, 19/08/79.*

- *De kommunistiese krant, belangrijkste instrument voor de partij opboi/w, s.l., s.d..*

- *De politieke lijn, s.l., s.d.*

- *Enquête ouvrière, s.l., s.d.*

- *Force des Mineurs, s.l., s.d.*

- *Gentse Studentenbeweging, Arbeidersenquêtes - sociale enquêtes, cahiers voor politieke vorming, Gent, s.d.*

- *Point de vue d'AMADA sur l'unification des marxistes-léninistes et les étapes de la construction du Parti, s.l., s.d. Verslag kommissie3 : Partij, Front en Réformisme. Voorstel tot het oprichten van een kommunistische jeugdbond, s.l., s.d..*

### **III. Sources orales - [Table des matières](#)**

#### **Membres de AMADA**

Herwig Lerouge, 4 avril 2000 Hubert Hedeboom, 28 juin 2000. Kris Hertogen, 7 mars 2000. Kris Merckx, 28 mars 2000. Luc Vervaet, 7 février 2000. Michel Mommerency, 28 mars 2000. Nadine Rosa-Rosso, 21 mars 2000. Renate Willockx, 26 juin 2000.

#### **Anciens Membres de AMADA**

Arnould Van Reussel, 3 juillet 2000. Flor De Witte, 24 juin 2000. Luc X, 23 juin 2000.

#### **Membres d'autres organisations**

Jacques Boutemy, 27 mars 2000. Jean-Louis Roefs, 13 février 2000. Michel Graindorge, 10 avril 2000. Pierre Marage, 31 juillet 2000.

**Notes** (regroupé en bas et renuméroté par jh avec l'aide de chatGPT)  
- [Table des matières](#)

[\(1\)](#) BOURSEILLER (C), *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*. Paris, 1996. p. 15.

[\(2\)](#) L. MARTENS (L.), *Un peu de révolution, un peu de réformisme*, octobre 1968, p.3. CESEP.

[\(3\)](#) HOBBSBAWM (E.-J.), *L'âge des extrêmes; histoire du courtXXe"" siècle*, 1999, pp. 309.310.

[\(4\)](#) MILZA (P.), *Les relations internationales, 1945-1973*, Paris, 1996, p.46.

[\(5\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXIème siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p. 188.

[\(6\)](#) MILZA (P.), *op. cit.*, p.52.

[\(7\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXIèmesiècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix 12* Paris 1996, pp. 137-138.

[\(8\)](#) *Idem.*

[\(9\)](#) MILZA (P.), *op.cit*, p.52.

[\(10\)](#) BERNSTEIN (S.), [MTI.7.A](#) (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXe"" siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p. 186.

[\(11\)](#) *Ibidem*, p. 188.

[\(12\)](#) *Idem.*

Voir aussi BARRAL (P.), *Il y a trente ans la guerre froide*, Paris, 1974, pp. 93-97.

[\(13\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *op. cit.*, p. 187.

[\(14\)](#) Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

[\(15\)](#) MILZA (P.), *op. cit.*, p.83.

[\(16\)](#) *Idem.*

[\(17\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du X\\*me siècle, t.2, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, Paris, 1996, p. 168.

[\(18\)](#) GRAS (C), *Les états marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, Paris, 1978, p. 78.

[\(19\)](#) MILZA (P.), *Les relations internationales, 1947-1973*, Paris, 1996, p.56.

[\(20\)](#) Ce Pacte rassemble 21 états américains.

[\(21\)](#) MILZA (P.), *op. cit.*, p.79.

[\(22\)](#) L'ANZUS est un pacte rassemblant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis.

[\(23\)](#) MTT.ZA (P.), *op. cit.*, p. 79.

[\(24\)](#) *Ibidem*, p.252.

[\(25\)](#) *Ibidem*, pp. 249-251.

[\(26\)](#) Cette crise a pour origine le problème de Berlin toujours divisée en secteurs alliés. L'URSS voudrait en faire une ville unifiée sous contrôle soviétique. Cette crise aboutit à la construction du mur en 1961.

[\(27\)](#) Pour rappel, suite à leur échec à la Baie des Cochons en 1961, les Etats-Unis avaient décrété le blocus économique sur Cuba, alors soutenue par l'URSS. Suite à la découverte, sur le sol cubain, de bases de lancement de missiles soviétiques, Kennedy déclenche l'état d'urgence alors qu'une flotte soviétique fait route vers Cuba. Le monde est au bord du gouffre nucléaire. Le 28 octobre 1962, Khrouchtchev plie et rappelle sa flotte, en échange de la fin du blocus sur Cuba (blocus d'ailleurs toujours en vigueur).

Voir à ce sujet : BERNSTEIN (S.), MILZA (P.). *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, pp. 124-133.

Voir également DUFOUR (J.-L.), *Les crises internationales de Pékin-1900 à Sarajevo-1995*, 1996, pp. 148-151 et DROZ (B.), ROWLEY (A.). *Histoire générale du XX<sup>e</sup> siècle. Deuxième partie: depuis 1950. 3. Expansion et indépendance 1950-1973*, France, 1986, pp.210.226.

[\(28\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XX<sup>e</sup> siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p. 168.

[\(29\)](#) *Ibidem*, p. 243.

[\(30\)](#) *Ibidem*, p. 133.

[\(31\)](#) John Foster Dulles fut secrétaire d'Etat sous Eisenhower (1952). Il mena la politique du *containment*, pour tenter de contenir partout dans le monde la poussée du communisme.

[\(32\)](#) *Le livre noir du capitalisme*, Le temps des Cerises, 1998, pp. 267-271.

[\(33\)](#) DUFOUR (J.-L.), *Les crises internationales de Pékin-1900 à Sarajevo-1995*, pp. 131-134.

[\(34\)](#) *Le temps des guérillas*, dans la série *Le siècle des hommes*, réalisé par Bill Trehan Jones et Philippe Graindoux, Pathé Télévision, France 2, BBC, 1997.

[\(35\)](#) DUFOUR (J.-L.), *op. cit.*, pp. 138-141, pp. 151-155, pp. 127-131.

[\(36\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXème siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p. 195.

[\(37\)](#) BARRAL (P.), *Il y a trente ans la guerre froide*, Paris, 1984, p. 149.

[\(38\)](#) *Idem*, p. 150.

[\(39\)](#) MILZA (P.), *Les relations internationales, 1947-1973*, Paris, 1996, p. 154.

[\(40\)](#) *Idem*.

[\(41\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix* Paris 1996, p. 429.

[\(42\)](#) *Idem*.

[\(43\)](#) Les positions chinoises sur l'URSS sont reprises dans *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965.

[\(44\)](#) La première tendance est symbolisée par l'URSS que ses détracteurs nomment révisionniste. La seconde tendance est souvent appelée marxiste-léniniste et est incarnée par la Chine et l'Albanie ; la troisième tendance est symbolisée par Cuba qui, malgré une position pro-soviétique, reste critique et tente de répandre ses idées révolutionnaires ; la quatrième tendance, incarnée par la Yougoslavie, adopte elle une politique de neutralité. Enfin, la cinquième tendance est caractérisée par un esprit d'indépendance. Elle est incarnée par la Corée du Nord, la Roumanie et le Viêt-Nam qui estiment avoir le droit de suivre leur propre voie.

[\(45\)](#) SOULET (J.-F.), *Histoire comparée des états communistes de 1945 à nos jours*, Paris, 1996, p. 180.

[\(46\)](#) MILZA (P.), *Les relations internationales, 1945-1973*, Paris, 1996, p. 191.

[\(47\)](#) Voir *L'émergence du Tiers-Monde*, pp. 13-14 supra.

[\(48\)](#) MILZA (P.), *op. cit.*, p. 191.

[\(49\)](#) *Ibidem*, p.192.

[\(50\)](#) DROZ (B.), ROWLEY (A.), *Histoire générale du XXème siècle, deuxième partie: depuis 1963, 3. Expansion et indépendances 1950-1973*, France, 1986, p.454.

[\(51\)](#) MILZA (P.), *op. cit.*, p. 192.

[\(52\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p.254.

[\(53\)](#) DROZ (B.), ROWLEY (A.), *op. cit.*, p.454.

[\(54\)](#) Voir à ce sujet BOURSEILLER (C), *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, France, 1996.

[\(55\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *op. cit.*, p.254.

[\(56\)](#) A titre d'exemple, le tract du 22 août 1968 du Student Vak Beweging, organisation antérieure à AMADA qui dénonce l'intervention soviétique au cours du *Printemps de Prague*.

[\(57\)](#) Le choix de la graphie de Liu Shaoqui, de Deng Xiaoping et de Mao Tse-Tung s'est fait en fonction de leur usage dans la plupart des ouvrages généraux.

[\(58\)](#) DROZ (B.), ROWLEY (A.), *op. cit.*, p. 432.  
Voir également à ce sujet: ESMEIN (J.), *La révolution culturelle*, France, 1970; GUILLERMAZ (J.), *Le Parti Communiste Chinois au pouvoir*, t.2, Paris, 1979; ROBINSON (J.), *The cultural révolution in China*, Grande-Bretagne, 1969.

[\(59\)](#) Zhou Enlai, 18 juin 1966, in, BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *op. cit.*, p. 433.

[\(60\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *Précis d'histoire immédiate: le monde depuis la fin des années soixante*, Paris, 1989, p. 161.

[\(61\)](#) *Idem.*

[\(62\)](#) DROZ (B.), ROWLEY (A.), *op. cit.*, p.433.

[\(63\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *op. cit.*, p. 163.

[\(64\)](#) *Idem.*

[\(65\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p. 462.

[\(66\)](#) SOULET (J.-F.), *Histoire comparée des états communistes, de 1945 à nos jours*, Paris, 1996, pp. 167-168.

[\(67\)](#) *Idem.*

[\(68\)](#) CASTRO (F.), *Allocution du vendredi 23 août 1968*, La Havane, 1968, p. 10.

[\(69\)](#) Le SVB est une organisation étudiante formée en 1967 et qui donnera naissance à AMADA en 1970.

[\(70\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXème siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p.240.

[\(71\)](#) *Idem.*

[\(72\)](#) COLLET (A.), *Les guerres locales du XAème siècle*. Paris, 1998. p.106.

[\(73\)](#) BERNSTEIN (S.). MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p.260.

[\(74\)](#) *Idem.*

[\(75\)](#) Viêt-công (abréviation de Viêt Nam Công San), nom donné au cours de la guerre du Viêt-Nam par le gouvernement de Saigon à ses adversaires communistes et à leurs alliés. Ceux-ci publièrent un manifeste commun en 1960 pour renverser le gouvernement du Viêt-nam du Sud et réunifier le Viêt-Nam. Le Viêt-Cong regroupait des marxistes, d'anciens membres du Viêt-minh, des libéraux et tous ceux qui avaient été victimes des méthodes expéditives du régime sud-vietnamien de Ngô Đình Diêm. En 1961, le Viêt-Cong intégra une armée de guérilleros pour mener une guerre d'embuscades, des actions terroristes et de sabotage. En 1962, un parti révolutionnaire du peuple fut créé en son sein. Dès 1965, le Viêt-Cong était assez solide pour former des unités capables de combattre contre l'armée sud-vietnamienne, dans les campagnes aussi bien que dans les villes, encore sous le contrôle du gouvernement de Saigon. Le Viêt-Cong organisa donc l'offensive du Têt en janvier 1968. en attaquant simultanément quarante villes du Sud. Cependant leurs rangs furent décimés. Ils reprirent donc leur tactique de guérilla, alors que l'armée régulière du Viêt-nam du Nord prenait la responsabilité des combats principaux contre les forces du Sud et ses alliés étrangers, notamment les États-Unis. En 1969. le Front national de libération (FNL) créa le gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) dans les zones qu'il contrôlait. Lorsque des négociations de paix eurent lieu à Paris en 1971-1973, une délégation du GRP était aussi présente. Après l'invasion du Sud par le Viêt-nam du Nord et l'effondrement du gouvernement sud-vietnamien en 1975, le GRP prit le pouvoir en tant que gouvernement du Viêt-nam du Sud. Il cessa d'exister l'année suivante lors de la réunification du pays sous l'égide de Hanoi. Le FNL disparut la même année lorsqu'il fusionna avec le Front patriotique, front commun organisé par Hanoi comme successeur du Viêt-minh et du Lien Viêt. In *Encyclopédie Encarta 97*, Microsoft Corporation 1996. mot clef Viêt-công.

[\(76\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p. 262.

[\(77\)](#) MTLZA (P.), *Les relations internationales, 1945-1973*, Paris, 1996, p.223.

[\(78\)](#) *Idem.*

[\(79\)](#) COLLET (A.), *Les guerres locales au XXème siècle*, PUF, 1998, p. 106.

[\(80\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *Précis d'histoire immédiate, le monde depuis la fin des années soixante*, Paris, p. 66.

[\(81\)](#) MOLLA (S.), *Les idées noires de Martin Luther King*, Labor et Fides, Genève, 1992.

[\(82\)](#) Voir notamment BOURSEJLLER (C), *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, 1993 et *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*, ss. dir. DREYFUS-ARMAND (G.), 1988.

[\(83\)](#) BERNSTEIN (S.), MTT.7.A (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXème siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p. 244.

[\(84\)](#) *Ibidem*, p. 241.

[\(85\)](#) *Ibidem*, p. 243.

[\(86\)](#) Aile macht aan de Arbeiders, Union des communiste (marxiste-léniniste) de Belgique, Parti Communiste (Marxiste-léniniste) de France, Union des jeunes communistes...

[\(87\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire du XXème siècle, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, t.2, Paris, 1996, p. 462

[\(88\)](#) KURGAN - VAN HENTERIJK (G.), *Le patronat en Belgique, 1880-1960*, dans HES 1998, p. 193.

[\(89\)](#) *Idem.*

[\(90\)](#) JAUMATN (S.), *Industrialisation et société (1830-1970) : La Belgique*, Paris, 1998, p.73.

[\(91\)](#) *Idem*, p.77.

[\(92\)](#) COTTONIER (J.), DE BOORSE (P.), GOUNET (T.), *La société générale 1822-1992*, Bruxelles, 1989, p.l 19.

[\(93\)](#) A titre d'exemple, le général général Pétillon a souligné qu'en 1956 les 25.000 engagés européens gagnaient presque autant que tous les travailleurs congolais (1.200.000). PETILLON (L.), *Témoignage et réflexion* Bruxelles, 1967, p. 191.

[\(94\)](#) VANDEPUTTE (R.), *Histoire économique de la Belgique, 1944-1984*, Labor, 1985, p.48.

[\(95\)](#) BAUDHUIN (F.), *Histoire économique de la Belgique, 1957-1968*, Bruxelles, 1970, p. 228.

[\(96\)](#) *Ibidem*, p. 263.

[\(97\)](#) CHLEPNER (B.-S.), *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1972, p. 429.

[\(98\)](#) BAUDHUIN (F.), *op.cit.*, p. 228.

[\(99\)](#) JAUMAIN (S.), *Industrialisation et société (1830-1970), la Belgique*, Paris, 1998, p. 82.

[\(100\)](#) *Rapport annuel de la FIB pour l'exercice 1963*, « surchauffe de l'économie », pp.37-45 ; in BRION (R.), HATRY (P.), MOREAU (J.-L.), PEETERS (Th.), *100 ans pour l'entreprise, 1895-1995, Fédération des Entreprises de Belgique*, Bruxelles, 1995, p. 120.

[\(101\)](#) Voir pp. 32-34 *infra*.

[\(102\)](#) BRION (R.), HATRY (P.), MOREAU (J.-L.), PEETERS (Th.), *op.cit.*, p. 120.

[\(103\)](#) *Ibidem*, p. 138.

[\(104\)](#) FEB. *Premier rapport annuel : la présence économique belge dans le monde*, Bruxelles, juin 1973, p. 30, in BRION (R.), HATRY (P.), MOREAU (J.-L.), PEETERS (Th.), *op. cit.*, p. 139.

[\(105\)](#) DE SOTO (J.), *La CECA*, Paris, 1958, p.5.

[\(106\)](#) CHLEPNER (B.-S.), *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1972, p. 441.

[\(107\)](#) *Ibidem*, p. 442.

[\(108\)](#) *Ibidem*, p. 441.

[\(109\)](#) JEAN (P.), *Les enfants du Borinage, lettre à Henri Storck*, RTBF, 1999.

[\(110\)](#) BAUDHUIN (F.), *Histoire économique de la Belgique, 1957-1968*, Bruxelles, 1970, p. 238.

[\(111\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *Précis d'histoire immédiate, le monde depuis la fin des années 60*, Paris, 1989, pp. 198-199.

[\(112\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *op. cit.*, p. 202.

[\(113\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *Histoire de l'Europe contemporaine, le XXème siècle, de 1919 à nos jours*, Paris, 1992, p. 270.

[\(114\)](#) *Idem.*

[\(115\)](#) SOULET (J.-F.), GUINLE-LORINET (S.), *op. cit.*, p. 202.

[\(116\)](#) BERNSTEIN (S.), MILZA (P.), *op. cit.*, p. 271.

[\(117\)](#) VANDEPUTTE (R.), *Histoire économique de la Belgique, 1944-1984*, Labor, 1985, p. 149.

[\(118\)](#) *Ibidem*, p. 148.

[\(119\)](#) *Ibidem*, p. 181.

[\(120\)](#) *Ibidem*, p. 197.

[\(121\)](#) MABILLE (X.), *Histoire politique de la Belgique, facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, 1986, p. 350.

[\(122\)](#) JAUMAIN (S.), *Industrialisation et société (1830-1970), la Belgique*, Paris, 1998, p. 81.

[\(123\)](#) Au sujet de la grève de 1960-1961 et du développement de l'idée fédéraliste, voir NEUVILLE (J.), YERNA (J.), *Le choc de l'hiver '60- '61, les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, 1990.

[\(124\)](#) *Ibidem*, p. 155.

[\(125\)](#) WITTE CE.), CRAEYBECKX (J.), *La Belgique politique de 1830 à nos jours, les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Bruxelles, 1987, pp. 423-430.

Pour un résumé des problèmes communautaires qu'a connus la Belgique entre 1958 et 1968, voir LUYKX (Th.), *Politieke geschiedenis van België, van 1789 tot heden*, Amsterdam-Brussel, 1969, pp. 474-485, 489-491, 504-509

[\(126\)](#) WITTE (E.), CRAEYBECKX (J.), *La Belgique politique de 1830 à nos jours, les tensions d'une démocratie bourgeoise*, Bruxelles, 1987, pp. 430-435.

[\(127\)](#) *Ibidem*, 432.

[\(128\)](#) *Ibidem*, p. 445.

[\(129\)](#) MABILLE (X.), *Histoire politique de la Belgique, facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, 1986, pp. 359-360.

[\(130\)](#) *Ibidem*, p. 355.

[\(131\)](#) *Ibidem*, pp. 357-358.

[\(132\)](#) *Constitution belge*, art. 1, 17 février 1994.

[\(133\)](#) Ludo Martens, in DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, 1997, p. 229

[\(134\)](#) LEMAÎTRE (H.), *Les gouvernements belges de 1968 à 1980, processus de crise*, Belgique, 1982, p. 13.

[\(135\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, 1997, pp. 241-244.

[\(136\)](#) Le gouvernement Vanden Boeynants, 19 mars 1966-7 février 1968 ; le gouvernement Eyskens I, 17 juin 1968-8 novembre 1971 ; le gouvernement Eyskens II, 21 janvier 1972-23 novembre 1972 ; le gouvernement Leburton, 26 janvier 1972-19 janvier 1974 ; le gouvernement Tindemans I, 25 avril 1974-11 juin 1974 ; le gouvernement Tindemans II, 11 juin 1974-4 mars 1977 ; le gouvernement Tindemans III, 6 mars 1977-11 octobre 1978 ; le gouvernement Tindemans IV, 3 juin 1977-11 octobre 1978 ; le gouvernement Vanden Boeynants, 20 octobre 1978-18 décembre 1978 ; le gouvernement Martens I, 3 avril 1979-16 janvier 1980. in LEMAÎTRE (H.), *op. cit.*, pp. 387-390.

[\(137\)](#) Le PSC est présent à tous les gouvernements, le Parti Socialiste a pris part à 6 gouvernements, le Parti Libéral à 5 gouvernements.

[\(138\)](#) La Volks Unie a participé à 2 gouvernements et le FDF à 3 gouvernements.

[\(139\)](#) LEMAÎTRE (H.), *op.cit.*, p. 19.

[\(140\)](#) *Ibidem*, pp. 19-30.

[\(141\)](#) *Ibidem*, 1982.

[\(142\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, 1997, p. 13.

[\(143\)](#) *Ibidem*, pp. 14-20.

[\(144\)](#) WITTE (E.), CRAEYBECKX (J.), *La Belgique politique de 1830 à nos jours. Les contradictions d'une démocratie bourgeoise*, Editions Labor, 1987, p. 347.

[\(145\)](#) Le gouvernement Tindemans - Vanden Boeynants - Hurez : il s'agit d'une coalition du PSC (Parti Social Chrétien), CVP (Christelijk Vlaams Partij), PSB (Parti Socialiste), BSP (Socialistische Partij), FDF (Front démocratique francophone), VU (Volks Unie). Cette coalition fut au pouvoir du 3 juin 1977 au 11 octobre 1978 ; in LEMAÎTRE (H.), *Les gouvernements belges de 1968 à 1980, processus de crise*, Stavelot, 1982, p.205.

[\(146\)](#) *La Libre Belgique*, 23 avril 1980.

[\(147\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *op.cit.*, p. 19.

[\(148\)](#) *Idem.*

[\(149\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *op.cit.*, pp. 15-16.

[\(150\)](#) CHAUVIER (J.-M.), « *gauchisme et nouvelle gauche en Belgique (II)* », in les Courriers Hebdomadaires du CRISP, n° 602-603, Belgique, 1973, p. 6.

[\(151\)](#) *Idem.*

[\(152\)](#) *Ibidem*, p. 7. Voir aussi *La peur du rouge*, éd. Par DELWIT (P.), GOTOVITCH (J.), Bruxelles, 1996, pp. 137-145.

[\(153\)](#) Jacques Grippa est issu de la Fédération Bruxelloise du Parti Communiste. Membre du Comité Central, il a joué un rôle prédominant dans la résistance durant la seconde guerre mondiale.

[\(145\)](#) Le gouvernement Tindemans - Vanden Boeynants - Hurez : il s'agit d'une coalition du PSC (Parti Social Chrétien), CVP (Christelijk Vlaams Partij), PSB (Parti Socialiste), BSP (Socialistische Partij), FDF (Front démocratique francophone), VU (Volks Unie). Cette coalition fut au pouvoir du 3 juin 1977 au 11 octobre 1978 ; in LEMAITRE (H.), *Les gouvernements belges de 1968 à 1980, processus de crise*, Stavelot, 1982, p.205.

[\(146\)](#) *La Libre Belgique*, 23 avril 1980.

[\(147\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *op.cit.*, p. 19.

[\(148\)](#) *Idem.*

[\(149\)](#) DELWIT (P.), DE WAELE (J.-M.), *op.cit.*, pp. 15-16.

[\(150\)](#) CHAUVTER (J.-M.), « *gauchisme et nouvelle gauche en Belgique (II)* », in les Courriers Hebdomadaires du CRISP, n° 602-603, Belgique, 1973, p. 6.

[\(151\)](#) *Idem.*

[\(152\)](#) *Ibidem*, p. 7. Voir aussi *La peur du rouge*, éd. Par DELWIT (P.), GOTOVITCH (J.), Bruxelles, 1996, pp. 137-145.

[\(153\)](#) Jacques Grippa est issu de la Fédération Bruxelloise du Parti Communiste. Membre du Comité Central, il a joué un rôle prédominant dans la résistance durant la seconde guerre mondiale.

[\(154\)](#) *La peur du rouge*, éd. Par DELWIT (P.), GOTOVITCH (J.), Bruxelles, 1996, p. 137.

[\(155\)](#) *Ibidem*, p. 143.

[\(156\)](#) CHAUVIER (J.-M.), *op. cit.*, p. 8.

[\(157\)](#) Nous retrouvons ce groupe lorsque nous aborderons la partie sur les conflits idéologiques et l'unification des différents groupes marxistes.

[\(158\)](#) CHAUVIER (J.-M.), *op. cit.*, p. 8.

[\(159\)](#) *Idem.*

[\(160\)](#) *Ibidem*, p. 9.

[\(161\)](#) AMADA et l'UCMLB sont rapidement entrés en conflit sur des bases idéologiques. La nécessité reconnue par les deux formations d'unir le mouvement communiste en Belgique s'est heurtée à des divergences idéologiques quant à la tactique notamment. Ce conflit dura quatre ans et ne se termina qu'avec la dissolution de l'UCMLB. Nous traiterons des conflits idéologiques qui ont opposé AMADA et l'UCMLB entre 1972 et 1976 dans la troisième partie de ce travail.

[\(162\)](#) CHAUVTER (J.-M.), « *gauchisme* » et *nouvelle gauche en Belgique (II)*, in les Courriers Hebdomadaires du CRISP, n° 602-603, Belgique, 1973, pp. 8-9.

[\(163\)](#) *Ibidem*, p. 10.

[\(164\)](#) Grève faisant suite au projet de *Loi Unique* du gouvernement Eyskens et qui prévoyait 7 milliards d'impôts nouveaux. Voir à ce sujet NEUVILLE (J.), YERNA (J.), *Le choc de l'hiver '60- '61, les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, 1990 ; JAULAIN (S.), *Industrialisation et société (1830-1970), la Belgique*, Paris, 1998, p. 81 ; CHLEPNER (B.-S.), *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1972, pp. 437-440.

[\(165\)](#) Voir à ce sujet COENEN (M.-T.), *La grève des femmes de la FN en 1966*, Bruxelles, 1991.

[\(166\)](#) Voir à ce sujet LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles et MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Mei 68, een kwarteeuw*, Bruxelles, 1993.

[\(167\)](#) Les détails de ces luttes seront abordés plus loin lorsque nous traiterons de l'engagement d'AMADA dans les luttes sociales.

[\(168\)](#) COTTENIER (J.), HERTOGEN (K.), *Le temps travaille pour nous*, Bruxelles, 1991, p. 10.

[\(169\)](#) *Idem.*

[\(170\)](#) *Les opinions et les attitudes à l'égard de la Déclaration Commune sur la Productivité*, Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité, 1959, pp. 11-13.

La Déclaration Commune sur la Productivité du 5 mai 1954 sera légèrement modifiée lors du IF Congrès National de la Productivité les 15 et 16 décembre 1959. Voir pour cela Fédération des Entreprises de Belgique, *La concertation sociale au niveau interprofessionnel*, Bruxelles, 1974, pp. 156-159.

[\(171\)](#) *Idem*.

[\(172\)](#) Office Belge pour l'Accroissement de la productivité.

[\(173\)](#) *Un siècle de solidarité, 1898-1998, histoire du syndicat socialiste*, ss.dir. MEESIAEN (J.-J.), Bruxelles, 1997, p.81.

[\(174\)](#) OBAP, *les opinions et les attitudes à l'égard de la déclaration commune sur la productivité*, Bruxelles, 1959, pp.66-67.

[\(175\)](#) *Ibidem*, p.67.

[\(176\)](#) *Ibidem*, p.71

[\(177\)](#) *Ibidem*, p.68.

[\(178\)](#) *Ibidem*, p. 72.

[\(179\)](#) Aile Macht Aan de Arbeiders, february 1971, p. 8.

[\(180\)](#) Aile Macht Aan de Arbeiders, december 1970, pp. 6-7.

[\(181\)](#) DE CONINCK (A.), Limbourg 1970 grèves des mineurs, brochure éditée par le Parti Communiste de Belgique, Bruxelles, 1970, p. 10.

[\(182\)](#) Jacques De Staercke, allocution devant le Congrès de Fabrimétal, mai 1982, in COTTENIER (J.), HERTOGEN (K.), *Le temps travaille pour nous*, Bruxelles, 1991, p. 18.

[\(183\)](#) COTTENIER (J.), HERTOGEN (K.), *Le temps travaille pour nous*, Bruxelles, 1991, pp. 18-24.

[\(184\)](#) Annemie Mels, lettre d'octobre 1999. Voir annexe.

[\(185\)](#) LENINE (V.), *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, Pékin, 1976, p. 4

[\(186\)](#) *Idem*

[\(187\)](#) LEMAÎTRE (H.), *Les gouvernements belges de 1968 à 1980, Processus de crise*, Bruxelles, 1982, p. 19.

[\(188\)](#) Voir pp. 26-27 supra.

[\(189\)](#) Voir notamment à ce sujet: LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, 1999; Courrier hebdomadaire du CRISP n°173, 178, 208, 234, 266-267, 287, 333-334, 358, 364-365, 394 et 398;

TODTS (H.), JONCKEERE (W.), *Leuven Vlaams, splitsinggeschiedenis van KUL*, Leuven, 1979.

(190) Le KVHV est le Katholiek Vlaams Hoogstudenten Verbond, assemblée générale ; le FK, Facultaire Konvent, rassemble les différents cercles facultaires ; le VNSU, Vlaams Nationale Studentenunie, rassemble les nationalistes flamands dépendant de la Volksunie ; le LSK ou Leuven Studentenkorp rassemble les cercles régionaux. Quant au WS, le Vereniging van de Vlaamse Studenten représente le mouvement syndical étudiant ; in COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-l) de Belgique, *Les étudiants flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968, pp. 6-8.

(191) LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, 1999, p.194. Courrier Hebdomadaire du CRISP, 16 septembre 1966, n°333-334, p. 14.

(192) Dossier hebdomadaire du CRISP, *Évolution et implication de l'affaire de Louvain*, 17 mars 1967, n°358, p. 5

(193) LAPORTE (Ch.), *op.cit.*, p. 199.

(194) *Dokument 1969, Een leidraad doorheen de marxistische theorie. Het belang van de revolutionaire theorie*, Leuven, 1969. CESEP.

(195) Dossier hebdomadaire du CRISP, *Evolution et implication de l'affaire de Louvain*, n°358, 17 mars 1967, p.9. \* *Ibidem*, p. 10.

(196) *Ibidem*, p. 10

(197) Le SVB est une émanation du KVHV, créé en mai 1967, il se démarquait par son syndicalisme étudiant beaucoup plus radical. Nous verrons plus loin son développement.

(198). LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, 1999, pp.285-286.

(199) LUDO (M.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993, p.37.

(200) D'ailleurs de nombreux étudiants francophones de l'ULB ont été régulièrement manifestés à Louvain en soutien aux revendications des étudiants flamands. Interview de Michel Graindorge, 10 avril 2000.

(201) Pensons par exemple à la visite de Paul Goossens, dirigeant du SVB Louvain et de Chantal De Smedt, représentante du SVB Gand, à une Assemblée libre de l'ULB le 12 février 1968, in GOVAERT (S.), *C'était au temps où Bruxelles contestait*, Bruxelles, 1990, pp. 52-53.

(202) Citons par exemple : CHAUVIER (J.-M.), *Gauchisme et nouvelle gauche en Belgique*, in Courrier hebdomadaire du CRISP, 1973,1, n° 600-601; II, n° 602-603 ; Courrier hebdomadaire du CRISP, *L'affaire de Louvain*, n° 173, 178, 208, 234, 266-267, 287, 333-334, 358, 364-365, 394, 398 ; D'HAENENS (A.), *L'université catholique de Louvain*,

*vie et mémoire d'une institution*, Bruxelles, 1992 ; GOOSSENS (P.), *Leuven '68 of het geloof in de hemel*, Zellik, 1993 ; GOVAERT (S.), *Mai 68, c'était au temps où Bruxelles contestait*, Bruxelles, 1990 ; LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Belgique, 1999 ; PICQUE (Ch.), *Mai 68*, Bruxelles, 1978 ; TODTS (H.), JONCKHEERE (W.), *Leuvens Vlaams, splitsingeschiedenis van KUL*, Louvain, 1979.

[\(203\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993.

[\(204\)](#) Les résultats de ces rencontres sont réunis dans son livre *Het gevecht van de mammon*, Belgique, 1968.

[\(205\)](#) DE MAN (J.), *Het gevecht van de mammon*, Belgique, 1968, pp. 14-16.

[\(206\)](#) Dubbel nummer Informatie recht, in 13 Mei, 14dagen informatieblad van SVB, 2de jaargang, nummer 4-5, Leuven, décembre 1968. (AMSAB)

[\(207\)](#) GOVAERT (S.), *Mai 68, c'était au temps où Bruxelles contestait*, Bruxelles, 1990, p.21.

[\(208\)](#) *Idem.*

[\(209\)](#) *La révolte des étudiants: un quart de siècle après 1968.* Conférence de Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 1/06/93. CESEP, cassette VHS n°363.

[\(210\)](#) *Mai 68, les mouvements étudiants en France et dans le monde*, ss. dir. DREYFUS-ARMAND (G.), 1988, p. 11.

[\(211\)](#) Grande offensive lancée en janvier 1968 par les troupes nord-vietnamiennes et Viêt-cong contre les grands centres urbains (Hué, Da-Nang...) du sud Vietnam. Même si cette offensive fut un échec, elle mit en évidence l'incapacité des États-Unis à venir à bout du conflit.

[\(212\)](#) GOVAERT (S.), *op.cit.*, p.22.

[\(213\)](#) *Idem.*

[\(214\)](#) *La révolte des étudiants: un quart de siècle après 1968.* Conférence de Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 1/06/93. CESEP, cassette VHS n°363.

[\(215\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV-4 février 1966.

[\(216\)](#) *La révolte des étudiants: un quart de siècle après 1968.* Conférence donnée par Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 01/06/93. CESEP, cassette vidéo VHS, n°363.  
Ludo Martens a été très actif durant le mouvement de Louvain. Rédacteur en chef en 1966 du journal *Ons Leven*, organe du Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV), il fut membre du SVB et fondateur de AMADA-TPO. Il est actuellement président du Parti du

Travail de Belgique.

Kris Merckx fut également actif durant le mouvement étudiant de Louvain. Il a participé à la formation de AMADA-TPO, il est actuellement porte-parole néerlandophone du PTB.

[\(217\)](#) Dans son ouvrage *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, 1993, C. Bourseiller analyse très bien le développement des idées maoïstes en France. Même si son histoire est essentiellement événementielle, elle reflète des évolutions identiques à celles survenues en Belgique. Elle met surtout en lumière la mentalité de la jeunesse contestataire des années soixante. C'est un apport important dans la compréhension de cette période.

[\(218\)](#) *La révolte des étudiants : un quart de siècle après 1968*. Conférence de Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 1/06/93. CESEP, cassette VHS n°363.

[\(219\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993, p. 19.

[\(220\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 7 février 2000.

[\(221\)](#) *Idem*.

[\(222\)](#) Interview de Arnould Van Reussel, 3 juillet 2000.

[\(223\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 7 février 2000.

[\(224\)](#) Le *Verbondswacht* est le service d'ordre du KVHV.

[\(225\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 7 février 2000.

[\(226\)](#) *Idem*.

[\(227\)](#) Herwig Lerouge est actuellement rédacteur en chef de *Solidaire*, organe du Parti du Travail de Belgique.

[\(228\)](#) *Ons Leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°6, 28 oktober 1966, p. 16.

[\(229\)](#) *Ons Leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°8, 11 november 1966, p. 16.

[\(230\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 7 février 2000.

[\(231\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 7 février 2000.

[\(232\)](#) *Idem*.

[\(233\)](#) Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.

[\(234\)](#) *Ons Leven*, weekblad van de Nederlandse Universitaire Gemeenschap-KVHV, 30 september 1966.

[\(235\)](#) COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-1) de Belgique, *Les étudiants flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968, p. 8.

[\(235\)](#) *Ons Leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°2, 30 septembre 1966, p. 11.

[\(237\)](#) *Ons Leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°3, 7/10/1966, p. 3.

[\(238\)](#) *Ons Leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°5, 21/10/1966, p.9.

[\(239\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°2, 30 septembre 1966, p. 11.

[\(240\)](#) *Le Drapeau Rouge* est l'organe du Parti Communiste Belge.

[\(241\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°3, 7 octobre 1966, pp. 8-10.

[\(242\)](#) Fait allusion au numéro spécial de septembre 1966 pendant la marche Mérédith.

[\(243\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°13, 22 décembre 1966, p. 3.

[\(244\)](#) PVDA, *Van studentenvakbeweging tôt partij van de arbeid*, CESEP, pp. 4-6.

[\(245\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°21. 21 février 1967, p. 1.

[\(246\)](#) *La révolte des étudiants: un quart de siècle après 1968*. Conférence de Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 1/06/93. CESEP, cassette VHS n°363. Ces chiffres sont évidemment invérifiables.

[\(247\)](#) COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-1) de Belgique, *Les étudiants flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968, p. 9.

[\(248\)](#) *Ons leven*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°22, 2 maart 1967, p. 3.

[\(249\)](#) *Idem*.

[\(250\)](#) Voir supra

[\(251\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw, mei 68*, Bruxelles, 1993, p. 35.

[\(252\)](#) *La révoltes des étudiants: un quart de siècle après 1968.* Conférence de Ludo Martens et Kris Merckx, Bruxelles 1/06/93. CESEP, cassette VHS n°363.

[\(253\)](#) Voir par exemple un article sur le Viêt-Nam dans *Ons leven*, n°8, 11 november 1966, p. 5.

[\(254\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *op.cit.*, 1993, pp. 96-97.

[\(255\)](#) *Ibidem*, p. 97.

[\(256\)](#) *Idem*.

[\(257\)](#) Interview de Jacques Boutemy, le 27 mars 2000 et Interview de Michel Graindorge, le 10 avril 2000.

[\(258\)](#) PVDA, *Van student vakbeweging tot partij van de arbeid*, CESEP, p. 6.

[\(259\)](#) *Bilan de deux années de lutte à Louvain.*

[\(260\)](#) SVB-Leuven, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Leuven, 1968.

[\(261\)](#) LAPORTE (Ch.), *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Belgique, 1999.

[\(262\)](#) S

VB-Louvain, *op.cit.*, p. 10.

[\(263\)](#) *Idem*.

[\(264\)](#) *Idem*.

[\(265\)](#) *Ibidem*, p. 7.

[\(266\)](#) *Ibidem*, pp. 55-63.

[\(267\)](#) *Ibidem*, p. 63.

[\(268\)](#) *Ibidem*, p. 9.

[\(269\)](#) *Idem*.

[\(270\)](#) *Ibidem*, p. 11.

[\(271\)](#) *Ibidem*, p. 12.

[\(272\)](#) MARTENS (L.), *Un peu de révolution, un peu de réformisme*, octobre 1968. CESEP

[\(273\)](#) *Idem*.

[\(274\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, p. 14. CESEP

[\(275\)](#) *Ibidem*, p. 13.

[\(276\)](#) *Idem*.

[\(277\)](#) En néerlandais dans le texte *aktie-strijd* : littéralement lutte-action. On peut le traduire par *agit-prop* terme de militant qui signifie agitation-propagande.

[\(278\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, p. 78. CESEP

[\(279\)](#) *Ibidem*, p. 9.

[\(280\)](#) *Idem*.

[\(281\)](#) *Ibidem*, p. 10.

[\(282\)](#) *Ibidem*, p. 47.

[\(283\)](#) *Idem*.

[\(284\)](#) L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, in, LENINE (V.), *Œuvres choisies en deux volumes*, T.I, deuxième partie, Moscou, 1953, pp. 433-572.

[\(285\)](#) *Ibidem*, p. 527.

[\(286\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, p. 50. CESEP

[\(287\)](#) La référence à des chiffres ou des événements concrets est une constante chez le SVB et plus tard chez AMADA. Il montre l'application stricte du principe marxiste du matérialisme.

[\(288\)](#) SVB-Louvain, *op.cit.*, p. 55.

[\(289\)](#) *Ibidem*, p. 57.

[\(290\)](#) *Ibidem*, p. 56.

[\(291\)](#) *Idem*.

[\(292\)](#) MARX (K.), ENGELS (F.), *Le manifeste du Parti Communiste*, Pékin, 1977, p. 44.

[\(293\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, pp. 80-85.

[\(294\)](#) *Ibidem*, p. 84.

[\(295\)](#) Ibidem, pp. 85-86.

[\(296\)](#) Ibidem, pp. 86-88

[\(297\)](#) El Mehdi Ben Barka : homme politique marocain (1920 7-1965). Membre de *l'Union Nationale des Forces Populaires*. Exilé et condamné à mort par contumace par le gouvernement marocain, il était coordinateur des mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde. Enlevé à Paris en octobre 1965 par deux policiers français, il fut assassiné peu après.

[\(298\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, p. 88.CESEP

[\(299\)](#) Homme politique nord-coréen, il a organisé entre 1943 et 1945 l'armée populaire coréenne contre les japonais. Nommé premier ministre de la République Populaire de Corée du Nord en 1948. Durant la guerre civile de 1950-1953, il est commandant en chef des armées nord-coréennes. Président de la république populaire à partir de 1972.

[\(300\)](#) SVB-Louvain. *op.cit.*. 1968, p. 88.

[\(301\)](#) Le numéro 7 du journal *13 Mei*. journal du SVB. est révélateur de l'influence des mouvements étudiants des différents pays sur le SVB. Le journal est titré : *Revolte ! Berlijn, Rome, Paris, Leuven* représentant chacun les doigts d'une main (voir annexe).

[\(302\)](#) SVB-Louvain. *op.cit.*, pp. 88-90.

[\(303\)](#) Ibidem, pp 73-77.

[\(304\)](#) Ibidem, p. 73.

[\(305\)](#) Ibidem, p. 74.

[\(306\)](#) Ibidem, p. 15.

[\(307\)](#) IIdem.

[\(308\)](#) Ibidem, p. 16.

[\(309\)](#) A titre personnel, je voudrais faire une rapide comparaison avec la situation que connaît la Belgique depuis quelques années...

[\(310\)](#) SPAAK (P.-H.), *Le discours de la peur*, cité par GERARD-LIBBOIS (J.), LEWIN (R.), *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe, 1947-1953*, POLHIS, 1992, p. 16.

[\(311\)](#) SVB-Louvain, *Ervaringen uit twee jaar strijd in Leuven*, Louvain, 1968, p. 125.

[\(312\)](#) Livre fondamental de la pensée de Lénine. Ecrit en 1902, il y développe la nécessité d'un parti marxiste, de son organisation et de son rôle moteur dans la lutte politique du prolétariat.

[\(313\)](#) Januarie revolte, aktiekomitee, s.l., s.d., CESEP.

[\(314\)](#) Archives Ludo Martens, CESEP.

[\(315\)](#) Par sociale-démocratie, on entend l'ensemble des organisations politiques regroupées au sein de la Seconde Internationale. Au sein de cette sociale-démocratie, il existait deux tendances principales, les socialistes réformistes (POB, menchevicks...) et les socialistes révolutionnaires (bolcheviks,...).

[\(316\)](#) Eduard BERNSTEIN : homme politique allemand (1850-1932). Militant au sein du parti social-démocrate allemand, qu'il dirigea avec Kautsky, il s'orienta rapidement vers un socialisme réformiste. Il prévoyait une transformation graduelle et sans heurt de la société capitaliste en société socialiste.

[\(317\)](#) Cité in *Overzicht van de belangrijkste punten uit Que faire ?*, août 1968, p. 18. CESEP.

[\(318\)](#) LENINE (V.), *Que faire ?*, Pékin, 1978, p.8.

[\(319\)](#) Ibidem, p. 9.

[\(320\)](#) *Overzicht van de belangrijkste punten uit Que faire ?*, août 1968, pp. 22-24. CESEP.

[\(321\)](#) Cité in Ibidem, p 22. CESEP.

[\(322\)](#) Ibidem, pp. 24-29. CESEP.

[\(323\)](#) Ibidem, p. 24. Voir aussi LENINE (V.), *Que faire ?*, Pékin, 1978, pp. 66-123.

[\(324\)](#) Idem.

[\(325\)](#) LENINE (V.), op. cit., p.67.

[\(326\)](#) *Overzicht van de belangrijkste punten uit Que faire ?*, août 1968, p 24. CESEP.

[\(327\)](#) LENINE (V.), op.cit., p. 77.

[\(328\)](#) Idem. Voir aussi *Overzicht van de belangrijkste punten uit Que faire ?*, août 1968, p 24. CESEP.

[\(329\)](#) *SVB publiceert brief van Ludo Martens aan de Akademische Raad*, Leuven, 25 novembre 1968.

[\(330\)](#) Europe Magazine, n°1 187, 5-11 maart 1968.

[\(331\)](#) MARTENS (L.), *een beetje revolutie een beetje reformisme*, oktober 1968. Archives personnelles de Ludo Martens, CESEP.

[\(332\)](#) *Ibidem*, p.1.

[\(333\)](#) *Ibidem*, p.3.

[\(334\)](#) *Idem*.

[\(335\)](#) *Idem*.

[\(336\)](#) De opgaven voor SIH tijdens de volgende maanden, avril 1968, pp. 12-13. CESEP.

[\(337\)](#) Cité dans MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw Mei '68*, Bruxelles, 1993, p. 142.

[\(338\)](#) COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-l) de Belgique, *Les étudiants flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968, p. 5.

[\(339\)](#) SVB-Leuven, *Steun aan de stakende arbeiders van Ford*, 21 octobre 1968, in *Ford-Genk '68: begin of eindpunt?*, s.l., 1968, pp. 77-78.

[\(340\)](#) MARTENS (L.); MERCKX (K.), *op. cit*, p.147.

[\(341\)](#) *Het Belang van Limburg*, zondag 29 oktober 1968.

[\(342\)](#) SVB, *Ford-Genk '68 : begin of eindpunt ?*, s.l., 1968.

[\(343\)](#) *C'est d'ailleurs ce groupe de travail qui signe la brochure de bilan de la grève : Ford-Genk '68: begin of eindpunt?*, s.l., 1968.

[\(344\)](#) *Gazet van Antwerpen*, 4/11 :1968.

[\(345\)](#) *De Volksgazet*, 4/11/1968.

[\(346\)](#) SVB, *Ford-Genk '68 : begin of eindpunt ?*, s.l., 1968, 88 p.

[\(347\)](#) *Ibidem*, pp. 63-66.

[\(348\)](#) *Ibidem*, p. 63.

[\(349\)](#) *Ibidem*, p.64.

[\(350\)](#) *Ibidem*, pp.66-67.

[\(351\)](#) *Idem*.

[\(352\)](#) *Ibidem*, pp. 51-62.

[\(344\)](#) *Gazet van Antwerpen*, 4/11 :1968.

- [\(345\)](#) De l'olksgazet, 4/11/1968.
- [\(346\)](#) SVB, Ford-Genk '68 : begin of eindpunt ?, s.l., 1968, 88 p.
- [\(347\)](#) Ibidem, pp. 63-66.
- [\(348\)](#) Ibidem, p. 63.
- [\(349\)](#) Ibidem, p.64.
- [\(350\)](#) Ibidem, pp.66-67.
- [\(351\)](#) Idem.
- [\(352\)](#) Ibidem, pp. 51-62.
- [\(353\)](#) Ibidem, p. 55.
- [\(354\)](#) Ibidem, p. 60.
- [\(355\)](#) Ibidem, p. 61.
- [\(356\)](#) Un chapitre du bilan est consacré à *La grève de Ford et l'enseignement*, pp. 71-77.
- [\(357\)](#) *Het Laatste Nieuws*, 17/12/1968
- [\(358\)](#) Ibidem, p.64.
- [\(359\)](#) Ibidem, pp.66-67.
- [\(360\)](#) Idem.
- [\(361\)](#) Ibidem, pp. 51-62.
- [\(362\)](#) Arbeiders, studenten een front : de algemene textielstaking in het Gentse '69, Gent, 1969.
- [\(363\)](#) Ibidem, p. 22.
- [\(364\)](#) Ibidem, p. 53.
- [\(365\)](#) Ibidem, p. 53.
- [\(366\)](#) Notamment Ludo MarTens, Kris Merckx, Herwig Lerouge...
- [\(367\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), Een kwarteeuw mei 68, Bruxelles, 1993, p. 59.
- [\(368\)](#) Ibidem, pp. 67-68.

[\(369\)](#) Arbeiders, studenten een front : de algemene textielstaking in het Gentse '69, Gent, 1969, pp. 77-80.

[\(370\)](#) Interview de Renate Willockx, 26 juin 2000.

[\(371\)](#) Idem

[\(372\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw Mei '68*, Bruxelles, 1993, p.210.

[\(373\)](#) Idem.

[\(374\)](#) Cité dans Idem.

[\(375\)](#) *Dokument 1969, Een leidraad doorheen de marxistische theorie. Het belang van de revolutionaire theorie*, Leuven, 1969. CESEP.

[\(376\)](#) Idem.

[\(377\)](#) MARTENS (L.), MERCKX (K.), *Een kwarteeuw Mei '68*, Bruxelles, 1993, p. 243.

[\(378\)](#) Idem.

[\(379\)](#) AMADA, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°1, 1970, p. 8.

[\(380\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, Weekblad van de Nederlands Universitaire Gemeenschap-KVHV, n°I, 1970.

[\(381\)](#) *Le Drapeau Rouge*.

[\(382\)](#) Suite à la scission du Parti Communiste Beige entre « khrouchtchévien » et « pro-chinois » est formé en 1963 le Parti Communiste (m-1) de Belgique de Jacques Grippa. Rapidement des dissensions vont apparaître au sein de cette nouvelle formation aboutissant en 1967 à une nouvelle scission donnant naissance au PC(m-l)B organe *Clarté* et le PC(m-l)B organe *L'Exploité*.

[\(383\)](#) COLLECTIF CLARTE, organe central du Parti Communiste (m-1) de Belgique, *Les étudiants flamands ont raison de se révolter*, Marchienne-au-Pont, février 1968, p. 4.

[\(384\)](#) *Idem*, p. 6.

[\(385\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.

[\(386\)](#) Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.

[\(387\)](#) Interview de Michel Graindorge, 10 avril 2000.

[\(388\)](#) Idem.

- [\(389\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.
- [\(390\)](#) Parti Communiste (marxiste-léniniste) de Belgique.
- [\(391\)](#) Interview de Nadine Rosa-Rosso, 21 mars 2000.
- [\(392\)](#) *Appelé* communément Mao spontex en raison de leur spontanéisme.
- [\(393\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.
- [\(394\)](#) Interview de Michel Graindorge, 10 avril 2000 et Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.
- [\(395\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.
- [\(396\)](#) Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.
- [\(397\)](#) Interview de Michel Graindorge, 10 avril 2000.
- [\(398\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.
- [\(399\)](#) Interview de Nadine Rosa-Rosso, 21 mars 2000.
- [\(400\)](#) Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.
- [\(401\)](#) *Kritiek-Autokritiek, over de juiste idee, de autoritaire werkmethode en de centralistische organisatie binnen en buiten de Studenten Vakbeweging (sic), 1/01.1970.* CESEP.
- [\(402\)](#) VAN DOORSLAER (R.), *Oorsprong en consolidatie van de beweging AMADA in Vlaanderen, 1970-1972*, in AMSAB Tijdingen, II, 1983, 3-4, p. 53.
- [\(403\)](#) DE BAKKER (B.), *La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970*, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970.
- [\(404\)](#) *Ibidem*, pp. 2-3.
- [\(405\)](#) VAN DOORSLAER (R.), *op. cit.*, p. 54.
- [\(406\)](#) *Interview de Kris Hertogen*, 7 février 2000.
- [\(407\)](#) Interview de Arnould Van Reussel, 3 juillet 2000 et interview de Kris Hertogen, 23 juin 2000.
- [\(408\)](#) DE BAKKER (B.), *La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970*, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970, p. 5.

Le Derde Wereld Beweging, est un mouvement de soutien aux luttes du Tiers-Monde. Apparu au cours des mouvements étudiants de Louvain, différents comités ont été créés pour s'opposer à la guerre du

Vietnam. Emanation entre autre du SVB, ses membres joueront un rôle actif au cours de la grève des mines. Kris Hertogen, dirigeant de Mijnwerkersmacht Zolder, provenait du Derde Wereld Beweging.

[\(409\)](#) DE BAKKER (B.), *op.cit.*, p. 4.

[\(410\)](#) Interview de Kris Hertogen, 7 février 2000.

[\(411\)](#) DE BAKKER (B.), La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970, p.5 et p.8.

[\(412\)](#) Ibidem, p. 6.

[\(413\)](#) Idem.

[\(414\)](#) Idem.

[\(415\)](#) Mijnwerkersmacht-Arbeidersmacht Ford Genk, Gent, 1970, p. 9. CESEP

[\(416\)](#) Le Soir, 10 février 1970, p. 2.

[\(417\)](#) DE BAKKER (B.), *op. cit.*, pp. 9-13.

[\(418\)](#) Le Soir, 13 février 1970, p. 2.

[\(419\)](#) DE BAKKER (B.), *op. cit.*, p. 15.

[\(420\)](#) Guy SPITAELS, Le long chemin de Bruxelles à Winterslag, dans Le Soir, 25-26 janvier 1970, pp. 1-2

[\(421\)](#) DE CONINCK (A), Limbourg 1970, grèves des mineurs, brochure éditée par le Parti Communiste de Belgique, Bruxelles, 1970, p. 10.

[\(422\)](#) DE BAKKER (B.), La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970, pp. 20-23.

[\(423\)](#) Mijnwerkersmacht-Arbeidersmacht, Ford Genk, Gent, 1970, p. 7. CESEP

[\(424\)](#) Voir page 65-66 supra.

[\(425\)](#) BEWEGING, weekblad van de Gentse Studentenbeweging, n° 10, 19 februari 1970, p. 2.

[\(426\)](#) Idem.

[\(426\)](#) Interview de Kris Hertogen, 23 juin 2000. Interview de Paul Dcramelaere, 6 juillet 2000.

[\(427\)](#) Arnould Van Reussel est allé travaillé à la mine en septembre 1969... Nadine Huybrechts... Paul Theunissen et Francis Leysens... enseignants.

[\(428\)](#) Force des mineurs, s.l., s.d, p. 4. CESEP

[\(429\)](#) BEWEGING, weekblad van de Gentse Studentenbeweging, n° 10, 19 februari 1970, p. 2.

[\(430\)](#) Force des mineurs, s.l., s.d., p.l. CESEP

[\(431\)](#) DE BAKKER (B.), La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970, p. 19.

[\(432\)](#) Le Soir, 20 janvier 1970, p. 2.

[\(433\)](#) Interview de Kris Hertogen, 7 février 2000.

[\(434\)](#) DE CONINCK (A.), Limbourg 1970, grèves des mineurs, brochure éditée par le Parti Communiste de Belgique, Bruxelles, 1970, p. 10.

[\(435\)](#) Mijnwerkersmacht-Arbeidersmacht Ford Genk, Gent, 1970, p. 23. CESEP

[\(436\)](#) Voir BEWEGING, weekblad van de Gentse Studentenbeweging, n° 10, 19 februari 1970, pp. 2-3. Notes

[\(437\)](#) Guy SPITAEELS, Le long chemin de Bruxelles à Winterslag, dans Le Soir, 25-26 janvier 1970, p. 2

[\(438\)](#) DE BAKKER (B.), La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970, in Courrier Hebdomadaire du CRISP n°499, 13 novembre 1970, p. 19.

[\(439\)](#) Voir entre autre Le Soir, 17 janvier 1970, p. 6.

[\(440\)](#) Le Soir, 20 janvier 1970, p. 1.

[\(441\)](#) Le Soir, 28 janvier 1970, pp. 1-2.

[\(442\)](#) BEWEGING, weekblad van de Gentse Studentenbeweging, n° 10, 19 februari 1970, p. 2. " Force des Mineurs, s.l., s.d., p. 2. CESEP

[\(443\)](#) Idem.

[\(444\)](#) Mijnwerkersmacht-Arbeidersmacht Ford Genk, Gent, 1970, pp. 14-15. CESEP

[\(445\)](#) Le Soir, 8 janvier 1970, pp. 1 et 6.

[\(446\)](#) Le Soir, 17 janvier 1970, p. 1.

- [\(447\)](#) *Le Soir*, 20 janvier 1970, p. 1.
- [\(448\)](#) DE BAKKER (B.), *La grève des mines du Limbourg, Janvier-Février 1970*, in *Courrier Hebdomadaire du CRISP* n°499, 13 novembre 1970, p. 21.
- [\(449\)](#) *Le Soir*, 13 janvier 1970, p. 2.
- [\(450\)](#) DE BAKKER (B.), op. cit., p. 13.
- [\(451\)](#) Interview de Herman Veulemans, 20 juin 2000.
- [\(452\)](#) Afschrift, Pro Justida, De correctionele rechtbank van het arrondissement Hasselt, 3de. Kamer, heeft het volgende vonnis gedragen, n° 1449 van de Griffie, Hasselt, 18 juni 1970, pp. 1-3.
- [\(453\)](#) Afijnwerkersmacht-Arbeidersmacht Ford-Genk, Gent, 1970, p. 29.
- [\(454\)](#) DE CONINCK (A.), *Limbourg 1970, Grèves des mineurs*, brochure éditée par le Parti Communiste de Belgique, Bruxelles, 1970, p. 8.
- [\(455\)](#) Ibidem, p. 9.
- [\(456\)](#) Ibidem, p. 10.
- [\(457\)](#) Interview de Jean-Louis Roefs, 13 février 2000.
- [\(458\)](#) *Force des Mineurs*, s.l., s.d., p. 3.
- [\(459\)](#) BEWEGING, weekblad van de Gentse Studentenbeweging, n° 10, 19 februari 1970, p. 2.
- [\(460\)](#) Interview de Amould Van Reussel, 3 juillet 2000.
- [\(461\)](#) VAN DOORSLAER (R.), *Oorsprong en consolidatie van de beweging AMADA in Vlaanderen, 1970-1972*, in *AMSAB-TIJDINGEN*, II, 1983, 3-4, pp. 51-68.
- [\(462\)](#) Interview de Flor Dewit 24 juin 2000. Interview de Warre Claes, 20 juin 2000.
- [\(463\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.
- [\(464\)](#) *Texte Limbourg, note sur la discussion idéologique relative à la proposition d'un journal national*, mars 1970, p. 4.
- [\(465\)](#) *Mijnwerkersmacht-Arbeidersmacht Ford-Genk*, Gent, 1970, p. 16 et p. 31.
- [\(466\)](#) Ibidem, p. 16.

[\(467\)](#) Interview de Paul Deramclaere, 6 juillet 2000.

[\(468\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 4 avril 2000. Interview de Kris Hertogen, 7 février 2000. Interview de Flo De Wit, 24 juin 2000. Interview de Luc Walley, 23 juin 2000.

[\(469\)](#) Interview de Warre Claes, 20 juin 2000. Paul Theunissen travaille actuellement à la VRT. Contacté pour une interview, il a malheureusement refusé de l'accorder.

[\(470\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(471\)](#) Interview de Paul Deramelaere, 6 juillet 2000.

[\(472\)](#) *Idem.*

[\(473\)](#) *Tekst uit Leuven*, Leuven, 1970, p. 2. CESEP.

[\(474\)](#) *Ibidem*, p. 4.

[\(475\)](#) *Idem.*

[\(476\)](#) *Ibidem*, p. 8.

[\(477\)](#) *Ibidem*, pp. 10-11.

[\(478\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(479\)](#) *Tekst uit Gent*, Gent, 1970, p. 1. CESEP.

[\(480\)](#) *Ibidem*, pp. 1-2.

[\(481\)](#) *Ibidem*, pp. 2-3. CESEP

[\(482\)](#) Interview de Herwig Lerouge

[\(483\)](#) *Tekst uit Gent*, Gent, 1970, p.5. CESEP

[\(484\)](#) *Texte Wa-Be*, Texte de préparation à la réunion nationale du 18/04/1970, s.l., 1970, p. 2.

[\(485\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 4 avril 2000.

[\(486\)](#) *Texte Limbourg, note sur la discussion idéologique relative à la proposition d'un journal national*, mars 1970, pp. 1-4.

[\(487\)](#) *Tekst uit Gent*, Gent, 1970, p. 4. CESEP

[\(488\)](#) *Vorbereidende diskussie over de organisatie van een marxisties-leninistische beweging*, s.l., août 1970, pp. 2-3. CESEP

[\(489\)](#) Interview de Amould Van Reussel, 3 juillet 2000.

[\(490\)](#) Fait confirmé entre autre par Amould Van Reussel, Flor Dewitte, Hubert Hede bouw.

[\(491\)](#) *Enquête ouvrière*, s.l., s.d., p. 1.

[\(492\)](#) Interview de Hubert Hede bouw, 28 juin 2000.

[\(493\)](#) Gentse Studentenbeweging, *Arbeidersenquetes - sociale enquêtes, cahiers voor politieke vorming*, Gent, s.d.

[\(494\)](#) *De kommunistiese krant, belangrijkste instrument voor de partij opbouw*, s.l., s.d., p. 1.

[\(495\)](#) *Texte Limbourg, note sur la discussion idéologique relative à la proposition d'un journal national*, mars 1970, p. 1.

[\(496\)](#) *De kommunistiese krant, belangrijkste instrument voor de partij opbouw*, s.l., s.d., p.5.

[\(497\)](#) *Ibidem*, pp. 6-7.

[\(498\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°1, oktober, 1970, p. 10.

[\(499\)](#) *Idem*.

[\(500\)](#) MARTENS (L.), *Synthèse des expériences pratiques de Force des Mineurs pendant et après la grève*, mai 1970, p. 2. CESEP

[\(501\)](#) *Idem*.

[\(502\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°1, octobre, 1970, p. 10.

[\(503\)](#) *Idem*.

[\(504\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 6, février 1971, p. 10.

[\(505\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 1, octobre 1970, p. 10.

[\(506\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 10, mai 1971, pp. 14-15.

[\(507\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 4 avril 2000.

[\(508\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 4 avril 2000.

[\(509\)](#) VANSANT (W.), Monografie van het weekblad AMADA, *Alle Macht Aan de Arbeiders, Kommunistische Arbeiderspartij in opbouw*, Vrije Universiteit Brussel, 1977-1979, 217p.

[\(510\)](#) *Idem*

[\(511\)](#) Elections législatives, Résultats des élections du 11 mars 1974, renouvellement intégral de la chambre et du sénat, p. 11. Kris Merckx est toujours membre du Parti du Travail de Belgique. L'interview qu'il a accordé le 18 mars 2000 est la source principale de ce petit aperçu

historique de Médecine Pour Le Peuple. Michel Leyers a participé à la constitution de la première maison médicale à Hoboken mais a quitté AMADA en 1975, de façon très brutale d'ailleurs, AMADA n'hésitant pas à le traiter de renégat dans son journal (voir Alle Macht Aan de Arbeiders, n° 148, 21 avril 1976, p. 2). Il aurait été intéressant d'avoir le point de vue du docteur Leyers sur cette période, malheureusement il est décédé. Nous ne pouvons que nous baser sur des interviews qu'il a à l'époque adressées à la presse traditionnelle.

[\(512\)](#) Humo, onafhankelijk weekblad voor radio en televisie, n°1590, 25 februari 1971, pp. 14-28; n°1591, 4 maart 1971, pp.17-25; n°1592, 11 maart 1971, pp. 14-25; n°1593, 18 maart 1971, pp.26-37; n°1594, 25 maart 1971, pp.26-40; n°1595, 1 april 1971, pp. 32-38; n°1596, 8 april 1971, pp.37-48.

[\(513\)](#) Témoignage de Roger Saeys dans HAESSENDONCK (I.), L'usine, Bruxelles, 1999, pp.283-336.

[\(514\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, structure et fonctionnement de la cellule communiste, EPO, 1975, p.6.

[\(515\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°4, december 1970, p.6.

[\(516\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise partij, s.l., 1971, p. 1. CESEP.

[\(517\)](#) De fundamentele principes om de organisatie een te maken, s.l., 1977, p. 1. CESEP.

[\(518\)](#) Idem.

[\(519\)](#) De opbouw van de partij van het proletariaat, s.l., juli 1971, p. 1. CESEP.

[\(520\)](#) Grote politiek platform, s.l., 01/01/1971. CESEP.

[\(521\)](#) Ibidem, p. 5.

[\(522\)](#) Ibidem, p. 7.

[\(523\)](#) Ibidem, pp. 18-21.

[\(524\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij, s.l., 1971, p. 1. CESEP

[\(525\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°6, februari 1971.

[\(526\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij, s.l., 1971, p. 2. CESEP.

[\(527\)](#) Voorstel tot het oprichten van een kommunistische jeugdbond, s.l., s.d., p.3. CESEP

[\(528\)](#) VAN DOORSLAER (R.), Oorsprong en consolidatie van de beweging AMADA in Maanderen, 1970-1972, in AMSAB Tijdingen, II, 1983, 3-4, p. 60.

[\(529\)](#) AMADA-KJB/ML, Voorwaarts, handleiding voor het dagelijkspartijwerk, n°2, 14 december 1971, p. 15. CESEP

[\(530\)](#) Ibidem, p. 16.

[\(531\)](#) Idem.

[\(532\)](#) Idem.

[\(533\)](#) Ibidem, pp. 18-19.

[\(534\)](#) Ibidem, p. 19.

[\(535\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij, s.l., 1971, p. 4. CESEP.

[\(536\)](#) Richtlijnen voor de organisatie van de kommunistische basiscellen, s.l., s.d, p.4. CESEP.

[\(537\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij, s.l., 1971, p. 8. CESEP.

[\(538\)](#) Richtlijnen voor de organisatie van de kommunistische basiscellen, s.l., s.d, p.l. CESEP.

[\(539\)](#) Grote politiek platform, s.l., 01/01/1971, pp. 21-23. CESEP.

[\(540\)](#) AMADA-KJB/ML, Zeljkritiek van de rechts-opportunistiese anti-partij organisatie De l'onk, s.l., oktober 1975, p. 1.

[\(541\)](#) Militante Bedenkingen, De huidige toestand, onze taktiek en onze organisationelen taken, s.l., februari-maart 1970, p. 15. CESEP.

[\(542\)](#) Ibidem, p.22.

[\(543\)](#) Rapport du Limbourg, 1 mai 1970, p. 1. CESEP.

[\(544\)](#) Militante Bedenkingen, De huidige toestand, onze taktiek en onze organisationelen taken, s.l., februari-maart 1970, pp. 2-11. CESEP.

[\(545\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°1, oktober 1970; n°2, november 1970, n°3, december 1970.

[\(546\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(547\)](#) Interview de Flor Dewit, 24 juin 2000.

[\(548\)](#) Tekst 5 mei, p. 6, cité dans AMADA-KJB/ML, Zelfkritiek van de rechts-opportunistiese, anti-partij organisatie De Vonk, s.l., oktober 1975, p. 25.

[\(549\)](#) Tekst uit Leuven, Leuven, 1970, p.5. CESEP.

[\(550\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°8, april 1971.

[\(551\)](#) Tekst van Brussel Zuid, september 1971, in AMADA - KJB/ML, Bulletin voor ideologische strijd, nummer I, 20 februari 1972, De kwestie Brussel, p.16. CESEP.

[\(552\)](#) Tekst van Brussel-Zuid van 5 november 1971, in Ibidem, p. 25.

[\(553\)](#) AMADA - KJB/ML, Bulletin voor ideologische strijd, nummer I, 20 februari 1972, De kwestie Brussel, p.14. CESEP.

[\(554\)](#) Ibidem, pp.20-21.

[\(555\)](#) De opbouw van de partij van het proletariaat, s.l., juli 1971, p. 3. CESEP

[\(556\)](#) AMADA-KJB/ML, Zelfkritiek van de rechts-opportunistiese anti-partij-organisatie De Vonk, s.l., oktober 1975, p. 39.

[\(557\)](#) Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij, s.l., 1971, p. 6. CESEP

[\(558\)](#) AMADA- KJB/ML, Handleiding voor het dagelijks partijwerk, n°1, Antwerpen, 10 november 1971, p. 17. CESEP.

[\(559\)](#) Richtlijnen voor de organisatie van de kommunistische basiscellen, s.l., september 1971, p.l. CESEP

[\(560\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste, Anvers, 1973, p. 70. CESEP

[\(561\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(562\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), op. cit., p.73.

[\(563\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(564\)](#) AMADA - KJB/ML, Zelfkritiek van de rechts-opportunistiese anti-partij organisatie De Vonk, s.l., oktober 1975. CESEP

[\(565\)](#) Interview de Arnould Van Reussel, 3 juillet 2000.

[\(566\)](#) Interview de Flor De Wit, 24 juin 2000.

[\(567\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(568\)](#) AMADA, Bulletin voor ideologische strijd, n°2, Rapport van het Nationaal Buro over de Boelstaking, s.l., 1/5/1972, p.3. CESEP

[\(569\)](#) Idem.

[\(570\)](#) Ibidem, p. 1.

[\(571\)](#) Interview de Paul Deramelaere, 6 juillet 2000.

[\(572\)](#) AMADA, Bulletin voor ideologische strijd, n°2, Rapport van het Nationaal Buro over de Boelstaking, s.l., 1/5/1972, p. 15. CESEP.

[\(573\)](#) Ibidem, p.23.

[\(574\)](#) CAP (J.), *In naam van mijn classe*, Berchem, 1986, pp. 26-27.

[\(575\)](#) AMADA, *Bulletin voor ideologische strijd*, n°2, Rapport van het Nationaal Buro over de Boelstaking, s.l., 1/5/1972, pp. 11-12. CESEP.

[\(576\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°13, 5 oktober 1971, p.4.

[\(577\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°14, 19 oktober 1971, p.6.

[\(578\)](#) *Schema over de politieke lijn*, s.l., 1974, p. 8. CESEP.

[\(579\)](#) Idem.

[\(580\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°18, 18 december 1971, pp.4-5.

[\(581\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°51, 25 juni 1973, p.3.

[\(582\)](#) *Aantekeningen bij de opbouw van de kommunistise(sic) partij*, s.l., 1971, p. 7. CESEP.

[\(583\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°93, 5 maart 1975, p. 8.

[\(584\)](#) *Voor een kommunistiese (sic) campagne rondde delegeeverkiezingen in mei 1975*, s.l., 1/01/1075, pp. 1-3. CESEP.

[\(585\)](#) TPO-AMADA, *Tout le pouvoir aux ouvriers, Le syndicaliste révolutionnaire*, Anvers, 1975-1976.

[\(586\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 130, 17 december 1975, p. 16.

[\(587\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 29, 17juin 1972, p. 6.

[\(588\)](#) AMADA, Bulletin voor ideologische strijd, n°2, Rapport van het Nationaal Buro over de Boelstaking, S.I., 1/5/1972, p. 39. CESEP.

[\(589\)](#) Interview de Paul Deramelaere, 6 juillet 2000.

[\(590\)](#) Interview de Baudouin Deckers, 28 juillet 2000.

[\(591\)](#) AMADA - KJB/ML, Voorvaarts, handleiding voor het dagelijks partijwerk, n°3, s.l., 1972, p. 10. CESEP.

[\(592\)](#) Idem.

[\(593\)](#) Idem.

[\(594\)](#) BORMS (K.), La grève des dockers (6 avril-juin 1973), in *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n°618-619, 19 octobre 1973, 43p.

[\(595\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°47, 1 mei 1973, p.1. Voir aussi les numéros 48, 49, 50, 51.

[\(596\)](#) BORMS (K.), op. cit., pp. 7-8.

[\(597\)](#) Idem.

[\(598\)](#) Ibidem, p. 38.

[\(599\)](#) Ibidem, p. 6.

[\(600\)](#) Idem.

[\(601\)](#) Cité dans BORMS (K.), op. cit., p.9.

[\(602\)](#) Ibidem, p. 11.

[\(603\)](#) Interview de Luk Vervaet, 7 février 2000.

[\(604\)](#) Volksgazet, 12 avril 1973.

[\(605\)](#) Cité dans BORMS (K.), op. cit., p. 12. (Signée par A. Verliet, J. Janssens, A. Janssens, P. Van den Berg)

[\(606\)](#) Interview de Luk Vervaet, 7 février 2000.

[\(607\)](#) BORMS (K.), op. cit., p. 39.

[\(608\)](#) De fundamentele principes om de organisatie een te maken, s.l., 1977, p.l. CESEP.

[\(609\)](#) Interview de Luk Vervaet, 7 février 2000.

[\(610\)](#) Idem.

[\(611\)](#) BORMS (K.), *La grève des dockers (6 avril-6 juin 1973)*, in *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n°618-619, 19 octobre 1973, p.39.

[\(612\)](#) Interview de Luc Vervaet, 7 février 2000.

[\(613\)](#) Lt-Kol VAN GEET (W.J.D.), *De Dokstaking 1973, dagboek van een sociaal konflikt in de haven van Antwerpen en Gent*, s.l., 1979, p. 127.

[\(614\)](#) Ibidem, p. 60.

[\(615\)](#) Stadsarchief - Modem Archief, *Verslag gemeenteraadszitting*, 7 mei 1973, p. 1631. Cité dans Lt-Kol VAN GEET (W.J.D.), op. cit., pp. 82-83.

[\(616\)](#) La BSR est la Brigade de Surveillance et de Recherche, service de la gendarmerie.

[\(617\)](#) Pro Justicia du 9 juin 1973 à charge du dossier C 27.456/739 dans l'affaire Luc Vervaet, pièce n°107, cité dans AMADA, *neen aan het politieke massaproces tegen de heldhaftige dokstaking ! Volledige vrijpraak voor Amada en elke klassenstrijder*, 1/2/1974, p. 34.

[\(618\)](#) Rijkswacht - Distrikt Antwerpen - Brigade BOB, *Pro Justicia*, Antwerpen, 19 juin, cité dans AMADA, op. cit., p. 51.

[\(619\)](#) Interview de Luc Vervaet, 7 février 2000.

[\(620\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, A bas le projet de loi 430 du PSB-PSC-PLP qui veut interdire le nouveau parti communiste en construction et abolir le droit de grève et de manifestation des ouvriers, Anvers, 1972. CESEP

[\(621\)](#) Chambre des Représentants, session 1972-1973, Projet de Loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre public ou la sécurité publique, documents de la Chambre, n°430 (1972-1973) n°1, 30 octobre 1972.

[\(622\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, op. cit., p.1.

[\(623\)](#) Exposé des motifs du Ministre de la Justice Vranckx, dans Chambre des Représentants, session 1972-1973, Projet de Loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre public ou la sécurité publique, documents de la Chambre, n°430 (1972-1973) n°1, 30 octobre 1972, pp.1-5.

[\(624\)](#) Chambre des Représentants, session 1972-1973, Projet de Loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre public ou la sécurité publique, documents de la Chambre, n°430 (1972-1973) n°1, 30 octobre 1972.

[\(625\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, op. cit., p. 17.

[\(626\)](#) Ibidem, pp.53-54.

[\(627\)](#) AMADA, *J 'rijspraak voor AMADA en de Lee-staking op de processen van de vakbondsleiding en klassegerecht*, Antwerpen, 1974.

[\(628\)](#) De Rechtbank van Eerste Aanleg van het arrondissement Antwerpen, 10<sup>o</sup> kamer, vonnis n<sup>o</sup>7813, 12 décembre 1975.

[\(629\)](#) Interview de Kris Merckx, 28 mars 2000.

[\(630\)](#) Lettre de la direction de Cockerill Yards Hoboken à Jan Saeys, 21 mai 1975, citée dans AMADA-TPO, *Jan en Lieve terug op cockerill, dossier*, s.l., 1975, p. 10.

[\(631\)](#) Interview de Kris Merckx, 28 mars 2000.

[\(632\)](#) Idem.

[\(633\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, op. cit., p. 17.

[\(634\)](#) Remarquons que l'article 9 du projet de loi Vrancks stipule que « Toutes les dispositions du premier livre du Code Pénal chapitre MI s'appliquent aux délits prévus dans cette loi ». Le chapitre 7 du Code Pénal reprend l'article 66§4 sur base duquel la délégation des Forges de Clabecq est poursuivie depuis 1998. Voir SERVAIS (J.), MECHELYNCK (E.), *Codes Belges, T.2, Matières pénales, art.66*, Bruxelles, 1975, p. 35.

[\(635\)](#) Gazet van Antwerpen, *Dossier AMADA*, 9-10 août 1975, p.4.

[\(636\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n<sup>o</sup> 47, 1 mai 1973, p.6. Voir aussi, TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, A bas le projet de loi 430 du PSB-PSC-PLP qui veut interdire le nouveau parti communiste en construction et abolir le droit de grève et de manifestation des ouvriers, Anvers, 1972, pp. 44-46. CESEP

[\(637\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n<sup>o</sup> 51, 25 juni 1973, p.1.

[\(638\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, *heel de arbeidersklasse kijkt op naar de heldhaftige strijd van de dokwerkers*, trad, Antwerpen, avril 1973.

[\(639\)](#) Nota bij de politieke lijn, s.l., s.d, p.8. CESEP

[\(640\)](#) Idem.

[\(641\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n<sup>o</sup>50, 11 juni 1973, p.3.

[\(642\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n<sup>o</sup>47, 1 mai 1973, p.1.

[\(643\)](#) Rode Vaan, 1 novembre 1973. Remarquons que ce genre de citation ne diffère guère d'avec celle de la Gazet Van Antwerpen : « Dans les rangs des Amadistes des groupes de choc ont été formés qui (...) cherchent la confrontation avec les cordons policiers (...) ». In Gazet Van Antwerpen, *Dossier AMADA*, 9-10 augustus 1975, p.4.

[\(644\)](#) Rijkswacht - Distrikt Antwerpen - Brigade BOB, Pro Justicia n<sup>o</sup> 1.749, Antwerpen, 15 mai 1973.

[\(645\)](#) AMADA, *Neen aan het politieke massaproces tegen de heldhaftige dokstaking, volledige vrijspraak voor AMADA en elke klassenstrijder*, Antwerpen, 1974 et AMADA, *Vrijspraak dokproces ! AMADA vrij, 430 neen*, Antwerpen, 1975.

[\(646\)](#) AMADA, *Vrijspraak dokproces ! AMADA vrij, 430 neen*, Antwerpen, 1975, p.1.

C'est durant cette séance qu'une série d'incidents ont éclaté, menant à l'interpellation de 12 personnes, inculpées durant le « second procès des docks ».

[\(647\)](#) Lt-Kol VAN GEET (W.J.D.), *De Dockstaking 1973, dagboek van een sociaal konflikt in de haven van Antwerpen en Gent*, s.l., 1979, p. 159.

[\(648\)](#) *Voorstel voor de aktie rond de dockprocessen van 12-13 maart aan de dokken*, s.l., 1974.

[\(649\)](#) Vonnis uitgesproken door de 9de Kamer van de Correctionele Rechtbank te Antwerpen op 24 december 1974, inzake : Vervaeet, Doumen, Daniels, Van Gorp en C°. Dans AMADA, *Vrijspraak dokproces ! AMADA vrij, 430 neen*, Antwerpen, 1975, pp.2-4.

[\(650\)](#) Idem.

[\(651\)](#) *Nota's over de oriëntatie van de campagne dockprocessen*, s.l., juin 1974, p.3. CESEP

[\(652\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 73, 29 mei 1974, pp.1-2.

[\(653\)](#) *Nota's over de oriëntatie van de campagne dockprocessen*, s.l., juin 1974, p.1. CESEP

[\(654\)](#) Interview de Marie-Rose Eligius, 26 juillet 2000.

[\(655\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Programme de lutte d'AMADA, choisissez ta lutte révolutionnaire de classes*, Anvers, 1974, pp.3-4. CESEP.

[\(656\)](#) Ibidem, p.8.

[\(657\)](#) Idem.

[\(658\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste*, Anvers, 1973, p. 79. CESEP

[\(659\)](#) Idem.

[\(660\)](#) *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n° 13, 5 oktober 1971, p.1.

[\(661\)](#) Il est impossible de donner le nombre exact de membres, ces informations étant tenues secrètes. Pourtant il est possible d'en faire une approximation sur base du nombre de participants aux différentes actions du mouvement, du soutien financier ou encore du nombre de

journaux vendus. Ainsi, si la première fête du 1er Mai en 1970 rassemblait 500 personnes, elles sont 1800 au 1er Mai 1975. Les résultats de campagnes financières pour les élections ou le journal national publiés régulièrement, permettent de donner une approximation sur le nombre d'entreprises autour desquelles le mouvement est actif. Ainsi une trentaine d'entreprises sont régulièrement visitées par les militants d'AMADA. Autre indication, le nombre de candidats sur les listes électorales: s'ils sont 51 aux premières élections de 1974, ils sont 271 candidats aux élections de 1976. Au niveau du journal, en 1973, d'après AMADA, le nombre de lecteurs était d'environ 4000, ce qui n'est pas à exclure si déjà en 1971, AMADA menait une campagne pour les 3000 abonnements.

[\(662\)](#) Résultats des élections du 11 mars 1974, élections législatives, renouvellement intégral de la Chambre et du Sénat, 1974.

[\(663\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA). Programme de lutte d'AMADA, choisissez la lutte révolutionnaire de classes, Anvers, 1974, p. 31. CESEP.

[\(664\)](#) Tout le pouvoir aux ouvriers, n°62, 9 juin 1976, p. 6.

[\(665\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA). Programme de lutte d'AMADA, choisissez la lutte révolutionnaire de classes, Anvers, 1974, p. 31. CESEP.

[\(666\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°66, 25 februari 1974, p. 3 et Tout le pouvoir aux ouvriers, n°62, 9 juin 1976, p. 6

[\(668\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°61, 26 mai 1976, p.3.

[\(669\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°66, 25 februari 1974, pp.3-4.

[\(670\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°70, 24 april 1974, p.7.

[\(671\)](#) Instrukties over structuur en werking van fabrieks-en wijkcellen, Marxisties-Leninisties organisatiebulletin I, s.l., 1974, pp.22-25. CESEP

[\(672\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°153, 23 mei 1976, p.16 - n°155, 9 juin 1976 - n°157, 23 juin 1976 - n°165, 25 augustus 1976 - n°169, 22 september 1976 - n°170, 25 september 1976.

[\(673\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°196, 30 maart 1977 - n°197, 6 april 1977 - n°198, 13 april 1977.

[\(674\)](#) Chiffres tirés de la base de donnée de la Vrij Universiteit van Brussel sur le site internet <http://www.vub.ac.be/3918.html>.

[\(675\)](#) Pour les élections de 1976: *Alle Macht Aan de Arbeiders*, n°172; 13 oktober 1976. p.2: *La Libre Belgique*, mardi 12 octobre 1976. pp.4-6.

[\(676\)](#) Verslag NKD op 8.7/1973, s.l., 1973, p.4.

[\(677\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste*, Anvers, 1973, p. 85. CESEP

[\(678\)](#) Interview de Luc Vervaet, 7 février 2000.

[\(679\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), *Textes sur la lutte idéologique*, Anvers, 1973, pp. 79–135.

[\(680\)](#) Ibidem, p. 89. CESEP

[\(681\)](#) Ibidem, p. 98.

[\(682\)](#) Ibidem, p. 94.

[\(683\)](#) Ibidem, p. 87.

[\(684\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels*, Anvers, 29 décembre 1974. CESEP

[\(685\)](#) AMADA, *Statuten-kampanje, versterk en revolutioneer je partij zonder dralen*, s.l., septembre 1975. CESEP

[\(686\)](#) Idem.

[\(687\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, op. cit., p.3.

[\(688\)](#) Ibidem, pp.4–5.

[\(689\)](#) Ibidem, p.4.

[\(690\)](#) AMADA, *Statuten-kampanje, versterk en revolutioneer de partij zonder dralen*, s.l., septembre 1975, pp. 6–7. CESEP

[\(691\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *Statuts*, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels, Anvers, 29 décembre 1974, p.9. CESEP

[\(692\)](#) Ibidem, pp. 10–12.

[\(693\)](#) Ibidem, pp. 12–14.

[\(694\)](#) Ibidem, p.12.

[\(695\)](#) Ibidem, p. 15.

[\(696\)](#) Ibidem, pp. 16-17.

[\(697\)](#) Ibidem, p. 19.

[\(698\)](#) *De opbouw van eengemaakt, doeltreffende en efficient werkende provinciale leidingen, centrale shakel van de rektifikatiebeweging, s.l., 1973, p. 1. CESEP*

[\(699\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *Statuts*, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels, Anvers, 29 décembre 1974, p. 17. CESEP

[\(700\)](#) Ibidem, p. 18.

[\(701\)](#) *De opbouw van eengemaakt, doeltreffende en efficient werkende provinciale leidingen, centrale shakel van de rektifikatiebeweging, s.l., 1973, p. 2. CESEP*

[\(702\)](#) Idem.

[\(703\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste, Anvers, 1973, p. 110. CESEP

[\(704\)](#) Ibidem, p. 123.

[\(705\)](#) Idem.

[\(706\)](#) Ibidem, p. 124.

[\(707\)](#) Interview de Baudouin Deckers, 28 juillet 2000.

[\(708\)](#) *De opbouw van eegemaakt, doeltreffende en efficient werkende provinciale leidingen, centrale shakel van de rektifikatiebeweging, s.l., 1973, p.2. CESEP*

[\(709\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, *Statuts*, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels, Anvers, 29 décembre 1974, p.24. CESEP

[\(710\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS (AMADA), Textes sur la lutte idéologique, mouvement ouvrier communiste marxiste-léniniste, Anvers, 1973, p. 110. CESEP

[\(711\)](#) Ibidem, p. 116. CESEP

[\(712\)](#) Ibidem, pp. 111-112.

[\(713\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, structure et fonctionnement de la cellule communiste, EPO, 1975.

[\(714\)](#) Interview de Luc Vervaet, 7 février 2000.

[\(715\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, op.cit., p. 1-3.

[\(716\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels, Anvers, 29 décembre 1974, p. CESEP

[\(717\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, structure et fonctionnement de la cellule communiste, EPO, 1975, p.l.

[\(718\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels, Anvers, 29 décembre 1974, p.21. CESEP

[\(719\)](#) Interview du 23 juin 2000. Nom connu de l'auteur.

[\(720\)](#) TOUT LE POUVOIR AUX OUVRIERS, structure et fonctionnement de la cellule communiste, EPO, 1975, p.5.

[\(721\)](#) Ibidem, p.6.

[\(722\)](#) Ibidem, pp.6-8.

[\(723\)](#) Ibidem, p. 13.

[\(724\)](#) Ibidem, p. 14.

[\(725\)](#) Ibidem, p. 15.

[\(726\)](#) Kampagne weekblad- Tekst n°2, s.l., 11/1/1975, p.l.

[\(727\)](#) De politieke en ideologische objectieven in de campagne van het blad. Kampagne weekblad - Tekst n°10, 1975, p.2. - Kampagne weekblad - Tekst n°2, s.l., 11/1/1975, p. 1.

[\(728\)](#) Start binnen de partij de voorbereiding van de campagne voor het weekblad.' Kampagne weekblad- tekst n°3, 19 janvier 1975, p.l.

[\(729\)](#) Idem.

[\(730\)](#) Ibidem, pp.2-5.

[\(731\)](#) AMADA, lettre aux sympathisants et membres, 10 février 1975.

[\(732\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°91, 6 februari 1975, p.l.

[\(733\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°95-98, 4 et 18 avril 1975, 1 et 7 mai 1975.

[\(734\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°98, 7 mei, 1975.

[\(735\)](#) NAPA, Feest van de drukkerij, 28 juin 1975.

[\(736\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, 30 juillet 1975.

[\(737\)](#) Richtlijnen voor het ver derzetten van de campagne, voor alle militanten, campagne weekblad - tekst n°5.'5, 15/05/75, p.2.

[\(738\)](#) Voir les journaux Alle Macht Aan de Arbeiders, n°100-W8, 110, 117, 119-136, 140-141.

[\(739\)](#) Voir entre autre les journaux Tout le Pouvoirs aux Ouvriers, n°74, 27/10/76, p.13 ; n°12, 7juin 1978, p.7 ; n°13, 21 juin 1978, p.10.

[\(740\)](#) Kampagne weekblad - Tekst n°2, s.l., 11/1/1975, p. 1.

[\(741\)](#) Interview de Herwig Lerouge, 4 avril 2000.

[\(742\)](#) CHAUVIER (J.-M). « gauchisme » et nouvelle gauche en Belgique (II), in les Courriers Hebdomadaires du CRISP, n° 602-603, Belgique, 1973, p.8.

[\(743\)](#) CHAUVIER (J.-M.). op. cit., p. 8.

[\(744\)](#) Ibidem, p. 9.

[\(745\)](#) Interview de Pierre Marage 31 juillet 2000.

[\(746\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(747\)](#) AMADA-TPO, Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976, pp. 56-57.

[\(748\)](#) AMADA-TPO, L'organisation anarcho-syndicaliste, anti-communiste et contre-révolutionnaire Clarté, pour la défense des principes de base de la construction du Parti Communiste, s.l., 1974.

[\(749\)](#) AMADA-TPO, Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976, p.58.

[\(750\)](#) Ibidem, p.59.

[\(751\)](#) Interview de Jacques Boutemy, 27 mars 2000.

[\(752\)](#) AMADA-TPO, op.cit., p.59.

[\(753\)](#) Idem.

[\(754\)](#) CHAUVIER (J.-M.), « gauchisme » et nouvelle gauche en Belgique (II), in les Courriers Hebdomadaires du CRISP, n° 602-603, Belgique, 1973, p. 10.

[\(755\)](#) AMADA-TPO, op.cit., p.59.

[\(756\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(757\)](#) COLLON (M.), Projet de bilan de l'UC(ML)B, s. 1., juin-octobre 1978, p. 13.

[\(758\)](#) Idem.

[\(759\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(760\)](#) AMADA. Critique des positions de l'UC(ML)B, Anvers, juillet 1973, p.2.

[\(761\)](#) COLLON (M.), op.cit., p. 15.

[\(762\)](#) Ibidem, p.65.

[\(763\)](#) UC(ML)B. Bulletin marxiste-léniniste n°3, s.l., 1973, p.76.

[\(764\)](#) AMADA, op.cit., p.7.

[\(765\)](#) UC(ML)B, op.cit., p.65.

[\(766\)](#) AMADA, op.cit., p.33.

[\(767\)](#) AMADA-TPO, Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976.

[\(768\)](#) COLLON (M.), op.cit., p.86.

[\(769\)](#) Point de vue d'AMADA sur l'unification des marxistes-léninistes et les étapes de la construction du Parti, s.l., S.&, p.l

[\(770\)](#) COLLON (M.), Projet de bilan de l'UC(ML)B, s.l., juin-octobre 1978, p.87.

[\(771\)](#) AMADA-TPO Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976, p.61.

[\(772\)](#) UC(ML)B Les tâches des communistes (marxiste-léninistes) dans les luttes actuelles de la classe ouvrière, s.l., 1973, p.13.

[\(773\)](#) Ibidem, p.5.

[\(774\)](#) Verslag : vergad. UC (2) AMADA (4), 16/01/75; Verslag.vergad. UC(2)-AMADA(4). 13/02/75; Diskussie AMADA-UC, 14/09/75.

[\(775\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(776\)](#) UC(ML)B, Les tâches scientifiques du mouvement marxiste-léniniste, s.l., 1975, p. 19.

[\(777\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(778\)](#) Premier Plenum du CC de l'UC(ML)B, la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout, bulletin pour la rectification n°1, 4 février 1976, p.l.

[\(779\)](#) Appel à tous les ouvriers révolutionnaires de Belgique, débat public entre AMADA-TPO et l'UC(ML)B, tract de l'UC(ML)B. Marcinelles, 1976 et UC(ML)B-UK(ML)B, Tous au débat du 29, 25/2/1976.

[\(780\)](#) AMADA-TPO, Marxistes-Léninistes, unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976, p.62.

[\(781\)](#) Idem.

[\(782\)](#) Résolution interne du comité central de AMADA-TPO du 15 février 1976, cité dans AMADA-TPO, op.cit., pp. 62-65.

[\(783\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°54, 18 février 1976, p. 10.

[\(784\)](#) Resolutie van het centraal comitee over de kraksie van de voorzitter van AMADA en van het kader van het regionaal komitee van Brussel, 19 février 1976.

[\(785\)](#) Résolution du Comité Central de Tout le Pouvoir aux Ouvriers comme réponse à la résolution du comité central de ! 'Union des Communistes Marxistes-Léninistes de Belgique concernant la fraction du président de TPO et du cadre du comité régional de Bruxelles, s.l., 1976, p. 1.

[\(786\)](#) Procès verbal du meeting de l'UC(ML)B, 29 février 1976, cite dans AMADA-TPO, Marxistes-Léninistes. unissez-vous pour démasquer et détruire le groupe de trotskistes et de provocateurs qui dirige l'UC(ML)B, EPO, 1976, p. 68.

[\(787\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(788\)](#) Mémoire sur les comploteurs infiltrés dans le mouvement communiste de Belgique établi par le comité central de l'Union des Communistes (Marxistes-Léninistes) de Belgique, s.l., 1976.

[\(789\)](#) Interview de Pierre Marage, 31 juillet 2000.

[\(790\)](#) AMADA-TPO, Critiquons à fond la ligne révisionniste et sociale-fasciste de la direction de l'UC, EPO, 1976, p.58.

[\(791\)](#) PV de l'interrogatoire de Pierre par le CC (mardi 9 mars 1976).

[\(792\)](#) POLLET (E.), Hors de l'UC(ML)B, la clique provocatrice sociale-fasciste Xetszaten-Minet, avril 1976.

[\(793\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°58, 14 avril 1976, pp.8-9.

[\(794\)](#) Appel à rompre avec le groupe provocateur anti-parti dirigeant l'UC(ML)B, par des militants communistes de l'UC(ML)B, 1976, p.3.

[\(795\)](#) Directives pour les militants et sympathisants d'UC qui adhèrent à AMADA, s.l., 1976, p.1.

[\(796\)](#) Interview de Nadine Rosa Rosso, 21 mars 2000.

[\(797\)](#) Interview de Pierre Marage, 31 juillet 2000.

[\(798\)](#) Eric Pollet dirigeant de l'UC(ML)B se serait opposé à Ludo Martens devenu le nouveau compagnon de son ex-femme responsable régionale de l'UC(ML)B à Bruxelles.

[\(799\)](#) Interview de Pierre Marage, 31 juillet 2000.

[\(800\)](#) Les méthodes utilisées au sein de l'UC(ML)B seront notamment à l'origine de couples brisés, de familles détruites, de personnes psychologiquement atteintes.

[\(801\)](#) Interview de Paul Deramelaere, 6 juillet 2000.

[\(802\)](#) Interview de Michel Momerency, 28 mars 2000.

[\(803\)](#) Idem.

[\(804\)](#) Interview de Hubert Hedeboom, 28 juin 2000.

[\(805\)](#) Cette mention apparaît ouvertement pour la première fois sur l'entête du journal du 3 mars 1977. Tout le Pouvoirs aux Ouvriers, n°7, 3 mars 1977.

[\(806\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°14, 27 avril 1977, p.5.

[\(807\)](#) Waarom en politiek en taktiek centraal stellen en strijden tegen het sektarisme, s.l.. 1976. p.20.

[\(808\)](#) De fundamentele principes om de organisatie een te maken, s.l., 1977? p.3.

[\(809\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders. n°48, 14 mei 1973, p.8.

[\(810\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, N° 34, 14 mai 1975, p.2; Alle Macht Aan de Arbeiders. n°150. 5 mei 1976. p.8 ; Tout le Pouvoir aux Ouvriers. n°175, 11 mai 1975, p. 12.

[\(811\)](#) Waarom en politiek en taktiek centraal stellen en strijden tegen het sektarisme, s.l., 1976, pp. 1-2.

[\(812\)](#) Résultats des élections législatives du 17 décembre 1978, renouvellement intégral de la chambre et du sénat, 5.1.. 1978.

[\(813\)](#) Ontwerp-tekst. Organisatie afdeling strijden tegen het sektarisme en « links » doktrinarisme. Partij en Front, 1976, pp. 15-17.

[\(814\)](#) Ibidem, p. 13. Ibidem, p.5.

[\(815\)](#) Waarom en politiek en taktiek centraal stellen en strijden tegen het sektarisme, s.l., 1976, p.3ü.

[\(816\)](#) Idem.

[\(817\)](#) Tout le Pouvoirs aux Ouvriers, n°15, 11mai 1977, p.10.

[\(818\)](#) Idem.

[\(819\)](#) Idem

[\(820\)](#) Waarom en politiek en taktiek centraal stellen en strijden tegen het sektarisme, s.L 1976. p. 10.

[\(821\)](#) Ibidem p. 4 et p. 18

[\(822\)](#) HOBBSAWM, (E.J.), L'Age des extreme, histoire du court XXe siècle, France, 1999, p.583.

[\(823\)](#) Ibidem, pp.583-584.

[\(824\)](#) Ibidem, pp.585-587.

[\(825\)](#) Ibidem, p.329 et p.587.

[\(826\)](#) Idem.

[\(827\)](#) TPO, La Russie et l'Amérique préparent une nouvelle guerre mondiale. L'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse et agressive\*. Textes du bureau national d'AMADA-TPO-TPO juin-décembre 1975, p.5.

[\(828\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers\*, n°5, 1 mars 1978.

[\(829\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers\*, n°21, 17 août 1977, p. 9.

[\(830\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders\*, n°191, 23 februari 1977, p.13.

[\(831\)](#) Voir pp. 65-66 supra.

[\(832\)](#) TPO, La Russie et l'Amérique préparent une nouvelle guerre mondiale. L'Union Soviétique est la superpuissance la plus dangereuse et agressive\*. Textes du bureau national d'AMADA-TPO-TPO, juin-décembre 1975, p.5.

[\(833\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°13, 21 juin 1978, p. 12.

[\(834\)](#) TPO, op.cit., p.5. Ibidem, p. 6.

[\(835\)](#) Ibidem, p. 6

[\(836\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°21, 17 août 1977, p.9.

[\(837\)](#) Idem.

[\(838\)](#) Idem. A ce titre il s'agit de remettre l'Europe dans le contexte de la construction politique et économique de l'Union

[\(839\)](#) Tout le Pouvoir aux travailleurs, N°21, 17 août 1977, p.9 et n°22, 31 août 1977, p. 10.

[\(840\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, N°24, 28 septembre 1977, pp. 11-13.

[\(841\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°28, 23 novembre 1977, p. 11

[\(842\)](#) Ontwerp-tekst. Organisatie afdeling strijden tegen het sektarisme en « links » doktrinarisme. Partij en Front, 1976, p. 10.

[\(843\)](#) Idem.

[\(844\)](#) Alle Macht Aan de Arbeiders, n°199, 20 april 1977.

[\(845\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°6, 14 février 1979, p.8.

[\(846\)](#) Dokument 1969, Een leidraad doorheen de marxistische theorie. Het belang van de revolutionaire theorie, in MARTENS (L.), MERCKX (K.), Een kwarteeuw Mei '68, Bruxelles, 1993, pp. 240-244.

[\(847\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°13, 21 juin 1978, p. 12.

(848) Nihil

[\(849\)](#) VANDEPUTTE (R.), L'histoire économique de la Belgique 1944-1990, Bruxelles, 1993, p. 197.

[\(850\)](#) Voir LUYKX (Th.), PLATEL (M.), Politieke geschiedenis van België, van 1944 tot 1985, t.2, Antwerpen, 1985, pp.627-737.

[\(851\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°13, 21 juin 1978, p. 12.

[\(852\)](#) Idem.

[\(853\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°8, 12 avril 1978, p.6.

[\(854\)](#) Ibidem, p.8.

[\(855\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°11, 24 mai 1978, p.5.

[\(856\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°20, 27 septembres 1978, p.4.

[\(857\)](#) Voir entre autre Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°12, 7 juin 1978 ; n°13, 21 juin 1978.

[\(858\)](#) Voir respectivement Tout le Pouvoir aux Ouvriers n°15, 18 avril 1978, p.5 ; n°13, 4 avril 1979, p.8 ; n°21, 30 mai 1979, p.7.

- [\(859\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°27, 11 juillet 1979, pp.6-7.
- [\(860\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°22, 25 octobre 1978, p. 12.
- [\(861\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°12, 7 juin 1978, p.8.
- [\(862\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°35, 12 septembre 1979, pp.3-4.
- [\(863\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, 11 octobre 1978, p.5.
- [\(864\)](#) Pour les élections de 1977 : Tout le Pouvoir aux Ouvriers, N°14, 27 avril 1977, p.5 ; Le Soir, mardi 19 avril 1977, pp. 4-8. Pour les élections de 1978 : Résultats des élections législatives du 17 décembre 1978, renouvellement intégral de la chambre et du sénat, s.l., 1978.
- [\(865\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°5, 7 février 1979, p. 3.
- [\(866\)](#) Ibidem, p.5. Tout le Pouvoirs aux Ouvriers, n°6, 14 février 1979, p.5 et n°8, 28 février 1979, p.9.
- [\(859\)](#) Voir Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°17, 17 août 1978 et n°16, 25 avril 1979.
- [\(860\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°28, 25 juillet 1979.
- [\(861\)](#) Tout Je Pouvoir aux Ouvriers, 21 mars 1979, p.2.
- [\(862\)](#) Tout le Pouvoirs aux Ouvriers, 9 mai 1979, pp.4-5.
- [\(863\)](#) Réorganisation des directions provinciales, 1 janvier 1979, p. 3.
- [\(864\)](#) Idem.
- [\(865\)](#) Projet d'orientation pour le Bureau National, 30 janvier 1979, p.l.
- [\(866\)](#) Réorganisation des directions provinciales, 1 janvier 1979, pp. 1-2. Ibidem, p. 3.
- [\(867\)](#) Ibidem, p. 3
- [\(868\)](#) Idem.
- [\(869\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, 11 mars 1979, p. 10.
- [\(870\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°33, 29 août 1979, p. 11.
- [\(871\)](#) Verslag kommissies : Partij, Front en Réformisme, p.5.
- [\(872\)](#) Directives du Comité Central pour tous les militants. Les lâches en vue du Congrès, 12/05/79, p. 1.
- [\(873\)](#) Ibidem, p.1-2.

[\(874\)](#) Ibidem, p.2.

[\(875\)](#) Ibidem,p.3.

[\(876\)](#) Idem.

[\(877\)](#) PXB, 19/08/79, p. 1.

[\(878\)](#) Interview de Michel Mommerency, 28 mars 2000.

[\(879\)](#) Programme. Documents du Congrès. Approuvé par le Congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique. Octobre 1979, Bruxelles, 1979, pp.5-59.

[\(880\)](#) Ibidem, p.83.

[\(881\)](#) Ibidem, p.88.

[\(882\)](#) Ibidem, p.101.

[\(883\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°44, 14 novembre 1979. p. 9.

[\(884\)](#) Tout le Pouvoir aux Ouvriers, n°43, 7 novembre 1979, p. 11.

[\(885\)](#) DE WAELE (J.-M.), *Un cas de peur du rouge chez les rouges? Les réactions dans le parti communiste de Belgique face à la scission grippiste*, in *La peur du Rouge*, éd. par DEL WIT (P.) et GOTOVITCH (J.), Bruxelles, 1996, p. 137.

[\(886\)](#) CHAUVIER (J.-M.), *Gauchisme et nouvelles gauche en Belgique*, in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1973, I. n° 600-601; II, n° 602-603.

**Annexes** - Pour consulter les annexes, consulter le volume joint à ce mémoire (pas disponible, jh)

### [Table des matières](#)

#### Index des noms dans le texte liés à la gauche

Noms	Nombre
Bevernage Carl	3
Bob Roeck	2
Boutemy Jacques	12
Cap Jan	2
Claes Warre	2
Cottenier Jo	3
De Bock Walter	5
De Witte Flor	3
Debrouwere Jan	1
Deckers Boudain	4

Deramelaere Paul	9
Goossens Paul	9
Graindorge Michel	9
Hedebouw Hubert	12
Heirbaut Karel	1
Hertogen Jan	1
Hertogen Kris	9
Houthuys Jef	1
Lerouge Herwig	18
Marage Pierre	8
Martens Ludo	43
Merckx Kris	25
Michiels Thérèse	1
Mommerency Michel	2
Pestieau Jean	3
Pollet Eric	2
Roefs Jean-Louis	8
Rosa-Rosso Nadine	5
Saeyns Roger	4
Theunissen Paul	4
Van Hulle Stan	1
Van Reussel Arnout	5
Vervaeke Luk	12
Veulemans	2
Willockx Renate	6